

150 000

QUARANTIÈME ANNÉE N° 12051

DERNIÈRE ÉDITION

MERCREDI 26 OCTOBRE 1983

Relance du logement à Paris

En deux ans
4 000 appartements pourraient
être mis en chantier
et 15 000 H.L.M. rénovés
LIRE PAGE 15

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 96 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 275 p. ; Libye, 0,850 Dr. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Suède, 240 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Tchécoslovaquie, 1,40 T. ; Yougoslavie, 130 ml.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4267 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-25

La mission de la force multinationale au Liban

La détermination de M. Mitterrand

Le Liban est désormais le dossier prioritaire pour M. Mitterrand. On l'a bien compris lundi lorsqu'on a appris que le président de la République avait en le réflexe et le courage de se rendre à Beyrouth. On l'a encore mieux compris dans la soirée en regardant à la télévision le chef de l'Etat réaffirmer, avec gravité et conviction, que la France « reste et restera fidèle à son histoire et à ses engagements » au Liban.

Contrairement à ce qu'avaient pu laisser passer certains propos de M. Chirac, il ne faut s'attendre, à court terme, à aucun inféchissement de la politique française au Liban. Les attentats dont ont été victimes les forces françaises et américaines n'ont fait que renforcer la détermination du président de la République de ne pas reculer devant le terrorisme et de ne pas fuir ce qu'il estime être la responsabilité de la France. Un retrait du contingent français ne pourrait, ajoute-t-on dans son entourage, que renforcer encore l'aspect Est-Ouest du conflit et hâter le dépeçage d'un pays dont l'existence est nécessaire à l'équilibre régional.

Il n'est pas question non plus, pour la France, de remettre en cause la légitimité du gouvernement de M. Gemayel, même si l'on estime qu'il est indispensable de parvenir à un nouveau « pacte national » entre les différentes communautés libanaises qui tiennent mieux compte de leur importance. Mais encore faut-il qu'un tel pacte ne consacre pas une tutelle syrienne sur le Liban.

Ces objectifs étant à très long terme, il reste cependant à revoir les modalités de la présence militaire française au Liban. Ce sujet devrait être abordé au cours du conseil des ministres de mercredi, mais aussi dans le courant de la semaine, lorsque les ministres des affaires étrangères des quatre pays participants à la force multinationale se rencontreront jeudi à Paris pour mettre au point un renforcement et une coordination de leurs mesures de sécurité, et peut-être aussi pour mieux préciser la tâche qu'ils tentent d'accomplir au Liban. Et ceci à l'attention de leurs opinions publiques autant qu'à celles des différents pays impliqués en effet, à Paris, d'assurer l'insécurité dans laquelle vit le contingent français, ou ne veut cependant pas l'isoler de la population civile.

Le temps n'est donc pas venu, pour le président de la République, de se débarrasser sur les Nations unies du fardeau libanais, tout simplement parce que la communauté internationale n'est pas prête à assumer ses responsabilités. Outre qu'une telle initiative se heurte à un veto soviétique et à l'opposition résolue de la Syrie, il est clair qu'une force des Nations unies ne pourrait pas, dans le contexte actuel, éviter la reprise des hostilités et un nouveau bouleversement de la situation sur le terrain.

Depuis plusieurs semaines déjà, Paris a demandé, mais en vain, que toutes les puissances concernées prennent leurs responsabilités. La France le demandera de nouveau, mais sans grande illusion. A moins d'une évolution positive des conversations toujours prévues à Genève entre les communautés libanaises, les Français doivent donc s'attendre à vivre encore longtemps à l'heure de Beyrouth. Reste à savoir si le président de la République pourra toujours maintenir le relatif consensus dont il bénéficie. Par sa démarche et ses explications de lundi, il a prouvé jusqu'à présent qu'il en était capable.

Les ministres des affaires étrangères des quatre pays participants vont se concerter jeudi à Paris

Les travaux de déblaiement se poursuivent sans désemparer, ce mardi 25 octobre en fin de matinée, pour tenter de dégager d'éventuels survivants qui seraient encore prisonniers des décombres du quartier général américain et du poste de commandement français, détruits dimanche matin par le double attentat de Beyrouth. Une conférence des ministres des affaires étrangères des quatre pays participants à la force multinationale (France, États-Unis, Italie, Grande-Bretagne) doit se réunir jeudi à Paris pour tirer les leçons du drame pour tout ou partie des missions et à la protection de la force multinationale.

Selon les derniers chiffres provisoires, publiés mardi matin par le ministère de la défense à Paris, l'effondrement du P.C. français a fait 32 morts, 15 blessés et 26 disparus. Les Américains, de leur côté, déplorent la mort de 207 « marines ». Lundi soir, les 11 soldats français blessés ont été accueillis à l'aéroport de Villacoublay par M. Pierre Mauroy et transportés immédiatement dans trois hôpitaux militaires de la région parisienne.

À Beyrouth, les 1 600 « marines » du contingent américain ont essayé ce mardi matin des tirs d'armes légères dirigés contre leurs positions, dans l'aéroport. Un navire de guerre américain, ayant à son bord 200 « marines » destinés à remplacer les tués de Beyrouth, a franchi dans la matinée le détroit de Gibraltar.

De nouvelles précisions sur les circonstances des attentats sont maintenant connues. Des sentinelles françaises auraient tiré, en vain, sur le « camion-suicide », avant qu'il ne franchisse un triple barrage composé de chicanes, de barbelés et de sacs de sable. De même, le camion lancé contre le poste américain a déversé trois « marines » qui tentaient d'empêcher son irruption.

Commentant les attentats, M. Charles Hernu, ministre français de la défense, a affirmé que les auteurs étaient des « fanatiques ». Les milieux militaires français estiment qu'il s'agit vraisemblablement de « groupuscules de terroristes » manipulés par un seul et même mouvement, qui serait d'origine syrienne et s'appuierait sur des exécutants probablement iraniens ou chiites.

Le Washington Post écrit ce mardi que des responsables de l'ambassade d'Iran à Beyrouth pourraient avoir été prévenus à l'avance des attentats. Le journal, étant des autorités américaines et, qui ont demandé à rester anonymes, affirment que des « activités iraniennes », qu'il refuse de préciser, avaient été constatées à Beyrouth peu avant le déroulement des attentats de dimanche. D'autres hauts responsables ont assuré au Washington Post qu'ils soupçonnaient principalement une fraction dissidente du mouvement politico-militaire chiite Amal, dirigée par M. Hussein Moussavi, qui est basé à Balbek (le Monde du 25 octobre).

Une seconde organisation, le Jihad islamique, qui avait déjà revendiqué l'attentat contre l'ambassade des États-Unis, a assuré lundi, par un appel téléphonique à l'A.F.P., la responsabilité de l'attentat contre « les bastions des impérialismes réactionnaires, afin de prouver au monde que leurs flottes et leur artillerie ne lui font nullement peur ». Après notre précédente opération contre l'ambassade américaine en avril, nous avions averti que notre prochain coup serait plus violent. Aujourd'hui, ils ont compris à qui ils ont affaire », a encore indiqué le correspondant anonyme, qui a ajouté : « Nous sommes les soldats de Dieu et sommes épris de la mort. Nous ne sommes ni iraniens, ni syriens, ni palestiniens. Nous sommes des musulmans libanais qui suivons les préceptes du Coran ».

De « Barberousse » aux euromissiles

I. - Tu me dépasses, je te rattrape...

Le 22 juin 1941, la Wehrmacht, appuyée par des unités d'une douzaine de nationalités, déclenchait l'opération « Barberousse », en envahissant, sans lui avoir adressé d'ultimatum, une Union soviétique qui avait joué à fond, depuis le pacte d'août 1939, la carte de la collaboration avec le Reich.

Les avertissements n'avaient certes pas manqué : des services d'espionnage soviétiques à Churchill et aux déserteurs allemands, c'était à qui mettrait le plus solennellement en garde Staline contre

une offensive dont les énormes concentrations de troupes nazies — cent quatre-vingt-dix divisions — de la Baltique aux Carpates signalaient à elles seules l'imminence. Mais le dictateur faisait tellement confiance à Hitler — dont il avait accepté, l'hiver précédent, qu'il en discutait les termes, une offre de partage du monde — qu'il voyait, dans ce qui n'était que la pure vérité, une machination de Churchill.

Il n'avait pas oublié que celui-ci s'était fait, en 1919, le principal avocat de l'intervention occidentale dans la guerre civile russe, et il croyait qu'il cherchait seulement à brouiller les cartes entre le Führer et lui. Le départ pour Londres, dans des conditions encore mal éclaircies, de Rudolf Hess, l'un des principaux lieutenants de Hitler, aujourd'hui le dernier occupant de la prison interalliée de Spandau, à Berlin, ne pouvait qu'accroître encore ses soupçons.

(Lire la suite page 7.)

Des troupes des États-Unis et des Caraïbes débarquent dans l'île de la Grenade

Le président Reagan a confirmé l'intervention militaire dans ce pays où la semaine dernière un Conseil révolutionnaire a pris le pouvoir

Des troupes américaines et de six îles des Caraïbes ont débarqué ce mardi matin 25 octobre dans l'île de la Grenade, où un Conseil militaire révolutionnaire a pris le pouvoir la semaine dernière, après un sanglant coup de force au cours duquel le premier ministre Maurice Bishop, et trois de ses ministres ont été exécutés.

La nouvelle, d'abord annoncée par Radio-Free Grenada, station contrôlée par les dirigeants de St-George's la capitale de l'île, a été confirmée d'abord par le chaîne de télévision américaine C.B.S., puis par le président Reagan lui-même. Des forces conjointes de « marines » américains, et de soldats venant entre autres pays de la Jamaïque, de la Barbade, d'Antigua et de Saint-Vincent, ont attaqué l'île un peu avant 6 heures (locales), 11 heures à Paris.

De durs combats ont mis aux prises les troupes étrangères avec les forces mobilisées par les nouveaux dirigeants de l'île qui avaient annoncé à plusieurs reprises qu'ils se préparaient à une telle invasion. A 7 heures, la radio officielle de la Grenade a annoncé que l'aéroport était tombé.

C'est à 6 heures locales qu'une présentatrice de Radio-Free Grenada, la voix effolée, a annoncé l'attaque déclenchée quelques instants plus tôt. Elle a demandé à plusieurs fois :

« Rappelez-vous que Grenade appartenait aux Grenadaïens. Nous nous battons jusqu'au dernier homme, jusqu'à la dernière femme », a annoncé le radio.

D'autres présentateurs ont demandé à la population de bloquer les routes. Ils ont indiqué que le Conseil militaire révolutionnaire lançait un appel à l'aide à tous les gouvernements.

La veille, lundi 24 octobre, environ soixante « marines » américains avaient débarqué dans l'île voisine de la Barbade et avaient chargé du matériel militaire à bord de trois hélicoptères. Le responsable de l'ambassade américaine dans cette île avait indiqué qu'un débarquement à la Grenade serait une des options possibles pour protéger le millier de citoyens des États-Unis — en majorité des étudiants — qui pourraient être menacés par le nouveau régime révolutionnaire.

Le gouvernement de Washington avait annoncé la semaine dernière l'envoi d'une force navale dans la région.

(Lire la suite page 4.)

LE PARTI SOCIALISTE ET LE POUVOIR

Les bras ballants

par JEAN-YVES LHOMEAU

A quel sert un parti dominant sous le V^e République ? Les socialistes n'en finissent pas de se poser la question, de s'efforcer d'y répondre, d'adapter leurs actes aux réponses et de se dire que, tout compte fait, ils n'ont pas vraiment répondu à ce qu'ils attendaient d'eux-mêmes.

Tout parti politique a deux objectifs : la conquête du pouvoir, puis la participation à l'exercice du pouvoir. Le premier atout, comment les socialistes concevaient-ils l'autre ? A

vrai dire, on sait surtout ce qu'ils ne voulaient pas être. L'histoire de la V^e République leur a offert deux images repoussées : le parti « godillot » — entièrement à la dévotion de l'exécutif, et qui n'a d'autre fonction militante que le collage d'affiches — et l'État-U.D.R. — Celle de la V^e République leur a laissé le souvenir d'un épouvantail, certes défranchi, mais encore inquiétant : le régime des partis, qui se discréditait eux-mêmes en dévalorisant l'État.

Les réponses à leurs interrogations, ils ne pouvaient pas les trouver dans ces modèles récusés, pas plus que dans la lettre d'une Constitution fort elliptique en la matière, puisqu'elle dispose que « les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage universel » ; c'est tout. Les réponses, ils ne pouvaient les trouver qu'en eux-mêmes, dans leurs traditions militantes et compte tenu d'institutions « rudes, lourdes, même cassantes ». Elles existent. M. François Mitterrand, après les avoir si longtemps combattues, les utilise au mieux de ses intérêts. Et, comme dit M. Lionel Jospin, « sauf à en changer, il faut vivre avec ».

On sait donc que les socialistes veulent continuer à vivre dans un parti dont le fonctionnement démocratique unique en France garantit le libre débat public. Qu'ils souhaitent, légitimement, que ces décisions, prises en congrès, soient écoulées par tous les militants, y compris par ceux qui siègent au Parlement et au gouvernement. Qu'ils respectent, évidemment, la légitimité, plus vaste, dont disposent leurs représentants élus au suffrage universel. Qu'il n'est pas question pour eux de renoncer à leur liberté de critique et de proposition, bien qu'il faille tenir compte des exigences de l'exercice du pouvoir. Qu'ils sont prêts à servir de relais à l'action gouvernementale, à condition que cette action leur convienne. Qu'ils sont disposés à faire remonter vers le pouvoir ce qu'ils entendent autour d'eux, à condition de ne pas avoir le sentiment de s'adresser à des sourds.

Ils étaient restés les bras ballants, ces militants, dans les premiers mois qui avaient suivi les victoires du

printemps 1981. Bras ballants, parce qu'il n'y avait rien d'autre à faire qu'à regarder les élus et le gouvernement mettre en œuvre ce pour quoi ils avaient été portés au pouvoir : nationalisations, retraite à soixante ans, cinquième semaine de congés payés, revalorisation du S.M.I.C., « Gordiens du programme », comme disait M. Lionel Jospin au congrès de Valence, à l'automne 1981. Bras ballants, parce que ledit programme n'avait besoin de personne pour être gardé. Il s'appliquait, aurait-on dit, tout seul, à coups de lois et de décrets.

Acteurs « du changement » jusqu'à la victoire électorale, les militants socialistes ont été spectateurs lorsqu'il s'est agi de le mettre en œuvre. Spectateurs, aussi, au printemps 1982, d'un changement d'orientation de la politique économique, auquel l'opinion n'avait pas été préparée. Spectateurs, encore, du second coup de barre, au lendemain des élections municipales de 1983, pourtant précédées de déclarations selon lesquelles aucun nouveau plan de rigueur n'était en préparation. Bras ballants, comme en témoignent le peu d'échos rencontrés par les campagnes successives lancées par la direction du parti socialiste.

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

Fictions

Le premier rapport de la Haute Autorité de l'audiovisuel, parmi d'autres admonitions, reproche aux chaînes de télévision l'excès de « messages souvent violents délivrés par certaines fictions pour enfants achetées à l'étranger ».

C'est le bon sens. Il faut protéger nos bambins des délices de l'imaginaire. Quant à prémonir les adultes contre les visions de 30 heures — ces horreurs réelles venues de l'étranger — il y faudrait une autorité bien plus haute, qui reste, pour l'instant, du domaine de la fiction.

BRUNO FRAPPAT.



Camille Bourniquel
Le Jugement Dernier
roman
Julliard

Camille Bourniquel

Le Jugement Dernier

« Camille Bourniquel est bien l'un des meilleurs romanciers français d'aujourd'hui. » PIERRE DEMERON « MARIE-CLAIRE »

JEUNES CADRES
JEUNES DIPLOMÉS

isa

Une réforme archaïque

par ALAIN DUHAMEL

« Cohabitation »
politique
et mode
de scrutin

La controverse ouverte sur le problème de la « cohabitation » entre une majorité parlementaire et un président de la République de tendances opposées en cas d'alternance lors des prochaines élections législatives continue de s'alimenter. Dans l'hypothèse d'une victoire de l'opposition en 1986, André Passeron juge possible un retour à une vision « gouvernementaliste » de la Constitution. De son côté, Alain Duhamel pense que la gauche a mieux à faire que de réformer le mode de scrutin, sans faire sienne la position de ceux qui, dans l'opposition, pensent que ce mode de scrutin fait partie de facto de la loi fondamentale.

Si les gouvernements socialistes donnent suite à leur projet d'injecter une dose de proportionnelle dans le mode de scrutin législatif actuel, ils seront parfaitement dans leur droit, mais ils n'auront rien fait pour moderniser la vie politique. Adjoindre cent ou cent cinquante sièges attribués à la proportionnelle à ceux affectés selon la loi majoritaire uninominale à deux tours constitue en effet une démarche aussi légitime qu'archaïque. Ce serait se tromper de réforme.

Les critiques de l'opposition tempèrent contre une éventuelle « manipulation de l'opinion » ne sont certes pas recevables. La réforme du mode de scrutin figure en bonne place dans le programme commun de la gauche et, sous le numéro 47, parmi les cent dix propositions du candidat François Mitterrand. Son adoption ne pourrait qu'introduire davantage de justice dans la représentation nationale. C'est le général de Gaulle en personne qui eut voulu qu'une simple loi — modifiable à tout instant — régisse le régime électoral. Celui-ci a d'ailleurs déjà été corrigé à deux reprises, en 1956 (Georges Pompidou étant premier ministre), puis en 1976 (Valéry Giscard d'Estaing étant chef de l'Etat), pour élever substantiellement le seuil à partir duquel un candidat peut demeurer en lice au second tour des élections législatives : de 5 % des suffrages exprimés à 10 %, puis 12,5 %, des électeurs inscrits.

Quand, aujourd'hui, le R.P.R. et l'U.D.F. rivalisent pour blâmer la modification envisagée, ils sont donc mal placés pour cela. Valéry Giscard d'Estaing et Jean Lecanuet ne

Des effets déléterés

Et pourtant, la réalisation probable du projet serait fort regrettable, car à la fois néfaste en elle-même et déplorable parce qu'elle substituerait à d'autres réformes bien plus urgentes sur le même terrain.

On connaît les effets déléterés de toute introduction d'une part de proportionnelle : les candidats figurant sur les listes départementales, régionales ou nationales (en l'occurrence, plutôt régionales) sont bien souvent des hommes d'appareil, sans liens

directs et personnels avec les électeurs : les tondées les plus écartées de l'opinion, aujourd'hui écartées du Palais-Bourbon, retrouvent toutes leurs chances d'y faire leur rentrée ; les petits groupes centristes ressuscitent et — sauf courant national irrésistible — peuvent, comme en Italie ou en Allemagne fédérale (et comme jadis sous la IV^e République), marchander leurs services contre des maroquins. Ce serait l'heure de gloire des épigones du R.G.R. ou des résurgences de l'U.D.S.R., qui furent spécialisés dans ces techniques-là.

Outre que la représentation spécifique du parti socialiste serait brutalement laminée sur ses deux ailes au bénéfice du P.C. et du centre (ce qui ne devrait pas débattre), les avantages essentiels de la formule actuelle risqueraient fort de disparaître : la stabilité, bien sûr, qui domine à toute majorité sa chance de pouvoir gouverner durablement sur des options typées, mais surtout la transparence des choix. Car, aujourd'hui, ce sont les électeurs eux-mêmes qui donnent la victoire à une coalition organisée derrière ses leaders et affichant son programme.

Avec une part de proportionnelle, sans élan volcanique ou rejet implacable, une petite minorité de députés frontaliers pourrait faire et défaire les alliances, les gouvernements et les programmes sans que les électeurs aient même leur mot à dire. A Rome, à Bonn, à Paris autrefois, cette infirmité congénitale-là

n'a cessé de confisquer aux citoyens l'essentiel de leur pouvoir.

Or, en France, le problème est au contraire — avec un pouvoir exécutif fort — de donner davantage d'influence aux électeurs et non pas de rogner leurs maigres privilèges. C'est bien pourquoi, plutôt que de renforcer le poids des grands « appareils verticaux » et de prendre le risque de faire ressaïer de leurs cendres feu les groupes charnières, mieux vaudrait mille fois mettre en œuvre plusieurs réformes parfaitement réalisables.

Quatre mesures simples

1. — Tout en conservant le mode de scrutin actuel, redécouper les limites des circonscriptions pour garantir davantage d'équité. Il est vrai que, sur ce terrain-là, les ministres de l'Intérieur, de gauche ou de droite, se montrent rarement irréconciliables : à leurs supérieurs hiérarchiques ou aux institutions juridictionnelles de veiller à l'objectivité des nécessaires modifications.

2. — Réduire le mandat présidentiel de sept années à cinq pour donner aux citoyens l'occasion de se prononcer plus souvent sur les choix qui engagent : cela aussi figure parmi les cent dix propositions du candidat François Mitterrand (au numéro 45) ; l'opposition ne devrait pas — si elle est de bonne foi — s'y refuser puisque telle a été également l'intention explicite de Valéry Giscard d'Estaing, ainsi que la volonté de Georges Pompidou, qui avait

même amorcé, puis stoppé le processus constitutionnel de révision dans ce but.

3. — Mettre sur pied un référendum sur initiative parlementaire, moyen de pouvoir consulter le pays plus largement, plus fréquemment et plus directement : cela aussi implique une révision constitutionnelle — en l'occurrence de l'article 11 — afin d'étendre le champ autorisé des sujets susceptibles d'être soumis à l'arbitrage populaire et d'élargir les conditions de saisine, au bénéfice par exemple d'un nombre donné de députés et de sénateurs. Ainsi seraient évités les risques de corporatisme ou de démagogie liés aux référendums d'origine directement populaire, comme cela se produit en Suisse, tout en laissant le dernier mot au suffrage universel direct.

4. — Réglementer le financement des partis politiques et des campagnes électorales, sujet régulièrement évoqué avec de grandes démonstrations de moralisme dans l'opposition, puis soigneusement oublié sur les marches du pouvoir.

Quatre mesures simples, approuvées en leur temps à la fois par la majorité de gauche et par l'opposition actuelle, quatre réformes qui élargiraient notablement le pouvoir des citoyens sans nuire à la stabilité des coalitions gouvernementales, quatre façons de moderniser effectivement la vie politique d'un Hexagone qui en a le plus grand besoin. Quatre réformes qui n'entraîneraient pas tous les inconvénients d'une résurgence de la proportionnelle.

Lire autrement les institutions

par ANDRÉ PASSERON

Certes, le président de la République peut prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale. Il n'est tenu au préalable qu'à une simple « consultation » du premier ministre et des présidents des Assemblées (art. 12). En revanche, le chef du gouvernement peut, lui, après une simple « délibération du conseil des ministres », engager sa responsabilité devant l'Assemblée. L'article 49-1^{er} ne précise pas qu'il doit y être autorisé ni que le chef de l'Etat peut s'y opposer. M. Chaban-Delmas, en 1972, alors qu'il occupait le poste de premier ministre, n'était pas passé outre les réticences du président Pompidou pour demander au Parlement un tel soutien, ce qui n'a pas empêché le chef de l'Etat de se séparer de lui peu de temps après.

Ainsi, le chef du gouvernement peut, malgré le président de la République, faire approuver son programme par la majorité parlementaire. Peut-il également faire adopter ni que le chef de l'Etat peut s'y opposer. M. Chaban-Delmas, en 1972, alors qu'il occupait le poste de premier ministre, n'était pas passé outre les réticences du président Pompidou pour demander au Parlement un tel soutien, ce qui n'a pas empêché le chef de l'Etat de se séparer de lui peu de temps après.

De toute façon, le premier ministre pourrait toujours demander à un parlementaire de sa majorité de déposer une proposition de loi à laquelle le gouvernement ne s'opposerait pas lors de la fixation de l'Ordre du jour des travaux de l'Assemblée pour que l'obstacle soit contourné.

Le président de la République ne pourrait pas davantage recourir au référendum en cas d'opposition du premier ministre puisque l'article 11 de la Constitution précise qu'il ne peut le faire que « sur proposition du gouvernement » (ou sur proposition conjointe des deux assemblées). De même, la révision de la Constitution, bien que son initiative appartienne au président, ne peut intervenir que « sur proposition du premier ministre » (art. 89). La Constitution a toutefois donné un pouvoir propre au chef de l'Etat, celui de signer les « décrets délibérés en conseil des ministres ». La présidence pourrait donc refuser de signer de tels textes qui lui seraient présentés par le premier ministre. Ces actes sont peu nombreux et concernent essentiellement les décrets d'application des lois pour lesquelles le législateur a prévu formellement une telle intervention. Reste également tout le domaine des décrets du président, qui doivent être « contre-signés » par le premier ministre et pour lesquels ce dernier peut, en refusant son seing, limiter encore le champ de l'action présidentielle.

Quant aux nominations de hauts fonctionnaires faites par le président, elles doivent être contre-signées par le premier ministre et délibérées en conseil. Là aussi existe donc une possibilité de blocage en cas de désaccord entre le chef de l'Etat et celui du gouvernement.

majoritaire de celui-ci, la possibilité de discuter de propositions de lois agricoles sous le prétexte que l'article 16 de la Constitution est encore en vigueur, aucune majorité ne se dégage pour désavouer le général. Mieux même, M. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, démontre qu'une motion de censure ne peut pas être déposée pendant les sessions extraordinaires contre le premier ministre (alors M. Michel Debré). De même en août 1976, M. Jacques Chirac se démet de ses fonctions de premier ministre, parce qu'il était en désaccord avec M. Giscard d'Estaing, il sait fort bien qu'il n'aurait pas le soutien de la majorité parlementaire contre le chef de l'Etat.

Le fameux précédent de 1969, illustré par le départ du général de Gaulle après le rejet du référendum sur le régime du Sénat et des régions, ne peut être ici valablement invoqué. Le désaccord était entre le chef de l'Etat et le peuple, et non entre l'Elysée et l'Assemblée nationale. Constitutionnellement, rien ne contraignait de Gaulle à démissionner.

Après la cas de figure parfait d'une adhésion totale entre le président de la République, le premier ministre et la majorité parlementaire, deux autres peuvent se présenter. Si le Parlement n'est pas totalement à la dévotion du président de la République, c'est au chef du gouvernement qu'il échot d'user des armes constitutionnelles, telles que l'article 49 pour faire voter ses projets, ou des armes politiques, comme la menace de dissolution qu'il suggère alors au chef de l'Etat, si le tension s'accroît sans qu'elle aille toutefois jusqu'à un risque sérieux de rupture. C'est ce qu'a bien connu M. Raymond Barre pour faire voter son budget en 1980, face aux critiques du R.P.R.

Meis surtout, qu'en est-il en cas de désaccord entre le président de la République et son premier ministre si ce dernier est soutenu par la majorité de l'Assemblée nationale ? Cette hypothèse a les faveurs de l'opposition, lorsqu'elle envisage ce qui pourrait se produire en 1986. En d'autres termes, aux yeux du droit strict, la cohabitation est-elle possible entre deux majorités différentes, celle du président de la République et celle de l'Assemblée nationale soutenant le gouvernement ?

Des armes
particulièrement puissantes

La Constitution donne au premier ministre des armes particulièrement puissantes. Ainsi l'article 8, qui dispose que le président de la République met fin aux fonctions du premier ministre « sur la présentation par celui-ci de la démission du gouvernement », implique-t-il à contrario que le chef de l'Etat ne peut pas renvoyer un premier ministre si celui-ci ne veut pas lui remettre la démission du gouvernement.

Dans l'hypothèse d'un désaccord entre un président de gauche et un premier ministre de droite, et en supposant que le chef de l'Etat demeure en fonction, quels pouvoirs celui-ci pourrait-il exercer ?

Le président de la République, à s'en tenir à la lettre de la Constitution, ne dispose donc en apparence exclusif que d'un nombre relativement restreint de pouvoirs : l'exercice du droit de grâce, la possibilité de saisir le Conseil constitutionnel, le droit de nommer le tiers de ses membres et son président, et la possibilité d'accréditer les ambassadeurs. En somme, comme disait de Gaulle, il ne reste le droit d'« inaugurer les chrysanthèmes ». Quant au droit de dissolution, il relève davantage du président des institutions d'un pouvoir politique que d'un acte de gouvernement.

Un nombre restreint
de pouvoirs

Pour tous les autres actes, le chef de l'Etat ne peut pas agir seul. L'intervention du premier ministre est plus ou moins contrainte, selon qu'il est obligatoirement consulté, qu'il doit lui-même proposer, qu'il contre-signe ou qu'il mette en œuvre. Car c'est le gouvernement, et non le président de la République, qui « dispose de l'administration » et qui, comme l'indique expressément l'article 20 de la Constitution, « détermine et conduit la politique de la nation ». Même si, comme chacun

sait, cet article 20 n'a jamais été appliqué. Ainsi, en cas de désaccord politique entre le chef de l'Etat et le chef du gouvernement, mais à condition que ce dernier soit aussi le maître de la majorité parlementaire, on peut se demander si, contrairement à l'idée reçue, le premier ministre n'est pas en fait le personnage le plus important de la V^e République, c'est-à-dire la véritable « clé de voûte des institutions ». Dans cette hypothèse, la controverse sur le caractère parlementaire ou présidentiel des institutions fondées par de Gaulle n'a plus d'objet ; la Constitution est de nature à « gouvernementaliste ».

N'est-ce pas ce sentiment que ressentent les Français si l'on se réfère aux sondages effectués sur ce sujet par la Sofres (Le Monde du 4 octobre 1983) ? Une nette majorité de personnes interrogées, aussi bien en 1978 qu'en 1983, et quelle que soit leur appartenance politique, estime que c'est le gouvernement, de préférence au président de la République, qui devrait fixer les grandes orientations de la politique française.

(1) Revue du droit public et de la science politique, 1981, 20, rue Soufflot, 75006 Paris.

LU

« LES MODES DE SCRUTIN DES DIX-HUIT PAYS LIBRES DE L'EUROPE OCCIDENTALE »
sous la direction de Jacques Cadart

Une riche palette

Le livre qu'un groupe d'universitaires français et étrangers vient de consacrer à l'étude des modes de scrutin et de leurs effets dans les pays libres de l'Europe occidentale apporte beaucoup à la science politique moderne.

Pour la première fois, un même ouvrage explique comment sont organisées les élections aux Assemblées parlementaires dans tous les pays d'Europe où elles sont disputées. Après deux chapitres sur les scrutins majoritaires français et britanniques — en général assez bien connus — le livre décrit le fonctionnement de la représentation proportionnelle de listes dans les pays scandinaves, au Benelux, en Irlande, en Italie, en Suisse, en Autriche et au Portugal.

Il donne au lecteur des précisions très utiles sur les divers systèmes utilisés. C'est ainsi que l'on apprend qu'en Autriche le principe de la représentation proportionnelle est établi par la Constitution et non — comme en France — par le législateur, ou encore qu'en Belgique la répartition des sièges se fait sur la base de la population et non du corps électoral, ce qui signifie que les jeunes qui n'ont pas le droit de vote et les étrangers concourent à cette répartition. De même, l'ouvrage expose avec beaucoup de minutie le système de la « représentation proportionnelle extrême » pratiquée aux Pays-Bas et ses conséquences sur la structure des

partis, puis le système de Sainte-Laguë adopté au Danemark, en Norvège et en Suède, et les résultats très différents qu'il a donnés dans chacun de ces pays.

Le livre décrit encore le système irlandais de représentation proportionnelle sans listes au moyen d'un vote unique transférable — par exemple, au deuxième candidat indiqué par l'électeur, lorsque le premier a déjà obtenu le nombre de voix requis — et, enfin, les divers systèmes « mixtes », comprenant à la fois des éléments de scrutin majoritaire et des éléments proportionnels, qui fonctionnent en Allemagne, en Grèce et en Espagne.

Le lecteur a ainsi un aperçu très complet des modes de scrutin pratiqués en Europe occidentale. Il n'en retire certes pas le sentiment qu'il existe, en soi, de « bons » et de « mauvais » modes de scrutin. Mais il est en mesure d'observer que — comme l'énonce Jacques Cadart dans son rapport de synthèse — le meilleur mode de scrutin pour un pays est celui, quel qu'il soit, qui conduit à des majorités cohérentes, afin de permettre à la volonté de son peuple d'être respectée.

DANIEL AMSON.

* Les Modes de scrutin des dix-huit pays libres de l'Europe occidentale : leurs résultats et leurs effets comparés, ouvrage collectif sous la direction de Jacques Cadart, Presses universitaires de France, 480 pages, 190 francs.

NOUVEAU

Jacques Bril
Le masque
ou le père ambigu
100 F

Ronald Creogh
Laboratoires de l'utopie
Les communautés libertaires
aux Etats-Unis
80 F

Pierre Souyri
La dynamique
du capitalisme
au XX^e siècle
100 F

Michel Ostenc
Intellectuels italiens
et fascistes (1915-1929)
120 F

Norman Cohn
Les fanatiques
de l'Apocalypse
(édition revue et augmentée)
130 F

George Benrekassa
La politique
et sa mémoire
120 F

Rainer Rochlitz
Le jeune Lukács
140 F

Mirko D. Grmek
Les maladies à l'anbe
de la civilisation
occidentale
160 F

Peter Breggin
L'électrochoc
ses effets invalidants
sur le cerveau
120 F

Thomas S. Szasz
La schizophrénie
80 F

PAYOT

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75421 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 194 F 1 727 F 2 260 F

ÉTRANGER
(sur message)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) reçoivent bien entendu ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-progrès en espèces d'impression.

012410135A

20/10/1983

Le Monde

étranger

LE DOUBLE ATTENTAT DE BEYROUTH ET SES RÉPERCUSSIONS

Des signes de vie...

LA DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND

« La France restera fidèle à ses engagements »

Voici le texte de la déclaration faite, lundi 24 octobre, par M. François Mitterrand, de retour de sa visite à Beyrouth :

« En allant à Beyrouth, j'ai voulu m'incliner devant nos soldats morts dans l'accomplissement de leur mission, visiter nos blessés et rencontrer, avec leurs responsables, de nombreux éléments de notre contingent.

« J'ai vu également le président de la République et les principales autorités de ce pays. Sur place, j'ai pu éprouver le courage et la sang-froid de tous. J'ai apprécié les dispositions prises au 4^e pour une meilleure sécurité et pour répondre aux agressions.

« J'ai, enfin, mesuré l'ampleur d'un drame qui frappe si durement tant de familles aujourd'hui déchirées, auxquelles va ma pensée douloureuse.

« A tous, je dis qu'un pays est grand par sa force d'âme, par sa résolution morale et par les amitiés et le respect qu'il mérite. C'est pourquoi, au Liban, la France restera fidèle à son histoire et à ses engagements.

« En défendant, lo comme ailleurs, ses principes d'indépendance nationale et d'équilibre des forces dans le monde, la France ne défend pas autre chose que la paix. Je vous remercie. »

Beyrouth. — Dans le grand salon mauresque de la résidence des Pins, qui fut la demeure de fonction des hauts commissaires puis des ambassadeurs de France et abrita aujourd'hui le quartier général du contingent français, le lieutenant-colonel Philippe de Longueaux dressa lundi soir le bilan toujours « provisoire » des victimes. Au fil des heures, l'espoir s'amoindrit de retrouver des survivants, mais, dit l'officier, « les sauveteurs poursuivent inlassablement leur tâche et la poursuite de longs temps encore sans relâche de jour comme de nuit... »

Nous avons perçu aujourd'hui même des signes de vie et cela ne peut que nous confirmer dans notre optimisme. Vers minuit, dans la nuit de dimanche à lundi, un parachutiste miraculeusement indemne, qui était enfoui depuis quelque trente-six heures sous les débris, a été dégagé et sauvé. Il se trouvait au quatrième étage quand le bâtiment s'est abattu d'un bloc.

D'importants moyens matériels ont été mis en œuvre immédiatement après l'explosion. La totalité des matériels de levage et de terrassement du groupement du génie de la force d'intervention et ceux de la compagnie de commandement et de service ont été engagés, et les militaires du contingent italien participent aux recherches, ainsi qu'une entreprise civile libanaise de travaux publics qui s'est spontanément mise à la disposition des militaires français.

De notre envoyé spécial

La visite-surprise de M. François Mitterrand, dont la radio libanaise se plait à souligner qu'elle est la première d'un chef d'Etat français en fonctions depuis 1943, année qui vit la proclamation de l'indépendance du pays, a été dans l'ensemble très favorablement appréciée. Toutefois certains Libanais, tout en rendant hommage à son courage et à sa détermination, avouent leur déconfort et le peu d'espoir qu'ils plaient désormais dans un quelconque règlement de l'interminable conflit.

L'arrivée du président de la République, qui avait été entourée du secret le plus absolu, a selon un officier du contingent français, suscité un « certain émoi » à l'Etat-major, chef d'Etat-major général des armées, du général Sautier, chef de son état-major particulier, de M. de Grossouvre, l'un de ses conseillers particuliers, aura passé sept heures

en terre libanaise (le Monde du 25 octobre). Après s'être rendu sur les lieux de l'attentat, il a gagné en hélicoptère le Cimetière, ancré au large de Beyrouth. Il est ensuite allé déjeuner à la résidence des Pins, avec les vingt et un chasseurs parachutistes que les hasards du service — ils étaient en mission lors de l'attentat — ont sans doute sauvés de la mort. M. Gemayel, que le président de la République avait rencontré dans la matinée, a eu ensuite avec lui ainsi qu'avec l'ambassadeur des Etats-Unis une dernière conversation, avant qu'un hélicoptère conduise le chef de l'Etat français à l'aéroport, d'où son avion a décollé à 15 h 15.

Dans la nuit de Beyrouth, que le couvre-feu toujours strictement appliqué rend étrangement calme, même lorsqu'il ne se complique pas des habituelles coupures d'électricité, les sauveteurs continuent à creuser. A main nue, au pieu et à la pioche, avec d'innombrables précautions. Mais sans pouvoir oublier qu'à l'aube de ce mardi il y a déjà quarante-huit heures que la mort a lâchement frappé.

J.-M. OURAND-SOUFFLANO.

La colère des « paras » de Pau

De notre envoyé spécial

Pau. — Dans le bureau du commandant Duparcq, qui essaie d'écouter les nouvelles sur son transistor depuis le P.C. de son régiment à Pau, le téléphone n'arrête pas de sonner : « Non, madame, cet appel n'appartient pas au 1^{er} R.C.P. » et Non, monsieur, votre fils est dans la compagnie d'appui, donc, ici, à Pau. » Le commandant vérifie rapidement ses listes par acquit de conscience. Mais il les connaît tous ses « paras », ceux d'ici et ceux de là-bas à Mayotte, au Gabon ou à Beyrouth, autant de garnisons où le 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes est engagé. Et il connaît surtout ceux qui, à tout moment, risquent d'être officiellement déclarés morts, prisonniers de leur lincoln de béton dans la capitale libanaise.

« On est en contact permanent par téléphone », précise le colonel Jean-Claude Caron, qui commande le régiment et qui, depuis deux jours, est chargé avec ses officiers d'annoncer la mauvaise nouvelle aux familles. « J'ai annoncé deux décès hier soir. C'est terrible. Mais au moins, eux, ils savent. » Ce soldat, « fier d'avoir été légionnaire et aussi très fier de commander des appelés », souffre aujourd'hui de devoir « mettre la chemise blanche » pour jouer les croque-morts. « Je suis épuisé, dit-il, mais aussi très en colère. Voir ses hommes mourir en tenue de sport, c'est révoltant. »

Il enrage tous, les officiers parce qu'on leur fait jouer le rôle le plus ingrat. Les appelés, parce qu'ils ont pour la plupart un copain « resté dessous » (1) et qu'ils aimeraient bien connaître « les salauds qui les ont dégoûtés ». Au lieu d'aller faire un billard au Bayard, le bar de Pau le plus couru des « paras », sur la place de Verdun, la plupart sont restés lundi soir 24 octobre dans leur cantonnement d'Idron, suspendus à la télévision. « C'est pas tous les jours qu'on perd cinquante pots d'un coup », dit un appelé, arrondissant sans sourcilier le bilan officiel connu.

« Le Liban, on est tous prêts à y aller », explique la sous-lieutenant Jacques Duparcq, vingt et un ans, engagé au 1^{er} R.C.P., « après quatre mois de sciences éco à Assas et cinq mois d'école à Coëtquidan (...). Notre compagnie devait partir en décembre pour rejoindre la FINUL au Sud-Liban, puis il y a eu l'attentat. En tout cas, on préfère encore aller se battre au Liban plutôt que de cantonner à Mayotte, où c'est comme les Malouines avant la guerre, c'est-à-dire rien. On rêve tous un départ, c'est vrai, d'une petite guerre... »

Des têtes brûlées, ces appelés du 1^{er} R.C.P. ? « Nous avons encore une jeunesse capable d'en découdre », explique fièrement le colonel de courtages, venu du Toulouse, P.C. de la 11^e division dont dépend le régiment, pour s'informer du moral des troupes. Et d'expliquer que les appelés chasseurs parachutistes ont un tel esprit de corps qu'ils n'ont qu'une idée : partir avec leur unité. Des cent trente soldats de la 3^e compagnie, quatorze-vingt-seize sont partis pour Beyrouth, « parce qu'il n'en fallait pas plus », précise le colonel Caron, qui repousse l'idée que ses hommes aient pu se laisser tenter par des primes, « même si ça a pu jouer ».

De toute façon, affirme-t-il, « on touche moins au Liban qu'au Gabon ou à Mayotte ». Le colonel ne souhaite qu'une chose : que, si l'on renvoie des renforts, ils soient prélevés chez lui dans le régiment qui a été décimé. Du reste, vingt-quatre heures après la tragédie de Beyrouth, une centaine d'appelés sont venus, durant la seule journée du lundi 24 octobre, signer une déclaration de volontariat.

Devant cette détermination, les Falcos ne s'étonnent guère : « On leur bourne sans arrêt la cravache avec l'idée qu'ils sont les meilleurs, les plus forts, etc. Pas étonnant après ça qu'ils aient la tête comme une cougourde ! », dit l'un d'eux.

ROGER CANS.

(1) Les appelés de Beyrouth sont doublement volontaires : pour effectuer un service long (de vingt-quatre mois au maximum) et pour être affectés à la force multinationale de sécurité. Sans souscrire un engagement proprement dit, ces appelés, qui sont majeurs, signent une déclaration de volontariat.

Washington met l'accent sur la lutte contre l'influence soviétique

De notre correspondant

Washington. — L'opinion publique pour l'un, à travers une conférence de presse télévisée, la Chambre des représentants puis le Sénat pour l'autre : M. Reagan et son secrétaire d'Etat, M. Shultz, sont tous deux montés en première ligne, lundi 24 octobre, pour défendre le maintien des « marines » au Liban. Il en va pour les Etats-Unis, ont-ils expliqué, de leurs « intérêts vitaux » (M. Reagan) ou « stratégiques » (M. Shultz) au Proche-Orient et donc dans le monde. Autrement dit — et les claires allusions du président — les « marines » doivent rester à Beyrouth pour contraindre l'influence de l'Union soviétique et de ses alliés dans la région.

Même si ce n'est pas là une révélation, l'administration n'avait jamais donné une définition aussi large du rôle assigné au contingent américain de la force multinationale de maintien de la paix.

Il ne s'agit toujours agi jusqu'à maintenant que d'aider un gouvernement légal à reconstruire un Etat capable de recouvrer son indépendance vis-à-vis de ses voisins syrien et israélien. Ce but répondait évidemment aux intérêts occidentaux, mais le glissement d'aujourd'hui n'en est pas moins profond.

Dès lors que les impératifs de la confrontation Est-Ouest sont mis en avant, le corollaire est en effet que l'objectif n'est plus de favoriser une solution négociable mais de l'empêcher d'échouer. L'entrepris s'étant montrée incertaine depuis un an et particulièrement depuis les attentats de dimanche, cela implique que la tâche des « marines » — partie d'une force multinationale — est très loin d'être achevée et devient officiellement internationale et non plus locale.

En mettant la barre aussi haut, M. Reagan et Shultz semblent s'être adressés à la fois à leur opinion intérieure et aux Syriens.

Aux Américains, ils ont dit que, si le tribut était terriblement lourd (on en était, bilan toujours provisoire, à cent quatre-vingt-onze morts, lundi soir), il n'était au moins pas inutile puisque ce n'était pas seulement la paix civile d'un lointain pays déchiré qui était en jeu mais l'influence des Etats-Unis, la force du « monde libre » et la sécurité d'Israël et des Etats arabes modérés. Cette argumentation totale de l'opinion américaine et surtout aux durs critiques formulées au Congrès et par M. Kissinger sur l'absence de « cohérence » de la mission des « marines ».

Dramatisation

A la Syrie, le président et son secrétaire d'Etat ont, on ne peut plus clairement, dit que les Etats-Unis, quel que soit le prix à payer, ne la laisseraient pas pousser son avantage au Liban, puisque c'était désormais leurs intérêts propres qui étaient en question.

Ron n'assure que cette dramatisation amène Damas à montrer plus de bonne volonté dans la recherche d'une solution propre au Liban. Il n'est pas sûr non plus que l'opinion américaine trouvera là de quoi donner son assentiment à une politique qu'elle pourrait trouver plus risquée encore qu'elle ne le croyait. Les attentats de Beyrouth en revanche pourraient bien n'avoir pas seulement allongé la liste des tueries libanaises mais marqué aussi le début d'une nouvelle étape de la crise proche-orientale. Il est significatif à cet égard que les Etats-Unis aient, d'une part, souhaité que M. Shultz rencontre les ministres des affaires étrangères français, italien et britannique, et décide d'entre part d'envoyer « la semaine prochaine » une mission « de haut niveau » en Israël pour passer la situation en revue avec Jérusalem.

Les Etats-Unis, dit M. Shultz devant les congressistes, sont engagés dans la recherche de la paix au Proche-Orient parce que la région est d'une « importance stratégique et économique vitale pour le monde libre » ; qu'elle est une arène de la compétition entre Moscou et Washington ; que l'Amérique est aux côtés d'Israël ; que son intérêt est de

renforcer les tendances modérées dans le monde arabe ; et que son influence diplomatique au Proche-Orient reflète la responsabilité qu'elle a comme puissance mondiale. Or, poursuit-il, la crise libanaise ne peut être isolée de celle du second Etat arabe modéré à avoir négocié un accord avec Israël qui est en jeu.

« Je n'ai pas besoin de développer, dit le secrétaire d'Etat, ce que cela signifierait pour tout le processus de paix et pour la sécurité à long terme d'Israël si l'assaut contre ce gouvernement modéré était couronné de succès. (...) Si les efforts de l'Amérique pour des solutions pacifiques étaient contrariés, (...) les modérés que nous encourageons dans les Etats arabes à prendre des risques pour la paix trouveraient beaucoup moins de force pour le faire [et] il nous en coûterait de compter sur l'Union soviétique et que compter sur les Etats-Unis est une erreur fatale. »

Sur la situation au Liban, M. Shultz souligne que l'objectif américain est « un règlement politique, et non une solution militaire », permettant la retraite des forces étrangères et la sécurité de la frontière israélienne. Les unités de la force multinationale, dit-il, « symbolisent la large soutien international au gouvernement libanais [qui] o l'appui des Etats arabes modérés » et doit avoir celui d'Israël. « Personne, ajoute-t-il, ne met en question les légitimes préoccupations de sécurité de la Syrie ou du Liban. » Mais Damas fait obstacle à un règlement et a déclaré « une sorte de doctrine Brejnev, aux termes de laquelle les pays de sa sphère d'influence n'ont pas le droit de prendre des décisions qui lui déplaisent. »

Les responsables des attentats de dimanche ? La « responsabilité directe » n'est pas connue, mais il n'est pas difficile de savoir qui sont les ennemis de la paix au Liban : La Syrie, qui paraît déterminée à faire du Liban un satellite (...). L'Union soviétique, qui arme la Syrie (...) et l'Iran, et le régime fontique auxquels nous avons déjà eu affaire. »

Damas, ajoute M. Shultz, « a une part de responsabilité pour toute action iranienne ou libanaise [car] des éléments iraniens opèrent au Liban derrière les lignes des Syriens », auxquels ils sont « allés ».

« L'Union soviétique, la Syrie et l'Iran, cela devrait vous dire quelque chose sur ce qui se passe au Liban et pourquoi c'est une sorte de quelque chose de beaucoup plus large que le Liban », conclut M. Shultz à l'adresse des congressistes. A l'occasion, il a aussi annoncé que l'un des ambassadeurs itinérants américains pour le Proche-Orient se rendra au Liban, puisque c'était désormais leurs intérêts propres qui étaient en question.

Ron n'assure que cette dramatisation amène Damas à montrer plus de bonne volonté dans la recherche d'une solution propre au Liban. Il n'est pas sûr non plus que l'opinion américaine trouvera là de quoi donner son assentiment à une politique qu'elle pourrait trouver plus risquée encore qu'elle ne le croyait. Les attentats de Beyrouth en revanche pourraient bien n'avoir pas seulement allongé la liste des tueries libanaises mais marqué aussi le début d'une nouvelle étape de la crise proche-orientale. Il est significatif à cet égard que les Etats-Unis aient, d'une part, souhaité que M. Shultz rencontre les ministres des affaires étrangères français, italien et britannique, et décide d'entre part d'envoyer « la semaine prochaine » une mission « de haut niveau » en Israël pour passer la situation en revue avec Jérusalem.

Les Etats-Unis, dit M. Shultz devant les congressistes, sont engagés dans la recherche de la paix au Proche-Orient parce que la région est d'une « importance stratégique et économique vitale pour le monde libre » ; qu'elle est une arène de la compétition entre Moscou et Washington ; que l'Amérique est aux côtés d'Israël ; que son intérêt est de

BERNARD GUETTA.

« Une minute de silence à l'Assemblée nationale. — A la demande de M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, auquel s'est associé M. André Labarrère, ministre délégué, chargé des relations avec le Parlement, les députés ont observé, mardi matin 25 octobre, une minute de silence en hommage aux victimes de l'attentat de Beyrouth. M. Emmanuel Hamel (U.D.F.), rapporteur spécial des crédits budgétaires en discussion (droits de la femme), a salué, à cette occasion, la visite du président de la République dans la capitale libanaise. »

Point de vue

Pour un double Genève

par MICHEL FONTAINE (*)

Le double carnage de Beyrouth devrait finalement — si les tentatives perspectives ouvertes par cette escalade pouvaient amener tous les esprits concernés à une prise de conscience dans la plus large acception de ce terme — mettre sur la voie d'une solution générale selon les lignes suivantes.

Les Libanais responsables — voir la précision ci-dessus — réunis à Genève pour la « réconciliation nationale » devraient, dans un sursaut du patriotisme et d'unité, s'engager à supprimer les causes de leurs conflits internes et à faire front contre les tentatives externes de les raviver pour les exploiter.

Cette neutralité solennellement proclamée, les non-Libanais responsables — voir supra — prendraient l'engagement de la respecter et de la garantir. Cette garantie souscrite par les Etats s'appliquerait, bien entendu, à l'égard d'autres Etats, mais

aussi d'organisations ou d'individus, selon des modalités à déterminer en s'inspirant des règles du droit des gens qui mient fin jadis à la course et à la piraterie, en particulier quant aux sanctions.

Genève, qui a été suggéré naguère comme lieu de rendez-vous pour une conférence internationale sur le problème libanais — dont la composition devrait être aujourd'hui élargie, — constituerait par les diverses réponses que son nom évoque les plus heureux auspices pour ce double défi lancé à la sagesse des hommes et des nations.

Au Liban, ce ne sont plus les intérêts nationaux qui sont en jeu. Seul l'intérêt de la paix internationale doit prévaloir.

Ainsi soit-il !

(*) Ancien ambassadeur de France au Liban.

Les réactions en France

L'émotion s'est exprimée unanimement après les attentats de Beyrouth. Toutes les réactions rendues publiques — et, fait notable, celles venant des partis de l'opposition — félicitent le chef de l'Etat de s'être rendu rapidement dans la capitale libanaise. La plupart sont favorables au maintien sur place de la force française.

« M. FRANÇOIS LÉOTARD, secrétaire général du parti républicain, apporte son « soutien à la démarche de M. François Mitterrand », qu'il juge « courageuse et qui va dans le bon sens. Nous devons soutenir le gouvernement dans les moments difficiles ». Il ajoute : « Ces événements sont l'occasion, pour le gouvernement et le président de la République, de savoir quel [est] l'opinionnaire et de chercher qui est derrière la Syrie, à savoir l'Union soviétique. Le chef de l'Etat doit saisir cette opportunité pour séparer des ministres communistes. »

« LE RENOUVEAU JUIF : « C'est la présence occidentale au Proche-Orient qui est visée. Cela semblera clair à tous, sinon le président Mitterrand ne se serait pas rendu, toutes affaires cessantes, sur les lieux du crime pour y réaffirmer la présence de la France ; faute d'avoir pu à ce jour s'emparer d'Is-

raël, de le détruire, c'est, depuis huit ans maintenant, le Liban qui devient la base avancée au Proche-Orient de toutes les forces anti-occidentales. Il s'agit d'arracher, s'il en est encore temps, un pays encore libre à l'emprise soviéto-syrienne. »

« M. JEAN-MICHEL BAYLET, président du M.R.G., renouvelle sa « condamnation sans appel de ces Etats qui ont engendré le terrorisme en méthode de gouvernement », et qui, dit-il, « se mettent au ban de la communauté internationale ». »

« Le P.S.U. estime que « le risque n'est pas mince de voir la France prise dans un piège politique et militaire au Liban. Dans la situation actuelle, tout en maintenant ses troupes au Liban la France doit exiger de l'ONU la définition, le contrôle du mandat des forces d'intervention et prévoir leur réorganisation ». »

CONSTITUTIONNELLES

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

1976-1982
D'UN SEPTENNAT
A L'AUTRE

Par Pierre Avril
et Jean Gicquel.

496 pages - 250 F.

pu

LE DOUBLE ATTENTAT DE BEYROUTH ET SES RÉPERCUSSIONS

Le double attentat de Beyrouth continue à susciter l'indignation dans le monde occidental, et les télégrammes de condoléances adressés par les chefs d'Etat ou de gouvernement affluent à Paris et à Washington. Le pape Jean-Paul II a exprimé sa « profonde consternation » dans des télégrammes adressés lundi 24 octobre aux présidents des conférences épiscopales américaine et française, N.N.S.S. John R. Roach et Jean Vilnet. L'organe du Vatican, l'« Observateur romain », écrit que les deux attentats constituent un « massacre délibéré » visant à « saper le dialogue » en vue de la réconciliation au Liban.

Le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe M. Auren, a déclaré à Strasbourg qu'il ne fallait « pas retirer la force multinationale avant que des mesures aient été prises pour assurer la protection physique des réfugiés, palestiniens et autres, encore présents au Liban ». A Rome, M. Giovanni Spadolini, ministre de la défense, a

déclaré « l'Italie ne reniera pas son rôle en Méditerranée » et ne « baissera pas la tête face au terrorisme ». Il a précisé que l'affaire, qu'il a liée aux négociations sur les euro-missiles, sera au centre des entretiens qu'il aura à partir de ce mardi, à Londres, à Washington et à Ottawa. Tout en se déclarant « horrifié », les gouvernements d'Athènes, de Bonn, de Bruxelles et de Lisbonne appellent à la réconciliation toutes les parties concernées au Liban.

Dans le monde arabe, les réactions sont mitigées. A Tunis, où M. Mitterrand doit se rendre jeudi, M. Caid Essebsi, ministre des affaires étrangères, a présenté aux ambassadeurs américains et français, les condoléances de son pays et leur a fait part de la « profonde émotion » du président Bourguiba. De son côté, l'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Paris, M. Jamil al Hejailan, a téléphoné à M. Claude Cheysson pour lui dire que le gouvernement « mes-

rait l'ampleur de la douleur des familles » et a souligné que « le seul remède pour aider le Liban... est de lui donner les moyens de décider de son propre sort ».

F plusieurs journaux arabes du Golfe voient dans la présence israélienne et américaine au Liban la cause du double attentat. Pour sa part, M. Walid Joumblatt a déclaré à l'agence Ruter : « Ce qui s'est produit risque de se répéter tant que les Etats-Unis persisteront dans leur politique hostile à l'égard du monde arabe et arabe et de soutien à l'establishment phalangiste ».

Interrogé à Paris par TF 1, l'ambassadeur de Syrie, M. Youssef Chakkour, a réaffirmé que son pays n'avait rien à voir avec l'attentat, avant d'ajouter : « Il s'agit d'un crime odieux qui, loin d'inciter la France et les Etats-Unis à rapatrier leurs forces, les incite à l'escalade... Je me demande si ce n'est pas

Israël et ceux qui sont derrière Israël qui sont derrière ces attentats. » C'est un thème que développe également la presse du Golfe.

L'Iran, de son côté, a démenti lundi toutes responsabilités dans le double attentat. En France, MM. Masson Radjavi, chef des Moudjahidin du peuple, et l'ancien président Baïr Sadr, ont exprimé des opinions divergentes sur l'éventuelle responsabilité du gouvernement de Téhéran. M. Baïr Sadr a évoqué « la possible participation du président Assad déguisée par l'U.R.S.S. » alors que pour M. Radjavi « si Khomeiny est responsable, il l'est seul ».

Enfin, pour le général Ariel Sharon, ministre israélien des affaires étrangères, qui se trouvait lundi à Marseille, derrière l'attentat de Beyrouth « il y a l'O.L.P. et derrière cette action terroriste, il y a l'Union soviétique ». (A.F.P.-A.P.-Ruter.)

A Jérusalem

Les travaillistes mettent l'accent sur l'échec du gouvernement israélien au Liban

De notre correspondant

Jérusalem. — « Les « marines » ne peuvent pas plier bagages. Ils ne partiront pas et ils n'abandonneront pas Beyrouth. » Cette déclaration du journal Maariv, confirmée quelques heures plus tard par le président Reagan, exprimait bien, lundi 24 octobre, l'intime espoir des dirigeants israéliens au lendemain du double attentat de Beyrouth. Un espoir ardent, mais officiellement dissimulé.

Car, pour le gouvernement de Jérusalem, il n'est pas question de se prononcer publiquement sur le sort des « marines » ni sur l'avenir d'une force multinationale dont la mission relève de l'autorité des seuls gouvernements libanais et occidentaux impliqués dans le maintien de la paix à Beyrouth. « Il s'agit d'une affaire purement libanaise, souligne-t-il, un haut fonctionnaire israélien. Cela ne nous regarde pas. C'est une question de principe. Ce qui importe à nos yeux, c'est la sécurité de la Galilée, avec ou sans force multinationale. »

Devant la commission des affaires étrangères et de la défense à la Knesset, le ministre de la défense, M. Moshe Arens, a rappelé, pour sa part, lundi, que « la présence des « marines » à Beyrouth n'a rien à voir avec la sécurité d'Israël ».

Il n'empêche que les Israéliens sont évidemment satisfaits de voir Washington réaffirmer l'importance de sa présence militaire au Liban et s'engager à la maintenir. « Le Liban a un intérêt vital pour les Occidentaux, ajoutait le haut fonctionnaire. Ceux-ci ne peuvent pas s'en aller à cause de deux camions piégés. La Syrie doit savoir qu'elle n'a pas les mains libres dans son entreprise de domination au Liban. Il faut la faire réfléchir à deux fois. »

Pour Israël, le gouvernement de Damas reste le principal responsable du drame de Beyrouth, que l'opération suicide ait été conduite ou non par des fanatiques proches du régime iranien. Ceux-ci, observe-t-on ici, ne jouissent au Liban d'aucune liberté de mouvement hors du contrôle des autorités syriennes. Nul doute que les dirigeants israéliens tiendront ce ferme langage à M. Lawrence Eagleburger, sous-secrétaire d'Etat américain, attendu la semaine prochaine à Jérusalem. Le gouvernement est sans doute déçu, sans trop le montrer, par le fait que son offre d'aide humanitaire aux blessés de Beyrouth n'ait pas eu d'écho à Washington et à Paris. On fait valoir ici que ce désintérêt relève de considérations d'ordre médical et non politique.

A la Knesset, l'opposition travailliste a mis l'accent sur l'échec du gouvernement israélien au Liban. Pour M. Yossef Sarid, « colon » du parti travailliste : « Le seul résultat concret dont peut se prévaloir Israël après la guerre du Liban est la destruction de l'Etat terroriste [de l'O.L.P.] mais même cela est remis en question. » Selon l'ancien premier ministre, M. Itzhak Rabin, « le terrorisme est encore plus intense aujourd'hui qu'à la veille de la guerre ».

M. Arens a répondu, que pour l'instant, la présence de l'armée au Liban est indispensable à la sécurité de la Galilée tout en observant que « rien n'empêche Israël d'entamer un dialogue avec la Syrie à propos du Liban ». Il a aussi évoqué l'éventualité d'un redéploiement de l'armée israélienne au sud de la rivière Awali, son actuelle ligne de défense. En revanche, on dément à Jérusalem envisager de fermer les deux ponts qui enjambrant l'Awali, seuls points de passage vers le Sud-Liban.

Une telle mesure ne pourrait en effet que tendre encore plus les relations entre l'armée d'occupation et la population civile après la mort de trois villageois à Safarand, près de Seïda, et alors que le mouvement politico-militaire chiite Amal a appelé pour ce mardi à une grève générale. L'hostilité aux opérations de contrôle, aux perquisitions et aux arrestations conduites par les Israéliens ne cesse de croître dans la communauté chiite. Depuis quelques semaines les incidents se multiplient bien que Jérusalem s'efforce à l'évidence à les minimiser. Les récentes consignes des dignitaires chiites appelant leurs quelque deux cent cinquante-dix mille coreligionnaires « à ne pas coopérer avec l'occupant israélien » semblent recevoir un écho grandissant malgré la mise sur pied par l'armée de Jérusalem de quelques petites milices à sa dévotion.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

ISTH
Centre AUTUEL Depuis 1953 TOLBIAC
INSTITUT PRIVE DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
EXPERTISE COMPTABLE
DECS
ANCIEN ET NOUVEAU PROGRAMMES
Préparation complète Janvier à Juin et Août compris
TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris
Tél. 565.59.35

Lisez
LE MONDE
diplomatique

PROCHE-ORIENT
A nouveau disponible
Revue Hérodote n° 29-30
Géopolitiques au Proche-Orient
• Du droit des peuples dans des situations géopolitiques très compliquées.
• Israël-Palestine : quelles frontières ?
• Les choix géopolitiques de la résistance palestinienne
• Comment fait-on la guerre à Beyrouth ?
• La patrie à rêver
• Et huit autres grands articles.
Numéro double, 17 cartes inédites 80 F
A lire également :
Georges Corm
Le Proche-Orient éclaté, 1956-1982
De Suez à l'invasion du Liban 95 F
Haroun Jamous
Israël et ses juifs
Essai sur les limites du volontarisme 60 F
Éditions
LA DÉCOUVERTE/MASPERO
1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris

L'opposition libanaise dénonce le rôle prédominant des Etats-Unis dans la force multinationale

Les relations entre la force multinationale d'interposition et l'opposition libanaise, regroupée depuis juillet au sein du Front de salut national, n'ont jamais été au beau fixe. En fait, les forces de gauche et anti-phalangistes qui constituent actuellement l'essentiel de l'opposition au régime du président Amine Gemayel n'ont jamais admis la force multinationale que dans sa première phase, c'est-à-dire en août 1982 lorsqu'elle débarqua à Beyrouth pour assurer la protection des Palestiniens qui, aux termes de l'accord conclu par M. Philip Habib, devaient quitter le Liban.

Les « soldats de la paix » français, américains et italiens furent alors accueillis à Beyrouth-Ouest comme des amis, car ils avaient pour mission non seulement d'assurer la protection des fedayin en instance de départ, mais également de s'interposer, d'une part entre les Israéliens et les Palestiniens qui restaient au Liban et, d'autre, entre les milices phalangistes puissamment armées et les habitants de Beyrouth-Ouest demeurés sans défense à la suite du départ de leurs alliés Palestiniens. C'est donc avec amertume et

consternation que les habitants de Beyrouth-Ouest virent les contingents de la force multinationale piler bagages en hâte les uns après les autres, trois semaines après leur arrivée, laissant le champ libre aux Israéliens qui, au mépris de l'accord conclu avec M. Philip Habib, occupèrent Beyrouth-Ouest le 15 septembre, et aux phalangistes qui, dès le lendemain, se livrèrent aux massacres de Sabra et de Chatila.

Une trêve fragile

Jusqu'à ce jour nul n'a pu expliquer les raisons de ce départ précipité, qui, selon certaines sources, aurait été décidé à la demande expresse du président Sarkis, alors encore chef de l'Etat pour quelques jours. De plus, le fait que le signal du départ ait été donné par les Américains a renforcé davantage les soupçons que nourrissent une bonne partie de la population de Beyrouth-Ouest à l'égard de la politique des Etats-Unis au Liban.

C'est ainsi que, lorsque les « soldats de la paix » s'installèrent à nouveau à Beyrouth-Ouest à partir

du 23 septembre 1982 pour une nouvelle « mission de protection et de sécurité », les réactions de la population et des dirigeants de Beyrouth-Ouest furent des plus mitigées. Les habitants des camps palestiniens, dont la protection fut confiée aux contingents français et italiens, se sentirent à nouveau rassurés, mais la défiance demeura vive à l'égard des contingents américains repliés dans le secteur de l'aéroport. Les plus engagés des forces politiques de l'opposition relevèrent aussitôt l'ambiguïté d'une force composée uniquement de représentants de pays faisant partie de l'alliance atlantique. Elles notèrent également que la force multinationale qui avait pour objectif d'aider le pouvoir légal, alors admis par tout le monde, à asseoir son autorité sur l'ensemble du Grand-Beyrouth, assistait sans broncher à la « phalangisation » du régime qui devait censurer davantage le fossé entre le pouvoir et une partie considérable de la population.

Lorsque éclata, au début de septembre, la guerre du Chouf, la force multinationale a cessé de représenter, aux yeux de l'opposition, une

force neutre susceptible de préserver la paix civile au Liban. Les Etats-Unis, qui lui fournissent l'une de ses composantes essentielles, soutiennent le président Gemayel en accablant leur aide militaire à l'armée libanaise, considérée par l'opposition comme un instrument destiné à maintenir un pouvoir qui, de l'aveu même du chef de l'Etat, ne contrôle que 10 à 20 % du pays.

Le 8 septembre, M. Walid Joumblatt accusa la force multinationale de « partialité » et menaça de demander son retrait du Liban. Il est apparu en cela par M. Nabih Berri, le chef de l'opposition politico-militaire Amal, qui, jusque-là, s'était montré extrêmement prudent dans son appréciation du rôle joué par les « soldats de la paix ». Le 18 septembre, les « marines » reconnaissent qu'ils participent au pilotage des positions d'artillerie dans la montagne à l'est de Beyrouth. Le lendemain, les forces navales américaines sauvent l'armée libanaise en difficulté à Souk et Ghazir, et leur porte-parole à Beyrouth laisse entendre que les Etats-Unis sont disposés à intervenir directement pour empêcher une éventuelle défaite de l'armée de Beyrouth.

« Les Etats-Unis nous ont déclaré la guerre », affirment les représentants du Front de salut national, dont certains menacent de proclamer la « lutte d'outrance » contre les « marines ». A Beyrouth, Partout, la presse syrienne, qui a toujours dénoncé en termes virulents le rôle joué par les forces américaines au Liban, ne parvient pas à dissimuler sa satisfaction de voir les Etats-Unis s'embourber au Liban. Seul l'accord de cessez-le-feu, conclu en extrême le 25 septembre, au moment où le redoutable cuirassé américain New Jersey, avec ses canons de 400 mm, jette l'ancre au large des côtes libanaises, évite l'épreuve de force entre les « marines » de la force multinationale et les forces de l'opposition.

Rien n'est cependant réglé et la trêve demeure fragile. Seul un réexamen de la mission de la force multinationale qui mettrait un terme au rôle prédominant qu'y jouent les Etats-Unis peut, selon l'opposition libanaise, transformer cette trêve provisoire en paix véritable. Il est vrai que dans ce cas, l'opposition devra, pour sa part, reconsidérer l'aide militaire sans limite que ses forces reçoivent de Damas.

JEAN GUEYRAS.

« Le président de la République libanaise, M. Amine Gemayel, se rendra en Suisse samedi prochain en visite officielle, à l'invitation du président de la Confédération helvétique, M. Pierre Aubert. Le chef de l'Etat libanaise se rendra ensuite à Genève, où il doit présider le Congrès de réconciliation nationale, dont l'ouverture est prévue pour lundi 31 octobre, en vue d'élaborer les nouvelles bases de la coexistence inter-libanaise. De source bien informée à Beyrouth, on précise que le palais présidentiel a adressé lundi des invitations aux participants au congrès, les conviant à la séance d'ouverture qui doit se tenir lundi matin. — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le procès du constructeur automobile De Lorean est reporté

Los Angeles (A.F.P.). — Le procès pour trafic de drogue du constructeur automobile John De Lorean, qui devait commencer le 1^{er} novembre, a été reporté lundi 24 octobre à la suite de la diffusion, dimanche, par la chaîne de télévision C.B.S., de bandes vidéo montrant l'inculpé en train d'achever de la cocaïne à des agents du F.B.I. jouant les trafiquants de drogue. En repoussant à une date indéterminée l'ouverture du procès, le juge, M. Robert Tagasugi, a dénoncé « la soif de vendre des nouvelles » qui a poussé la direction de C.B.S. à présenter au public ces bandes « obtenues par des moyens interdits ».

Une porte-parole du ministère de la justice a annoncé, par ailleurs, l'ouverture d'une enquête destinée à déterminer comment ces bandes avaient pu parvenir entre les mains des journalistes. Ces documents, tournés par la police, sur lesquels repose toute l'accusation et qui ont été présentés par C.B.S. au cours de son journal télévisé national, ont été vus par des millions de téléspectateurs.

Nicaragua

LE GOUVERNEMENT ANNONCE DES MESURES DE RESTRICTION

Managua. — Le gouvernement nicaraguayen a annoncé, dans un communiqué publié le lundi 24 octobre, l'adoption, à partir du 1^{er} novembre, d'une série de mesures « destinées principalement à économiser l'essence et l'énergie qui, dans la situation de guerre et d'agression que nous connaissons, ont une importance vitale ».

La semaine de travail, à la fois dans le secteur public et privé, sera désormais réduite de six à cinq jours. La presse verra son nombre de pages réduit et ne paraîtra plus le dimanche. Pour l'essence, déjà rationnée, les allocations seront encore réduites, tant pour l'administration que les particuliers, et l'éclairage des rues sera supprimé.

Ces mesures semblent dues à la recrudescence des actes de sabotage commis par les groupes antisandinistes qui, au début du mois d'octobre, ont détruit dans deux ports de la côte des Caraïbes près de 15 millions de litres d'essence. Le communiqué du gouvernement affirme que « de nouvelles mesures pourraient être adoptées si l'agression terroriste menée par l'impérialisme contre le Nicaragua s'intensifiait ». — (U.P.I.)

« RECTIFICATIF. — M. Guillermo Putzuy-Alvarez, ambassadeur du Guatemala à Paris, nous prie de préciser que la publication, dans le Monde daté 23-24 octobre, d'un communiqué des Forces armées rebelles, qui tiennent en otage la sœur du chef de l'Etat et celle de son prédécesseur, n'a pas été financée par l'ambassade du Guatemala en France. Cette publication a été financée par les familles des deux otages. »

Ile de la Grenade

L'intervention de Washington

(Suite de la première page.)

La Grande-Bretagne avait envoyé, de son côté, un destroyer chargé d'évacuer deux cents ressortissants britanniques.

A Washington, une atmosphère de crise régnait, ce mardi matin, à la Maison Blanche, le président Reagan devait faire une déclaration dans la journée pour commenter la situation dans l'île et le débarquement des « marines ». Les chefs de files démocrates et républicains ont été convoqués au bureau présidentiel pour un entretien avec M. Reagan.

110 000 HABITANTS UN MILLIER DE RÉSIDENTS AMÉRICAINS

L'île de la Grenade est gouvernée par un Conseil militaire révolutionnaire depuis le renversement du premier ministre Maurice Bishop, le 19 octobre dernier.

Petit Etat anglophone de 344 kilomètres carrés, la Grenade est située dans les petites Antilles, entre Saint-Vincent et les Grenadines d'un côté et l'archipel de Trinitad-et-Tobago de l'autre, à environ 300 kilomètres au nord-est des côtes vénézuéliennes.

110 000 habitants, principalement des Noirs, l'île de la Grenade, dont la capitale est Saint-George's, a été découverte par Christophe Colomb en 1498, puis a successivement connu la loi des Français et des Anglais, jusqu'à ce que le traité de Versailles de 1763 en fasse définitivement une colonie britannique.

Indépendant en 1974, le pays a été le théâtre, le 13 mars 1979, d'un coup d'Etat, lorsque Maurice Bishop, un jeune avocat ami de Fidel Castro, principal dirigeant de l'opposition, s'est emparé du pouvoir à l'occasion d'une absence du premier ministre de l'époque, Sir Eric Matthew Gairy, en fonction depuis 1967.

L'économie du pays repose principalement sur l'agriculture : sucre, de canne, dont la Grenade est le second producteur mondial, cacao, banane, sucre, café et épices. La Grenade tire aussi d'importantes ressources du tourisme. On y compte environ un millier de résidents américains.

M. Bishop avait, en septembre 1982, effectué une visite officielle à Paris. La France avait alors décidé d'accroître son aide technologique et économique à la Grenade en la faisant bénéficier du Fonds d'aide et de coopération (FAC), réservé en priorité aux pays d'Afrique francophone.

ISTH
Depuis 1953
INSTITUT PRIVE DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
Concours d'entrée directe à :
H.E.C. 2 4^{ème} ANNEE
■ Inscriptions Grandes Ecoles
■ Etudiants second cycle de l'enseignement supérieur
■ Diplômes des I.E.P.
SESSION NOV à fin MAI
PRÉPARATION INTENSIVE
JUILLET AOÛT
SUCCÈS IMPORTANTS CONFIRMÉS
AUTEUIL 6, Av. Léon Huez
75016 Paris Tél. 224.10.72

A L'OCC
Les sym
leur ré
Arag
bar, Cham
ade, Fink
CHAI
LA NUT
TALISMAN
NOUVEAUTÉ
l'achat d

2015/10/26

ASIE

Chine

A L'OCCASION DE LEUR DIXIÈME CONGRÈS Les syndicats se voient rappeler leur rôle d'auxiliaires du parti

Pékin. — Contribution à l'œuvre de modernisation, renforcement du patriotisme et du collectivisme, acquisition de meilleures connaissances professionnelles : par les thèmes abordés, le dixième congrès des syndicats chinois, qui se tient cette semaine à Pékin, en présence de quelque deux mille délégués, ne semble pas devoir apporter au monde ouvrier chinois (110 millions de personnes) de réponses très originales aux problèmes qui se posent à lui.

Tant M. Ni Zhifu, président en place de la fédération, dans son rapport, que M. Li Xianmin, président de la République, dans une brève allocution d'ouverture, ont réaffirmé, dans la plus pesante des langues de bois, le rôle de courroie de transmission attribué à l'organisation syndicale dans toute société communiste. « Les syndicats », a dit M. Li, « sont un canal ou un pont grâce auquel le parti maintient ses liens avec les masses ; dans le même temps, ils sont les gardiens des intérêts spécifiques des travailleurs ». Etant donné, toutefois, a précisé l'orateur, qu'il « n'existe pas de conflit d'intérêts fondamentaux au sein du peuple », le respect des intérêts particuliers du monde ouvrier s'entend « à la condition qu'il ne se heurte pas aux intérêts globaux de la société ».

Dans la réalité, les choses, cependant, ne se présentent pas de façon aussi schématisée. Tout indique, au contraire, que, dans une société en mutation profonde et où les intérêts des paysans et des intellectuels sont, depuis quelque temps, mieux pris en compte, la classe ouvrière, quant à elle, a un peu le sentiment d'être laissée pour compte. Ballottée ces quinze dernières années entre l'anti-productivisme virulent de la révolution culturelle et la volonté d'efficacité et de rentabilité des temps actuels, soumise à des campagnes idéologiques quasi permanentes mais souvent contradictoires, elle semble traverser d'un certain désarroi auquel l'organisation syndicale,

De notre correspondant

prisonnière de sa fonction traditionnelle d'auxiliaire que lui octroie le parti, n'est absolument pas apte à faire face.

Confronté à une situation qu'il o'ignore pas mais devant laquelle il semble à court d'idées, le pouvoir est enclin à penser que la meilleure solution est encore l'immobilisme et le pragmatisme. Il est significatif que le mot de « réforme » ne soit apparu ni dans le rapport de M. Ni Zhifu ni dans l'allocution de M. Li Xianmin. Or, nul n'ignore pourtant que, pour prendre un exemple particulièrement évident, le système des échelles de salaires, en vigueur depuis 1956, est un imbroglio que la prise en compte de nouveaux critères (compétence professionnelle, résultats effectifs) vient encore compliquer.

Stakhanovistes brimés

De même, la question délicate de l'intéressement matériel par le biais de primes a fait l'objet, dans la pratique, d'un véritable « détournement », les directions d'entreprises préférant, pour éviter les canuils, procéder à des distributions antonomastiques et égalitaires de compléments aux salaires, qui ont plus de prime que le nom. Certaines entreprises plus hardies ont introduit des innovations dans le système, par exemple, en calculant les primes en fonction du montant des profits ou en instaurant le salaire aux pièces. Mais c'est la source de nouveaux conflits, la fixation des quotas donnant lieu à contestation et ayant pour conséquence, dans bien des cas, d'attirer sur les « ouvriers modèles » l'hostilité de leurs compagnons de travail. On ne compte plus les brimades dont sont ainsi victimes de la part des autres ouvriers les éléments les plus « stakhanovistes » et dont la presse se fait régulièrement l'écho.

D'une certaine façon, l'absence d'une conception d'ensemble du

pouvoir sur la question des salaires s'explique. Comment, en effet, procéder à une révision fondamentale des règles en vigueur, sans procéder à une refonte du système des prix ? Celle-ci étant tributaire d'une réforme des méthodes de gestion industrielle et la prudence étant en ce domaine de rigueur, la boucle est bouclée.

Une brèche à peut-être été faite dans la rigidité actuelle avec l'introduction, le 1^{er} juin dernier, dans les entreprises industrielles, d'un nouveau système fiscal fondé non plus de façon exclusive sur le profit, mais sur le chiffre d'affaires. Outre les effets qui en sont attendus sur la rentabilité des entreprises, le pouvoir en espère des retombées secondaires dans la solution du problème des prix et des salaires. Ainsi que le déclarait récemment M. Tian Jiyun, nouveau vice-premier ministre, chargé de superviser la mise en place de cette réforme, le règlement de la question du partage des revenus entre l'Etat et les entreprises devrait permettre non seulement de « faire des entreprises de véritables entités économiques », mais encore de régler d'autres problèmes, tel que celui de l'égalitarisme. Il n'est pas indifférent de noter que, dans cette tentative, les dirigeants chinois se sont inspirés de l'expérience de certains pays d'Europe de l'Est, Hongrie notamment.

Il n'apparaît pas, hélas, que cet ensemble de problèmes posés au monde industriel et ouvrier — auquel il faudrait ajouter la question fort préoccupante du chômage dans les villes — doive faire l'objet de débats en profondeur au cours du présent congrès. Pour stimuler l'ardeur des travailleurs, les dirigeants syndicaux, empêtrés dans leurs limites et leurs contradictions, semblent, à l'évidence, davantage tentés de recourir aux bonnes vieilles recettes du réarmement idéologique et du respect de la discipline.

MANUEL LUCBERT.

AFRIQUE

LA PUBLICATION D'UN LIVRE DE PIERRE PÉAN SUR LE GABON Libreville marque son mécontentement en interdisant toute mention de la France dans sa presse

Les autorités du Gabon ont décidé d'interdire « jusqu'à nouvel ordre » la diffusion dans le pays de toute information d'origine française ou faisant état du rôle de la France dans le monde, a-t-on appris, mardi 25 octobre, à Libreville de source autorisée.

Cette mesure a été prise pour protester contre la publication en France, du livre « Affaires africaines » de M. Pierre Péan.

Les deux chaînes de radio et de télévision gabonaises ainsi que « Africa N° 1 », dont le siège est à

Libreville, ont totalement passé sous silence, lundi, l'attentat dont ont été victimes les forces françaises à Beyrouth alors qu'elles ont longuement fait état de celui perpétré contre les « marines » américains. Ces médias ont également fait l'impasse sur la visite, lundi, de M. François Mitterrand dans la capitale libanaise.

La mesure gabonaise n'a fait l'objet, jusqu'à présent, d'aucun communiqué officiel.

Le procès du « clan »

« A Libreville, au soir du 10 mai 1981, c'est la tristesse et l'amer-tume au Palais de la rénovation, mais c'est la liesse dans les « Quartiers », écrit P. Péan dans son livre, « Affaires africaines », car il retrace vingt ans de rapports tourmentés entre la France et le Gabon et non, en dépit de la prière d'insérer « un quart de siècle de relations franco-africaines ».

Deux ans après le succès de M. Mitterrand « la défense d'intérêts de la France laisse les grands principes sur le bas-côté de la route. Les maréages d'Afrique, et, particulièrement du Gabon, sont propices à la perpétuation des ornières ».

La boue, Pierre Péan la remue avec une certaine satisfaction racontant sur le ton du roman d'espionnage les nombreuses « affaires » dont la paternité est attribuée, à tort ou à raison, au « clan des Gabonais », quelques dizaines de personnes, tour à tour ou en même temps P.-D. G. de sociétés, ambassadeur de France, barbouze, espion patenté, aventurier, qui gravitent autour du président gabonais.

Pierre Péan raconte, par le menu, la constitution de ce « clan » organisé au départ, dit-il, autour de Jacques Foccart, conseiller pour les affaires africaines du général de Gaulle. Souvent issu de la résistance, ou anciens des guerres coloniales, ces hommes vont investir ce pays d'Afrique centrale, dont la richesse attire bien des convoitises.

« Le Gabon est devenu la terre d'élection d'aventuriers, nouveaux croisés d'un Occident fort et réactionnaire », écrit notamment Péan avant de s'attarder sur les nombreux

« coups » montés à partir de Libreville : tentative de coup d'Etat au Bénin, efforts pour tourner le boycott de la Rhodésie ou de l'Afrique du Sud, appui au mouvement de libération de Cabinda, aide à la sécession biafraise, etc. Sur les moyens, certains membres du « clan » ne sont pas regardants. Pour sauvegarder le pouvoir en place rien ne les effraie depuis le débarquement des parachutistes français pour rétablir Léon M'Ba, puis conforter son successeur l'actuel président Bongo. Toutefois, il leur faut compter avec la montée en puissance du président Bongo, protégé qui s'émancipe, qui connaît parfaitement les rouages de la politique française, et qui, jouant en artiste des différents niveaux de décision à Paris, va bientôt devenir le « chef du clan ».

« Le Ndjabi africain (société secrète) et la franc-maçonnerie européenne symbolisent la dualité fondamentale du pouvoir gabonais », écrit P. Péan. Il explique par l'appartenance du président Bongo à la franc-maçonnerie les nombreuses relations en France, en particulier chez les socialistes, dont il saura se servir au lendemain du 10 mai.

Ce livre ne comporte pas de véritables révélations mais éclaire quelques-uns des dessous de l'utilisation de l'argent du pétrole, notamment pour le financement des partis politiques français. Prévoyant, le président Bongo en avait d'ailleurs « aidé » trois, le R.P.R., l'U.D.F. et... le P.S. Selon Pierre Péan, plutôt que de voir l'émirat d'Afrique « se tourner vers Washington, Paris a repris à son compte l'héritage » en nommant ambassadeur à Libreville « un ancien du régime chœ », symbole du compromis entre l'Elysée et le président Bongo ».

« Rien n'a changé », assure l'auteur. Pourtant son livre a pu paraître. Cela n'avait pas été le cas il y a quelques années avec des ouvrages déplorables pour les présidents Mobutu, Sékou Touré ou Ahi-dho.

Le président gabonais n'a pas — il est vrai — ménagé ses efforts pour empêcher cette publication. Propositions sonnaient et trébuchaient à l'auteur, appelé à sa « responsabilité », chantage à propos du sort de ses amis encore emprisonnés, notamment de l'un d'entre eux, Jean-Marie Ekob, ancien ministre condamné à quinze ans de prison. « Si le livre ne paraît pas, Ekob sera libéré, sinon sa peine sera alourdie », aurait-on dit à Pierre Péan. Le livre a paru, mais serait introuvable... F. C.

République Sud-Africaine

LA VISITE DE M. MANGOPE A PARIS. — Dans un communiqué diffusé lundi 24 octobre, le Mouvement anti-apartheid (46, rue de Valenciennes, Paris-6^e) proteste contre la visite en France du chef du Bophuthatswana, Bantouiste sud-africain (le Monde du 25 octobre). « Que signifient, dit le communiqué, les engagements que le gouvernement Mitterrand a pris à son arrivée au pouvoir de ne plus octroyer de crédits publics pour des investissements dans les Bantoustans lorsqu'il donne la possibilité à ce propagandiste du système d'apartheid qu'est Lucas Mangope de rencontrer des représentants d'entreprises ou de banques nationalistes ? »

Vos champs de réflexion.

Aragon, Badinter, Barthes, Bonnefoy, Braudel, Caillois, Carrère d'Encausse, Char, Chaunu, Chomsky, Condominas, Corbin, Derrida, Détiennne, Duby, Einstein, Eliade, Finley, Gernet, Goubert, Grimal, Jakobson, Jankélévitch, Janov, Kuhn,

Le Goff, Le Roy Ladurie, Lorenz, Ruffié, Starobinski, Vernant, Vilar...



Champs

FLAMMARION

Pour l'achat de 3 Champs, votre libraire vous offre «Le sérieux de l'intention» de W. Jankélévitch.

Publicité

QUELS SONT "LES MEILLEURS RISQUES" EN AFRIQUE ?

Devant les difficultés de paiement rencontrées par un nombre croissant de pays en voie de développement, banquiers, exportateurs et hommes d'affaires occidentaux se montrent de plus en plus méfiants avant d'engager une opération dans le Tiers monde. Les maîtres mots sont : mesurer les risques. Et dans le monde, de plus en plus de sociétés de conseils vendent - cher - ces analyses de risques.

JEUNE AFRIQUE ECONOMIE a comparé les analyses réalisées par quatre grandes sociétés internationales dans dix pays d'Afrique. Curieux de constater qu'elles n'arrivent pas forcément aux mêmes conclusions.

Et aussi au sommaire :
Le pain met les gouvernements dans le pétrin
Les dossiers économiques de Paul Biya
Ceux qui pillent les mers africaines.

afrique
ECONOMIE
bimensuel
tout en couleurs

3, rue Roquette 75008 Paris - Tél. : 265.69.30

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AFRIQUE

MAROC

ALORS QUE LE ROI EXERCE LE POUVOIR LÉGISLATIF

La formation d'un gouvernement d'union pourrait concrétiser l'accord de tous les partis au sujet du Sahara

De notre envoyé spécial

Rabat. — « Vous êtes le dernier journaliste que je reçois en tant que président de la Chambre des représentants », nous dit M. Dey Ould Stiti Bata, en parcourant d'un regard réveur le vaste bureau qu'il va quitter. Peu à peu, les longs couloirs du grand bâtiment qui abrite le Parlement, avenue Mohammed-V, se sont vidés, les commissions qui siègent entre les sessions ont cessé leurs travaux. Les députés ont appris qu'ils ne toucheraient plus leurs indemnités. Depuis le 14 octobre, le Maroc vit sans pouvoir législatif.

« Le roi l'a voulu ainsi », constate simplement notre interlocuteur, qui, originaire du Sud, parle plus volontiers du Sahara que de la situation politique intérieure, ou plutôt considère que la défense des « provinces récupérées » commande tout le reste. Étus pour quatre ans en 1977, les députés avaient vu leur mandat porté à six ans par l'amendement constitutionnel de mai 1980. Alors que la législature approchait de son terme, il a été décidé que les élections n'auraient lieu qu'après le référendum au Sahara occidental, accepté par le roi à la demande de l'O.U.A. En effet, disent les Marocains, il est anormal de faire élire des députés par les « provinces du Sud » avant que leur appartenance au royaume ne soit constatée. L'organisation de ce référendum apparaît de plus en plus éloignée, la question des législatives reste pendante.

« Ne pas laisser s'installer le vide juridique et politique », titrait le 13 octobre *Al Bayane*, organe du Parti pour le progrès et le socialisme (communiste). La réponse se trouvait le lendemain dans un dahir publié par le journal officiel. Le roi Hassan II exerce le pouvoir législatif conformément à l'article 19 de la Constitu-

tion. La presse a publié la nouvelle sans commentaire, comme si cette procédure allait de soi. Nulle part cependant cet article relatif à la royauté — « qui garantit l'indépendance de la nation et l'intégrité territoriale du royaume dans ses frontières authentiques » — n'évoque le cas de figure actuel.

« Calmer le jeu »

« C'est une situation exceptionnelle sans recours à l'état d'exception, pourtant prévu par la Constitution », constate avec philosophie un député. Cela est-il tout à fait conforme à la loi fondamentale ? Il y a au Maroc des questions dont même les interlocuteurs les plus libéraux dans leurs propos n'aiment guère parler. On le constate dans un autre domaine, quand on évoque le mort du général Dimi. Quelle que soit l'appartenance politique de l'interlocuteur, la réponse est en substance celle-ci : l'affaire reste mystérieuse, mais n'intéresse plus personne. Dimi était un effréné qui avait beaucoup d'ennemis ; des membres de sa « clientèle » ont été inquiétés dans l'armée et les milieux d'affaires, mais ces arrestations ont été en nombre trop limité pour qu'on puisse imaginer qu'elles visaient les agents d'un complot contre le roi, comme ceux de 1971 (tuerie de Skhirat) et de 1972 (tir contre l'avion du roi et « suicide » d'Oufkir).

Étrangement, l'opposition, extrêmement minoritaire en nombre d'élus, paraît moins impatiente de s'exprimer de nouveau au Parlement que ne le sont certains « partis gouvernementaux » de création récente. L'Union constitutionnelle, qui aux élections municipales de juin avait

obtenu plus de sièges que l'istigial, parti nationaliste représenté au gouvernement par le ministre des affaires étrangères, M. Boucetta, n'avait pas de député, hormis quelques indépendants ralliés à elle. Les militants de cette Union constitutionnelle, créée il y a seulement quelques mois par le premier ministre, M. Messad Bouabid, aimeraient évidemment « parachever [leur] victoire » par un afflux à la Chambre des représentants. Mais les mauvaises langues disent que, si les législatives ont été reportées, c'est aussi parce qu'il fallait « calmer le jeu » après les accusations de fraude portées dès l'annonce des résultats des municipales.

Les rumeurs vont bon train sur la façon dont le roi pourrait « faire passer » l'exercice du pouvoir législatif par lui-même. Selon les uns, un gouvernement d'union nationale serait formé comme en 1976. M. Abderrahim Bouabid, secrétaire général de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), principale formation d'opposition, a déjà décliné une offre du roi allant dans ce sens, considérant qu'il n'aurait pas les moyens de mener la politique économique et sociale qu'il préconise. Mais une nouvelle proposition du roi Hassan II n'est pas exclue a priori. Elle viserait à concrétiser sur le plan gouvernemental l'union sacrée de tous les partis au sujet du Sahara.

Une sécheresse catastrophique

Plus que jamais, les formations politiques marocaines, y compris les communistes, s'élèvent contre toute idée d'« abandon » du Sahara. « Le roi, en acceptant le principe du référendum, a déjà fait un sacrifice énorme, car on ne peut pas demander à un Marocain de dire, s'il est Marocain ou pas, nous a dit M. Abdelhak Tazi, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Cette entorse au principe de souveraineté a été acceptée pour débloquer la situation, à la demande de nos amis africains. Mais il n'est pas question d'accepter le préalable de discussions avec le Polisario. Si l'Algérie et la Mauritanie décident le cessez-le-feu, il y aura cessez-le-feu. »

Une autre hypothèse avancée à Rabat, alors qu'on attendait le retour du roi après une longue absence aux Etats-Unis, en Belgique et en France, avait trait à la formation d'un gouvernement de techniciens pour redresser la situation économique, aggravée par une sécheresse catastrophique

trappant cruellement un pays qui a fait un effort remarquable en matière de développement agricole.

Pour l'assainissement des finances publiques, demandé par le Fonds monétaire international et les banques étrangères susceptibles d'accepter le réajustement de la dette extérieure, les députés ont voté lors de leur dernière session une loi de finances rectificative. Des milliers de postes ont été supprimés dans la fonction publique. Les salaires restent bloqués. Une « décote » de 10 % du dédit par rapport au franc et au dollar a été pratiquée. Les subventions à certains produits alimentaires sont réduites.

Les partis politiques, invités à soutenir l'effort militaire au Sahara, n'ont pas ou ont peu réagi à ces mesures impopulaires. Fort adroitement, le pouvoir a procédé par étapes, évitant la brusque flambée des prix qui fut à l'origine des émeutes de Casablanca en juin 1981.

« Nous ne voulons pas d'une économie protégée par l'armée par la bureaucratie », nous a dit M. Azeddine Guesous, ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme. Nous voulons rester un pays ouvert. C'est pour cela que nous avons signé un accord de coopération avec la C.E.E. en 1976. Nous avons alors fait un choix politique en nous ancrant à l'Europe démocratique. Mais alors que la crise mondiale ravivait les agitations, nous avons eu trop longtemps une réponse non politique, mais technique. Pour la France, le Maroc doit être un voisin solide économiquement et socialement. »

Les « responsabilités historiques » de la France à l'égard du Maroc sont souvent rappelées dans ce pays à moins d'un mois de la visite du président Chirac à Paris. On se retranche derrière les déclarations faites par M. Mitterrand, lors de sa visite officielle au Maroc en janvier, pour affirmer une certaine sérénité quant à ce qui pourrait être dit aux Algériens au sujet du Sahara.


Lors des récents Jeux méditerranéens à Casablanca, les athlètes français ont été copieusement sifflés par le public. Le fait a été remarqué par le petit monde diplomatique français et étranger. Il ne faut pas attacher à cet incident plus d'importance qu'il n'en a, a-t-on dit de plusieurs sources officielles. Simplement, on voulait protester sur les gradins contre le boycottage incompréhensible du Maroc par les organes d'information français. « Radio-France internationale en tête, dont la vocation est de rendre compte de ce genre d'événements. »

La temps n'est plus où un de Gaulle donnait du « très cher et grand ami » au roi Hassan II et où celui-ci présentait M. Giscard d'Estaing comme un « copain par fait ». Cependant, dans l'ensemble, le souverain paraît s'être bien adapté à la nouvelle donne politique en France. En se rendant à l'Elysée quelques jours avant le départ de M. Mitterrand pour Tunis et alors que se préparait la visite du président Chirac, il a sans doute voulu s'assurer que les bonnes dispositions manifestées par son hôte en janvier étaient toujours d'actualité.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Peacekeepers Graveyard

Newsweek
Slaughter In Beirut



Outside views. Inside information.

Newsweek

Traduction du texte inséré ci-contre :

« Le cimetière des soldats de la paix »
« L'actualité de l'extérieur, le commentaire de l'intérieur. »



Le Monde
dossiers et documents

LE LIVRE ET LA LECTURE EN FRANCE



LES NOCES DE LA LITTÉRATURE ET DE L'AUDIOVISUEL
PROFESSION ÉCRIVAIN
UNE NOUVELLE POLITIQUE CULTURE ET MARKETING

OCTOBRE 1983

ILLUSTRÉ PAR CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 10 F ET AU MONDE

Le Monde

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

السنة ١٤٠٤ هـ

DIPLOMATIE

De « Barberousse » aux euromissiles

(Suite de la première page.)

Toujours est-il que, lorsque les hostilités éclatèrent, il crut d'abord qu'il s'agissait d'une « provocation » à laquelle il n'aurait pas répondu (1).

Le résultat, ce furent des centaines d'avions détruits au sol, et une débâcle qui, malgré des actions de retardement héroïques, ne s'arrêta vraiment que devant Leningrad et Moscou. Que se fit-il alors passé si le général Hiver n'était pas venu une fois de plus au secours du peuple russe ? Si Pearl Harbor n'avait pas permis à Staline de ramener sur le front ouest une grande partie des troupes de Sibirie ? Et, plus simplement, si l'invasion allemande avait été déclenchée à la date prévue, au printemps, au lieu d'être retardée, le temps d'occuper la Yougoslavie pour la punir d'avoir rompu avec l'Axe et, par la même occasion, la Grèce, dont les Italiens ne parvenaient pas à venir à bout ?

Dire que l'U.R.S.S. et, avec elle, le système communiste l'ont échappé belle, en 1941, est donc un euphémisme. Aucun responsable soviétique, surtout s'il a vécu lui-même l'épreuve, ne peut l'oublier. De même qu'il ne peut oublier le prix de souffrances, de sang et de misères de toutes sortes dont a été payée la victoire finale. Pour une fois que Staline avait fait confiance à quelqu'un, en l'espace Hitler, il avait été bien mal payé de retour.

Jusqu'à sa mort, il vivra dans la hantise d'une attaque des « impérialistes ». « Jamais », « ils » n'accepteront que tout cela reste rouge, jamais ! », devait-il dire un jour à Tito en lui montrant une carte de la zone d'influence soviétique. Aussi bien, dès la victoire de 1945, donna-t-il une priorité absolue aux efforts destinés à enlever à ses adversaires potentiels, à qui il arrive, comme Foster Dulles, de parler de « réajustement » du communisme, toute tentative de recommencer le coup de 1941.

Il garde, malgré l'effondrement du Reich et la démobilisation occidentale, cent soixante-quinze divisions sous les drapeaux. Il s'efforce, par diverses pressions sur l'Iran, la Turquie, la Grèce, d'obtenir cet accès aux mers chaudes dont avaient eu vain rêvé les tsars. Il encourage vivement un « mouvement de la paix » qui réclame notamment, par l'appel de Stockholm (1950), la renonciation à tout armement nucléaire, en un moment où c'est celui-ci qui permet aux Etats-Unis d'équilibrer l'énorme avantage soviétique en matière d'effectifs et d'armements classiques. Enfin, et surtout, il met les bouchées doubles pour rattraper l'avance américaine dans le domaine nucléaire.

La première bombe atomique soviétique (1949) est essayée quatre ans après Hiroshima. Mais l'explosion de la première bombe thermonucléaire de la patrie du socialisme, qui suit de peu la mort de Staline, en 1953, intervient un an seulement après celle de sa sœur aînée américaine. Et Khrouchtchev signe la paix en Occident, en août 1957, avec la réussite du lancement de la première fusée intercontinentale de l'histoire. Ne signifie-t-elle pas, par définition, la fin de l'impunité du territoire américain ?

Le précédent de 1957

Ce sont les Etats-Unis, cette fois, qui se trouvent dépassés. Beaucoup moins d'ailleurs, compte tenu de leur stock de bombes et de leurs bombardiers géants, qu'ils ne veulent bien le dire. Pour combler leur retard, ils accélèrent la fabrication, déjà en route, de leurs propres engins intercontinentaux, dont les premiers seront opérationnels dès l'année suivante. En attendant que ces engins puissent être déployés, ils demandent à leurs alliés d'installer chez eux des fusées dites « intermédiaires », Jupiter et Thor, capables, comme aujourd'hui les euromissiles, mais avec une précision, une rapidité et une puissance de destruction bien moindres, d'atteindre le territoire soviétique.

Même s'il en a la tête un peu tournée, Khrouchtchev sait bien qu'il n'a pris la direction de la course que pour un temps. Tout naturellement, il cherche à transformer cet avantage militaire temporaire en avan-

tage politique durable. Dans le cas d'espèce, il s'agit d'obtenir le départ de Berlin-Ouest des garnisons occidentales. La première condition, bien sûr, de la réussite est que les Américains ne puissent pas répliquer au chantage tacite à l'emploi des engins intercontinentaux qui était la manœuvre. D'où les efforts du Kremlin pour persuader les Grecs, par exemple, qu'en acceptant les fusées américaines ils risqueraient de se trouver impliqués dans une guerre dont le Parthénon serait, à coup sûr, répète Khrouchtchev, l'une des principales victimes.

« M. K. » ne réussira ni à empêcher le déploiement des Jupiter et des Thor en Grande-Bretagne, en Italie et en Turquie en 1959, ni à liquider ce qu'il appelait à toute simplicité la « menace concrète » de Berlin-Ouest. Il devra se contenter d'emmurer la population est-allemande pour l'empêcher d'être contaminée. Comme il n'est pas homme à s'avouer battu, il essaiera, en 1962, de se donner un nouvel élan en installant secrètement à Cuba des fusées susceptibles d'atteindre en un rien de temps le tiers du territoire américain. Mais la C.I.A. découvre à temps le pot aux roses, et les Etats-Unis ont eu, au cours de la crise, le temps de rétablir leur supériorité ancienne : ils disposent au moment de la crise, de cinq fois plus de fusées stratégiques que l'U.R.S.S. (2). Bien qu'aucune espèce de disposition du droit international n'interdise à qui que ce soit d'installer des armes nucléaires sur le territoire d'un pays qui y consent, un ultimatum de Kennedy oblige les Soviétiques à retirer leurs engins. La raison de plus fort...

Les Etats-Unis tombent alors dans l'erreur commise, avant eux, par tant de vainqueurs : ils croient qu'ils ont gagné pour toujours. Or l'épreuve a confirmé l'U.R.S.S. dans l'idée qu'il lui faut à tout prix acquiescer les moyens de rétablir le chantage à la bombe de son adversaire principal. Khrouchtchev ne fait d'ailleurs pas mystère de ses intentions. Peu de temps après le dénouement de la crise, le vice-ministre des affaires étrangères, Kouznetsov, déclare à John McCloy, personnalité célèbre de l'établissement : « Ce que vous nous avez fait à Cuba, nous ne vous le laisserons jamais recommencer ».

L'équilibre de la terreur

En 1967, pourtant, les Américains vont « recommencer », en contraignant les Soviétiques, à la fin de la guerre de six jours, à voter au Conseil de sécurité de l'ONU en faveur d'une résolution fixant les lignes du cessez-le-feu sur celles de l'avance des troupes israéliennes, autrement dit à perdre la face devant leurs amis arabes. Mais c'est la dernière fois qu'ils capituleront ainsi. Au début des années 70, le rattrapage est accompli : l'arsenal stratégique soviétique devient, *grasso modo*, égal à l'arsenal américain. Performance d'autant plus remarquable qu'entre-temps les Etats-Unis ont considérablement renforcés les divers éléments de leur fameuse « triade » : sous-marins nucléaires, bombardiers à long rayon d'action et fusées intercontinentales tirées de silos.

L'accord SALT 1, en 1972, entre Nixon et Brejnev, consacre cette parité. Tout un chacun, sur le moment, en attend monts et merveilles : l'équilibre de la terreur est rétabli, il rendra la guerre éternellement impossible. Chacune des deux superpuissances ne dispose-t-elle pas d'une force dite de « seconde frappe », assurée de survivre en tout état de cause à une attaque par surprise de l'adversaire et de lui infliger, s'il s'y risquait, une « punition » sans commune mesure avec le bénéfice qu'il pourrait tirer de son agression ?

L'atmosphère de « détente » qui règne alors contribue à expliquer cette euphorie. Le monde occidental connaît depuis vingt ans une croissance dont il n'imaginait pas qu'elle puisse prendre fin. Brandt vient de faire la paix avec ses voisins de l'Est. La Chine est enfin entrée aux Nations unies. La négociation sur le Vietnam est sur le point d'aboutir. Le Proche-Orient connaît depuis plusieurs années une paix relative. La décolonisation est terminée, pour l'essentiel, depuis dix ans. Les Etats-Unis et l'U.R.S.S. se préparent-ils à instaurer, à l'échelle du monde, une sorte de condominium ? Michel Jobert, alors ministre des affaires étrangères, le redoute. On saura plus tard, grâce aux Mémoires de Kissinger, que Brejnev l'a bel et bien proposé à Nixon et que celui-ci n'a pas vraiment dit non.

Le Watergate, le refus du Sénat américain d'accorder à l'U.R.S.S. la clause de la nation la plus favorisée aussi longtemps qu'elle ne laissera pas ses citoyens juifs la quitter à leur gré, et enfin la guerre israélo-arabe

d'octobre 1973 auront vite raison du condominium naissant. On comprendra petit à petit que la disparition de la prépondérance stratégique américaine prive ce qui restait d'un ordre international de son quasi unique fondement. Le territoire des Etats-Unis se trouve certes désormais « sanctuarisé », à l'abri de toute attaque par surprise, mais l'existence de la capacité de riposte soviétique, qu'ils n'ont aucun moyen d'éliminer, transforme en un redoutable baccarat la menace, si souvent églisée dans le passé, de « représailles massives » en cas d'agression contre un pays allié.

C'en est fini de la *pax americana*. Et comme, faute d'un minimum de confiance mutuelle et de conver-

gence d'intérêt, il ne peut apparemment pas y avoir de *pax americana-sovietica*, le risque est grand qu'en dehors des territoires « sanctuarisés » de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis il y ait de moins en moins de *pax*. Situation qu'avait prévue de longue date de Gaulle et qui justifie amplement la création de la force nationale de dissuasion, elle-même destinée à mettre le territoire français à l'abri non certes de toute menace, mais au moins en principe de l'agression — et donc du chantage — nucléaire.

ANDRÉ FONTAINE.

Prochain article :

A QUOI SERVENT
LES SS-20 ?



NEW YORK ou
WASHINGTON (BWI)
A.S. F 1.750
A.R. F 2.890

CHICAGO
A.S. F 2.050
A.R. F 3.290

- Aller simple = Tarif LM - Aller-retour = Tarif APEX
- Acheminement SNCF compris sur les axes de Paris, Strasbourg, Nancy à Luxembourg (et vice versa).
- Tarifs adaptés pour court séjour et voyage d'affaires.
- Entre le 10 déc. 83 et le 8 janv. 84 : suppl. F 100 sur A.R.

TARIFS PRÉFÉRENTIELS ICELANDAIR - VOIS RÉGULIERS

(au départ de Luxembourg)

D'autres tarifs aller-retour très avantageux, à partir de F :

BOSTON	F 3.230	MIAMI	F 4.740
DALLAS	F 4.120	NEW ORLEANS	F 5.140
HOUSTON	F 4.120	SAN FRANCISCO	F 5.640
LOS ANGELES	F 4.730	TAMPA	F 4.120

Consultez votre Agent de Voyages ou

ICELANDAIR

9, bd des Capucines 75002 Paris ☎ 742.52.26

Pour fêter la sortie de son 400^e volume, Jean de Bonnot offre à ses lecteurs un livre d'art au prix coûtant, l'aventure fabuleuse d'un haut lieu de l'histoire de France :

HISTOIRE ET LEGENDES DU MONT SAINT-MICHEL

par Edouard J. Corroyer (1837-1904)

architecte des Monuments historiques élève génial de Viollet-le-Duc.

Une île mystérieuse

Étrange vaisseau de granit ancré dans les sables mouvants d'une baie dangereuse où se déploient, à la vitesse d'un cheval au galop, les mers les plus amples d'Europe, le Mont Saint-Michel, depuis toujours, a fasciné les hommes. Les Celtes l'appelaient le mont Tombé et quand, par tempête d'orage, son front noir se couronnait d'éclairs, ces guerriers pourtant intrépides se taisaient frappés d'une terreur superstitieuse.

Ce lieu prédestiné à l'aventure spirituelle per son isolement et sa grandeur sauvage fut de bonne heure investi par la chrétienté qui construisit là, sous le signe de l'archange Saint-Michel, une retraite pour ses moines, un sanctuaire pour ses reliques, une église pour ses pèlerins, une forteresse contre les hérétiques

et les pillards, une bestiole pour les irréductibles. Extraordinaire architecture dont l'édification fut poursuivie dans les pires conditions pendant plusieurs siècles !

Des murs cyclopes de la crypte primitive aux voûtes romanes et aux jallissements du gothique flamboyant, tous les styles se superposent et s'accroissent ici harmonieusement. Rêve de granit, pyramide de 170 m dont les murailles s'étagent dans un équilibre impressionnant, cette merveille attire comme autrefois des centaines de milliers de pèlerins amenés ici par le repentir ou l'espoir.

La mémoire des vieilles pierres

Mais ce haut lieu de la dévotion est aussi un reliquaire de l'histoire. Ces échafaudages et ces bestioles hautes, ces nefs élancées, ces saillies aux voûtes sonores, ces forêts de piliers bruisant encore des litanies et des misères dont la rumeur couvrait les cris des prisonniers soiflés pour raison d'Etat dans les sinistres « fillettes » héritées de Louis XI, où l'on devenait inexorablement fou, tout ici témoigne d'un passé foisonnant qui, entre ces murs, résonne étrangement.

Edouard Jules Corroyer, qui a consacré sa vie à la restauration de cet ensemble architectural unique au monde et qui en a sondé les moindres recoins, nous conte, dans son admirable ouvrage, les méfaits et les hauts faits dont furent témoins ces dentelles minérales, les détours de ces secrètes galeries et les redans de ces escaliers majestueux. Jamais, peut-être, l'expression « livre de pierre » n'a été aussi justifiée tant est riche et dense l'histoire du Mont Sacré où saints, rois, princes, erudits,

artistes et peuples gens laissèrent leur empreinte. Le beau volume de Corroyer est un des fleurons de cette littérature si attachante où l'amour de l'histoire se confond avec l'amour de l'art.

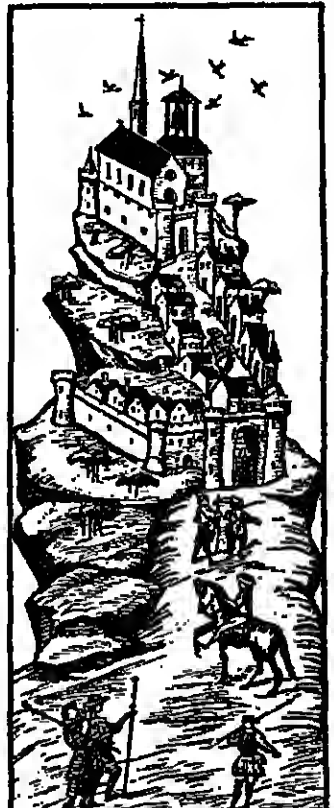
Avec le dossier complet des 150 plans, vues, détails et œuvres d'art de ce « livre de pierre » au passé chargé d'histoire. En plus, 22 photographies actuelles ont été ajoutées par Jean de Bonnot.

Un livre précieux et rare

Mainteneur des traditions et amoureux des beaux livres comme autrefois, Jean de Bonnot est un des rares éditeurs, sinon le seul, à employer encore le cuir véritable décoré à l'or fin pour toutes ses reliures. En vous offrant aujourd'hui ce volume au prix coûtant, il souhaite remercier ses lecteurs de leur fidélité. Ce prix exceptionnel n'implique aucune altération de la qualité proverbiale de ses ouvrages tant en ce qui concerne les matières nobles utilisées qu'en ce qui regarde les soins apportés à l'exécution.

Description de l'ouvrage

Un volume grand in-octavo (14 x 21 cm) de 536 pages. Riche iconographie : 150 dessins, 22 photographies hors-texte. Reliure pleine cuir de mouton d'une pièce. Décor original poussé sur or à 22 carats pour le dos et gauré à froid pour les plats. Papier vergé chiffon filigrané « aux canons ». Tranche supérieure dorée à l'or.



Cette image du XV^e siècle a servi de base pour l'illustration du dos de ce volume.

véritable. Signet et trancheilles tressées. Châliers cousus au fil. Gardes cordues. Coins remplis main.

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'armateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Tr. de Bonnot

Le prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à en limiter le tirage. Nous vous prions donc de nous excuser si nous ne pouvons pas honorer les demandes tardives.

BON

OFFRE EXCEPTIONNELLE
(limitée à un seul livre par lecteur)

à envoyer à JEAN DE BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant « Histoire et légendes du Mont Saint-Michel » en un fort volume in-octavo, relié plein cuir, décoré à l'or fin 22 carats.

Veuillez trouver ci-joint mon règlement soit 92,50 F (+ 12,10 F de frais de port).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai, dans son emballage d'origine, dans les dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom
Prénoms
Adresse complète
Code postal
Ville
Signature LA

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

l'union pourrait concrétiser
le sujet du Sahara

Le Monde

Le Monde
LE LIVRE ET LA
LECTURE EN FRANCE

DIPLOMATIE

La prochaine installation de missiles soviétiques tactiques en R.D.A. et en Tchécoslovaquie ne surprend ni Bonn ni les milieux de l'OTAN

Le ministère soviétique de la défense a annoncé, lundi soir 24 octobre, le début des travaux préparatoires à l'installation de nouveaux « complexes de missiles tactiques opérationnels » sur le territoire de la R.D.A. et de la Tchécoslovaquie. Cette déclaration précise qu'il s'agit-là d'une « mesure préventive de rétorsion » en cas d'installation des euromissiles de l'OTAN destinés, si les pourparlers euro-stratégiques de Genève échouent, à compenser le surarmement soviétique. Les milieux de l'Alliance atlantique s'attendaient, indique-t-on à Bruxelles, à la mise en œuvre de cette décision, qui remonterait à une dizaine d'années.

A Helsinki s'ouvre, ce mardi, la réunion préparatoire à la conférence sur le désarmement en Europe

(C.D.E.), qui doit commencer le 17 janvier à Stockholm, en application des décisions prises à Madrid par les trente-cinq Etats participant à la C.S.C.E. La réunion d'Helsinki durera jusqu'au 11 novembre, et devrait notamment permettre de fixer le calendrier des travaux de la C.D.E.

Celle-ci commencera normalement par l'examen des « mesures de confiance » que les trente-cinq pays (tous les Etats européens, sauf l'Albanie, ainsi que les Etats-Unis et le Canada) pourraient adopter pour préparer la voie à une réduction concertée des armements. L'Union soviétique a confirmé sa participation, alors qu'elle a indiqué qu'elle romprait les pourparlers de Genève si l'OTAN commençait à procéder à l'installation de ses euromissiles.

De notre correspondant

Bonn. — L'annonce faite par le ministère de la défense soviétique n'a pas plus ému le gouvernement de Bonn que les instances de l'OTAN à Bruxelles. Il s'agit moins d'une escalade que d'une modernisation. On fait remarquer ici que deux régiments de l'armée rouge, cantonnés à l'est de l'Elbe, étaient déjà pourvus,

depuis des mois, d'engins nucléaires tactiques de type SS-21, considérés par les experts de la défense allemande comme l'équivalent de la fusée américaine Lance. En revanche, on ne sait pas encore à Bonn si s'ajoutera, à ce potentiel, des SS-23, qu'on ne croit pas encore opé-

tionnels et qui seraient de toute façon, dans un premier temps, réservés à l'armée soviétique sur son territoire national.

Peut-être s'agit-il aussi d'un système d'armes encore inconnu à l'Ouest, et qui en serait au stade des essais secrets, hypothèse qu'on retient pour peu vraisemblable. De toute façon, souligne-t-on à Bonn, la situation stratégique en Europe demeure inchangée. La prépondérance conventionnelle et nucléaire soviétique demeure pour l'instant le fait dominant, mais on accorde à la supériorité atomique soviétique une valeur autant psychologique que militaire. Personne, parmi les officiers supérieurs de la Bundeswehr, ne croit à la possibilité d'une guerre atomique limitée à l'Europe.

En revanche, on est plus que digne de constater que les différentes propositions américaines émises à Genève n'ont pas fait avancer la négociation. La double résolution de l'OTAN est regardée comme un effort « généreux, honnête et constructif ». Pour la première fois, on négociait avant de réarmer, dit-on, mais « on ne nous y reprendra plus ».

Le ministère de la défense ne ferme pas pour autant la porte à la concertation multilatérale. Il envisage que l'on puisse « parler sérieusement » avec Moscou, une fois les euromissiles américains installés en Europe. L'expérience de Genève est unique en son genre — ne constitue pas un précédent réductible, et l'on considère la conférence sur le désarmement, qui doit s'ouvrir à Stockholm en janvier, comme une chance d'aborder les vrais problèmes. L'« empire soviétique » d'Europe y participera, ainsi que la République fédérale, et les conversations pourront y être renouées à partir de nouvelles données.

ALAIN CLÉMENT.

■ M. Papandréou, premier ministre grec, se rendra à Londres le 3 novembre, à Paris le 23, à Bruxelles le 24 et à Bonn le 25 pour avoir différents entretiens destinés à compléter la préparation du prochain conseil européen. Celui-ci doit avoir lieu du 4 au 6 décembre à Athènes. — (A.F.P.)

UN FORUM SUR LE THÈME « LE TIERS-MONDE, QUEL AVENIR ? »

Résistance au totalitarisme ou internationale contre-révolutionnaire

« Le tiers-monde, quel avenir ? » Sur ce thème, Résistance Internationale (I) crée en mai dernier par le dissident Vladimir Boukovsky et le poète cubain Armando Valladares, afin de s'opposer à la « menace généralisée de l'impérialisme et du système totalitaire soviétique », a organisé à Paris un forum, du 20 au 23 octobre. Partant du constat que, depuis 1975, un certain nombre de pays (Angola, Mozambique, Ethiopie, Laos, Cambodge, Afghanistan, Nicaragua) ont « basculé dans la sphère d'influence de l'U.R.S.S. », alors que « nulle part l'insurrection d'un régime de type soviétique n'a réussi à régler le moindre problème », mais a « ou contraire otisé les conflits », Résistance Internationale a voulu offrir une tribune à des représentants du tiers-monde qui refusent, en principe, « le dilemme d'alternance de droite-communisme ».

Le choix des principaux invités (exilés cubains, transfuges du mouvement sandiniste, résistants afghans, opposants aux régimes angolais, capverdais et guinéens, vietnamiens, laotiens et cambodgiens...) donnait cependant à ce forum l'aspect d'un rassemblement international tant soit peu contre-révolutionnaire. Plus de temps fut d'ailleurs consacré à pourfendre les gouvernements — de Castro à Kadhafi — présentés comme des chevaux de Troie de l'expansionnisme soviétique, qu'à analyser les facteurs ayant favorisé celui-ci et à définir clairement la réponse à lui donner. La présentation quelque peu manichéenne du thème — semblant oublier, par exemple, l'expulsion des Soviétiques d'Égypte, de Somalie et du Soudan — et le déséquilibre dans la dénonciation des dictatures — les adversaires les plus résolus des régimes argentin, chilien ou philippin n'étaient pas invités — peuvent expliquer que diverses personnalités françaises se soient finalement tenues à l'écart de cette manifestation.

Responsabilités occidentales

Celle-ci n'a pas manqué de souligner la diversité des approches et des situations d'un pays à l'autre du tiers-monde. Ainsi le président de l'Union islamique des résistants afghans, M. H. Majidi, a témoigné « de la résistance d'un peuple à une superpuissance voulant coloniser le monde », mais il a déclaré que l'effort matériel et militaire ne suffisait pas s'il n'y avait pas « la foi en Dieu ». Une universitaire guatémaltèque a clamé sa foi dans le capitalisme parce que ce qui est arrivé à deux anciens prisonniers de La Havane — Huber Matos et A. Valladares — lui avait ouvert les yeux. Deux personnalités, chilienne et argentine, ont jugé stériles les débats du forum et ont paru soucieuses de ne pas critiquer ouvertement les régimes de leurs pays respectifs parce qu'ils offrent des perspectives électorales.

Si quelques intervenants ont déclaré que « toutes les dictatures sont solidaires, qu'elles soient de droite ou de gauche », un plus grand nombre, en revanche, se sont refusés à les mettre sur le même pied. Il fut expliqué que celles de Somoza, Pinochet, Galtieri, n'ont jamais eu la puissance de celle de l'U.R.S.S., et qu'il n'y a pas d'exemple d'un pays où un régime communiste ait abandonné le pouvoir.

Les dictatures sont-elles la cause ou la conséquence d'un sous-développement ? Certes, la pauvreté et l'exploitation ont été men-

tionnées parmi les causes de révoltes populaires, mais celles-ci ont plutôt été attribuées à la volonté de conquête du pouvoir par ceux qui les dirigent, ou encore aux « ambitions destabilisatrices de Cuba en Amérique latine », comme à l'expansionnisme soviétique. Comment arrêter un processus totalitaire ? Un Guinéen n'a pas craint de parler du malaise qui l'éprouvait à l'idée que le mouvement combattant le gouvernement de Luanda et la présence cubaine en Angola pouvaient recevoir une assistance soviétique. L'« insuffisance » des sanctions économiques (contre l'U.R.S.S. ou Cuba) a été soulignée ainsi que la difficulté à suivre une « troisième voie ». Somme toute, les participants ont voulu placer les démocraties occidentales devant leurs responsabilités, la tâche de contenir l'influence soviétique étant « trop lourde pour les seuls peuples du tiers-monde ». La France n'a pas été épargnée par les exilés nicaraguayens pour son aide à Managua. Un appel a également été lancé au gouvernement français pour qu'il « exige » que Cuba cesse sa « promesse » de libérer l'opposant Ricardo Bojil, qui « engage l'avenir des relations entre les deux pays ».

Ce forum, sans véritable controverse, marque-t-il un début de mobilisation ? Ses organisateurs souhaitent qu'il débouche sur la constitution d'une commission permanente chargée d'élaborer une « nouvelle politique pour le tiers-monde, réaliste et tenant compte de la stratégie soviétique ». — G.V.

(11 102, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

A TRAVERS LE MONDE

Bangladesh

■ LE GÉNÉRAL ERSHAD AUX ETATS-UNIS. — Le général Ershad, administrateur en chef de la loi maritale, a commencé, lundi 24 octobre, une visite de travail officielle à Washington, dont il attend l'assurance d'un accroissement de l'aide — actuellement 164 millions de dollars par an — et des investissements américains dans son pays. — (U.P.I.)

Birmanie

■ ÉVACUATION DE FAMILLES FRANÇAISES. — Plusieurs techniciens français et leurs familles ont été évacués du chantier de la cimenterie de Mying-Galay, à l'est de Rangoon, à la suite de l'enlèvement d'un couple de Français, M. et M^{me} Jacques Bousseau, la semaine dernière, par les insurgés karen. Ces derniers ont libéré tous leurs autres prisonniers, mais non les deux Français. — (Reuter, A.F.P.)

Cambodge

■ LE DÉBAT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU. — L'Assemblée générale de l'ONU devait commencer à examiner, ce mardi 25 octobre, la question cambodgienne. Elle se prononcera sur une résolution présentée par les cinq pays de l'ASEAN réclamant le départ des troupes étrangères (vietnamiennes) de ce pays et le droit de son peuple à l'autodétermination. Jeudi 26 octobre, pour la première fois depuis 1979, la représentativité du Kampuchéa démocratique (la coalition antiviétnamienne) avait

été acceptée sans obstacle, Hanot s'étant abstenu de la contester. Enfin, M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, a présenté un rapport déplorant la détérioration de la situation au Cambodge en raison de l'absence de progrès vers une solution pacifique. — (Reuter, A.F.P., U.P.I.)

Corée du Nord

■ VISITE DU PREMIER MINISTRE IRANIEEN. — Le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousavi, est arrivé le lundi 24 octobre à Pyongyang pour une visite officielle en Corée du Nord, a annoncé Radio-Pyongyang. M. Mousavi est accompagné notamment par le ministre iranien de la défense, le colonel Mohammad Salimi.

Inde

■ NOUVELLES ARRESTATIONS DE TIBÉTAIS. — La police a indiqué qu'elle avait procédé, lundi 24 octobre, à l'arrestation de cent soixante-seize réfugiés tibétains, parmi lesquels quarante et une femmes, qui protestaient contre la tenue le même jour à New-Delhi des négociations sino-indiennes consacrées principalement au règlement des problèmes frontaliers entre les deux pays, mais aussi à l'amélioration de leurs relations dans les domaines économique, commercial, culturel et technologique.

Indonésie

■ SIX QUOTIDIENS ÉTRANGERS À NOUVEAU AUTORISÉS. — Six des sept quotidiens

EUROPE

Danemark

UN COMPROMIS SUR LE BUDGET ÉVITE LE RECOURS À DES ÉLECTIONS ANTICIPÉES

(De notre correspondant.)

Copenhague. — Le recours à des élections générales anticipées a pu être évité, un compromis concernant le budget 1984 ayant été finalement conclu entre le gouvernement minoritaire quadripartite de centre-droit, les radicaux et le parti du progrès.

Le premier ministre, M. Schlüter, a, lundi 24 octobre, insisté sur le fait que les économies prévues pour 1984 réduiraient le tour de force de ne pas entamer les dépenses sociales, alors que la pression fiscale diminuait légèrement, passant de 45,9 % en 1983 à 45,1 % du P.N.B.

Quant aux économies, elles viendraient de la suppression totale ou partielle de certaines subventions (à la construction, aux produits laitiers, etc.) et de l'augmentation des « recettes de poche ».

Les radicaux ont, de leur côté, obtenu la promesse de l'allongement des congés de maternité, qui devraient passer de quatorze à vingt-six semaines en deux étapes. — C.O.

Suisse

APRÈS LES ÉLECTIONS

La coalition sortante devrait être reconduite

De notre correspondant

Berne. — « La continuité sans changement » par ce titre quel que soit ironique, la Tribune de Lausanne a commenté les résultats, connus le lundi 24 octobre, des élections législatives. Favorisée, il est vrai, par le système de la représentation proportionnelle, la remarquable stabilité du corps électoral se confirme dans le maintien des positions des quatre partis de la coalition sortante. Ensemble, radicaux, socialistes, démocrates-chrétiens et démocrates du centre se taillent, une fois de plus, la part du lion : ils disposeront de 166 sièges sur 200 à la Chambre basse, soit 3 de moins que précédemment, et de 43 mandats sur 46 à la Chambre haute, comme dans la précédente législature. Ils recourent très certainement leur alliance au gouvernement.

Avec 54 députés, les radicaux, qui gagnent 3 sièges, deviennent la première formation du conseil national. En légère perte de vitesse, les socialistes reculent de 51 à

48 mandats. Les démocrates-chrétiens obtiennent 21 sièges et gardent 42 députés, tandis que les démocrates du centre retrouvent leurs 23 élus.

Parmi les formations non gouvernementales, l'alliance des indépendants, proche de la fédération des coopératives « Migros », perd encore un de ses huit mandats. De leur côté, les libéraux, tout en améliorant leur pourcentage en voix, en restent à huit députés. Les mouvements nationalistes d'inspiration xénophobe passent de 3 à 5 sièges et progressent à Genève, à Zurich et à Berne. Autres bénéficiaires du scrutin : les écologistes, qui avaient jusqu'ici qu'un représentant du canton de Vaud, obtiennent 2 sièges supplémentaires, à Genève et à Zurich.

A l'extrême gauche, les organisations progressistes, qui remportent un nouveau mandat en Suisse allemande, auront désormais 3 représentants au lieu de 2. En revanche, les communistes n'auront qu'un seul député contre 3 auparavant.

« Au Conseil des États, les radicaux prennent 3 sièges aux socialistes, tandis que les démocrates-chrétiens demeurent le groupe le plus important. Six sièges sont encore en ballottage dans les cantons de Fribourg, du Tessin et du Valais.

Parmi les candidats malheureux de ces élections se trouve M. Jean Ziegler, député socialiste depuis seize ans, que les électeurs genevois ont préféré renvoyer à ses études de sociologie. Un peu amer, M. Ziegler, qui a dû céder sa place à un écologiste, devait commenté son échec en déclarant laconiquement : « En Suisse, il est quasiment impossible de se battre avec les grandes banques ».

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Pologne

Le procès des fondateurs du KOR serait-il nouveau repoussé

Le procès de quatre fondateurs du KOR (Comité de défense des ouvriers), MM. Jacek Kuron, Adam Michnik, Zbigniew Romaszewski et Henryk Wujec, serait retardé de plusieurs mois, selon des sources proches à Varsovie citées lundi 24 octobre par l'A.F.P. : les autorités, après avoir présenté l'ouverture de ce grand procès politique comme imminente, hésitent à présent à se lancer dans une opération qui présente certains risques, d'autant que le dossier d'instruction, en dépit de ses soixante volumes, serait à peu près vide.

On peut aussi penser que les déclarations officielles sur l'ouverture prochaine du procès pouvaient être utiles à l'équipe au pouvoir à l'approche du plénum idéologique du parti, mais que, une fois cette échéance passée, l'affaire redevient moins urgente. Les quatre hommes sont incarcérés depuis décembre 1981 ; d'abord en tant qu'internes administratifs, puis en tant qu'« ouïes ».

La revue clandestine KOS, proche de la direction provisoire de Solidarité, a publié dans son dernier numéro une lettre ouverte d'un « groupe d'officiers polonais », qui estime que « l'armée, au lieu de défendre la patrie au pouvoir à l'extérieur, a dû devenir le gendarme et l'oppressur de sa propre nation ». Ces mêmes officiers souhaitent que leur lettre « soit une mise en garde contre tous ceux qui, conduits par l'avidité, les intérêts privés, la bassesse ou le simple désir de pouvoir, se sont subordonnés à un État étranger et se cachent derrière les forces armées en comptant sur l'impunité ».

A quelques jours de l'expiration de l'ultimatum fixé par les autorités aux clandestins, sommés de se rendre avant le 31 octobre, la police

continue activement ses recherches. L'épouse d'un militant clandestin connu, M. Zbigniew Jams, a, selon ses amis, été violemment frappée par la police après qu'elle eut refusé de « collaborer ».

Enfin Radio-Solidarité a pu diffuser le 20 octobre au soir une émission de quatre minutes, nettement audible dans plusieurs quartiers de Varsovie : un présentateur a donné lecture du texte de félicitations adressé par M. Zbigniew Bujak, principale figure de la clandestinité, à M. Lech Wałęsa à la suite de son prix Nobel de la paix. — (A.F.P., U.P.I.)

Grande-Bretagne

Un journaliste soviétique obtient l'asile politique

Le chef du service étranger de l'hebdomadaire soviétique *Literaturnaya Gazeta*, M. Oleg Bitov, obtient l'asile politique en Grande-Bretagne, a-t-on officiellement annoncé à Londres lundi 24 octobre. M. Bitov, qui est âgé de cinquante et un ans, avait « disparu » le mois dernier en Italie, alors qu'il était censé couvrir pour son journal le Festival de Venise. Sa défection pourrait être particulièrement appréciée par les services de renseignement occidentaux, en raison des liens étroits et notoirement entretenus par *Literaturnaya Gazeta* avec le K.G.B.

Dès la mi-octobre, *Literaturnaya Gazeta* s'était émue, dans un article très remarqué, de la « disparition » de M. Bitov : le journal avait publié une lettre angossée de la mère de M. Bitov aux autorités italiennes, et laissé entendre dans un commentaire encadré de noir que le journaliste avait sans doute été victime de la C.I.A. « en représailles contre les enquêtes politiques qu'il menait en Italie » — en particulier

sur la tentative d'assassinat du pape et l'enlèvement de la petite Emmauela Orlandi. « Peu-être est-il dans un lieu secret à Rome ou au fond des canaux de Venise ? », écrivait le journal : l'auteur de l'article, qui relevait à l'évidence de la préparation psychologique, ne semblait pourtant guère se faire d'illusions sur l'épilogue de l'affaire, puisque, après avoir insisté sur la « loyauté » de M. Bitov, il remarquait que la C.I.A. avait coutume de soumettre ses victimes à « des préparations sophistiquées » avant de les présenter comme des « marionnettes ». — (U.P.I., A.F.P.)

[On apprend d'autre part que le fils de M. Valentin Falin, ancien ambassadeur d'U.R.S.S. à Bonn, ancien chef adjoint du département des relations internationales du comité central, dirigé par M. Znamiatine, est resté en Occident. Sa « défection » pourrait ne pas être étrangère à l'accident survenu dans la carrière de son père, qui, après avoir occupé des postes élevés, a été nommé, il y a quelques mois, commissaire au journal *Lessvostok*.]

Irlande du Nord

Quand les mouchards se rétractent...

Tel est pris qui croyait prendre. Après s'être prévalu des derniers mois des importants succès remportés dans la lutte contre les organisations clandestines armées, grâce à l'utilisation des « mouchards », la police d'Irlande du Nord doit aujourd'hui en rabattre. Elle annonçait il y a deux semaines qu'elle avait arrêté, le 24 octobre, à la coordination du mouvement pour la paix, un chef d'État-major de sa semaine d'action, à laquelle ont participé activement, selon elle, 2,4 millions de personnes. Une nouvelle manifestation sera organisée à Bonn le 21 novembre, jour où doit avoir lieu au Bundestag le débat sur les euromissiles.

R.F.A.

■ MANIFESTATION PACIFISTE. — Cent personnes qui, à l'appel du parti Vert, tentaient de bloquer l'entrée d'un dépôt de munitions américain près de Francfort, ont été interpellées lundi 24 octobre. A Bonn, la coordination du mouvement pour la paix a dressé un bilan positif de sa semaine d'action, à laquelle ont participé activement, selon elle, 2,4 millions de personnes. Une nouvelle manifestation sera organisée à Bonn le 21 novembre, jour où doit avoir lieu au Bundestag le débat sur les euromissiles.

Togo

■ M. EYADEMA À WASHINGTON. — Le président Eyadéma, qui effectuait, depuis samedi 22 octobre, sa première visite officielle aux États-Unis, a été reçu, lundi, par le président Reagan. L'entretien a notamment porté sur la crise tchadienne. M. Eyadéma se déclarait « très optimiste » quant au règlement du conflit. Les relations entre le Togo et les États-Unis ont été qualifiées de « très bonnes » par le président américain et d'« excellentes » par M. Eyadéma. — (A.F.P.)

certain, arrêté à la sortie de la conférence de presse mais il sera difficile à la justice qui lui a garanti cette immunité de trouver des charges contre lui. Son retour à la liberté de l'Irlande du Nord est un événement. Car de la même manière que des peines allant jusqu'à la prison à vie peuvent être prononcées en Irlande du Nord sur la seule base des déclarations d'un détenu, toutes les charges disparaissent quand ce détenu se rétracte.

Lundi 24 octobre, le même scénario s'est reproduit lorsque Patrick Magee, « sous la protection de la police » depuis vingt mois, est revenu sur les accusations qu'il avait portées contre huit membres présumés de l'IRA et les fait lui aussi libérer. C'est la cinquième fois qu'un mouchard se rétracte à la sorte.

La police de l'Ulster, qui attendait des mouchards non seulement des révélations, mais le discrédit de l'IRA et la démolition de ses sympathies, est en train, semble-t-il, de perdre la bataille.

C.T.

Monde
EN

CO
D'I
Espagnol, Bot
BELLE
BOUV

البرقية لـ ١٥٤٥

Le Monde

politique

EN SEINE-SAINT-DENIS, UNE NOUVELLE ÉLECTION MUNICIPALE PARTIELLE

Aulnay comme Dreux

C'était inévitable : l'élection municipale partielle d'Aulnay-sous-Bois, qui doit avoir lieu les 6 et 13 novembre en Seine-Saint-Denis, sera victime du syndrome de Dreux. Comment pourrait-il en être autrement puisque les thèmes de l'insécurité et de l'immigration y sont déjà dominants et que, là aussi, ce sont les partisans de l'extrême droite qui feront sans doute la décision au deuxième tour de scrutin ?

Le seul à affirmer le contraire est le chef de file local de l'opposition parlementaire, M. Jean-Claude Abrioux (R.P.R.) : « Non, Aulnay n'est pas Dreux. » Mais, dans la bouche de ce contrôleur de la S.N.C.F., qui brigue la mairie dirigée depuis dix-huit ans par les communistes et qui s'est déjà fait élire conseiller général en mars 1982, cette dénégation apparaît surtout comme une tentative d'exorcisme. Car, pour lui et les formations qui soutiennent sa liste — composée de vingt-cinq R.P.R., vingt-trois U.D.F. et un C.N.I.P. — la question est de savoir, comme à Dreux, si la mairie vaudrait une alliance avec les partisans de M. Jean-Marie Le Pen, avec les risques de rejet qu'une telle cohabitation implique.

Le président du Front national, lui, ne cache pas qu'il veut faire à Aulnay-sous-Bois « la preuve par Dreux » que son renfort est indispensable pour battre la gauche. Il avait dit qu'il y mettrait le « paquet ». Il le met. Les militants du Front national, très présents sur tous les marchés locaux, ne passent pas inaperçus. Le programme de leur liste, celle de l'Union des Français pour Aulnay, conduite par un adhérent de fraîche date, M. Guy Viarengo, cadre commercial de son état, tient en trois mots : « Ras le bol ! » Entendez par là ras le bol de l'insécurité, de l'immigration, du chômage, du matraquage fiscal, des « fraudeurs » communistes, de « la politique de mensonge et de ruine de la gauche » !

Pour M. Chirac, en tout cas, Dreux reste une référence acceptable. Le président du R.P.R. expliquait, lundi soir 24 octobre, au cours du premier meeting de la campagne locale, que même en Allemagne, la semaine dernière, on l'avait interrogé sur le scrutin d'Aulnay et que, « après Dreux, Sarcelles, Antony », il s'agissait bien d'en faire une élection « exemplaire sur le plan national ». Exemplaire de « la résistance à la démagogie et à l'incapacité » contre « les sectaires qui nous gouvernent » et qui, « s'ils sont légitimes, n'en sont pas moins minoritaires ».

Le secrétaire général du parti républicain, M. François Léotard, qui était attendu, n'est pas venu. Il devait être, selon les organisateurs, « bloqué quelque part ». Mais il y avait là, notamment, MM. Jean-Pierre Bloch, ancien député, et Philippe Malaud, président du Centre national des indépendants et paysans. Tous deux ont abondé dans le même sens que le maire de Paris.

Le premier, au nom du parti radical, a affirmé que cette élection comporte « un enjeu national ». Il a ajouté

qu'il était aussi venu apporter son soutien à M. Abrioux « en tant que militant juif, pour dénoncer le racisme et l'antisémitisme du parti communiste ». Le second a ajouté que, dans le bataillon pour la « libération d'Aulnay », l'unité de l'opposition nationale est « indispensable » et que la droite « ne doit nourrir aucun complexe à l'égard de cette politique d'ensemble que la gauche essaie de diffuser pour qualifier d'extrémisme la plupart des dirigeants de l'opposition ».

Un effet « repoussoir »

La gauche, sur la défensive, ne s'y trompe pas. Elle sait que la situation locale fournit à la droite des thèmes de campagne qu'elle affectionne. Avec son usine Citroën et ses quelque quatre mille cinq cents ouvriers immigrés qui ont défrayé ces mois derniers la chronique syndicale, avec ses communautés étrangères qui représentent environ 19 % de la population (78 000 habitants), avec ce ghetto qu'est devenu le quartier périphérique des Trois-Milles, où l'on compte 55 % de familles d'immigrés et où la population de couleur représente les trois quarts des habitants, avec ce mal de vivre si banal dans ces communes-dortoirs de la banlieue parisienne où le tiers des habitants se renouvellent chaque année, Aulnay-sous-Bois est bel et bien « exemplaire ». Tristement exemplaire.

L'insécurité ? Le député communiste de la circonscription, M. François Asensi, colistier du maire communiste invalidé, M. Pierre Thomas, l'a personnellement rencontrée à plusieurs reprises. Son appartement a subi l'enlèvement d'un cambriolage et sa voiture a été fracturée quatre fois. « A maintes reprises, j'ai senti les pouvoirs publics de la nécessité de renforcer les effectifs de police », a-t-il écrit à ses concitoyens. Depuis quelques jours, une compagnie de C.R.S. patrouille, en renfort dans les rues d'Aulnay. « Mais il ne faut rien exagérer », souligne le représentant des socialistes locaux, M^{me} Yvonne Louis, qui vit depuis vingt-trois ans en H.L.M., aux côtés des immigrés et de leurs enfants : « Aulnay n'est pas Chicago. C'est vrai, les différences de culture créent ici ou là des difficultés, mais plutôt que de provoquer la haine à la façon de Hitler les représentants de la droite feraient mieux de présenter aux Aulnaysiens un programme ».

Après l'invalidation du scrutin de mars dernier, au terme duquel la liste de M. Thomas avait devancé de 302 voix (sur 27 874 suffrages exprimés) celle de M. Abrioux (1), l'union de la gauche avait donné, à Aulnay, quelques signes de fragilité. Un élu du P.S.U., M. André Cuzon, adjoint au maire, a décidé de ne plus figurer sur la liste de M. Thomas, pour protester contre les irrégularités sanctionnées par le Conseil d'Etat, en reprochant au P.C.F. d'avoir commis « une faute grave contre la démocratie ». Cette réaction est

demeurée individuelle. La section du P.S.U. soutient la liste de gauche et mène une intense campagne de sensibilisation sur le thème, justement, de l'immigration. Un autre élu de mars dernier, M. Albéric Thomps, greffier chef au tribunal d'instance, qui avait été élu, sous l'étiquette, M.R.G., sur la liste du maire sortant, présente, cette fois, sa propre liste. Entente pour la défense des intérêts locaux. Il dénonce, d'une part, « les conséquences néfastes de la gestion des partis socialistes et communistes », d'autre part, l'attitude de « certaines composantes de l'opposition aujourd'hui alliées à Jean-Marie Le Pen [qui] créent à Aulnay un climat d'insécurité contraire à l'aspiration à la tranquillité, parce qu'elles refusent de préciser clairement leurs intentions ».

Mais ces contestataires paraissent jusqu'à présent isolés. Sur la nouvelle liste de M. Thomas, les socialistes sont désormais à parité avec les communistes, quinze représentants pour chacune des deux formations, alors que, en mars, le P.C. disposait de dix-neuf sièges contre quatorze au P.S. Le P.S.U. et le M.R.G. conservent chacun deux membres en position d'être élus sur cette liste. Le changement tient essentiellement à la présence de trois personnalités « politiques » représentatives du Mouvement associatif aulnaysien.

Face à l'opposition, qui veut tout à la fois exploiter les caractéristiques sociologiques de la commune et « sanctionner » la politique gouver-

mentale, les communistes et leurs alliés s'efforcent de mettre en valeur les réalisations communales dont l'importance apparaît peu contestable, surtout dans les domaines social, culturel et sportif. Mais il est tout aussi vrai que les choix politiques faits en ces domaines par la municipalité sortante ont parfois des répercussions budgétaires peu conformes aux critères économiques de l'opposition. « C'est vrai, la piscine municipale et les crèches ne sont pas rentables, reconnaît-on à gauche. Faut-il pour autant les fermer ? » A gauche la base mène donc campagne pour le maintien des bibliothèques, des écoles d'arts appliqués, des centres de loisirs, des installations sportives, etc. Elle affirme qu'une victoire de l'opposition remettrait en cause les acquis sociaux. Sur ce point, l'extrême gauche donne quinquas au P.C., au P.S. et à leurs alliés : « Nous n'avons rien à reprocher à la gestion municipale du maire sortant », dit Lutte ouvrière. La formation de M^{me} Arlette Leguiller présentera néanmoins sa propre liste, la Voix des travailleurs, en accord avec la Ligue communiste révolutionnaire, comme en mars dernier. L'extrême gauche entend dire « qu'elle pense du gouvernement mais sans que la droite et l'extrême droite puissent se prétendre les porte-parole des travailleurs et des femmes de gauche ». Il n'est pas exclu non plus qu'il y ait une sixième liste, si le parti communiste internationaliste (P.C.I.) participe lui aussi, cette fois encore, au scrutin.

Ainsi sollicité, l'électorat de gauche se mobilisera-t-il assez pour faire barrage à la droite ? Comme il n'en est pas sûr du tout, le P.C. s'efforce dès à présent de susciter un effet « repoussoir » en exploitant, lui, la présence du Front national dans la compétition. Certains de ses arguments sont solides. Quand un tract de la liste « Aulnay Liberté » de M. Abrioux accuse la mairie de « développer l'insécurité en développant les H.L.M. qui deviennent des ghettos de violence », il est facile à M. Thomas de répondre que, dans le quartier des Trois Mille, par exemple, la municipalité ne contrôle que 10 % des appartements alors que le reste dépend de sociétés privées.

La rumeur d'un accord

D'autres arguments sont, pour l'instant, de pure tactique. La rumeur court, entretenue par les communistes et les socialistes, que le R.P.R. et M. Le Pen ont conclu un « accord secret ». La preuve en est, assurent-ils que les affiches de MM. Abrioux et Viarengo sont apposées par les mêmes équipes. Pour écrêter l'idée que le R.P.R. et ses alliés n'hésitent pas à faire cause commune avec l'extrême droite, le P.C. tient déjà un homme dans son colistier : le représentant du C.N.I.P. sur la liste de M. Abrioux, M. Yves Van Ghelue, un de ces transfuges du Parti des forces nouvelles (P.F.N.) ralliés depuis quelque temps à M. Philippe Malaud. Elu conseiller minoritaire en mars dernier, ce nou-

vel « indépendant et paysan » avait connu, en effet, quelques déboires avec la police, après avoir été impliqué, en septembre 1976, à Chypre, en compagnie d'autres membres du P.F.N., dans un trafic d'armes et de munitions en faveur de phalangistes libanais.

Selon M. Asensi, l'effet « repoussoir » se manifeste déjà chez les électeurs modérés. Des sympathisants de l'U.D.F. feraient circuler une pétition pour résister, à l'avance, toute collaboration avec le Front national au « quatrième tour ». C'est le curé des Trois Mille qui l'a dit au député communiste ! Si même l'Eglise s'en mêle...

ALAIN ROLLAT.

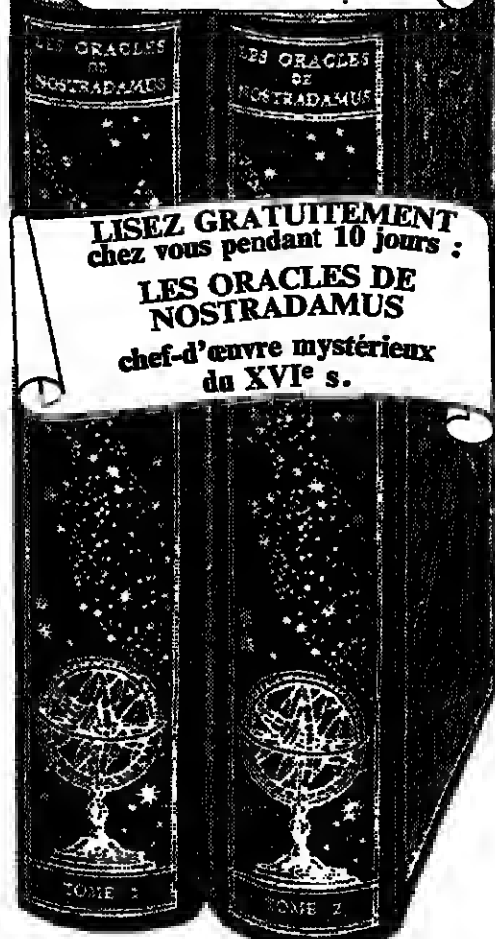
(1) Au premier tour de scrutin, les résultats avaient été les suivants : inscrits, 42 248 ; suffrages exprimés, 25 694. M.M. Thomas (Union de la gauche), 12 563 (48,89 %) ; Abrioux (Union de l'opposition), 12 130 (47,20 %) ; Guillemot (L.O.), 625 (2,43 %) ; Segura (P.C.I.), 376 (1,46 %).

Pour justifier l'invalidation de l'élection de mars, le Conseil d'Etat avait notamment retenu que, au deuxième tour, dans un bureau de vote de la commune la liste d'engagement avait été soustraite, pendant le dépouillement, au contrôle des membres du bureau, et que, dans ce même bureau, une personne avait été surprise « alors qu'elle disposait sur la table un paquet d'enveloppes réglementaires qu'elle venait de retirer de sa poche pour les mêler à celles qui sortaient de l'urne ».

En 2 volumes hors du commun : Tous LES ORACLES de NOSTRADAMUS



Tout ce qu'il a prédit est arrivé et nous n'avons pas encore tout vu...



LISEZ GRATUITEMENT chez vous pendant 10 jours : LES ORACLES DE NOSTRADAMUS chef-d'œuvre mystérieux du XVI^e s.

avec mise à jour sur le décryptage des centuries jusqu'à l'an 2000 par l'historien Serge Hutin.

Nostradamus a annoncé les grands événements qui se passeraient après sa mort. Oui, cet homme a vu et précisé par écrit : la Révolution Française, l'exécution de Louis XVI, Napoléon, Hitler et le Nazisme, les deux guerres mondiales, Pétain, la bombe atomique, de Gaulle, Mao et l'utilisation de l'effrayant laser.

Prédictions ahurissantes ou poésies troublantes ? Les vraies centuries et prophéties de Maître Michel de Nostredame peuvent être lues de deux manières, soit qu'on y cherche et qu'on y trouve l'annonce des événements qui ont bouleversé notre monde jusqu'à nos jours, soit qu'on se laisse emporter par le charme mystérieux d'une poésie qui fait de son auteur le précurseur de nos modernes surréalistes.

Edition à tirage limité, à l'image des plus rares et somptueuses collections anciennes.

D'abord une riche reliure plein cuir de mouton, à grain mohair couleur vert Renaissance, découpée au tranchet d'artisan et encollée à la colle forte. Le dos est orné d'un somptueux motif dit « à l'astrolabe » à l'or fin véritable. Les deux plats sont décorés « à froid » sur toute leur surface d'un motif tiré d'un bois d'époque, d'inspiration cabalistique. Puis le plus beau papier : un vergé chiffon filigrané « aux canons » fabriqué à la forme ronde. Le texte est composé avec de magnifiques caractères Garamond si agréables à l'œil. Chaque page est ornée d'un bandeau prophétique et il y a aussi de nombreux culs de lampe. Les 2 gros volumes in-octavo (14 x 21 cm), chacun de 512 pages, constituent un magnifique ensemble, avec pages de garde, ex-libris, pages d'agrément et de nombreuses illustrations anciennes.

BON D'EXAMEN GRATUIT

(à adresser chez Jean de Bonnot, 7, faubourg Saint-Honoré, 75392 Paris Cedex 08)

Sans engagement de ma part, envoyez-moi, pour un examen gratuit de 8 jours, le premier volume relié des Oracles de Nostradamus, illustré à chaque page.

Livre en main, j'examinerai la qualité de cet ouvrage et si je ne suis pas convaincu de sa valeur et de son intérêt exceptionnels, je vous le retournerai dans son emballage d'origine dans les 8 jours suivant sa réception. Si par contre, il me plaît, je vous en régalai le montant soit 147,- francs seulement (+10,70 francs de frais de port). Dans ce cas vous m'envoyez le tome 2 le mois suivant au même prix.

Nom Prénoms

Adresse complète Signature

Code Postal Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

COURS D'ARABE
sessions sur la base de
37,50 F l'heure

Anglais, Espagnol, Brésilien, Italien, Hindi, Français.

BABEL l'école de langues de nouvelles frontières

166, bd du Montparnasse 75014 Paris 322 98 28

POLITIQUE

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Comment les députés négocient la rigueur

Les députés ont entamé, le mardi 25 octobre au matin, la discussion des crédits ouverts, pour 1984, à chacun des ministères, en commençant par celui des droits de la femme, et pour finir, le 18 novembre, par les anciens combattants.

Les recettes votées, le 22 octobre, par l'Assemblée (827.699 millions de francs) détermineront le niveau des dépenses, même si, en fin de discussion, le gouvernement a

fait accepter une augmentation de quelque 10 % de certains droits de timbres, pour récolter 300 millions de francs, qui lui permettront de donner satisfaction à quelques demandes de députés au cours des débats à venir.

Les discussions de la semaine passée ont montré la difficulté de trouver de nouvelles rentrées d'impôts, sans mettre à mal la volonté gouvernementale de soutenir l'épar-

gne ni le pouvoir d'achat des catégories sociales à priori favorables aux partis de gauche. Cette dernière préoccupation s'imposait, évidemment, pour les députés socialistes et communistes. Ceux du R.P.R. et de l'U.D.F., non sans chercher à faire pièce à la gauche sur le terrain du « social », se sont, en fait, efforcés d'apparaître comme les meilleurs défenseurs des entreprises et de leurs propriétaires.

Majorité : une marge de manœuvre étroite

Le soutien sans faille et sans état d'âme à la politique du gouvernement, dont les députés socialistes, hormis ceux du C.E.R.E.S., avaient voulu donner l'image lors de leurs journées d'études de septembre, a été mis à l'épreuve par le début de la discussion, à l'Assemblée nationale, d'un budget de rigueur inégal, dont le P.S., tous courants confondus, reconnaît qu'il est « difficile », au-delà même des points de désaccord entre les socialistes et le gouvernement.

Les négociations sur la surtaxe conjoncturelle étaient engagées depuis longtemps. En revanche, le profond désaccord sur l'exonération de la taxe foncière a éclaté en commission quelques jours seulement avant l'ouverture de la discussion en séance publique.

Dans les deux cas, le débat portait sur les sacrifices demandés à des contribuables, dont certains — pour l'exonération de la taxe foncière — ont des revenus modestes. Dans les deux cas, également, la nécessité, sinon juridique du moins politique, de trouver des gages acceptables par l'exécutif a considérablement réduit la marge de manœuvre des députés dans un budget où le gouvernement, comme n'a pas manqué de le souligner en substance l'opposition, avait déjà mis à contribution toutes les sources de recettes possibles. Dans les deux cas, enfin, le compromis adopté avait été mis au point avant l'ouverture de la discussion en séance publique. Au total, les modifications apportées au projet gouvernemental sur ces deux questions ne l'ont fait « bouger » que de moins de 2 milliards de francs.

La troisième difficulté importante, à propos du taux de réduction d'impôts sur les remboursements d'emprunts liés à l'immobilier, a obligé le gouvernement à jouer plus serré. Cet amendement, coûteux, et demandait pas à être gagé, puisqu'il aurait fait sentir ses effets qu'à partir de 1985, mais il engageait l'avenir. Une providentielle et très étrange « erreur » de procédure a permis d'éviter, dans un premier temps, la discussion et la probable

adoption de cet amendement. Après deux jours de réflexion, les parlementaires du P.S. ont accepté de le retirer contre la promesse de dix mille P.L.A. (primes au logement aidé) supplémentaires, qui viendront soutenir l'activité du bâtiment.

Les députés socialistes ont compris les nécessités de la rigueur. Cela ne les dispense pas d'en éprouver quelque gêne. A l'évidence, les réserves formulées par les communistes sur la répartition de l'effort entre les revenus du travail et ceux du capital ont trouvé, dans les rangs du P.S., une résonance que n'a pas toujours eue l'opposition. Les débats de la discussion budgétaire, ont été « fraternels ». Les communistes déclarant avoir été toujours écoutés, souvent entendus. Les débats de l'examen du projet en commission avaient été plus tendus.

Les attentions du P.S. et du gouvernement ont permis au P.C., qui a voulu réaffirmer son ancrage dans la majorité, de passer sur le fait qu'un seul de ses amendements a été voté (voir encadré). Les idées exposées à l'occasion du débat budgétaire feront leur chemin, ont affirmé les députés communistes.

Une fois refermée la parenthèse de ce « budget charnière », le débat interne au P.S. sur la fiscalité va reprendre de plus belle, arté par la perspective d'un budget 1985 encore plus tendu que celui de 1984 et fondé sur une problématique en partie renouvelée. La suppression, proposée par le P.C., de l'avoir fiscal, assorti d'une baisse de dix points de l'impôt sur les sociétés, qui illustre l'idée d'une fiscalité favorisant les bénéfices réinvestis, se rapproche sinon dans la forme, du moins pour le fond, de réflexion en cours, qui demandent encore à mûrir au sein du P.S.

JEAN-LOUIS ANDRÉAN.

Foncier agricole : deux logiques

L'Assemblée nationale a adopté un amendement communiste, qui revient à supprimer l'exonération de l'impôt sur les grandes fortunes pour les propriétaires de terres agricoles n'exploitant pas directement. Plus précisément, cet amendement, approuvé par la commission des finances et par le gouvernement, prévoit que seul un bien loué à long terme, par le bailleur, à un membre proche de sa famille peut être considéré comme outil de travail. Par ce même amendement, les parts de groupement foncier agricole ne sont assimilées à un outil de travail que si elles correspondent à des apports immobiliers, constituant réellement cet outil de travail.

Cette exclusion des terres louées à un preneur non-membre de la famille du propriétaire, comme celles des parts de

G.F.A., qui représentent un investissement financier, est logique, dans la mesure où, comme le dit l'auteur de l'amendement, M. Michel Cailliet (Sommers), « il ne serait pas cohérent de maintenir l'assimilation à des biens professionnels de biens qui ne constituent pas l'outil de travail du propriétaire ».

Mais cette logique-là sa heurte à une autre logique : celle d'une incitation fiscale, qui permet aux jeunes agriculteurs, notamment, qu'on encourage à s'installer, de prendre des terres à bail à long terme ; celle d'une incitation à investir dans le foncier pour, précisément, libérer de cette charge, conformément à la politique agricole française, les exploitants. Deux logiques contradictoires, en quelque sorte.

J. G.

● M. Olivier Guichard, ancien ministre, député R.P.R. de Loire-Atlantique qui vient d'être réélu président du Conseil régional des Pays de la Loire a déclaré, lundi 24 octobre, à Angers : « Nous ne sommes pas disposés à supporter les petites phrases qui font de grands dégâts. Notre premier devoir d'opposants à la politique de déclin national que mènent les partis de la gauche est de maintenir entre nous une union sans faille. C'est l'objet de l'union des Pays de la Loire que nous avons créée en 1981, et c'est le seul moyen de gagner le vrai combat qui mobilise aujourd'hui, celui des législatives de 1986 ».

● La tactique du gouvernement est de faire apparaître à tout propos la discordance entre les dirigeants de l'opposition, quitte à l'inventer. Il ne faut pas que ce soit les dirigeants de l'opposition qui en soient à l'origine.

● M. Eric Himmermann, président de l'Amicale social-démocrate, membre du parti socialiste, a lancé, lundi 24 octobre, un appel au P.S. afin qu'il s'ouvre aux « Français de

sensibilité réformatrice et social-démocrate ». « Il faut, a-t-il déclaré, que ces citoyens puissent participer aux débats et aux choix sur la politique à venir au sein de la famille socialiste et de la majorité présidentielle. Tel n'est pas actuellement le cas. Il ne peut pas l'être en l'absence de la participation de tous les Français à la politique de déclin national que mènent les partis de la gauche est de maintenir entre nous une union sans faille. C'est l'objet de l'union des Pays de la Loire que nous avons créée en 1981, et c'est le seul moyen de gagner le vrai combat qui mobilise aujourd'hui, celui des législatives de 1986 ».

● M. Jean-François Deniau, réélu président des Clubs Perspectives et Réalités. Réunis samedi 22 octobre à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) en assemblée générale, les Clubs Perspectives et Réalités ont procédé à une modification de leurs statuts pour confirmer « la vocation des Clubs à l'expression politique et à la participation en tant que tels aux élections ». Ils ont réélu M. Jean-François Deniau à la présidence et ont décidé qu'au sein de l'U.D.F. il lui revienne d'être le « coordonnateur des études et des programmes », tandis que M. Jean-Pierre Fourcade, président d'honneur des Clubs, participerait à la délégation de l'U.D.F. qui rencontre régulièrement le R.P.R.

Opposition : dénationaliser pour ne pas augmenter les impôts

« Dur, dur d'être dans la majorité », a lancé aux socialistes, au cours de l'examen de la première partie du projet de loi de finances, M. Edmond Alphandery (U.D.F., Maine-et-Loire). Etre dans l'opposition est plus simple. On peut critiquer, refuser sans proposer de contrepartie réaliste. Certes, M.M. Alphandery et Jacques Chirac ont, au cours de la discussion, présenté les propositions de leurs partis respectifs, leur contre-projet en quelque sorte, mais, à ce stade, ils ne pouvaient que rester au niveau des généralités. Dans la discussion article par article du projet, les députés U.D.F. et R.P.R. ont été amenés à prendre position sur des points précis, des dossiers délicats.

Quelques demandes sont à ranger au niveau de l'anecdotique, comme l'amendement de M. François Grassemeier (R.P.R., Bas-Rhin) signé par soixante-dix députés de l'opposition, défendu par M. Jacques Toubon (R.P.R., Paris) et visant à rétablir le privilège des bouilleurs de cru.

Plus intéressant est le souhait de M. Jacques Maréte (R.P.R., Paris) de voir plafonner à 75 % de son revenu imposable la somme des impôts (impôt sur le revenu, impôt sur les grandes fortunes, impôts locaux) qu'un contribuable peut devoir acquiescer. M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, a reconnu que, dans quelques cas « marginaux », la contribution fiscale « de certains contribuables est plus élevée que l'ensemble de leurs revenus ». Il s'agit, selon M. Emmanuelli, de personnes disposant d'un patrimoine au moins égal à 15 millions de francs.

La progressivité de l'impôt sur le revenu est ainsi mise en cause. Et M. Christian Pignatelli (P.S.), rapporteur général du budget, ayant reconnu qu'elle peut être « de nature à décourager un certain nombre de décideurs de l'économie », l'opposition s'est engagée dans cette brèche. Certes, elle n'a pas osé proposer trop ouvertement le principe fondamental de la fiscalité française, mais, quand M. Alphandery affirme que « la progressivité de l'impôt sur le revenu ou des conséquences dramatiques », il n'en est pas très loin. Il fait un pas de plus dans cette direction quand, s'opposant à la création d'un système légalement progressif pour l'impôt forfaitaire sur les entreprises ne déclarant pas de bénéfices, il déclare : « C'est ainsi qu'est né l'impôt sur le revenu ».

LES RECETTES QU'AURAIT SUPPRIMÉES L'OPPOSITION

● 7.602 milliards de francs par la non-création de la surtaxe conjoncturelle sur l'impôt sur le revenu ;

● 2 milliards de francs par la non-modification du régime de déduction de certaines charges du revenu imposable ;

● 1 milliard de francs par la non-déduction du bénéfice imposable de la provision pour investissement ;

● 0.695 milliard de francs par la non-augmentation de l'impôt sur les sociétés ne faisant pas de bénéfices ;

● 1.2 milliard de francs par la non-reconstitution de la contribution des institutions financières ;

● 2.8 milliards de francs par le refus de la suppression de certaines exonérations de taxe foncière ;

● 1.560 milliard de francs par le refus d'augmentation de la T.V.A. sur la location des voitures et des véhicules de tourisme ;

● 0.835 milliard de francs par le refus d'augmentation de l'impôt sur les grandes fortunes et des droits de succession ;

● 4.940 milliards de francs par le refus d'augmenter les taxes sur les courants d'assurances ;

● 0.350 milliard de francs par le refus d'accroître la taxe sur les véhicules des sociétés ;

● 0.300 milliard de francs par le refus d'augmenter certains droits de timbres.

Total : 23.282 milliards de francs.

Le parti socialiste et le pouvoir

(Suite de la première page.)

La dernière en date, préparée, dès le mois de juin, sur le thème de la rentrée scolaire, n'a donné que de pâtres résultats. Quinze fédérations départementales seulement ont distribué, en septembre, les tracts imprimés pour l'occasion.

Les socialistes ne voulaient pas être des « godillots » — cette « belle et bonne chaussure », dont M. Jean-Pierre Chevènement vante pour tout les mérites lors du congrès de Valenciennes — et ils ne se sont contentés de donner, ni « godillots », ni contreforts. Mieux, si l'on en croit M. Jacques Delors, qui a proprement engouffré « la base », l'autre week-end, au congrès fédéral des Hauts-de-Seine. Alors que, leur a-t-il dit, les socialistes seraient si honnêtes des réalisations de la gauche qu'ils oseraient pas ouvrir la bouche pour en rappeler l'existence ? Mieux et mieux, selon le ministre de l'Economie et des Finances.

Pourtant, la période des réformes en cascade dont on perdait le fil conducteur, est bel et bien terminée. Celle aussi d'une certaine incohérence dans les débats gouvernementaux. Celle, enfin, de l'application insuffisante d'une politique. La difficulté à défendre une action économique et sociale impopulaire, l'effet de repli provoqué par une succession de reculs électoraux — cantonales en mars 1982, municipales un an plus tard et élections partielles de dimanche en dimanche — ne suffisent pas à expliquer la démobilité du parti socialiste.

Sans doute, les militants socialistes ne sont pas différents des autres Français. Le gouvernement de la gauche ne serait pas vraiment leur. Il est peut-être, pour eux, qu'un gouvernement comme un autre qui méconnaît les maux pour satisfaire les autres, étant entendu que le vain est toujours mieux défendu que soi. Après tout les Français les plus défavorisés — les personnes âgées, les handicapés, qui sont les plus intéressés par l'action de justice sociale entreprise par la gauche, ne forment pas la grande masse militante du P.S. (Le Monde du 25 octobre). La défense des intérêts catégoriels traverse aussi les socialistes.

La greffe

Si ce gouvernement n'est pas le leur, c'est aussi peut-être qu'il leur paraît aussi lointain qu'un autre et qu'ils ne se sentent pas partie prenante de ses décisions. Ils le sont pourtant, indirectement, par l'inter-

POUR SUCCEDER A M. ALAIN POHER

M. Giraud (R.P.R.) candidat de l'opposition à la présidence de l'Association des maires de France

Le sixième congrès de l'Association des maires de France s'est ouvert mardi 25 octobre à l'Hôtel de Ville de Paris. M. Alain Poher, président du Sénat, qui ne s'est pas représenté en mars dernier à la mairie d'Ablon-sur-Seine (Val-de-Marne), ne peut donc plus solliciter le renouvellement de son mandat de président de l'Association des maires de France. Trois candidats sont en présence : M. Simone Rossignol, communiste, maire de Bègles (Gironde), M. René Regnault, sénateur socialiste des Côtes-du-Nord, maire de Saint-Samson-sur-Rance, et M. Michel Giraud, sénateur R.P.R., maire du Perreux (Val-de-Marne), président du conseil régional de l'Ile-de-France, candidat unique de l'opposition. M. Poher, sénateur (Union centriste) du Val-de-Marne, soutient la candidature de M. Giraud.

BIBLIOGRAPHIE

Nous tous, la France

Le cynisme et le ton désabusé sont des attitudes trop répandues dans le monde politique pour qu'on ne salue pas comme des qualités rares la naïveté et l'enthousiasme lorsqu'ils s'expriment avec spontanéité. M. Michel Giraud les illustre avec une sincérité non feinte dans son premier livre *Nous tous, la France*.

Maire du Perreux, sénateur R.P.R. du Val-de-Marne, président du conseil régional d'Ile-de-France, futur président de l'Association des maires de France, tous ces titres n'ont peut-être pas (encore) suffi à donner à son possesseur la notoriété d'une vedette politique nationale. Qu'à cela ne tienne. M. Michel Giraud n'en est pas mortifié, bien au contraire. Il se sent « de la base », et ce sont l'entreprise, le mouvement associatif, le terrain local qui sont, selon lui, le bon terrain pour faire germer une « opposition renouvelée ».

Au prix de quelques évidences et même d'arguments de bon gros bon sens, l'auteur esquisse un programme politique global qu'aucun opposant, qu'il soit R.P.R., U.D.F. ou autre ne pourra récuser. Ainsi, pour M. Giraud, qui fut enseignant, la liberté scolaire va de soi, mais la réforme de l'enseignement public lui-même s'impose avant tout avec la mise en œuvre des principes de liberté, d'autonomie et de décentralisation qui s'appliquent nullement à la démission de l'Etat.

Il raconte comment, en 1966, il a créé, au Perreux, le C.E.R.E.S. Centre d'études et de rénovation économique et social, qui n'a, bien sûr, rien à voir avec son homologue de M. Chevènement. Il explique : « Nous nous lançons à la conquête systématique de toutes les associations, de tous les relais de la vie communale, comités des fêtes, caisses des écoles, troisième âge. Quand nous n'y parvenons pas, nous créons une structure parallèle que nous animons ».

Voilà une recette qui vaut dans d'autres domaines. La participation dans l'entreprise, plus de liberté pour les collectivités locales, une vie associative plus intense et surtout « un Etat restreint mais plus fort », puisque omnipotent, il est devenu impotent ; voilà quelques-unes des idées simplement exposées par M. Michel Giraud qui devraient, espère-t-il, « mériter la confiance » de « nous tous, la France ». Pour cela, le maire du Perreux compte sur la troisième génération de la Cinquième République, celle qui, après les fondateurs et les technocrates, comprendra les hommes « formés sur le terrain », ceux qui comme lui se sentent « représentatifs » d'une nouvelle race de dirigeants.

ANDRÉ PASSERON.

* Michel Giraud : *Nous tous, la France*. L.C. Laffont, Paris, 254 pages, 65 francs.

médiateur de la direction du P.S. Jamais, sans doute, depuis le début de la Cinquième République, un parti politique n'a été aussi étroitement lié au gouvernement de la France, peut-être M. Pierre Mauroy. Et le premier ministre a raison. Le P.S. est en passe de réussir, mine de rien, sa greffe sur les institutions de la Cinquième République, créant ainsi un système original, en France, de relations entre un parti et l'exécutif. Chaque mardi matin, M. Lionel Jospin prend son petit déjeuner à l'Elysée en compagnie du président de la République et du premier ministre. Chaque mardi soir, M. Jospin et M. Joux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, se rejoignent à Matignon chez M. Pierre Mauroy. Chaque mercredi, ils déjeunent à l'Elysée.

La procédure est efficace. Elle a permis un accord préalable sans trop de remous publics sur la partie fiscale du budget, sur le financement du déficit de la Sécurité sociale, pour ne parler que de la période récente. Même si elle aboutit, parfois, à une cote mal tenue — c'est le cas du projet Savary sur les relations entre l'enseignement privé et l'enseignement public, elle évite les conflits trop bruyants.

L'ennui, c'est que la direction du parti socialiste est contrainte de privilégier l'efficacité plutôt que la publicité. On voit, mal M. Jospin annoncer triomphalement à la télévision qu'il a obtenu un point d'impôt exceptionnel en moins. Ce n'est pas le genre de la maison. Et quel cadeau le P.S. offrirait à l'opposition, alors que M. Jacques Chirac dénonce, ainsi qu'il l'a fait lundi 24 octobre à Aubervilliers, la « pression » des partis de la majorité sur le gouvernement, et singulièrement celle du bureau exécutif du P.S. ?

Ainsi, les dirigeants socialistes parviennent-ils à concilier ce que M. Jospin appelle les « deux logiques » — celle d'un parti démocratique, celle des institutions, — qui ne peuvent être « raisonnablement poussées jusqu'au bout », la première « parce qu'elle déboucherait sur une insupportable captation de l'Etat », la seconde « parce qu'elle ne pourrait pas nier un parti (comme le P.S.) sans le condamner à dépérir ». Entre les deux, ajoute le premier secrétaire du P.S., « existe un champ de discussions, de tensions, de contradictions, de compromis, qui s'appelle la pratique de la démocratie ».

A ce niveau des relations avec le gouvernement, le « champ de discussions » n'est occupé que par quelques dirigeants. Si les institutions de la Cinquième République font courir aux gouvernements le risque d'isolement dans la forteresse du pouvoir, leur prise en compte, par un parti majoritaire qui s'efforce d'y trouver sa place, peut aussi entraîner la direction du P.S. sur une pente d'exercice solitaire du pouvoir. De part et d'autre de la « ligne » définie par un congrès, le « champ de discussions » est vaste pour un premier secrétaire qui est « près du soleil », comme on dit, c'est-à-dire proche de M. François Mitterrand et du pouvoir suprême.

Il dépend des hommes que cette « pratique de la démocratie » ne dérive pas vers la simple addition d'exercices solitaires — dans les lieux du pouvoir qu'occupent les socialistes. Le « peuple de gauche », comme on disait en 1981, en resterait encore et pour longtemps les bras ballants.

JEAN-YVES LHOMEAU.

L'APPEL DES CENT ORGANISE UNE EXPOSITION INTERNATIONALE SUR LA PAIX

M. Georges Seguy, animateur de l'« Appel des cent », a annoncé, lundi 24 octobre, au cours d'une réception offerte à l'occasion de la semaine de l'ONU pour le désarmement, que ce mouvement prendra, l'an prochain, une initiative du même genre que celle du rassemblement de Vincennes, le 19 juin dernier. L'« Appel des cent » prépare, en outre, pour le printemps de 1984, une rencontre internationale d'intellectuels sur les problèmes de la paix.

Dans l'immédiat, les Cent ont renoué au train spécial, qu'ils avaient envisagé d'arrêter et qui avait parcouru la France cette semaine. Ils ont organisé une exposition itinérante de photographies sur le thème de la paix. M. Suzanne Prou, écrivain, a lu une déclaration, demandant « que les négociations en cours, notamment à Genève, se poursuivent, malgré les difficultés rencontrées, jusqu'au moment où des solutions pacifiques pourront être trouvées ».

● Au conseil régional Champagne-Ardenne, M. Bernard Stasi (U.D.F.-C.D.S.) a été réélu, lundi 24 octobre, président du conseil régional de Champagne-Ardenne par trente voix contre neuf à M. René Vigne (P.C.) et une à M. Georges Collin (P.S.), qui n'était pas candidat. — (Corresp.)

دعواتهم

Jeune 150

Beyrouth : danger de guerre mondiale ?

Chercheur : c'est un métier, ça ?

Cette semaine dans **Les Nouvelles** :
Beyrouth : Danger de guerre mondiale ?
Souvenons-nous des Balkans. Après les deux attentats sanglants de Beyrouth, y-a-t-il un danger qu'éclate la troisième guerre mondiale ? Les Nouvelles enquêtent.

Chercheur : c'est un métier, ça ?
Les Nouvelles ouvrent le dossier des carrières scientifiques et du métier de chercheur.

Bourg-en-Bresse : le congrès du deuxième souffle !

A moins de deux ans et demi des législatives, le congrès du P.S. va s'atteler à définir une stratégie pour remporter les élections.

Egalement :

Société : Les enfants fugeurs.

Reportage : La caméra qui fait peur à la télé.

L'invité de la semaine : **Georges Conchon**.

Preuve par 7 : **Pierre Daniel**.

Livre : "Histoire d'enfant" de **Peter Handke**.

Film : "Laura" d'**Otto Preminger**.

Scènes : Un entretien exclusif avec **Plácido Domingo**.

Star : Le grand retour de **Bob Dylan**.

Formes : La photographie anonyme.

Les chroniques : **Cavanna, Bernard Frank, Weyergans, Wolinski**.

Les Nouvelles : Du style et du punch avec les lettres, la science, les arts, la technologie, les spectacles, l'économie et la société.

Les Nouvelles : Chaque mercredi chez votre marchand de journaux.

LES NOUVELLES

littéraires, des arts, des sciences et de la société.

Des mots qui touchent, des idées qui font mouche.

POLITIQUE

Le débat sur la réforme du mode de scrutin législatif

Pour une « proportionnelle » régionale

Le moins que l'on puisse dire est que la France, « pays de la liberté », n'est pas dotée d'un système électoral particulièrement stimulant pour l'innovation politique. Conçus pour fermer le jeu entre les forces politiques déjà solidement installées dans l'institution, les lois électorales françaises constituent l'un des systèmes les plus sélectifs de l'Europe occidentale. L'appauvrissement du débat politique, le « silence des acteurs du changement » tiennent, pour une part non négligeable, à cet archaïsme de nos structures politiques et aux pesanteurs politiques qu'elles entraînent.

Un changement culturel et structurel de nos mœurs politiques serait à entreprendre. La gauche au pouvoir, dans la majorité qui l'inspire, en a-t-elle le dessin ? Rien n'est moins sûr. Certes, le changement de la loi relative à l'élection municipale a permis l'introduction d'une faible dose de proportionnalité. Mais l'aspiré de cette loi électorale est resté beaucoup plus « majoritaire » que « proportionnaliste » et, donc, fort éloigné des promesses de 1981.

Qu'en sera-t-il de la réforme envisagée en vue des élections législatives ?

L'équation de base en est assez simple : ou bien on change radicalement de système électoral, ou bien l'on conserve l'élection par circonscription individuelle, tout en l'assortissant d'arrangements plus ou moins significatifs. Dans cette seconde hypothèse, les marges de changement sont, finalement, fort réduites, pour une raison simple : il sera quasiment impossible de redécouper les circonscriptions sans alimenter une violente campagne contre le « charcutage électoral ». C'est certainement ce qui rend impossible l'adoption d'un système du type Weil-Raynal ou à l'allemande, qui exigerait de ramener le nombre de circonscriptions à moins de trois cent cinquante. Aussi la maintien du

par SERGE DEPAQUIT (*)

principe de l'élection par circonscription individuelle conduira-t-il, presque fatalement, à conserver le découpage actuel, corrigé des changements démographiques. La seule idée neuve consisterait, alors, à ajouter aux quatre cent quatre-vingt-onze députés actuels un certain nombre de sièges supplémentaires qui seraient élus à la proportionnelle.

Dans ce contexte, un système à l'allemande supposerait que ce second collège comportât autant de sièges que le premier, ce qui est impensable. Certes, un appoint de cent cinquante députés élus dans ce second collège pourrait constituer un assouplissement utile ; il n'en resterait pas moins que, pour l'essentiel, l'ancien système électoral, que l'on avait promis d'abolir, serait, ainsi, maintenu.

Aussi la seule solution conforme aux engagements pris consiste-t-elle

(*) Secrétaire national, porte-parole du P.S.U.

à changer franchement de système électoral, en établissant la représentation proportionnelle. La seule voie réaliste, qui correspondrait, d'ailleurs, à la politique de décentralisation, serait la représentation proportionnelle dans le cadre régional, avec scrutin de liste et report des restes au plan national.

C'est le système le plus juste, chacun en convient. On lui objecte, non sans raison, les risques d'instabilité qu'il entraîne, par le rôle parfois décisif qu'il peut donner aux petits « groupes charnières » du centre. Mais les institutions françaises sont telles que l'élection de l'Assemblée nationale ne se pose pas dans les termes d'un scrutin municipal.

La gauche aurait intérêt à cette réforme, car le « miracle » de juin 1981 ne se reproduira pas en 1986. Il faut, aujourd'hui, songer en termes de durée et éviter qu'une conjonction de mécontentements ne ramène à l'Assemblée un groupe compact de députés de droite en mal de revanche.

Ainsi que chacun s'accorde pour considérer que la prochaine échéance décisive, celle des élections législatives, aura lieu à la date normale, c'est-à-dire en 1986, le débat s'est engagé sur une éventuelle réforme du mode de scrutin. Nous avons publié, la semaine dernière, le point de vue des principales formations politiques (voir celui de l'U.D.F. dans le Monde du 18 octobre, celui du P.S. dans le Monde du 19 octobre, celui du R.P.R. dans le Monde du 20 octobre et celui du P.C. dans nos éditions du 21 octobre).

Nous publions aujourd'hui les points de vue du P.S.U., des « verts » et du Front national. Favorables à la représentation proportionnelle, les « verts » et le P.S.U. estiment, en outre, qu'il convient de réviser le système de financement des campagnes électorales.

L'occasion de recréer un consensus social

par CATHERINE BONNEL (*)

tion nationale : le conflit reste ouvert, d'autant que la nouvelle opposition, à si peu de voix près, garde trop d'espoirs de renverser encore la situation.

Le scrutin majoritaire contraint également les partis à des alliances artificielles. Les socialistes ont été chassés des communistes, se couplant de la part plus centriste du mouvement. Et le droit, on l'a vu dernièrement à Dreux, n'a pas hésité à mettre ses éventuels états d'âme dans un tir et à conclure une alliance avec l'extrême droite pour repousser les derniers pourcentages fascistes.

La marge étant devenue très serrée entre les deux blocs, nous entrons dans une phase équivoque du scrutin majoritaire qui permet aux extrêmes, voire aux agitateurs, de se trouver une légitimité.

On agit souvent le spectre de l'instabilité due au système proportionnel

(*) Porte-parole des Verts.

dionnel. Or la Constitution de la V^e République, a consacré les pouvoirs du président, élu au suffrage universel, et de son gouvernement par rapport à l'Assemblée. La stabilité que nous connaissons procède, en particulier, de cette innovation dans l'équilibre des institutions. Le plus grand risque d'instabilité, actuellement, réside dans le fait que par le jeu des regroupements supposés les blocs droite-gauche sont, depuis quelques années, à parts quasiment égales. Il nous semble nécessaire de redistribuer les cartes.

Si les écologistes ont toujours été favorables au scrutin proportionnel intégral, c'est que, pour eux, il est le plus honnête et le plus juste. C'est le seul qui permette aux divers courants qui traversent la société, à un moment de son histoire, d'être clairement représentés. C'est le seul qui donne aux nouveaux mouvements la possibilité de se développer en même temps qu'augmentent leur audience. Avec ce mode électoral et sur la base de leurs résultats à l'élection présidentielle, les écologistes seraient aujourd'hui vingt députés à l'Assemblée nationale. De même ils auraient dû obtenir, lors des élections de 1979, quatre sièges au Parlement européen.

Le système électoral allemand est fondé sur la désignation d'une moitié des députés à la proportionnelle, et de l'autre au scrutin majoritaire dans les Länder. Cela permet à des personnalités locales de se présenter aux suffrages de leurs électeurs sans être liées par leur place hiérarchique dans leur formation politique. La proposition qui nous est faite y ressemble. Cependant, en conservant une part encore plus importante au fait majoritaire, elle n'en est plus qu'un pâle reflet. En cherchant à ménager les promesses du candidat Mitterrand compte tenu d'intérêts de circonstance, le gouvernement socialiste risque bien de rater l'occasion de recréer un consensus social.

Briser le monopole

par JEAN-MARIE LE PEN (*)

Le scrutin majoritaire qui fut la règle de fer de la V^e République, que est en déclin. Les prochaines élections européennes, régionales et, je suis prêt à en prendre le pari, législatives auront lieu à la proportionnelle.

Les promoteurs du système majoritaire soutiennent que, sans lui, il n'y a plus de stabilité gouvernementale et que son abandon aurait pour conséquence la rupture en force des liens qui unissent la IV^e République à la V^e République, décrite comme l'abomination de la désolation.

Qu'on ne se y trompe pas.

L'opposition au scrutin proportionnel exprimée à grand bruit par le R.P.R. et l'U.D.F., pour une fois unis

sur le sujet, ne reflète que leurs craintes de perdre le monopole de la représentation nationale qu'ils se partagent depuis un quart de siècle avec le P.S. et le P.C.

On parle beaucoup dans la bande des quatre de « moralité politique », mais on n'en oublie pas pour autant l'alimentaire.

En fait, le scrutin majoritaire cumule de très graves inconvénients. Il a réduit le Parlement au rôle de chambre d'enregistrement et gravement désqualifié les pouvoirs publics au bénéfice du président de la République, de l'exécutif et de la bureaucratie.

A tous les échelons de la vie publique, il a coupé le peuple français en deux factions éternelles, accusé la gauche à s'écarter du P.C. et freiné le déclin de ce parti totalitaire soumis aux consignes de l'étranger.

En créant au bénéfice de la bande des quatre un confortable monopole politique et médiatique, il a muselé l'expression démocratique des tensions et aspirations nouvelles et marginalisé d'authentiques courants populaires.

La proportionnelle doit donc rendre aux électeurs la liberté de choix, rééquilibrer les pouvoirs constitutionnels, libérer la gauche de la tutelle communiste, ranimer la vie politique

et la participation des citoyens à celle-ci. Ajoutons que c'est un système plus juste et plus démocratique.

Toutes ces raisons justifient que, depuis sa fondation, le Front national ait été résolument proportionnaliste. Le changement de scrutin, désormais inscrit dans les perspectives, doit permettre à la droite nationale de reprendre ses électeurs et ses militants égarés par la pseudo vote utile dans des « rassemblements » et des « unions » dont la politique était fort éloignée de leurs vœux et, par là, d'occuper en France la grande place qu'elle mérite.

(*) Président du Front national.

INGÉNIERIE-ARCHITECTURE

HALTE AU PROGRÈS ?

Un projet de loi traitant de l'architecture et des missions d'ingénierie est annoncé comme imminent. Les orientations de ce projet s'inspirent d'une conception dépassée de ces professions. Sur un tel enjeu national, les sociétés d'ingénierie françaises (qui se sont placées au 3^e rang mondial) proposent, avant qu'il ne soit trop tard, des solutions de progrès au service de l'intérêt général.

PEUT-ON CONSTRUIRE SANS SE SOUCIER DES COÛTS ?

L'argent facile ? Plus personne, aujourd'hui, ne peut construire sans une rigueur absolue.

Qu'il s'agisse de logements, d'un hôpital, d'une usine ou d'un barrage, celui qui commande l'ouvrage doit — pour être vraiment « maître de l'ouvrage » — contrôler les coûts à chaque stade de son projet. D'autant plus s'il est organisme d'Etat ou collectivité locale et donc comptable de l'argent public.

Comment accepter dès lors que les textes en préparation abandonnent le souci de construire au moindre coût et favorisent des missions incomplètes qui dilueront les responsabilités ?

... SANS TIRER PARTI DE L'INNOVATION ?

Comment peut-on envisager de définir les missions d'ingénierie et d'architecture à partir d'habitudes héritées du passé ? Sans tenir compte du développement de l'informatique, du recours progressif à la conception assistée par ordinateur (CAO), sans intégrer les nouvelles méthodes et les progrès des techniques ?

Les nouvelles technologies bousculent la chronologie et le découpage traditionnel des tâches d'études et de chantier. Alors évitons d'accentuer ces découpages, ce qui ferait prendre dix ans de retard à la France.

La solution de progrès ? Rejeter tout éclatement de la conception entre les intervenants. Constituer, dès le départ, une équipe de conception complète et cohérente, chargée de mener le projet à son terme.

... SANS CHERCHER A EXPORTER ?

La compétition internationale n'a que faire des séparations traditionnelles qui se perpétuent en France entre les métiers de conception : architectes, ingénieurs, économistes...

Et le maintien des structures françaises est souvent un frein à l'exportation. N'est-ce pas le moment d'alléger enfin ce handicap en rassemblant toutes les compétences nécessaires au sein d'une véritable équipe de conception ? Ce pourrait être le levier d'un bond fantastique de notre industrie à l'étranger.

Un chiffre pour préciser : chaque heure de travail d'un professionnel de l'ingénierie entraîne 7 à 12 heures de travail dans les entreprises françaises.

... SANS AMÉLIORER LA QUALITÉ DE NOTRE CADRE DE VIE ?

Qui est responsable de la qualité ? Lorsqu'un ouvrage est achevé, plusieurs compétences ont joué. Et la qualité est le résultat de ce travail de conception qui rassemble architectes, ingénieurs, économistes en une équipe où s'effectuent des choix et des arbitrages.

Par exemple la qualité d'un logement dépendra aussi du confort qu'il apporte à la famille qui va l'habiter (bruit, économies de chauffage, qualité des matériaux...). La qualité d'un barrage se mesure aussi à sa sécurité. Et pour une usine, la qualité devra également signifier qu'elle peut atteindre ses objectifs de production à un prix de revient compétitif et sans négliger les conditions de travail. La qualité... il serait temps d'y penser.

LA LOI EN PREPARATION NE DOIT PAS IGNORER CES OBJECTIFS DE PROGRES.



Chambre Syndicale des Sociétés d'Etudes et de Conseil - 3, rue Léon-Bonnat - 75016 PARIS - Tél. 524.43.53

150

Le Monde société

DÉCOUVERTE DU DIAGNOSTIC PRÉNATAL DE LA MUCOVISCIDOSE

La plus fréquente des maladies héréditaires pourra être dépistée avant la naissance

Cinq cents enfants atteints de mucoviscidose naissent chaque année en France, soit une naissance sur quinze cents accouchements. Quatre mille enfants ou adolescents sont actuellement atteints dans notre pays de cette terrible maladie qui les condamne à une dégradation progressive de leurs systèmes digestif et respiratoire. Deux millions cinq cent mille Français sont porteurs de cette tare génétique que l'on ne trouve que dans la race blanche.

Ils sont porteurs, mais ne présentent aucun trouble apparent, car le gène dont le défaut commande la mucoviscidose est dit récessif. C'est-à-dire qu'il ne provoque la maladie que s'il est présent à double dose dans le patrimoine héréditaire, les deux parents l'ayant transmis à l'enfant lors de la loterie génétique de la procréation.

Lorsque le père et la mère sont tous les deux « transporteurs » de la tare génétique, leurs enfants ont une chance sur deux d'être également transporteurs s'ils ont hérité de l'un des deux gènes anormaux, et une chance sur quatre d'exprimer pleinement la maladie s'ils ont en le malheur de recevoir ces deux gènes à la fois, provenant du père et de la mère.

La maladie se traduit par une altération de la composition chimique de certaines glandes, notamment le pancréas et celles qui sécrètent le mucus tapissant les bronches que la sueur. Ces sécrétions deviennent salées et visqueuses, entravant le fonctionnement du tube digestif et paralysant peu à peu les fonctions respiratoires.

L'analyse de la sueur de ces enfants est, pour l'instant, le seul moyen de confirmer un diagnostic qui, jusqu'en 1953, avait été confondu avec celui de la tuberculose, de la pancréatite ou d'autres maladies infectieuses ou métaboliques confuses. La cause précise, moléculaire, des graves perturbations observées est inconnue, et le traite-

La découverte, après trente ans d'efforts acharnés, d'une méthode de diagnostic prénatal de la mucoviscidose - la plus fréquente et la plus grave des maladies héréditaires - provoque une grande effervescence dans les milieux de la pédiatrie, de la génétique et de l'obstétrique.

Fruit des travaux du professeur David Brock à Edimbourg, qui publie sa découverte dans la revue *The Lancet*, cette technique est déjà appliquée en France grâce à une collaboration étroite entre les équipes de l'hôpital Ambroise-Paré de Boulogne, du Centre international de l'enfance et le groupe écossais.

ment est donc purement « symptomatique ». Il fait peser sur les enfants atteints et leurs parents de très lourdes contraintes. Quatre à cinq heures de kinésithérapie respiratoire et d'aérosols chaque jour, sans compter les régimes stricts et les médicaments palliatifs divers, ne peuvent apporter aux victimes de

cette horrible affection qu'un soulagement temporaire, sans en changer l'issue.

Lorsqu'une maladie génétique est, comme celle-ci, inaccessible à la thérapie, tous les efforts se portent sur sa prévention, par le dépistage des porteurs de tares, puis le diagnostic prénatal et l'interruption de grossesse sélective, permettant

aux couples atteints de ne donner le jour qu'à des enfants indemnes.

De très nombreux laboratoires s'efforcent, dans le monde entier et depuis près de vingt ans, de découvrir une particularité biochimique ou cellulaire qui permettrait, au cours même de la grossesse, d'identifier les fœtus atteints. Les fausses joies n'ont cessé, à ce sujet, de succéder aux espoirs déçus ou aux erreurs grossières... « C'est pourquoi, dit le professeur A. Boué, nous sommes devenus d'une prudence extrême. L'enjeu est un des plus importants de la génétique moderne, et les déceptions de ces dernières années se sont révélées à sa mesure... »

L'enthousiasme qu'exprime aujourd'hui ce spécialiste éminent de la médecine prénatale n'en est que plus frappant. Après plusieurs mois de travail, c'est dans son laboratoire, à l'hôpital Ambroise-Paré de Boulogne, qu'a été pratiqué, il y a quelques jours, par F. Müller et J.-C. Frot, le dosage des enzymes intestinales dans l'absence, dans le liquide amniotique, signe l'atteinte de la mucoviscidose, technique qui s'avère fiable à 95 % (1).

« C'est la révolution que nous attendions depuis dix ans », dit le professeur A. Boué. Pour la première fois, la technique ainsi découverte se révèle reproductible dans des laboratoires étrangers, tant chez nous qu'à Rotterdam.

Pour l'instant, ce mode de diagnostic pourra être offert à tous les parents qui ont déjà eu un enfant atteint de mucoviscidose et dont on sait avec certitude qu'ils courent le risque d'en avoir un autre. On ne dispose pas encore, en effet, de moyens permettant de dépister les porteurs du gène anormal qui n'existent pas la maladie, mais les chercheurs verront à présent leur ardeur redoubler, et nul ne doute qu'ils y parviendront dans un avenir prochain.

Grâce aux méthodes du génie génétique, les maladies héréditaires du sang - hémophilie, thalassémie, drépanocytose - sont devenues depuis peu accessibles à un diagnostic prénatal. Il ne reste plus, parmi les grands désastres congénitaux, que la myopathie dont le diagnostic prénatal est encore inaccessible. Au-delà de ces diagnostics, le rêve des pédiatres reste, bien évidemment, de pouvoir comprendre, guérir ou prévenir les maladies génétiques, qui sont devenues, depuis la maîtrise des maladies infectieuses, leur préoccupation essentielle.

C'est déjà l'équipe du professeur Brock qui avait mis au point les méthodes biochimiques de diagnostic chez le fœtus de spina-bifida (ou disjonction de la colonne vertébrale, accompagnée d'anomalies graves du système nerveux central). Peu après, les effets préventifs de vitamines administrées à fortes doses chez les femmes enceintes à risque avaient été découverts par une autre équipe anglaise. La première perle qui vient d'être accomplie pour la mucoviscidose permet d'espérer qu'il pourrait en être de même et que le jour viendra où elle sera, elle aussi, accessible aux moyens dont dispose une médecine fœtale en plein développement.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) Il s'agit du dosage, dans le liquide amniotique, des enzymes A.L.P. (phosphatase alcaline) inhibées par la phénylalanine, qui dérivent essentiellement des cellules de la muqueuse intestinale du fœtus.

Dès les premières semaines de la grossesse

Les méthodes de diagnostic prénatal relevant de la chimie (recherche d'enzymes anormales), de la cytogénétique (recherche de chromosomes mal formés ou surnumériques) ou de la biologie moléculaire (recherche, dans le patrimoine génétique, d'un gène déficient) étaient conduites jusqu'à présent sur des échantillons de liquide amniotique prélevés par ponction vers la dixième semaine de la grossesse. Une nouvelle technique est utilisée depuis peu qui permet d'obtenir un diagnostic beaucoup plus tôt, autour de la huitième semaine de la grossesse.

Les équipes françaises ont pris une avance importante dans l'application de cette technique, qui consiste à prélever une parcelle de placenta par voie vaginale, dans le col de l'utérus, et ne nécessite ni ponction ni anesthésie. Des diagnostics précoces d'anomalies héréditaires des cellules du sang ont été ainsi réalisés par les docteurs Yves Duméz (maternité de Port-Royal) et Michel Goossens (hôpital Henri-Mondor à Créteil) qui ont l'une des plus importantes statistiques mondiales de cette méthode nouvelle, encore expérimentale.

Son avantage est triple : elle est conduite sans effraction de l'utérus, elle permet un diagnostic beaucoup plus précoce et elle autorise donc, si besoin, une interruption de grossesse pratiquée très tôt et dans les meilleures conditions. Les équipes de pointe qui la pratiquent dans le monde la réservent pour l'instant aux situations où la risque d'anomalie est particulièrement élevé. La technique dite de biopsie trophoblastique est en effet encore trop récente pour que ses inconvénients éventuels soient connus.

AVANT LA RÉFORME HOSPITALIÈRE

Des psychiatres déprimés

Etre psychiatre du secteur public, c'était, traditionnellement - et c'est toujours, souvent - être de gauche. C'était maintenir la tradition « désaliéniste » de la gauche française, un courant fort vivace depuis la Libération, et proclamer la nécessité de supprimer l'asile, bref, de soigner « autrement » les malades mentaux.

Aussi, en 1981, l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche parut-elle, dans les milieux de la psychiatrie publique, à la fois conforme à « l'ordre naturel des choses » - à savoir l'évolution des esprits - et indispensable à un réel changement. M. Jack Rellie prononça même un discours, en octobre 1981, nettement « désaliéniste », qui combla les vœux de bien des psychiatres des hôpitaux. Ceux-ci - ils sont près de deux mille - ont la charge de quelque cent mille malades mentaux hospitalisés et suivent « hors les murs », chaque année, environ six cent mille personnes. Une lourde charge, dans laquelle ils souhaiteraient être à la fois soutenus par l'opinion et aidés par les pouvoirs publics.

Or la congrégation qu'ils viennent de tenir à Lyon (1) témoigne du plus grand désenchantement. Ce gouvernement, en fait, ne fait que chausser les bottes de ses prédécesseurs et se montre incapable de comprendre la spécificité de la psychiatrie dans la politique de santé publique.

A l'appui de cette thèse, les psychiatres du secteur public émettent plusieurs exemples. Le premier est la réforme hospitalière, qui s'étend actuellement et qui centre sur l'établissement lui-même l'ensemble des activités hospitalières. Comment intégrer dans ce schéma toute la pratique extra-hospitalière qui fonde la notion même de psychiatrie « de secteur », axée sur la prise en charge des malades dans leur milieu de vie ? Dans la réforme des statuts des médecins hospitaliers que prépare le gouvernement (le *Monde* du 18 octobre), la spécificité de la

psychiatrie, disent-ils, n'est pas non plus prise en compte.

Même le grief le plus grave porte sur la réforme des études médicales, qui va, estiment-ils, priver les hôpitaux psychiatriques de leurs internes et, à terme, de leurs médecins. Les psychiatres ont des mots très durs à l'égard de cette réforme, dont ils dénoncent les effets « destructeurs ».

Quota « tragique »

En effet, le recrutement des jeunes psychiatres était, depuis quelques années, opéré par un intérim spécialisé, que la nouvelle loi approuve. A l'avenir, tous les futurs spécialistes devront passer l'« internat de spécialité », et chaque discipline se verra attribuer un quota. Les psychiatres estiment que celui qui recevra leur discipline fera diminuer « de façon tragique » le recrutement des jeunes, et que le nombre des internes passera de mille quatre cent vingt à cent cinquante en 1987. « Ce chiffre ne permettra même pas de faire face au simple renouvellement des psychiatres publics », ont assésimé donc, disent-ils, à un « assèchement » du recrutement et donc, à terme, à la « destruction du dispositif de soins », ce qui « réduira l'hôpital à l'hopital ».

On répond à cela, au secrétariat d'Etat à la santé, que les « enveloppes » affectées à la psychiatrie permettront d'utiliser, dans les hôpitaux psychiatriques, d'une part les futurs spécialistes, au cours de leur « post-internat », d'autre part de recourir éventuellement au concours de psychiatres extérieurs à l'établissement.

Quoi qu'il en soit, l'inquiétude est grande dans les milieux de la psychiatrie publique, où les propos ministériels éveillent aujourd'hui un scepticisme certain.

CLAIRE BRISSET.

(1) Il s'agissait du congrès du Syndicat des psychiatres des hôpitaux (publics), que préside le docteur Jean Ayme (Paris).

A L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

Une mise en garde contre les excès d'entraînement sportif intensif des enfants

Aucune médaille ne vaut la santé d'un enfant », affirme l'Académie nationale de médecine dans un avis présenté par MM. Gounelle de Pontanel et Delmas, et récemment adopté, pour mettre en garde le Parlement avant l'adoption du projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.

« S'il est reconnu que la pratique des activités physiques et sportives comme celle des jeux est à recommander aux enfants et aux adolescents, il importe cependant de faire acte de prudence et d'éviter tout excès d'entraînement intensif durant les périodes pré-pubertaires et pubertaires », note l'Académie. Elle évoque aussi « les suites immédiates ou lointaines de la traumatologie découlant de cette pratique intensive », les séquelles « d'ordre locomoteur, cardio-vasculaire ou endocrinien » et « certains retentis-

sements psychiques », compris ceux dus à l'échec promis au plus grand nombre après des efforts sans rapport avec l'âge ».

Pour l'Académie, « le développement récent et organisé d'un entraînement sportif précoce chez l'enfant et l'adolescent apparaît résulter principalement de considérations de prestige politique, économique et social, dont les finalités sont bien différentes de celles de l'initiation sportive du jeune ».

Devant des risques qui l'inquiètent, l'Académie rappelle : « Si un adulte, sa croissance étant terminée, peut accepter, sans sa propre responsabilité, de courir les risques liés à une pratique sportive de haut niveau, il ne peut en être de même pour des jeunes naturellement plus vulnérables. Les familles et les éducateurs, les entraîneurs, les dirigeants sportifs, les responsables fédéraux, en particulier, doivent être clairement informés des risques potentiels à court, moyen ou long terme susceptibles de compromettre la santé des enfants qui leur sont confiés ».

En tirant la sonnette d'alarme sur un problème majeur de l'évolution du sport de compétition moderne, l'Académie de médecine reconnaît en même temps que la médecine sportive est dramatiquement sous-développée en France. Sur les apprentis champions pour lesquels elle redoute empiriquement les dangers d'un entraînement précoce prématuré, elle ne dispose que d'études très partielles dans le temps et l'espace qui suscitent l'inquiétude selon les normes de la pathologie ordinaire. Or les sportifs de haut niveau ne sont pas des personnes ordinaires. En déterminant précisément ce qui les rend littéralement extraordinaires, au lieu de les considérer comme des malades en puissance, il serait possible d'orienter vers le sport de haut niveau des enfants dès le plus jeune âge avec une marge infime de risques. Malheureusement l'Académie n'a pas poussé sa réflexion jusque-là.

ALAIN GIRAUD.

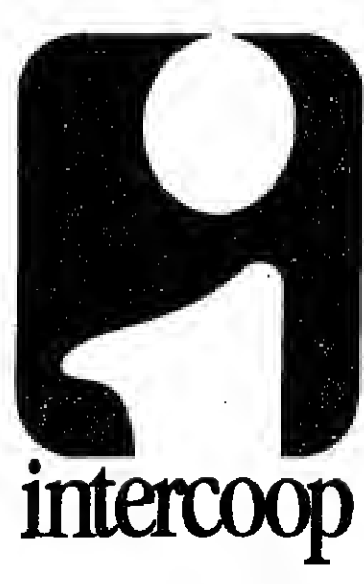
Téléphonez vos commandes... les 3 Suisses vous livrent !



Vous devriez avoir reçu dans votre courrier la «bonne affaire» 3 Suisses, téléphonez-nous vite pour en profiter.

ESSONNE	(6) 996.96.00	SEINE ET MARNE	(6) 437.91.44
HAUTS DE SEINE	(1) 780.73.15	SEINE ST-DENIS	(1) 858.90.77
OISE	(1) 471.92.33	VAL DE MARNE	(1) 896.91.53
PARIS Rive gauche	(1) 522.19.39	VAL D'OISE	(3) 471.92.33
PARIS Rive droite	(1) 584.15.55	YVELINES	(1) 062.43.00

avec nous dans le monde l'expérience coopérative



Division Constructions et Installations
Etude et réalisation à l'étranger d'installations industrielles complètes clés et produit en main, assistance technique, formation professionnelle.

Division Commerciale
Import export de matières premières, produits pétroliers et biens de consommation, opérations en compensation avec organisations coopératives, entreprises publiques et privées.

00141 Rome (Italie) - Via Val d'Aia, 200 - Telex 611145 INTCOP

JUSTICE

AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE VERSAILLES

Les approximations ont alterné avec les invraisemblances lors de la première journée du procès des « grâces médicales »

C'était l'événement de cette première journée du procès dit des grâces médicales. Policiers et photographes attendaient en force, lundi 24 octobre, à chacune des entrées du palais de justice de Versailles, l'arrivée de l'ancien avocat André Fraticelli. Une longue patience... déçue.

Le fuyard avait préféré se présenter à la gendarmerie. Après son transfert au parquet, le procureur lui notifia son inculpation, et il entra dans la salle d'audience comme un prévenu ordinaire en compagnie de ses coaccusés, les docteurs Alain Colombani et Bernard Mariotti. Seize, il déclina l'offre qui lui était faite par la présidente, M^{me} Jacqueline Cochard, de discuter de l'opportunité du mandat d'arrêt lancé contre lui, voulant immédiatement entrer dans le cœur du sujet.

M. Fraticelli était là pour se justifier des accusations lancées contre lui. Il n'en eut guère le loisir. D'abord, le procès s'enlisa dans une interminable bagarre sur la nullité de la procédure : les conclusions des avocats demandeurs furent jointes au fond. Puis, la présidente procéda à l'ouverture des débats et à la longue énumération des documents qu'ils contenaient. Une opération qui donna lieu à quelques escarmouches avant qu'on s'intéresse enfin au véritable objet des débats : les conditions de la mise en liberté pour de pseudo-raisons médicales du traficant de drogue Robert Kéchichian.

A écouter les questions et les constatations de M^{me} Cochard, le député Kéchichian n'était pas un pri-

sonnier comme les autres. Non seulement il faisait de fréquents séjours à l'hôpital de la prison des Baumettes, mais le docteur Colombani qui dirigeait ce service le recevait souvent, seul à seul, dans son bureau. « Il n'y avait pas de salle de consultation », répond le docteur Colombani après avoir réaffirmé qu'il n'avait « jamais demandé, ni jamais reçu un centime de qui que ce soit ».

Malgré tout, le cas de Kéchichian semblait beaucoup l'intéresser puisqu'il est allé lui rendre visite, à deux reprises, au centre régional anti-cancéreux de Marseille (C.R.A.C.M.) où il l'avait fait hospitaliser pour des examens. Deux fois, comme son ami Fraticelli qu'il rencontra d'ailleurs à l'une de ces occasions.

Bizarre, tout de même, cette sollicitude de la part d'un médecin très occupé, qui déclare travailler quinze heures par jour, et venant d'un avocat qui, à 10 heures du soir, passe voir son client car « il vit seul et n'a pas de vie de famille ». Etrange, aussi, l'attitude de Kéchichian. Selon une infirmière, il est déçu quand on lui apprend que les résultats des examens sont négatifs et que sa maladie n'est en fait pas alarmante. Surprenant, l'aplomb de M. Fraticelli, qui prétend ignorer les conditions de ces examens.

Dans l'écabote des surprises et des argumentations laborieuses, il y eut cependant mieux dans cette salle correctionnelle exigüe où les journalistes entassés devaient tendre

l'oreille pour saisir des lambeaux de dialogue. Le comble fut illustré par les deux médecins experts supérieurs de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, les docteurs Mazaud et Mariotti, auteurs du rapport qui a induit en erreur le juge Pierre Michel.

« Dans la hâte »

Le premier aurait ausculté Kéchichian une fois et le second, deux fois, mais les gardiens de la paix en faction devant la porte de la chambre n'ont vu que le docteur Mariotti, et à une seule reprise. Les infirmières sont formelles : le dossier médical du patient ne leur a jamais été remis. La personne qui l'a remis au docteur Mariotti n'a jamais pu être identifiée. De plus, la communication de ce dossier ne s'est pas faite dans les règles habituelles au centre régional anticancéreux, et la description de ce document ne correspond pas à la réalité.

Le docteur Mariotti se débat dans les invraisemblances. Il ne parvient pas à expliquer comment il a pu prendre connaissance d'une biopsie positive, alors qu'elles étaient toutes négatives et, finalement, concède qu'il a rédigé son rapport « dans la hâte », ce qui explique certaines approximations. Aucun de ces deux médecins, qui sont légistes de discipline, n'a consulté un interne ou le professeur Spitalier chargé d'apprécier la réalité de la maladie de Kéchichian.

Leur rapport sera rédigé après le retour de Kéchichian aux Baumettes alors que son état, selon eux, « nécessitait une thérapeutique chirurgicale rapide... ». Le docteur Mariotti lui a même rendu visite deux jours plus tard. Mais de cette visite, il ne se souvient plus, comme, du reste, il n'a pas vu dans le dossier médical du patient la lettre du professeur Spitalier déclarant qu'il n'y a pas à intervenir et que la maladie du prisonnier n'est en rien alarmante.

En quelques heures, le tribunal a entendu une accumulation de justifications extravagantes et incroyables. Un tissu d'approximations ou d'aveux de trucs de mémoire. Reste que chacun des inculpés proclame que Kéchichian était réellement malade. M. Fraticelli a touché les nodules apparus sur l'abdomen de son client. Le docteur Colombani les a vus naître. Le docteur Mariotti reste convaincu qu'il s'agissait d'une récidive d'un sarcome de Darier-Ferrand. Un cancer de la peau dont on n'a pas fini de réparer jusqu'à une dizaine de spécialistes viendront mercredi à la barre pour en expliquer tous les mystères. Il ne manquera que l'intéressé.

MICHEL BOLE-RICHARD.

ANCIENS COMBATTANTS

Le 26 octobre à Paris

RASSEMBLEMENT NATIONAL DES ANCIENS DU S.T.O.

La Fédération nationale des victimes et rescapés des camps nazis du travail forcé, qui regroupe les bénéficiaires de la loi du 14 mai 1951 portant statut des victimes du service du travail obligatoire (S.T.O.), tiendra son rassemblement national le mercredi 26 octobre, à Paris. Une décision de justice a imposé à cette fédération, depuis plusieurs années, d'abandonner son appellation d'origine, Fédération nationale des déportés du travail. Il en résulte une situation ambiguë où la Fédération ne porte pas le même nom que les associations départementales des déportés du travail qu'elle regroupe.

En signe de protestation et pour manifester leur représentativité, les anciens du S.T.O. sont conviés à se grouper, ce même mercredi 26 octobre, à 15 heures, sur l'esplanade des Invalides. Les participants se rendront en cortège au secrétariat d'Etat aux anciens combattants, rue de Bellechasse, puis au Palais-Bourbon, où leurs porte-parole déposeront des motions.

(Publicité)
VOTRE FORMATION EN LANGUES
Quel que soit votre niveau, apprenez ou perfectionnez vos connaissances d'une ou plusieurs langues étrangères, et préparez à distance un examen professionnel : Chambres de Commerce étrangères, Cambridge, B.T.S. Traducteur.

Renseignements à LANGUES & AFFAIRES, Service 4082, 35, rue Collange, 92303 Levallois. Tél. : 270-81-88. (Etablissement privé.)

ÉDUCATION

EXAMINANT LE PROJET DE LOI SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les sénateurs réclament une plus grande émulation dans les universités

Le Sénat commence, mercredi 26 octobre, l'examen du projet de loi sur l'enseignement supérieur. Ce texte avait été adopté au printemps dernier par les députés après dix-sept jours de débats et d'intense polémique entre l'opposition et la majorité, illustrée par un grand nombre d'amendements. Le projet de loi élaboré par le gouvernement propose de modifier le premier cycle universitaire, d'augmenter les capacités d'accueil des établissements et d'accroître la professionnalisation de certaines filières. Ces dispositions ne font pas l'unanimité chez les enseignants. Elles sont critiquées par les formations d'opposition majoritaires au Sénat.

Le 24 mai, douze mille étudiants et quelques centaines d'enseignants parcouraient les rues proches de l'Assemblée nationale. Canons à eau et grenades lacrymogènes ponctuaient le début de l'examen au Palais-Bourbon du projet de loi sur l'enseignement supérieur. Cinq mois plus tard, les sénateurs se penchent sur le dossier dans un climat, en apparence, plus serein.

Les cris des étudiants se sont tus. Les rendez-vous nocturnes entre jeunes gens et C.R.S. au quartier Latin ont pris fin lorsque les députés ont commencé à examiner le texte gouvernemental. Le printemps fut ébaud, l'automne s'annonce plus calme. Mais ce calme de la rue traduit une plus grande connaissance par le monde universitaire du projet du ministre de l'Éducation nationale, M. Alain Savary. Peu motivés au printemps, des universitaires se contentaient de critiques générales contre la « secondarisation de l'enseignement supérieur » ou la disparition de certaines disciplines. Le débat commencé à l'Assemblée, les discussions de l'été sur les horaires et les tâches des enseignants, puis la parution du livre de M. Laurent Schwartz *Pour sauver l'Université* (Le Monde du 7 octobre) ont alimenté la réflexion des universitaires.

Groupes de travail

Des groupes de travail ont commencé à étudier dans les universités ce que pourraient être de nouveaux premiers cycles. Des professeurs s'interrogent sur la place de la recherche dans leurs activités et réfléchissent à des systèmes d'évaluation de leurs travaux. Des enseignants de toutes disciplines et de tous corps se demandent si l'Université française est encore capable de former des jeunes de la même façon qu'eux-mêmes ont été formés.

En quelques mois, le débat sur la réforme de l'enseignement supérieur a pris de l'ampleur. Sensibilisés par le décret du 16 septembre modifiant les horaires des enseignants et ses conséquences, des universitaires se montrent plus attentifs aux déclarations de leur ministre. Ils s'intéressent aux remarques ou aux critiques formulées par Laurent Schwartz, Jacques Julliard ou Raymond Aron.

qui, dans son dernier éditorial de *l'Express*, appelait les professeurs à refuser de prendre part aux conseils définis par le projet de loi.

Qualité et diversité

Les sénateurs « fidèles à leur vocation », pour reprendre l'expression de M. Paul Séramy (Un. cent. Seine-et-Marne), rapporteur de la commission des affaires culturelles, ont décidé de ne pas rejeter purement et simplement le projet de loi mais de réfléchir sur les moyens de « construire un texte qui permette de s'établir un large consensus autour des finalités et de l'organisation de l'enseignement supérieur ».

Dans son rapport, la commission reconnaît que le fonctionnement actuel de l'enseignement supérieur « ne peut être considéré comme satisfaisant dans son ensemble ». Les sénateurs soulignent quelques difficultés, qu'ils jugent évidentes : « Les universités doivent accueillir des étudiants d'un niveau souvent insuffisant... elles sont caractérisées par un climat de relatif pessimisme chez les étudiants et parfois de démotivation chez les universitaires... des facteurs de rigidité empêchent une diversification suffisante de l'enseignement supérieur ».

De ces points de faiblesse et de quelques autres, les membres de la commission ont déduit des orientations que « devrait traduire un texte de loi réformant utilement l'enseignement supérieur ». Ironiques et sévères avec le texte ministériel, qu'ils accusent d'être les maîtres mots d'une réforme efficace.

Selon M. Séramy, « deux soucis primordiaux doivent animer le législateur : celui de la qualité et celui de la diversité des enseignements supérieurs ». Des préoccupations que partage M. Savary. Mais les deux hommes divergent sur les moyens de parvenir à ces exigences. M. Séramy évoque la possibilité de cohabitation de filières sélectives et non sélectives. M. Savary refuse ces termes. Le premier demande que le pouvoir dans les universités soit fondé « sur la compétence et non sur les rapports de force entre les organismes syndicaux ». Le second parle de « démocratie interne ».

SERGE BOLLOCH.

A Saint-Quentin-en-Yvelines

UN COLLÈGE CATHOLIQUE TOUT NEUF

Pour la première fois depuis un demi-siècle dans le diocèse de Versailles (Yvelines), un collège catholique a été inauguré, le 22 octobre, en présence du chanoine Paul Guibertan, secrétaire général de l'enseignement catholique, et de M. Pierre Daniel, président de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL).

Ce collège baptisé du nom de Saint-François-d'Assise accueille depuis la dernière rentrée cinq cent soixante-dix élèves à Montigny-Le Bretonneux, l'une des onze communes regroupées dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. Projet mûri depuis une dizaine d'années à partir du besoin exprimé par les parents du secteur, l'établissement a été construit en un an. Autant bâtiment de brique rouge, il s'élève aujourd'hui parmi les multiples lotissements de maisons individuelles existantes sur ce plateau voué jusqu'aux années 70 aux activités agricoles. Il devrait être complété prochainement par un lycée d'enseignement professionnel (sections électrotechnique et électronique) de trois cents élèves.

Dans l'esprit de ses promoteurs, l'école de Versailles, la direction interdiocésaine de l'enseignement catholique et les associations de parents d'élèves de l'école libre de la région académique de Versailles, le collège Saint-François-d'Assise est le symbole de la capacité d'adaptation de l'enseignement catholique à la population jeune d'une cité nouvelle de cent cinquante mille habitants entièrement dépourvue, jusqu'à présent, d'établissement secondaire confessionnel.

Les 20 millions de francs nécessaires à sa construction ont été financés, aux trois quarts par un emprunt qui devrait être converti par les frais de scolarité (de 150 F à 1 200 F par trimestre, selon les revenus des parents). Des écoles catholiques des Yvelines rassemblées dans une association de solidarité, mais aussi des parents d'élèves des Hauts-de-Seine et de l'Essonne, ont contribué à rassembler les fonds. Samedi, quelque six cents personnes se sont réunies autour du bâtiment de brique flamant neuf pour témoigner de la vitalité de l'école privée.

Après un office religieux, elles se sont retrouvées pour fêter l'événement en compagnie des deux porte-parole nationaux, le chanoine Paul Guibertan et M. Pierre Daniel. Évoquant le « message de liberté » illustré par le nouveau collège de Saint-Quentin-en-Yvelines, le secrétaire général de l'enseignement catholique a estimé que l'État devait être « capable de soutenir les libertés qu'il exprime » et souhaité qu'un consensus national apparaisse « autour de l'éducation des jeunes ».

PHILIPPE BERNARD.

• Au Collège de France. — M. Yves Laporte a été nommé administrateur du Collège de France, pour un nouveau mandat de trois ans à compter du 1^{er} octobre 1983. Professeur de physiologie, M. Laporte enseigne depuis 1972 au Collège de France. M. Gilbert Dragon est reconduit à son poste de vice-président de l'Assemblée des professeurs.

FAITS ET JUGEMENTS

LES FAUX DE MARINETTE

De notre correspondant

Valence. — Marinette Bombyl, trente-cinq ans, avait commencé par substituer, dans une pharmacie de Die (Drôme), un badge permettant aux nouveaux sociétaires de ne pas régler le montant de leurs frais pharmaceutiques. Dérobant ensuite chez un médecin un dictionnaire *Vidal*, puis, chez divers autres praticiens de la région, des carnets d'ordonnances et des feuilles de soins portant le cachet du médecin, elle avait complété le tout en volant leur tampon à près d'une vingtaine de pharmacies.

Marinette Bombyl fabriqua, depuis 1977, ses ordonnances, collant ses vignettes sur les fausses feuilles de soins accompagnées de tout aussi fausses ordonnances. Mais elle n'avait pas déclaré sa fausse maternité, percevant ainsi des indemnités pré et post-natales. C'est une feuille de remboursement sur laquelle elle avait oublié une signature, celle d'un auxiliaire médical, qui a permis de confondre Marinette Bombyl qui travaillait au centre hospitalier de Valence où elle avait obtenu un poste d'infirmière grâce à de faux certificats d'aptitude.

La caisse primaire d'assurance-maladie de la Drôme, qui se retourne derrière l'instruction judiciaire en cours sans faire de déclaration, aurait versé dans cette affaire 400 000 francs de prestations. Le reste étant notamment constitué par les salaires indûment versés à Marinette Bombyl par le centre hospitalier qui s'élève à environ 600 000 francs.

• Le F.L.B. met en garde le gouvernement français. — L'Armée révolutionnaire bretonne, l'une des branches actives du Front de libération de la Bretagne, vient de revendiquer les quatre derniers attentats dont un manqué, commis depuis août 1982 en Bretagne.

Dans un communiqué, le F.L.B. « met en garde le gouvernement français » et annonce une reprise de « la lutte armée contre tous les traités à la nation bretonne ».

Un agent de change inculpé d'abus de biens sociaux

M. Alain Boscher, un important agent de change parisien, vient d'être inculpé d'abus de biens sociaux et d'infraction à l'article 85 du code de commerce (qui lui interdit d'acquiescer des titres vendus par ses clients). M. Jean-Pierre Mielhau, juge d'instruction à Paris, lui a notifié ces inculpations sans l'écrouer.

M. Boscher qui a choisi M^{me} Paul Lombard, du barreau de Marseille, pour assurer sa défense est accusé d'avoir accablé avec l'argent de sa charge pour 5 800 000 F de valeurs boursières, dont certaines étaient proposées à la vente par des clients. Il s'agit notamment de quarante-sept mille actions de la société Montupet (fonderie d'aluminium) à l'usage de l'industrie automobile. En décembre 1982, la compagnie des agents de change avait suspendu M. Boscher de ses fonctions pour une durée d'un mois, portée à deux mois par le ministère de l'économie, des finances et du budget.

• La mort d'André Ferrant : un crime passionnel. — Un repris de justice âgé de vingt-quatre ans, Pascal Gourdon, a avoué le 24 octobre aux policiers après qu'il avait assassiné le gérant d'une discothèque à la mode de Nice, « le Grand Escorial ». André Ferrant, trente-trois ans, tué de cinq décharges de fusil de chasse devant sa propriété, à Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes), dans la nuit du 9 au 10 octobre. C'est par dépit amoureux et pour se venger que Pascal Gourdon aurait prémédité ce meurtre. Son ancienne compagne l'avait abandonné, lui préférant le gérant du « Grand Escorial ». On laissait entendre que l'assassinat d'André Ferrant, à qui l'on prêtait l'intention de relancer l'établissement de la promenade des Anglais, le « Rubi », était lié à la « guerre des casinos ». (Corresp.)

CRÉDIT GRATUIT 12 MOIS*
SUR TOUS LES PIANOS
du 1^{er} au 29 octobre 1983

PAUL BEUSCHER
15, boulevard Beaumarchais - PARIS-BASTILLE
Tél. : 272-05-41



ZIMMERMANN III V : 12445 F
Acajou satiné avec sourdine

* A PARTIR DE 10 000 F D'ACHAT, après versement comptant de 30 %, sous réserve d'acceptation du dossier par CREG. Assurances facultatives à la charge du client.

le prêt à porter
des grands
(1 m85 à 2 m15)
— et des costauds

berdy

PARIS 12^e
86 av. Ledru-Rollin
Tél. : 628.18.24
M^o Ledru-Rollin/
Gare de Lyon

PARIS 17^e
79 av. des Ternes
Tél. : 574.35.13
M^o Étoile/Ternes

LYON 7^e
26 cours Gambetta
Tél. : 861.13.83
M^o Saxe-Gambetta

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger
Exemplaires spécimens sur demande

Alain Laville
LE JUGE MICHEL

Pourquoi est mort celui qui allait révéler les secrets de Marseille

Trafic des grâces médicales.....Filières de la drogue.....Fausse monnaie..... Mafia sicilienne & mafia française.....Massacre du Bar du téléphone.....Guerre des polices

Un document explosif

L'extraordinaire enquête d'un journaliste courageux qui a dénoncé le premier l'affaire des grâces médicales de Marseille.

PRESSES DE LA CITE

1350

TRANSPORTS

RÉUNIES EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE A NEW-DELHI

Les compagnies aériennes n'ont pas réussi à adopter une résolution commune sur l'interception des avions

Les compagnies aériennes participant depuis lundi 24 octobre et pour deux jours, à New-Delhi, à la trentième assemblée générale de l'Association du transport aérien international (IATA) ne sont pas parvenues à adopter une résolution commune sur la sécurité aérienne après la destruction du Boeing de Korean Airlines, le 1^{er} septembre dernier, par la chasse soviétique. A la majorité, les représentants de plus de cent vingt-trois compagnies aériennes ont décidé de repousser de vingt-quatre heures la discussion sur cette résolution condamnant l'usage de la force lors des interceptions d'avions civils.

La question de la sécurité des avions civils n'a cependant pas fait oublier à l'assemblée générale de l'IATA les problèmes financiers des compagnies.

Un net redressement des comptes en 1983

New-Delhi. — Rémission ou guérison ? Les états-majors des cent vingt-trois compagnies aériennes de l'IATA, réunies à New-Delhi, constataient avec satisfaction que leurs comptes se redressent très nettement en 1983. Pour la première fois depuis quatre ans, ces compagnies — prises dans leur ensemble — vont même enregistrer un solde d'exploitation positif de 500 millions de dollars (non compris les dettes pour emprunts), contrastant avec des pertes de 200 millions l'an passé, 600 millions en 1981 et 900 millions en 1980.

Il est vrai que le niveau démesuré des charges financières continue — et continuera pendant au moins deux ans encore — de grever les bilans. Cette année, elles atteignent 1,7 milliard de dollars, et elles monteront à 1,8 milliard l'an prochain et à 1,9 milliard en 1985. Si bien que, intérêts déduits, les résultats nets des compagnies demeurent toujours négatifs (-1,2 milliard de dollars cette année contre -1,8 milliard l'an passé) et qu'ils ne tendront à l'équilibre que dans trois ans, même si le solde d'exploitation est positif.

Que l'exploitation des grandes compagnies internationales soit redevenue bénéficiaire n'en est pas moins un phénomène intéressant, qui traduit la victoire d'un certain réalisme sur les aberrations qui ont suivi la mise en œuvre de la « déréglementation » américaine. L'anarchie tarifaire qui a résulté de cette politique bien au-delà de son pays d'origine a mis à mal les finances de plus d'un transporteur, tandis que l'obligation de payer des avions achetés dans l'euphorie des belles années 1976-1978 — et que la crise

De notre envoyé spécial

économique survenant entre-temps ne permettait plus de remplir — précipitait la catastrophe. Pour assurer leurs fins de mois, les grandes compagnies se lancèrent dans une suicidaire course au remplissage à n'importe quel prix. Aujourd'hui, sur le conseil de leurs banquiers, et parfois de leur gouvernement, elles retrouvent peu à peu le goût d'une gestion plus saine et les voies de la rentabilité.

Modestie

Cette attitude nouvelle part d'un postulat : le trafic international n'augmente plus — le nombre de passagers transportés par les membres de l'IATA diminue même depuis trois ans, — et la reprise économique qui se dessine ne devrait avoir que des effets limités sur les voyages aériens. Dès lors, le redressement ne pouvant être atteint par un accroissement des recettes, il ne peut l'être que par trois moyens : une compression des coûts d'exploitation (ils stagnent depuis deux ans, alors qu'ils augmentaient de 15 % par an à la fin de la précédente décennie) ; un meilleur ajustement de l'offre à la demande, qui explique l'effondrement des commandes d'avions neufs en 1981 et surtout en 1982 ; enfin, une amélioration de la productivité impliquant notamment un contrôle strict des effectifs des compagnies IATA (ils sont, d'ores et déjà, presque revenus à leur niveau de 1977).

Cette cure d'austérité a commencé à porter ses fruits. Deux chiffres en témoignent. En 1981, pour être rentable au service internatio-

nal, c'est-à-dire pour permettre à son exploitant de faire face à ses coûts d'exploitation et à ses frais financiers, un avion devait être rempli au moins à 61,7 % de sa capacité ; en 1982, ce seuil s'abaissait à 60,5 %, et il devrait passer cette année sous la barre des 60 %. Comme le coefficient d'occupation réelle des avions s'accroît peu à peu, une petite rentabilité commence donc à se dégager.

Il en faudra, toutefois, davantage pour faire face aux échéances qui s'annoncent pour le milieu de la décennie. A cette époque, même si le trafic continue de stagner, les compagnies vont devoir renouveler une partie de leur flotte technique et économiquement dépeçée. Leur besoin de financement atteindra 50 milliards de dollars. Et si, d'ici là, la reprise du trafic est plus forte que prévu, par exemple + 5 % par an, il faudra y ajouter 50 autres milliards de dollars pour acquiescer les capacités supplémentaires de transport nécessaires. Les compagnies, dont la marge haute ne dépasse pas 4,2 % dans leur année la plus faste (1978), devraient dégager un bénéfice net de 6 % de leurs recettes pour financer sagement un investissement de 50 milliards de dollars et de 7,5 % pour 100 milliards.

Or leur marge nette a été négative de 1,7 % en 1980, de 3,1 % en 1981 et de 2,1 % en 1982. Et clair, il leur a manqué 3,2 milliards de dollars en 1982 pour assurer leur développement ; il leur en manquera 2,6 milliards cette année, 2,2 milliards l'an prochain et 2 milliards en 1985. Ce qui ramène à quelque modestie les résultats réconfortants révélés à New-Delhi.

JAMES SARAZIN.

ÉQUIPEMENT

Relance du logement à Paris

En deux ans, 4 000 appartements pourraient être mis en chantier et 15 000 H.L.M. rénovés

Longtemps réclamé par les élus socialistes et communistes, formellement promis par M. Jacques Chirac, le grand débat sur la construction de logements dans la capitale n'a eu lieu au cours de la séance du Conseil de Paris du lundi 24 octobre.

Pour une fois, la salle était abondamment garnie, et plus d'une vingtaine d'orateurs ont pris tour à tour la parole.

Dans une déclaration préliminaire, M. Jacques Chirac a souhaité que le logement demeure pour cette mandature « une priorité municipale ». Selon lui, il s'agit d'abord d'encourager les promoteurs privés à faire leur métier.

Le relèvement du plafond légal de densité décidé il y a quelques semaines par les conseillers de Paris devrait les aider ainsi que l'augmentation de certains coefficients d'occupation des sols « excessivement restrictifs » et l'accélération des procédures de délivrance des permis de construire.

En second lieu, pour faciliter la construction dans le secteur public, la Ville va augmenter le crédit affecté à l'achat de terrains : 300 millions de francs y seront consacrés en 1983. En outre, pour acquiescer de vastes espaces appartenant encore à la S.N.C.F., Paris a l'intention de souscrire « un emprunt important » auprès de la Caisse des dépôts.

L'horizon ainsi dégagé, M. Yves Galland, adjoint au maire chargé de la construction, prévoit que

4 000 logements pourraient être mis en chantier dans les deux années à venir, soit en H.L.M., soit en logements collectifs dits intermédiaires, soit par la réhabilitation d'immeubles anciens. En outre, la municipalité souhaite rénover 15 000 logements H.L.M. datant de l'entre-deux-guerres et qui ont besoin d'une remise à neuf. Mais pour tout cela, il faut bien entendu l'aide de l'Etat. Celui-ci est-il prêt à aider la capitale ?

La réponse est venue il y a quelques jours sous forme d'une lettre datée du 20 octobre de M. Paul Quilès, rival malheureux de M. Chirac aux dernières élections municipales mais qui se trouve être, aujourd'hui, ministre de l'urbanisme et du logement. Le ministre propose, comme son prédécesseur, M. Quilès, d'aider la Ville à construire dix mille logements sociaux en 1985 et 1986 et de participer à la rénovation des H.L.M. d'avant guerre. Selon M. Quilès, cette aide sera subordonnée à la signature d'un contrat entre Paris et son ministère de manière à définir clairement l'apport financier de chaque partenaire. On va donc, selon la formule de M. Chirac, vers « une authentique coopération au service de tous les Parisiens ». Cette réconciliation était rendue nécessaire par l'urgence et la gravité du problème. Tout le monde s'accorde en effet à reconnaître que les difficultés du logement à Paris entraînent une dangereuse ségrégation.

M. Henri Malberg, conseiller communiste, l'a dit au cours de son intervention. Celle-ci, une fois n'est pas coutume, a été écoutée avec grande attention par tous ses collègues, y compris par ceux de la majorité municipale. « Il n'est pas sain, a-t-il déclaré, qu'en rejetant les ouvriers et les salariés modestes Paris soit l'image inversée de la nation. L'équilibre de la diversité sociale qui faisait de Paris tout à la fois une ville populaire et une capitale prestigieuse a été rompu en vingt ans. C'est donc au nom de l'intérêt même de la Ville que nous demandons des logements sociaux. Nous aimons Paris, c'est pour cela

que nous ne voulons pas qu'y vive devienne un privilège ».

Bien que le débat n'ait pas été sanctionné par un vote, l'ensemble des intervenants se sont déclarés d'accord sur la relance de la construction dans la capitale. C'est donc avec l'assentiment général que M. Yves Galland a pu annoncer que la Ville allait s'efforcer de terminer une quinzaine d'opérations en cours et qu'une nouvelle vague d'une vingtaine de chantiers serait bientôt proposée à l'approbation du conseil.

Le premier de ces chantiers a d'ailleurs été accepté par les conseillers. Une zone d'aménagement concerté (ZAC) de 20 000 m² va être créée en bordure de la rue de Flandres (19^e) : le long de cette artère élargie en une avenue de 50 mètres seront édifiés 210 logements, 1 500 m² de commerces, 15 000 m² de bureaux, un hôtel et une halte-garderie. L'opération entraînera la démolition de 250 logements, et donc l'élimination des squatters qui les occupaient au grand dam des habitants du quartier. Il en coûtera 44 millions de francs à la Ville.

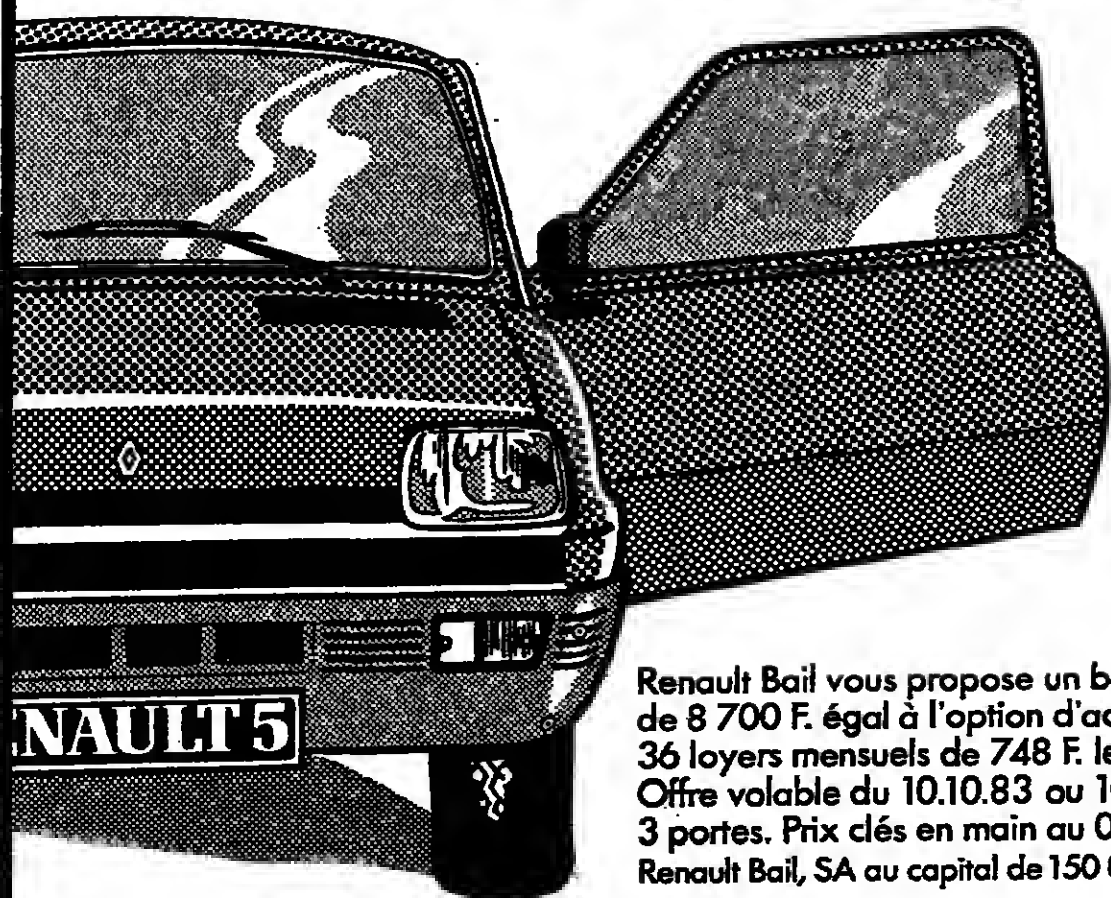
MARC AMBRIDISE-RENDU.

Lisoz
Le Monde des
PHILATÉLISTES
REVUE DE LA PHILATÉLIE

LIBRAIRIE DUCHÈNE
histoire contemporaine
spécialistes des
1^{re} et 2^e guerres mondiales
ACHATS et VENTES
Catalogue sur demande
581-33-18
27, rue de la Harpe-aux-Cailles
75013 PARIS

pendant les 24 premiers mois.

500 F. par mois



Renault Bail vous propose un bail avec option d'achat sur 5 ans. Avec un dépôt de garantie initial de 8 700 F. égal à l'option d'achat finale, 24 loyers mensuels de 500 F. les 2 premières années, 36 loyers mensuels de 748 F. les 3 années suivantes. Coût total en cas d'acquisition : 47 628 F. Offre valable du 10.10.83 au 10.11.83. sous réserve d'acceptation du dossier. Renault 5, 3 portes. Prix clés en main au 01.07.83 : 34 800 F. Millésime 84. Renault Bail, SA au capital de 150 000 000 F. 51/53 Champs Élysées 75008 PARIS. RC PARIS B 702002221.

Personnellement, je trouve cela incroyable!
moi la Renault 5.

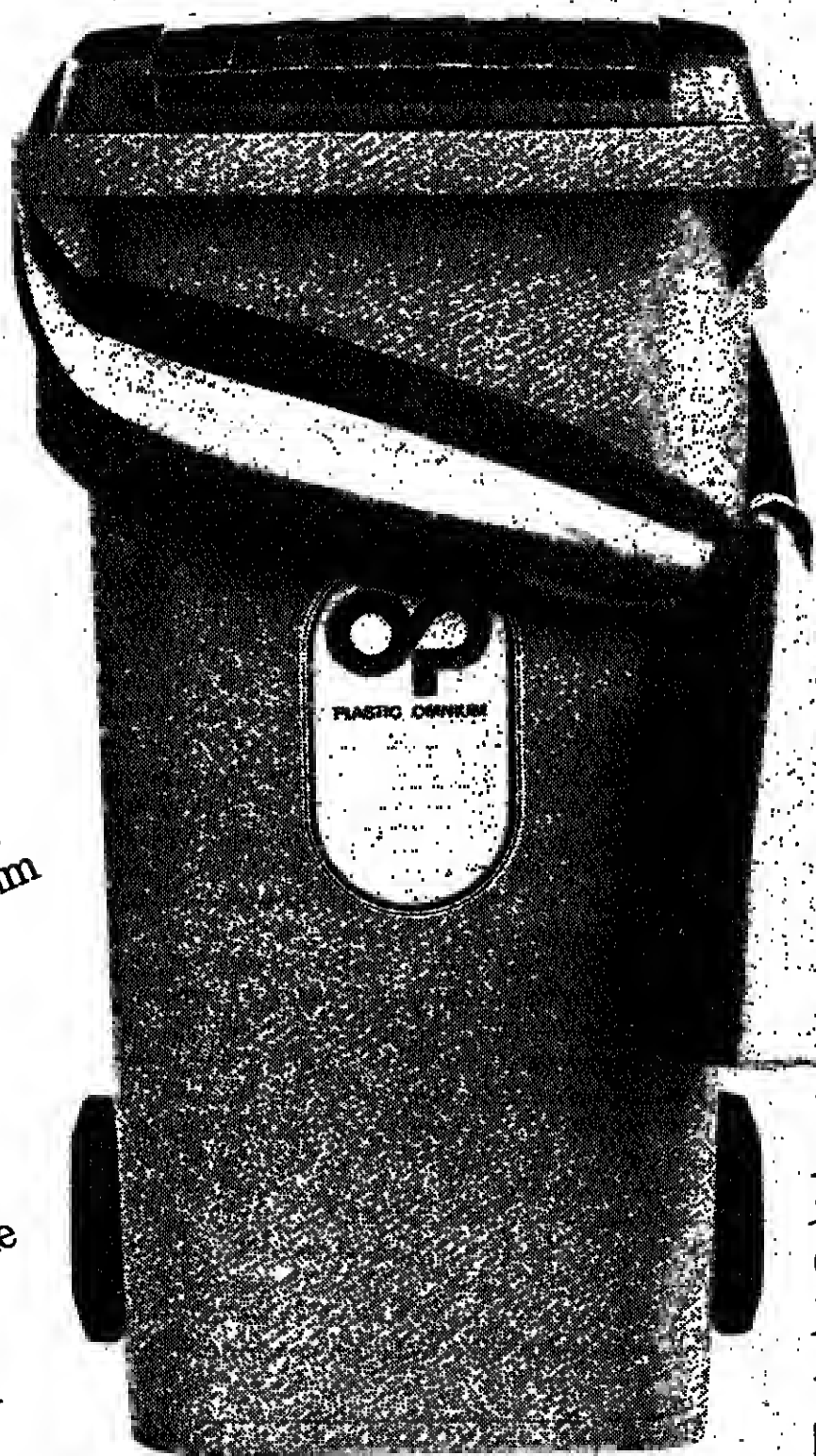


RENAULT présente elf

LE JUGE
MICHEL

Un document explicatif

ELUE A 75%



Maintenir la France propre. Sur ce grand programme, Plastic Omnium est élue avec une énorme majorité: près de 75% du marché.

Son succès est mérité. Voici 20 ans que Plastic Omnium, société 100% française, a inventé le Système P, un ensemble de prestations permettant la modernisation de la collecte des résidus urbains.

Le Système P, c'est la gamme de matériels la plus large au monde, un service après-vente régionalisé garantissant un entretien et un lavage réguliers, une compétence technique basée sur une longue expérience et une gestion informatique élaborée. Concept résolument moderne le

Système P améliore l'environnement, la qualité des services à la population et les conditions de travail du personnel. En France et dans le monde, près de mille municipalités et syndicats communaux ont voté Plastic Omnium.

Paris, Lyon,
Grenoble, Lille, Mâcon,
Montpellier, Nice,
Niort, Saint-Etienne,
Strasbourg, Valence...
Anvers, Barcelone,
Cologne, Copenhague,
Hambourg, Helsinki,
Hong Kong,
Johannesburg, Madrid,
Oslo, Perth, Rome, Rotterdam,
Riyad, Singapour, Tunis...

**Le nom propre de la
collecte mécanisée.**



PLASTIC OMNIUM

3 rue du Parc 92305 Levallois-Perret
Téléphone: 739.32.08. Télex 620095.

الجمعية العامة

SCIENCES ET TECHNIQUES

A MONTPELLIER COMME EN AUSTRALIE

Des « pompiers du désert » contre les criquets

UN vaste programme de reboisement est-il entrepris dans les îles de l'archipel du Cap-Vert ? Aussitôt, les forestiers constatent de graves dégâts sur les jeunes plants dont l'écorce est rongée, les branches coupées, et ils identifient le responsable : un criquet d'origine africaine. De nouvelles cultures sont-elles plantées à grande échelle en Côte-d'Ivoire ? Aussitôt pousse le criquet puer, attiré par les clairières et les zones déboisées.

Cela n'est pas nouveau. Les criquets sont connus depuis l'Antiquité pour leurs ravages, et la Bible comme le Coran les citent parmi les fléaux divins. On conçoit aisément le terreux qu'ont pu éprouver nos ancêtres lorsque l'on sait qu'un nuage d'une tonne d'insectes peut dévorer chaque jour l'équivalent de son poids, et que chaque individu absorbe quatre fois plus qu'il ne mange ! De nos jours, ces insectes dévorent encore, détruisant des cultures entières dans les pays tropicaux. Bien que toute estimation en la matière soit nécessairement imprécise, les experts considèrent que près de 360 000 tonnes de céréales auraient été perdues dans le Sahel lors de l'invasion de sauterelles en 1974.

Dix mille espèces recensées

Meis que faire contre un tel fléau ? En premier lieu, étudier de manière systématique l'insecte et son environnement, comme tentent de le faire les acridologues, ces spécialistes de la science des acridiens plus communément appelés criquets. Savoir où, quand, comment ces insectes apparaissent, afin de pouvoir enrayer leur développement : tel est l'objectif que s'est donné le Programme de recherche interdisciplinaire français sur les acridiens du Sahel (PRIFAS), unité de recherche du Centre de recherche et de développement de l'agronomie tropicale à Montpellier. Etant l'un des rares groupes, avec une équipe australienne, à pouvoir intervenir rapidement et efficacement sur le terrain pour limiter les dégâts, le PRIFAS est régulièrement appelé à l'aide en cas d'invasion de ravageurs en Afrique de l'Ouest, au Cap-Vert, à Madagascar, en Libye, où ses chercheurs mènent une « véritable activité de pompiers », comme le remarque M. Michel Launois, responsable de l'équipe.

La première tâche de ces « pompiers du désert » est d'identifier et de dénombrer les acridiens présents sur le terrain dont toutes les espèces ne présentent pas les mêmes dangers. Dans le seul Sahel par exemple, on compte près de trois cents espèces différentes (sur les quelques dix mille actuellement recensées), dont trente présentent de réelles menaces pour les cultures.

Une faim inextinguible

Les criquets ne pullulent ni plus souvent que dans des conditions écologiques contrastées, fort peu courantes : il leur faut un sol humide pour les œufs et une végétation gascarde pour les larves et les adultes. Mais, au grand malheur des agriculteurs, certaines espèces s'accommodent de conditions de vie beaucoup moins exigeantes, comme le font les locustes. Phénomènes tout à fait originaux dans le monde vivant, ces derniers peuvent se présenter sous deux formes distinctes, suivant qu'ils vivent entourés d'un petit ou d'un grand nombre de leurs semblables.

Rassemblés par exemple par le vent, les insectes solitaires subissent le choc de la promiscuité, mais s'habituent vite à leur nouvelle condition grégaire et y adaptent leurs descendants. Au bout de quelques générations, les jeunes criquets possèdent des formes, des couleurs, qui n'ont que peu de ressemblance avec celles de leurs ancêtres solitaires.

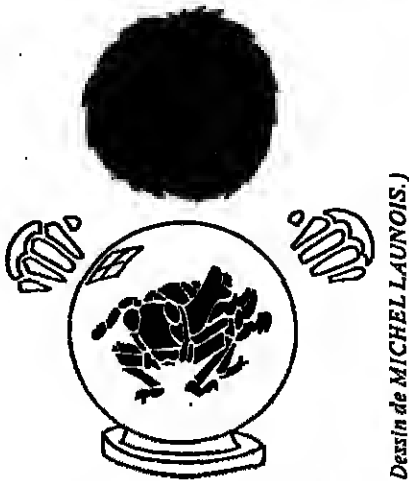
Pour le criquet pèlerin, criquet du désert qui peuple le Sahara, le regroupement de cinq cents individus par hectare peut suffire à provoquer cette modification, qui est réversible. Il est évident que ces acridiens gré-

gaires, qui font preuve d'une « faim inextinguible » et qui s'accommodent de tous les milieux, y compris les plus secs, sont suivis avec une attention particulière par les acridologues.

Une fois les insectes répertoriés et globalement dénombrés (à l'aide d'une méthode simple mais efficace de comptage à vue), il reste à faire face au problème le plus délicat : celui de la destruction. Les méthodes chimiques (pulvérisation terrestre ou aérienne d'insecticides), mécaniques (simple labourage des sites où sont rassemblés les œufs des femelles grégaires) et biologiques (utilisation d'ennemis naturels des ravageurs) sont tour à tour mises à profit, avec un souci qui devrait être constant : celui de ne pas éliminer totalement les criquets, éléments indispensables à la chaîne alimentaire naturelle, donc à l'équilibre écologique.

de France à l'entreprise française d'exploitation qui avait, par contrat, assuré aux Libyens une garantie de rendement.

S'il est souvent possible d'intervenir en cas de pullulation et de limiter les dégâts, la meilleure parade contre les ravages acridiens — qui sont d'autant plus dangereux qu'ils sont contagieux du fait de la migration des insectes — reste bien évidemment la lutte préventive. Les chercheurs de Montpellier travaillent dans ce sens en élaborant des « bio-modèles » qui tentent de corriger les diverses réponses d'une espèce de criquet aux caractéristiques du milieu (nature du sol, végétation, etc.). Les nombreuses données expérimentales recueillies dans le monde et traitées par ordinateur pourraient ainsi permettre, à terme, de prévoir les espèces susceptibles d'apparaître —



(Dessin de MICHEL LAUNOIS.)

Pari tenu

Bien souvent, la lutte contre les ravageurs associe plusieurs de ces techniques, comme l'ont constaté les chercheurs de Montpellier appelés d'urgence à plusieurs reprises en Libye sur de nouvelles plantations envahies d'insectes. L'aventure est exemplaire à plus d'un titre. Désireux de donner à son pays une indépendance alimentaire, le gouvernement libyen a entrepris il y a quelques années de cultiver le désert. Pari impossible mais pari tenu. Depuis trois ans, les Libyens, aidés de partenaires étrangers (et notamment français), tirent parti d'une nappe souterraine d'eau douce pour faire pousser, en plein désert du Sarr, du blé et du sorgho.

Deux cent trente-neuf unités de production de 50 hectares chacune, soit 19 120 hectares de cultures, disposées en une série de cercles parfaits de 1 kilomètre de diamètre, parsèment le désert d'oasis artificielles, pour la plus grande joie des agriculteurs de la région, mais aussi pour celle des criquets migrants, à qui l'on a offert les conditions écologiques les plus propices à leur développement. Sable humide, végétation turgescence, alimentation abondante, absence des prédateurs qui n'ont pas suivi : tout était réuni pour appeler les insectes. Dès la première année qui a suivi l'implantation des parcelles, quelques criquets sont apparus, qui restaient rares et discrets. Mais, lorsque les cultures, d'abord faites en saison fraîche, ont été prolongées en saison chaude, les quelques acridiens qui ont découvert le site au hasard de leurs migrations se sont multipliés et ont commencé leurs ravages.

Des bio-modèles

Appelés sur les lieux, les acridologues français ont d'abord participé à la lutte chimique intense qui s'imposait vu l'ampleur du phénomène. Mais ils ont également trouvé quelques astuces simples, qui n'en sont pas moins efficaces, contre les criquets. Ils ont, par exemple, supprimé les lampes blanches placées au centre des parcelles qui favorisaient la grégation des criquets migrants ; ils ont arrosé le sable, en dehors des périodes de culture, afin de provoquer le développement rapide des insectes, qui, faute de nourriture, n'ont pas pu survivre. Au cours de leur dernière mission de quarante-cinq jours, les spécialistes du PRIFAS ont fait gagner 5 millions

et leur densité — à la suite d'une importante modification de l'environnement.

En attendant que ces modèles deviennent fonctionnels et vraiment efficaces, il reste aux acridologues, aux « écologistes opérationnels », comme les nomme M. Launois, à collaborer avec les concepteurs, les aménageurs et les techniciens, afin de prévoir les risques inhérents aux perturbations, de suggérer des mesures permettant de réduire l'incertitude des problèmes attendus, d'éviter leur apparition ou de les contenir dans des limites acceptables.

Car, avec la pratique, un acridologue peut parfois prédire aisément les dangers à venir. Mais il ne lui revient pas de prendre les décisions — souvent de nature politique — qui s'imposent. Et il se trouve souvent impuissant devant la raison d'État que le criquet ignore.

ELISABETH GORDON.

SELON L'INSTITUT DE PHYSIQUE DU GLOBE DE PARIS

Un réchauffement de la Terre avant la fin du siècle

Périodiquement paraissent des rapports sur la modification des conditions climatiques, comme ceux récemment publiés par l'Académie des sciences américaine et l'Agence fédérale chargée de la protection de l'environnement. Principal accusé : l'oxyde de carbone. Mais, comme toujours en pareil cas, il convient d'être prudent quant aux conclusions. Un argument tout différent a été avancé par l'Institut de physique du Globe de Paris : les variations séculaires du champ magnétique terrestre — auxquelles vient d'être consacré un colloque international. Ces variations précéderaient d'une vingtaine d'années les

modifications climatiques. Un réchauffement serait alors attendu en 1990-1995.

Cette manifestation a permis de célébrer le centenaire de l'Observatoire magnétique national, qui, depuis un siècle, a enregistré ces variations. De 1893 à 1900, elles ont été soigneusement recueillies à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), puis, de 1901 à 1936, au Val-Joyeux (Yvelines), et, depuis, à Chambon-la-Forêt (Loiret), pour éviter que les mesures ne soient perturbées par la multiplication des lignes électriques et maintes autres sources de perturbation.

Le champ magnétique existe : il suffit de regarder une boussole pour s'en rendre compte. En outre, ses perturbations brusques et intenses — les orages magnétiques — brouillent ou même interrompent des communications radio. Ensuite, il semble que certaines espèces animales, les pigeons voyageurs et des bactéries, notamment, se guident sur le champ magnétique, les premiers pour retrouver leur chemin, les seconds pour descendre sur le fond de la mer, où elles se nourrissent.

La direction du nord magnétique ne coïncide pas avec celle du nord géographique et varie de quelques minutes d'angle tous les ans. Ce qui n'a aucune importance pour le promeneur. Mais tous les systèmes modernes de navigation doivent être impérativement réglés en tenant compte de la valeur exacte de la déclinaison, c'est-à-dire de l'angle formé par la direction du nord magnétique et celle du nord géographique. Un seul exemple : supposons qu'on lance un missile sur un objectif situé à 600 kilomètres ; une erreur de 1 degré d'angle dans la déclinaison fera arriver ce missile à 10 kilomètres de sa cible.

Autre « usage » du magnétisme terrestre : les levés des champs magnétiques anciens fossilisés dans la croûte océanique basaltique ont joué un rôle capital dans l'élaboration de la théorie du renouvellement constant des fonds océaniques, donc, de ses corollaires que sont la tectonique des plaques et la dérive des continents.

Enfin, les brusques variations du champ magnétique permettront, peut-être, de prédire, une vingtaine d'années à l'avance, la tendance globale du climat de la planète. En 1978, trois spécialistes français du magnétisme terrestre, MM. Jean-Louis Le Mouél, directeur de l'Observatoire magnétique national, Vincent Courtillot, professeur à l'université de Paris-VII, et Joël Ducruix, de l'Institut de physique du globe (I.P.G.) de Paris, ont publié leurs premières remarques sur les répercussions d'une brusque accélération de la variation séculaire du champ magnétique terrestre, qui

commencé de se manifester en 1970.

Cette année-là, l'observatoire de Chambon-la-Forêt (comme la plupart des quelques deux cents observatoires magnétiques du réseau mondial) a constaté de brusques changements dans les différents paramètres définissant le champ magnétique ! La variation annuelle de la déclinaison en France, par exemple, est passée alors rapidement de 0,06° à 0,17° (1).

A partir de 1978-1983, la rotation de la Terre a cessé de se ralentir comme elle le faisait progressivement depuis 1930. Rappelons que plus la terre tourne vite, plus le jour est court et inversement. Les variations de la vitesse de rotation de la Terre se traduisent bien par la durée du jour, qui augmente ou diminue de quelques millisecondes par an : une journée était longue en moyenne de 86 399,997 secondes en 1931, de 86 400,0029 secondes en 1971 et de 86 400,0022 secondes en 1981.

Deux séquences comparables dans le passé

Pour l'équipe de magnétisme de l'I.P.G., ces observations récentes sont à rapprocher de phénomènes qui se sont produits pendant la première moitié du siècle : en 1912-1913, la variation séculaire du champ magnétique avait ralenti brusquement son rythme, ce ralentissement s'étant poursuivi peu à peu jusqu'en 1970. En 1930-1931, la rotation de la Terre s'est ralentie, ce ralentissement ayant continué jusqu'en 1978-1983.

Troisième phénomène ancien intéressant : à partir de 1941-1942, la température moyenne annuelle de la planète (calculée en faisant la moyenne de toutes les températures enregistrées pendant une année dans

toutes les stations météorologiques du globe) a commencé à diminuer. Elle est actuellement inférieure de 0,3° C à ce qu'elle était en 1941-1942.

On a ainsi constaté que le ralentissement de la rotation de la Terre s'est produit une dizaine d'années après une brusque diminution de la variation séculaire du champ magnétique terrestre et qu'un très léger refroidissement global de la planète a commencé à se manifester une dizaine d'années après le début du ralentissement de la rotation de la Terre.

Une séquence d'événements, semblable à celle qui a commencé en 1970, s'est probablement produite à partir de 1890 (même si les données d'alors ne sont pas toutes fiables) : 1890, accélération de la variation séculaire du champ magnétique ; 1912-1913, début de l'accélération de la rotation de la Terre ; 1920 commencement d'un léger réchauffement global de la planète (0,3° C de plus en vingt ans).

La comparaison de ces deux séquences anciennes avec les observations faites depuis 1970 a amené MM. Courtillot, Ducruix et Le Mouél et M^{me} Anny Cazenave (du Centre national d'études spatiales) à suggérer qu'un nouveau réchauffement global de la planète pourrait se produire à partir de 1990 ou 1995. Etant entendu qu'il ne faut, en aucun cas, confondre ce très faible réchauffement planétaire (de l'ordre d'un tiers ou d'un quart de degré Celsius) avec le temps qu'il fera réellement dans les diverses régions de la Terre.

YVONNE REBEYROL.

(Lire la suite page 18.)

Courants et tourbillons du champ magnétique

Le champ magnétique terrestre est dû pour l'essentiel à des mouvements du noyau liquide de la Terre. Une faible contribution vient de l'interaction du flux de particules émis par le Soleil (vent solaire) avec la haute atmosphère. Elle est responsable des fluctuations rapides — de quelques secondes à onze ans — du champ magnétique.

La Terre est constituée, en partant de l'extérieur, d'une croûte de silicates qui va jusqu'à la profondeur de 2 900 kilomètres ; enfin, d'un noyau composé de fer pour l'essentiel, de nickel aussi ; fer et nickel sont des métaux magnétiques. Ce noyau est liquide dans sa partie externe, solide au-dessous.

Le noyau liquide serait brassé par des courants internes à la vitesse probable de quelques kilomètres par an, suffisants pour engendrer, par le biais d'un mécanisme du dynamo auto-entretenu, un champ magnétique dipolaire. Ce dernier serait responsable, à lui seul, de 90 % de l'intensité du champ magnétique terrestre total. Pour des raisons inconnues, le champ dipolaire s'inverse de temps à autre, la pôle nord magnétique devenant le pôle sud magnétique, et réciproquement.

De plus, la circulation de la matière du noyau serait perturbée par des tourbillons, comparables aux tourbillons cycloniques qui se superposent à la circulation atmosphérique générale, engendrant des champs magnétiques non dipolaires (10 % à eux tous de l'intensité du champ magnétique terrestre total). Ces tourbillons ne seraient pas fixes et seraient ainsi responsables, d'une part, d'anomalies régionales du champ magnétique, d'autre part, de déplacements séculaires de celles-ci qui

se traduisent par la variation séculaire du champ enregistré dans les observatoires.

Le champ magnétique est défini, en chaque point de la Terre, par plusieurs éléments qui varient sans cesse :

● L'intensité est mesurée en teslas, en gauss, ou en gammes (1 tesla = 10 000 gauss = 1 milliard de gammes). Elle est plus forte aux pôles magnétiques qu'à l'équateur magnétique (47 000 gammes actuellement à Chambon-la-Forêt). Il existe des anomalies régionales qui s'ajoutent sur plusieurs milliers de kilomètres et peuvent atteindre 15 000 gammes. Il y a aussi des anomalies locales (de l'ordre du kilomètre, d'une valeur de la centaine de gammes, engendrées par l'hétérogénéité de la croûte terrestre).

● La déclinaison est l'angle formé en chaque lieu de la Terre par la direction du nord magnétique avec celle du nord géographique.

● L'inclinaison, angle formé par la direction de l'équille aimantée libre et horizontale du lieu, dépend de la latitude magnétique. Elle est de 90° aux pôles magnétiques et de 0° à l'équateur magnétique.

En sus des fluctuations rapides et des variations séculaires signalées ci-dessus, l'ensemble du champ magnétique dérive lentement vers l'ouest (d'environ 0,18° de longitude par an en moyenne). Il fait ainsi le tour complet de la Terre en 2 000 ans environ, ce qui est très rapide — et donc très important — pour un phénomène géophysique global. Cette dérive est due aux phénomènes se produisant dans la couche externe du noyau liquide.

Y. R.

POUR LA SCIENCE NUMERO SPECIAL

La Terre, planète vivante

Novembre 1983



Ce numéro spécial de POUR LA SCIENCE expose les passionnants aspects de la « nouvelle géologie ». En plus de son intérêt purement scientifique, le sujet est d'une capitale importance économique et technique. Il importe de savoir comment, à l'intérieur du globe, le pétrole est fabriqué, comment et à quelle vitesse se forment au fond des mers les nodules métalliques, comment se constitue ou disparaissent les gisements de minerais : une synthèse d'envergure par les meilleurs spécialistes mondiaux.

En vente chez votre marchand de journaux

Le nom propre de collecte mécanique

OP

Point de vue

Vie et mort des étoiles

par JEAN AUDOUZE (*)

L'ATTRIBUTION du prix Nobel de physique aux professeurs Subrahmanyan Chandrasekhar et William Fowler est une nouvelle qui réjouit profondément la communauté astronomique française, avec laquelle le dernier nommé entretenait depuis longtemps de fructueux liens d'amitié. L'an dernier, l'observatoire de Paris a conféré à Willy Fowler son doctorat honoris causa. Les astrophysiciens nucléaires qui travaillent en France, comme Hubert Reeves, Michel Cassé et moi-même, ont eu la chance de collaborer avec lui et se sentent profondément honorés par la récompense qui vient d'être décernée au domaine de recherche fondamental de la physique nucléaire. C'est en effet lui qui, en collaboration avec les astrophysiciens britanniques Margaret et Geoffrey Burbidge et Fred Hoyle, a établi les fondements de la nucléosynthèse dans un article célèbre paru sous le sigle B2 FH et paru en 1957. Reeves sont les articles scientifiques qui ont eu un impact et une longévité aussi grande que cette contribution essentielle.

J'ai rencontré celui que tous ses amis appellent Willy lors d'une conférence qui se tenait à Paris en 1967 sur la composition du système solaire, pendant que je préparais ma thèse d'État sur un sujet de nucléosynthèse : la production des éléments légers par réactions entre le rayonnement cosmique et le milieu interstellaire. Dès cette époque, j'ai été frappé par l'enthousiasme communicatif, le chaleur et le très grand pouvoir de persuasion de celui qui est honoré aujourd'hui. Après ma thèse, en 1971-1973, j'ai eu le privilège d'être reçu dans son laboratoire comme chercheur postdoctoral, et je dois dire que les dix-huit mois que j'ai passés grâce à lui au Kellogg Radiation Laboratory resteront certainement parmi les plus agréables et les plus productifs de ma carrière scientifique. Je reviens dans ce laboratoire chaque année quelques semaines pour me remettre dans l'atmosphère stimulante et cordiale qu'il a su créer autour de lui. Cet amour des locomotives à vapeur, qui n'a pas hésité à emprunter des trains comme le Transsibérien, a su

toujours mêler les efforts de recherche les plus intenses à un très grand sens de la fête. Tous ses collaborateurs gardent le souvenir des « parties » mémorables organisées à Pasadena, où les qualités de chanteurs et de musiciens des participants étaient mises à contribution.

Ce qui est remarquable dans la carrière de Willy Fowler, c'est non seulement sa production scientifique personnelle, mais l'influence qu'il a eue sur les nombreux astrophysiciens qu'il a formés dans son laboratoire, enfin, son rôle éminent dans la politique scientifique des États-Unis. Il a été président de l'American Physical Society et de l'Académie des sciences des États-Unis et, à ce titre, il a contribué grandement aux choix scientifiques de ce pays.

L'influence de Subrahmanyan Chandrasekhar fut forte aussi, et non moins fondamentale. Il a déterminé avec une grande précision la frontière qui fixe le sort ultime des étoiles : naines blanches pour les moins massives, étoiles à neutrons pour les autres. Travaillant infatigable, très exigeant pour lui-même et pour les autres, il a exercé pendant une vingtaine d'années les redoutables fonctions d'éditeur en chef de la revue américaine *The Astrophysical Journal*. Ces deux grands hommes de science, le jovial Fowler et le sévère Chandrasekhar, ont en commun de continuer, malgré leur retraite officielle, à déployer une grande activité scientifique. Ainsi, Chandrasekhar vient de publier un livre sur la physique des trous noirs.

Le comité Nobel a donc couronné celui qui nous explique pourquoi les étoiles brillent dans le ciel et celui qui a montré comment elles cessent de briller. Cette très heureuse décision ne peut qu'enchanter tous ceux qui ont eu la chance d'approcher ces hommes de science qui, par leur exemple, continuent à montrer à leurs collègues que la recherche scientifique est une des aventures humaines les plus exaltantes, enthousiasmantes et enrichissantes.

(*) Directeur de l'Institut d'astrophysique de Paris.

Le mystère des gènes découpés en morceaux

Aucune des explications avancées n'est totalement satisfaisante

Si impressionnants soient-ils, les progrès de la génétique reposent sur des bases étroites, sur des expériences difficiles, faites sur quelques organismes qui se prêtent à la manipulation. Les chercheurs en induisent des lois qu'ils croient générales. Aussi n'est-il pas étonnant que, de temps à autre, une expérience nouvelle vienne remettre en cause leurs beaux schémas.

Les bactéries sont réparties en plusieurs catégories. Il y a les eubactéries et les archéobactéries. Presque toute la génétique moléculaire est issue d'études faites sur la colibacille, *Escherichia coli*, une eubactérie dont les gènes sont d'un seul tenant. Il en est de même dans les quelques autres bactéries qui ont été bien étudiées, d'où la surprise de 1977 quand on découvrit des gènes « en morceaux » dans les eucaryotes. Mais les études sur les eucaryotes ont toujours porté sur des eubactéries, ce dont ont pris conscience les chercheurs de l'Université de Californie. Ils ont voulu y regarder de plus près, et ont découvert sur une archéobactérie un gène contenant un intron.

Une première conséquence de cette découverte concerne l'évolution des êtres vivants. Il paraît douteux que les archéobactéries soient plus « archaïques » que les autres. A dire vrai, cela ne surprend guère les spécialistes. On avait déjà repéré dans ces bactéries des traits « modernes » qui les rapprochent des eucaryotes. Les introns en sont un de plus. L'hypothèse temporelle la plus probable est alors que les traits rattachés (nucéotides, eubactéries, archéobactéries) sont nés à la même époque, issus d'ancêtres qui nous sont inconnus et qui ont de grandes chances de le rester : les microfossiles datant de plusieurs centaines de millions d'années donnent des informations sur la forme de ces ancêtres, mais non sur leur biologie, toute trace de matière organique ayant disparu.

Un grand puzzle

Une autre hypothèse serait que des gènes ont été transférés des eucaryotes aux archéobactéries. Le mécanisme d'un tel transfert n'est pas évident, mais il ne peut être exclu. Il s'agirait d'un passage en sens inverse de celui qu'on admet pour les mitochondries. Ces corpuscules présents dans les cellules eucaryotes dont ils assurent la respiration, ont de nombreux points communs avec les bactéries. On les suppose issus de bactéries qui auraient parasité les cellules eucaryotes.

La découverte de ces introns archéobactériens a un autre intérêt : elle pose à nouveau le problème des introns, un des grands puzzles actuels de la biologie moléculaire. Car les introns, en apparence et peut-être en réalité, ne servent à rien.

Support de l'information héréditaire, l'acide désoxyribonucléique (ADN) — dont la structure en double hélice a été découverte il y a

ainsi en est-il d'une étude récente sur *Saillolobus solitarius*, une archéobactérie. Des chercheurs de l'université de l'Illinois (États-Unis) ont découvert qu'un gène de cette bactérie était coupé en deux morceaux fonctionnels (exons) séparés par une région qui ne contient pas d'information utilisable (intron).

juste trente ans — est une longue chaîne dont les maillons (nucléotides) sont de quatre types différents. C'est l'ordre dans lequel se succèdent les nucléotides qui porte l'information, écrite dans cette langue universelle qu'on appelle le code génétique : chaque triplet de nucléotides indique un des vingt acides aminés utilisés pour la fabrication des protéines, ces chaînes d'acides aminés qui sont les composants essentiels de la matière biologique.

Dans tous les organismes vivants, le processus est le même : l'ADN est décodé sur une molécule très voisine, l'acide ribonucléique (ARN). Cet ARN « messager » sert de fil conducteur à de grosses particules présentes dans la cellule, les ribosomes, qui lisent les triplets, sélectionnent l'acide aminé correspondant — par l'intermédiaire d'une petite molécule d'ARN « de transfert » — et attachent celui-ci à la protéine en formation.

Des parasites ?

Cependant, le décalque n'est pas parfait. Il l'est dans les eubactéries ; mais dans les cellules eucaryotes, l'ARN « messager » qui guide la synthèse de protéines est beaucoup plus court que la zone d'ADN — le gène — qui lui a donné naissance. Les études ont montré que certaines régions du « messager » sont excisées après le décalque. D'où la distinction entre exons et introns, le gène étant composé d'exons porteurs de l'information utile et d'introns qui ne servent apparemment à rien, qui, du moins, ne commandent pas la synthèse de protéines.

Rien ne distingue apparemment les exons des introns ; leur structure est la même, et s'il n'existait pas le mécanisme d'excision du « messager », les introns seraient tout aussi utilisables que les exons pour diriger une synthèse protéique. Mais on constate que les introns sont très différents quand on passe d'un organisme à un autre. La seule régularité étant à chaque bout l'existence d'une courte séquence de nucléotides qui commande l'excision du « messager ». En revanche, les exons sont pratiquement les mêmes ce qui est impliqué par le rôle fondamental des protéines. Le gène de l'hémoglobine est presque le même chez tous les vertébrés, parce que l'hémoglobine a chez tous la même fonction de transport d'oxygène, et donc la même structure à quelques variations mineures près. A contrario, la très grande variabilité des introns, parfois à l'intérieur d'une même espèce, exclut clairement

Cette existence d'introns dans les gènes fut une grosse surprise quand on la découvrit, en 1977, chez les organismes supérieurs, ceux dont la cellule a un noyau (organismes eucaryotes). Six ans plus tard, il apparaît que les introns sont aussi présents dans les gènes de certaines bactéries, celles dépourvues de noyau (procarotes).

qu'ils portent une information génétique (seule raison d'être connue de l'ADN). A quoi servent donc les introns ? On l'ignore. Plusieurs réponses ont été proposées, mais elles restent très hypothétiques. La réponse la plus brutale est : « à rien ». Les introns seraient des sortes de parasites de l'ADN. Comme celui-ci se réplique à chaque division cellulaire, un intron présent dans un gène sera fidèlement transmis aux deux cellules filles. On a même imaginé que les introns pourraient favoriser leur propre réplication, et profiter de divers mécanismes connus de coupure et de réparation de l'ADN pour s'insérer dans les gènes où ils n'étaient pas présents. Certes, recopier de génération en génération un ADN inutile — les introns représentent parfois 90 % de la longueur totale de l'ADN — est une dépense énergétique que l'on ne peut que qualifier d'absurde, mais elle n'est pas telle qu'elle empêche la vie cellulaire. Aucune pression sélective forte ne pousserait donc à l'élimination des introns.

Cette réponse est en général jugée peu satisfaisante. Peut-être pour de simples raisons psychologiques : les chercheurs sont conditionnés pour chercher le pourquoi des choses, et peu disposés à admettre qu'il n'y ait pas de « pourquoi ». Mais la nature n'a que faire de leurs émois d'esprit. Une autre explication a été proposée : les introns seraient des réservoirs de gènes futurs. A l'occasion de réarrangements chromosomiques ou d'autres mutations, ils pourraient se trouver en situation d'être traduits en protéines, devenir des exons. Mais il paraît bien improbable que soit ainsi créée une protéine utile. La variabilité génétique est un besoin pour que les êtres vivants s'adaptent à des environnements changeants, mais ils ont plus besoin d'adaptations mineures que de bouleversements.

Une interprétation voisine est plus intéressante. Les introns seraient des zones « mortes » où pourraient se produire des coupures accidentelles de l'ADN, suivies de recollages qui auraient pour effet de changer l'ordre dans lequel se succèdent les exons. Les exons paraissent parfois correspondre à différentes zones fonctionnelles de la protéine dont ils dirigent la synthèse. Certains se demandent actuellement s'il ne faut pas renverser le schéma. Les introns pourraient être un résidu de l'ADN des organismes primitifs. Celui-ci serait, comme l'appariement de la vie, le fruit d'un grand nombre de hasards heureux : il ne serait guère étonnant que, à côté des séquences qui contiennent une information biologiquement utile, il y ait aussi une grande quantité de « bruit ».

MAURICE ARVONNY.

En toute logique

Dominé par les dames

Problème n° 251

Une poignée de dames peuvent « dominer » l'échiquier. Il suffit de placer un très petit nombre de ces pièces, chacune capable de menacer une colonne, une ligne et deux diagonales, pour tenir sous leur coupe les 64 cases de l'échiquier classique.

Si l'on considère qu'elles n'ont pas à dominer les cases qu'elles occupent elles-mêmes, combien doivent être ces dames et où peuvent-elles se placer ?

(Solution dans « le Monde des sciences et des techniques » daté 9 novembre.)

Solution du problème n° 250

Placez le petit carré à l'extrémité d'un côté du grand. Donnez deux coups de ciseaux dont la longueur est l'hypoténuse du triangle formé sur les côtés des carrés.

Si l'on considère qu'elles n'ont pas à dominer les cases qu'elles occupent elles-mêmes, combien doivent être ces dames et où peuvent-elles se placer ?

(Solution dans « le Monde des sciences et des techniques » daté 9 novembre.)

Solution du problème n° 250

Placez le petit carré à l'extrémité d'un côté du grand. Donnez deux coups de ciseaux dont la longueur est l'hypoténuse du triangle formé sur les côtés des carrés.

Si l'on considère qu'elles n'ont pas à dominer les cases qu'elles occupent elles-mêmes, combien doivent être ces dames et où peuvent-elles se placer ?

(Solution dans « le Monde des sciences et des techniques » daté 9 novembre.)

Solution du problème n° 250

Placez le petit carré à l'extrémité d'un côté du grand. Donnez deux coups de ciseaux dont la longueur est l'hypoténuse du triangle formé sur les côtés des carrés.

Si l'on considère qu'elles n'ont pas à dominer les cases qu'elles occupent elles-mêmes, combien doivent être ces dames et où peuvent-elles se placer ?

(Solution dans « le Monde des sciences et des techniques » daté 9 novembre.)

Solution du problème n° 250

Placez le petit carré à l'extrémité d'un côté du grand. Donnez deux coups de ciseaux dont la longueur est l'hypoténuse du triangle formé sur les côtés des carrés.

Si l'on considère qu'elles n'ont pas à dominer les cases qu'elles occupent elles-mêmes, combien doivent être ces dames et où peuvent-elles se placer ?

(Solution dans « le Monde des sciences et des techniques » daté 9 novembre.)

Solution du problème n° 250

Placez le petit carré à l'extrémité d'un côté du grand. Donnez deux coups de ciseaux dont la longueur est l'hypoténuse du triangle formé sur les côtés des carrés.

Si l'on considère qu'elles n'ont pas à dominer les cases qu'elles occupent elles-mêmes, combien doivent être ces dames et où peuvent-elles se placer ?

(Solution dans « le Monde des sciences et des techniques » daté 9 novembre.)

Solution du problème n° 250

Placez le petit carré à l'extrémité d'un côté du grand. Donnez deux coups de ciseaux dont la longueur est l'hypoténuse du triangle formé sur les côtés des carrés.

Si l'on considère qu'elles n'ont pas à dominer les cases qu'elles occupent elles-mêmes, combien doivent être ces dames et où peuvent-elles se placer ?

(Solution dans « le Monde des sciences et des techniques » daté 9 novembre.)

Un réchauffement de la Terre avant la fin du siècle

(Suite de la page 17.)

Ici, il pourra faire chaud ; là, le temps sera, éventuellement, humide ; ailleurs, les hivers pourront être froids et secs. La légère fluctuation climatique globale, qu'envisage l'équipe de l'I.P.G. pour 1990-1995, ne concerne absolument pas la variabilité naturelle régionale ou locale du temps, qui, pourtant, est la seule à être ressentie immédiatement et directement par l'homme.

Une « bouffée »

L'équipe de magnétisme de l'I.P.G. a proposé une explication qui relie les phénomènes de géophysique interne au phénomène climatique. Elle a même été la première à le faire : jusqu'à présent, on ne prenait en compte, pour tenter d'expliquer les fluctuations climatiques, que des facteurs extérieurs à la Terre (activité solaire et variations de paramètres astronomiques, en particulier).

Le changement de rythme de la variation séculaire du champ magnétique serait dû à une irrégularité, à une « bouffée », se produisant, pour des raisons inconnues, dans la circulation turbulente de la mince couche externe (100 à 200 kilomètres d'épaisseur) du noyau liquide de la Terre. Cette « bouffée », en 1890, comme en 1970, aurait eu pour effet de ralentir la circulation vers l'est de la couche externe du noyau. Celle de 1912-1913 aurait, au contraire, accéléré cette circulation.

Or la couche externe du noyau, est couplée au manteau (2) qui l'enveloppe par des forces électromagnétiques. Le manteau est beaucoup plus massif et il est environ mille fois moins bon conducteur de l'électricité que le noyau externe. Il est donc lent à réagir à ces forces électromagnétiques : une dizaine ou une quinzaine d'années s'écoulent

avant que la rotation du manteau vers l'est s'accroisse (ou se ralentisse) et que la rotation de la Terre se ralentisse (ou s'accroisse) elle aussi.

Notons que ce retard d'une dizaine d'années, observé entre l'accélération de la variation séculaire du champ magnétique (1970) et l'arrêt du ralentissement de la rotation de la Terre (1978-1983), a permis de calculer la conductivité électrique du manteau inférieur et d'apporter ainsi quelques informations sur la composition chimique et minéralogique de ce manteau inférieur.

L'accélération de la rotation de la Terre « solide » se transmet aux océans et à l'atmosphère, enveloppes fluides de la planète. Mais Terre solide et enveloppes fluides constituent un « tout ». Si la rotation de la Terre ralentit, celle des enveloppes fluides doit s'accroître, et inversement, pour conserver au « tout » un moment cinétique constant. Lorsque la rotation de l'atmosphère change, la circulation générale de la haute atmosphère est modifiée et les transferts thermiques le sont aussi. Ce qui peut entraîner un léger réchauffement ou un refroidissement minime global de la planète.

YVONNE REBEYROL

(2) Le manteau est la couche de la Terre qui est située entre la croûte (6 kilomètres sous les océans, 30 à 35 kilomètres sous les continents, d'épaisseur moyenne) et le noyau, qui commence à 2 900 kilomètres de profondeur. Le noyau externe (entre les profondeurs de 2 900 et 5 200 kilomètres) est liquide. Le noyau interne, au graine du centre de la Terre, a très probablement une composition très voisine de celle du noyau externe. Mais il est solide, sans doute à cause des pressions considérables (3,2 millions à 3,6 millions d'atmosphères) qui y règnent.

- cahiers de micropaléontologie - 1982 - 2 - 8^e colloque africain de micropaléontologie (4^e partie - Afrique orientale et équatoriale) ... 160 F
- cahiers de micropaléontologie - 1982 - 3 - 8^e colloque de micropaléontologie (5^e partie - notes diverses) ... 125 F
- cahiers de micropaléontologie - 1982 - 4 - les faunifères de la mer de Buda et la limite Eocène oligocène en Hongrie, par K. Sztrókos ... 98 F
- les encres noires au moyen âge (jusqu'à 1800), par M. Zerdoun Bat-Yahouda ... 240 F
- les faunes du paléolithique supérieur dans le sud-ouest de la France - n° 6 - par F. Delpech ... 170 F
- géodynamique des grands versants de l'Ankhu Khnia, Népal central, par J.-Ch. Thuret ... 150 F
- l'articulation du genou - analyse morpho-fonctionnelle chez les primates et les hominidés fossiles, par Ch. Thuret ... 150 F
- Orgon V - géochimie organique des sédiments marins d'Orgon à Mésadir ... 250 F
- Vede-mecum - pour le relevé méthodique de la végétation et du milieu - principes et transcription sur cartes perforées (réimpression) ... 50 F
- code pour le relevé méthodique de la végétation et du milieu - principes et transcription sur cartes perforées (réimpression) ... 110 F
- les étoiles, A. problèmes et perspectives (texte en anglais - résumé en français), dos collé ... 100 F
- relié ... 160 F

Editions du CNRS
15 quai Anatole France 75230 Paris
librairie, ventes, publicité
295, rue St-Jacques, 75005 Paris
Tél. 326.56.11

l'Arche

Le mensuel du judaïsme français

N° 318 - 319

numéro spécial

Dernière interview

de

RAYMOND ARON

En vente dans les librairies et au journal, 14, rue Georges-Sanger, 75017 Paris.
Ce numéro : 30 F.
Abonnement : 140 F/an.

COLLECTION

LIAISONS SCIENTIFIQUES

Dirigée par R. Omnès et H. Gô
COEDITION HACHETTE - EDITIONS DU C.N.R.S.

Son ambition est d'établir, sans l'aide du formalisme mathématique, des liens entre la science actuelle et les besoins de ceux qui voudraient mieux comprendre le monde qui les entoure et qui n'acceptent pas comme mystères impénétrables les technologies dont ils se servent usuellement.

Pour le développement de cette culture, le rôle des enseignants scientifiques est très important : les livres de la collection leur fourniront les informations qui leur permettront de dominer les cours des nouveaux programmes et de répondre à la curiosité de leurs élèves.

André Guichard, membre de l'Académie des Sciences.
La Structure de la Matière
Préface de A. Kastler.

Lucienne Gougouenheim
Méthodes de l'astrophysique
Préface de J.-C. Pecker.

Raymond Daudet, membre de l'Académie des Sciences.
Vision moléculaire du monde
Préface de P.-G. de Gennes.

NOUVEAUX TITRES A PARAÎTRE EN 1984

HACHETTE CLASSIQUES

Le Monde

régions

UN COLLOQUE SUR LA RÉFORME RÉGIONALE

Les poupées gigognes de l'administration

Metz. — Est-il vrai, comme l'a souligné M. Jean-Marie Rausch, président (U.D.F.) du conseil régional de Lorraine, maire de Metz, en ouvrant le colloque sur « la réforme régionale » (1), que « les lois de décentralisation ont une consonance magique qui les place à l'équivalent de ceux de liberté et de démocratie » ? La formule est un peu excessive : on n'a encore vu personne se faire tuer sur une barricade pour la région. Il est non moins évident que la décentralisation est devenue, depuis trois ans, une réalité après des années d'incantations ou de réformes mineures. Et, progressivement, les lois votées depuis 1982 commencent à produire leurs effets irréversibles — même si des difficultés subsistent — aux quatre étages de l'édifice administratif en forme de poupées gigognes, la commune, le département, la région et l'Etat, puisque les préfets d'autrefois ont été remplacés par les commissaires de la République et puis, que les ministères, d'année en année, transfèrent certaines de leurs compétences aux collectivités locales.

Personne n'a le pouvoir, désormais, de se mettre en marge de la décentralisation, et le maire de Metz a encore en raison d'ajouter que la question ne devait pas « aujourd'hui se résumer à un débat entre Jacobins et orléanistes », puisque l'essentiel est de parvenir à une meilleure efficacité économique et de favoriser l'innovation dans tous les domaines.

De notre envoyé spécial

M. René Dosière, maire (P.S.) de Laon, partisan du pragmatisme plutôt que des combats de doctrine, souhaite que les services de l'Etat dans la région soient améliorés (en quantité et qualité) et perdent un peu de leur rigidité. M. Charles Millon, député (U.D.F.) de l'Ain, attend avec impatience la loi sur les transferts de ressources et estime que « les contrats de plan s'élaborent actuellement dans la plus grande confusion ».

C'est vrai que l'exercice des contrats de plan est difficile, reconnaît M. Bernard Attali, délégué à l'aménagement du territoire, qui veut jouer un rôle de chef d'orchestre. « La planification décentralisée dérange bien des habitudes dans les administrations centrales... Nous sommes dans une période d'apprentissage de nouvelles relations après des siècles de rapports tutélaires. Un dialogue équilibré entre l'Etat et les régions ne peut se limiter à la production par chacun des deux partenaires d'un catalogue d'exigences unilatérales. Pour sa part, M. André Houlès, P.D.G. de FR 3, estime que « l'information et la communication sont les adjoints et les moteurs de la décentralisation plus encore que les lois ».

M. Robert Bouquin, préfet, directeur des journaux officiels, se réjouit que cette réforme fondamentale « se passe plutôt bien » puisqu'elle n'a pas provoqué de pagaille dans la vie

publique, et il plaide pour une concertation, une coopération et une complémentarité des actions, car « la somme des régions c'est l'Etat ».

Hémorragie préfectorale

L'Etat ? C'est lui et ses agents les plus symboliques, les préfets, qui risquent le plus de faire les frais de la régionalisation. Mais aucun commissaire de la République en exercice n'a donné son impression sur la question : on en aurait aimé savoir si le métier de sous-préfet puis de préfet suscitait encore en France quelque intérêt, maintenant que son prestige pâlit. La célèbre formule de Bonaparte lançant : « Je veux que de ce jour [où je crée les préfets] date le bonheur des Français » doit-elle être prononcée aujourd'hui sous la forme négative ? La question reste entière, deux ans seulement après la naissance des commissaires de la République qui occupent plus le devant de la scène mais se cantonnent derrière le décor. Et tout cas, le ministère de l'Intérieur éprouve toutes les peines du monde à pourvoir certains postes de sous-préfet, et il a dû, au début de l'été, fermer le robinet des procédures de détachements, grâce auxquelles des dizaines de préfets et de sous-préfets ont préféré opter pour les postes de « patrons » des services administratifs des départements et des régions. L'Etat ne pouvait, au risque d'entamer son crédit, accepter cette hémorragie.

On retiendra toutefois la communication très stimulante de M. Michel Denieul, préfet, directeur général des services de la Seine-et-Marne, cette analyse : « Ayant peu à distribuer, face à un département maître de ses moyens et capable d'initiative, le représentant de l'Etat voit son rôle se modifier. Là où son prédécesseur, le préfet, était au centre du dispositif départemental ou régional, truchement obligé des vœux ou des pouvoirs, le commissaire de la République semble se positionner dans une sphère d'action et d'influence qui est celle des événements exceptionnels, non de la vie quotidienne ».

Alors, l'Etat contre, à côté ou avec la région ou le département ? Les rapports entre les hommes peuvent connaître toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, observe encore M. Denieul. Cela va de la simple et courtoise réserve à l'hostilité délectée, en passant par les nuances subtiles de la condescendance et de l'envie.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Ce colloque, organisé sous l'égide de l'Institut français des sciences administratives que préside M. Bernard Chenot, ancien ministre, a eu lieu les 14 et 15 octobre à Metz.

Innovation

(De notre envoyé spécial.)

Metz. — L'innovation dans les régions, oui, mais quelle innovation ? Dans le secteur social (et même si les décisions prennent, ça et là, quelque liberté avec la légalité), plusieurs régions sont allées de l'avant, et, par exemple, la Franche-Comté. En matière de relations extérieures, la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur a une politique propre à activer depuis longtemps. Au chapitre financier et bancaire, Midi-Pyrénées, ou la Lorraine, ont lancé des initiatives. La Picardie a signé un accord avec le Courrier picard sur l'utilisation de la télématique. La Lorraine et la Bourgogne ont mis au point un statut pour leurs fonctionnaires en attendant que le projet de loi gouvernemental soit voté (il va être examiné par les sénateurs dans quelques jours).

Mais d'autres voies restent fermées par l'Etat à l'innovation et à l'initiative. L'enseignement. « On nous propose de financer des lycées, de gérer des crédits, d'améliorer des équipements, mais le moindre incursion dans le contenu pédagogique nous est interdite. Ce n'est pas parce qu'on pourra installer des micro-ordinateurs dans les établissements scolaires qu'on influencera en quoi que ce soit les choix dans ce secteur essentiel de la formation et de l'éducation. Mais il faudra bien qu'un jour les régions disposent d'une brève de pouvoir réglementaire », note M. Marcel Pochard, directeur général des services de la région Franche-Comté. Et Mme Michèle Sellier, recteur de l'académie de Reims, a eu, en réponse, cette formule sans appel : « On transfère à la région, outre la formation professionnelle continue et l'apprentissage, la marche normale du système éducatif, tandis que le recteur se voit réserver la politique d'innovation pédagogique ». F. Gr.

A BOURG-EN-BRESSE AVANT LE CONGRÈS DU P.S.

Le visage neuf de la France profonde

Bourg-en-Bresse. — Comment « exister » lorsque, au palmarès des héros nationaux, on ne peut produire que Jérôme Lalonde, grand astronome méconnu, et Edgar Quinet, dont on ne sait plus s'il fut poète, philosophe ou historien — il était surtout historien. Comment exister lorsque Mison, l'autre préfecture, vous toise du haut de son Lamartine et que, de l'autre côté, il y a Genève... Bourg-en-Bresse n'a pas eu plus de chance avec le vingtième siècle : Francis Ponge, directeur départemental du Progrès d'avant-guerre, n'y a résidé qu'à l'hôtel ; Roger Vailland a choisi la campagne proche pour écrire ; et Paul Nizan, professeur au lycée Lalande dans les années 30, a cruellement raillé la « mollesse » de cette ville alors livrée aux militaires et aux marchands de volaille.

Aujourd'hui encore, pour beaucoup, la capitale de la Bresse — où doit se tenir la week-end prochain le congrès du parti socialiste — reste une « non-ville », une agglomération que l'on traverse étourdiment pour rejoindre les champs de neige. Les jeunes le disent, c'est « un bon paumé », une ville « où l'on s'ennuie », où « tous les géraniens sont rentrés à 8 heures du soir ». « Même à Mison, ils ont quatre maisons de la culture, ici, il n'y en a qu'une, qui s'appelle la culture », affirme un lycéen. Quant à Orléa Frid, dix-huit ans, Marseillais venu à Bourg à l'âge de onze ans et actuellement chômeur, il confirme : « A part les cinémas, y'a pas d'ambiance. Alors on s'écarte à faire des conneries sur les voitures. On fait pour un téléphone aux gens ».

Chez les Burgiens d'adoption, qu'ils soient de Lyon ou d'ailleurs, c'est la même constatation : « C'est dur de s'accrocher à Bourg, explique un réparateur de téléphone installé depuis 1974. A Saint-Etienne, d'où je viens, les gens sont plus gais, et pourtant... » Un animateur, Burgien depuis neuf ans, constate chez ses nouveaux concitoyens une « inertie dingue à renouer » et résume : « La culture, à Bourg, c'est la fête de la saucisse à Lés et la fête du bouquet à Mazon ». Et ce n'est pas du mépris pour le patrimoine rural ; il est le premier à critiquer la tentative des trois comédiens du Théâtre populaire de l'Ain qui, depuis 1979, s'efforcent de « populariser » Elsa Triolet, Dario Fo et Pasolini, dans l'indifférence quasi générale.

Il faut l'admettre : Bourg-en-Bresse est encore une ville rurale. Comme son nom l'indique, c'est la « ville-de-la-Bresse », le chef-lieu d'un canton agricole auquel on a adjoint, par commodité administrative, d'autres régions tout aussi rurales (la Dombes, le Bugey, la Pays de Gex). Il suffit de voir la marche, même un mercredi « normal » (sans foire), pour s'en rendre compte. Sous les platanes du foirail, berts et cassettes se soulèvent pour saluer, se penchent pour examiner des œufs dans un panier ou un lapin dans sa cage. Des femmes passent le matin sur une chaise pour vendre quelques champignons, du fromage de chèvre et des légumes à l'unité, cependant qu'à d'autres vendent les volailles et le bétail. Les Burgiens, contrairement à leur tempérament (le pays des émotions calmes), s'entendent parfois pour soutenir leur équipe. D'une manière générale, le sport jouit d'une forte cote à Bourg, où l'on pratique avec ardeur les boules lyonnaises, la pétanque, la tennis, l'équitation et la natation — outre le football, bien entendu.

La capitale de la Bresse est aussi terre de gastronomie. Poulets de Bresse, grenouilles des Dombes, escargots du Jura, quenelles de Nantua, vins du Bugey ou du Beaujolais, Bourg se trouve au cœur de multiples traditions culinaires, à mi-chemin entre la Savoie, le Jura, la Bourgogne et le Lyonnais, où l'on sent ce que manger — et boire — veut dire. L'amateur n'a donc que l'embarras du choix. A Bourg même, l'Auberge bressane attend les gastronomes avec son poulet de Bresse à la crème et sa poularde au riz, juste en face de l'église de Brou, « joyau de l'art gothique flamboyant ». On peut aussi déjeuner excellentement — et légèrement — au restaurant Le Mail, près de la gare, ou au

De notre envoyé spécial

et d'ailleurs, comme à Ouzonnaz. Deux fois par semaine, et même trois dans certains quartiers, Bourg connaît ce bourdonnement du commerce qui rend la ville conviviale à tout étranger.

Des étrangers, à Bourg, il y en a moins que dans les autres villes de la région — à peine cinq mille pour une agglomération de cinquante-sept mille habitants. Des Marocains, surtout, des Portugais et quelques Turcs, regroupés dans des cités sans grâce comme la Croix blanche. Mais les H.L.M., pour la plupart, sont construites à la campagne, à deux pas du centre-ville. « Les immigrés, ici, ce sont les paysans bressans », explique M. Jean-François de La Serrette, jeune attaché de direction à la chambre de commerce, lui-même venu de Lyon. Il constate une grande différence avec Oyonnax et Bellegarde, où l'industrie a attiré une importante main-d'œuvre étrangère, notamment italienne.

« Ça élaque »

C'est que l'industrie est relativement récente à Bourg. Hormis la filerie créée en 1906 par la famille Chaudouet, qui emploie aujourd'hui quatre-vingt-cinq personnes (Chiers-Châtillon-Garcy ou C.G.C.), les Câbles de Lyon (deux cent soixante-dix salariés), une seule entreprise importante a été transférée à Bourg : Renault-Véhicules Industriels (mille cinq cents salariés), en 1964. Vingt ans après, on songe plus à licencier qu'à recruter. « Depuis quelques années, ça élaque », observe en faisant la moue M. Jean Molard, D.S. à R.V.I., prétre-ouvrier et militant C.G.T. Encore aujourd'hui, à Bourg-en-Bresse, il est plus sûr de travailler pour l'agriculture (laboureurs et coopératives) ou pour le secteur tertiaire. Ainsi, avec mille deux cents employés (pour mille deux cents malades), les deux hôpitaux du centre psychiatrique de l'Ain font du « C.P.A. », le second employeur de Bourg.

Rural par vocation, la capitale de la Bresse est aussi une ville bourgeoise où prospèrent médecins, avocats, notaires et fonctionnaires. « Rien n'a changé depuis Nizan, sauf bien sûr les bordels qui ont disparu avec les militaires », observe ironiquement M. Paul Maeson, un ingénieur-geomètre barbu qui, depuis 1971, dirige la Maison des sociétés — un centre de services mis à la disposition des quelque deux cents associations qui couvrent dans le département. De fait, la ville a conservé quelques belles propriétés qui témoignent de la richesse passée : les jardins de la préfecture, immenses, le parc de l'hôtel Terminus, devant la gare, et celui de la trésorerie générale, ancien hôtel particulier du XVIII^e, dont les séquoies géants font concurrence aux églises de la vieille ville. Quant à l'hôpital Sainte-Madelaine (18^e siècles) et au vesta que de l'école Saint-Joseph, situés aussi au cœur de la cité, ils ne représentent qu'une infime partie du patrimoine de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph. « Elles sont immensément riches », observe tranquillement M. Dominique Mugnier, notaire depuis trois générations à Bourg. Un

patrimoine évalué il y a quelques années à 70 millions de francs, rien que dans l'Ain, avec des « succursales » à Paris, en Suisse, en Belgique et aux Etats-Unis. Riches mais généreuses, ces sœurs ont pu donner — oui, donner ! — au centre psychiatrique de l'Ain leur ancien « asile d'aliénés », magnifique établissement installé dans un parc de 90 hectares, aux portes de la ville.

Hormis cette congrégation exceptionnelle, les gros propriétaires se sont fondus dans la cité, d'abord dans le quartier de Bel Air, autour de la basilique du Sacré-Cœur — moderne et assez laide — puis aux abords de la forêt domaniale de Seillon, qui vient lécher la ville au sud. Les fortunes burgiennes, aujourd'hui, ne sont plus foncières mais plutôt liées aux activités restées lucratives, à savoir les transports, l'immobilier et les travaux publics. Des noms comme Floriot, Barberot, Maillet et Duclos sont devenus familiers des Bressans : ils s'étaient sur tous les panneaux de chantier. D'autres, comme celui de Pierre Bernard (réparation automobiles, stations-service, entretien de camions), s'ils apparaissent peu, n'en sont pas moins lourds dans l'économie d'une ville où défilent quotidiennement trois mille « TIR » (transport intermunicipaux) et des milliers de véhicules en transit entre Rhône et Alpes.

T.G.V. et autoroute

« La richesse de la ville, c'est surtout sa qualité de vie », affirme M. Laurent Guigon, chargé d'information à la mairie. Beaucoup en conviennent, Burgiens de souche ou non. C'est en particulier l'avis de M. Pierre Ramboz, président des cafetiers et hôteliers de l'Ain et surtout propriétaire de la grande brasserie La Française, le rendez-vous du Tour-Bourg, avenue Alsace-Lorraine : « J'ai un appartement à Cannes où je ne vais presque jamais. Quand je ne vais pas mon clocher, j'ai suis perdu ». Au centre psychiatrique de l'Ain, on renchérit : « Quand on m'a proposé Bourg, j'ai souri », avoue M. Jean-Claude Collinet, directeur du C.P.A. depuis 1979. Ce Lyonnais installé, secrétaire général de la Fédération française de tennis, n'imaginait pas qu'il pourrait abandonner sa vie de notable pour aller à Bourg. « Chaque jour, je me félicite d'avoir sauté le pas. Avec la T.G.V., en effet, Bourg n'est plus qu'à deux heures de Paris (comme Lyon), l'autoroute F-42 relie bientôt Mison à Genève. Le niveau des lycées est bon, les courts de tennis nombreux, la montagne à deux pas et le camping partout.

Pour le maire, M. Louis Robin, ancien militaire, greffier, agent d'assurances et aujourd'hui député socialiste, la qualité de la vie à Bourg tient aussi à la « reconquête du centre-ville », que la municipalité précédente voulait percer avec des projets haussmanniens. On a donc sauvé les maisons Renaissance à colombage. Dix cinémas, un théâtre, trois piscines, quatre radios locales (Radio-2, Radio-Trois, Radio-Tonin et Chippie-Radio) et encore trois quotidiens (Le Progrès, le Dauphiné et le Courrier de l'Ain, aujourd'hui à l'agonie), les Burgiens n'ont pas à se plaindre. Excepté le brouillard, tenace en hiver, Bourg ne semble présenter que des avantages. Et, surtout, elle a réussi à ne pas se faire dévorer par Lyon, la métropole voisine (60 km). Bourg-en-Bresse « existe ». Ce n'est pas une mince performance.

ROGER CANS.

CORRESPONDANCE

Brive et ses morts

Après l'article intitulé « Brive et ses morts » (Le Monde du 5 octobre) M. Jean Charbonnel, maire de la ville, nous apporte les précisions suivantes :

1) Comme dans toutes les communes de France, il est parfois procédé à Brive à des reprises de concessions en état d'abandon dans les cimetières de la ville. A cette occasion, les ossements sont recueillis dans des assues tandis que les vieilles planches de ce qui reste des cercueils sont détruites pour des raisons évidentes de salubrité publique.

2) Aucune opération de cette nature n'a eu lieu à Brive sous aucune des municipalités qui se sont succédées depuis 1966.

3) Il n'est pas exclu que des restes de cercueils provenant d'autres communes de la région aient été jadis déposés dans le décharge municipale. C'est précisément pour éviter que les objets les plus divers n'y soient jetés que celle-ci est gardée depuis 1978. Aucun dépôt de planches de cercueils n'a été signalé depuis cette date.

R. C.

Rugby, poulardes et orgues

Bourg-en-Bresse, qui l'eût cru, est terre de rugby. L'Union sportive bressane ou U.S.B., que chacun appelle affectueusement « nos vieilles », est en effet une honorable équipe de rugby, classée en division nationale. Les Burgiens, contrairement à leur tempérament (le pays des émotions calmes), s'entendent parfois pour soutenir leur équipe. D'une manière générale, le sport jouit d'une forte cote à Bourg, où l'on pratique avec ardeur les boules lyonnaises, la pétanque, la tennis, l'équitation et la natation — outre le football, bien entendu.

La capitale de la Bresse est aussi terre de gastronomie. Poulets de Bresse, grenouilles des Dombes, escargots du Jura, quenelles de Nantua, vins du Bugey ou du Beaujolais, Bourg se trouve au cœur de multiples traditions culinaires, à mi-chemin entre la Savoie, le Jura, la Bourgogne et le Lyonnais, où l'on sent ce que manger — et boire — veut dire. L'amateur n'a donc que l'embarras du choix. A Bourg même, l'Auberge bressane attend les gastronomes avec son poulet de Bresse à la crème et sa poularde au riz, juste en face de l'église de Brou, « joyau de l'art gothique flamboyant ». On peut aussi déjeuner excellentement — et légèrement — au restaurant Le Mail, près de la gare, ou au

Bistroquet, dans la vieille ville, où le chef Bernard Bulland est revenu en 1981, après des années d'apprentissage à Lyon et une longue pratique en Lorraine. Enfin, ceux qui n'ont pas peur du régal de voir la marche, même un mercredi « normal » (sans foire), pour s'en rendre compte. Sous les platanes du foirail, berts et cassettes se soulèvent pour saluer, se penchent pour examiner des œufs dans un panier ou un lapin dans sa cage. Des femmes passent le matin sur une chaise pour vendre quelques champignons, du fromage de chèvre et des légumes à l'unité, cependant qu'à d'autres vendent les volailles et le bétail. Les Burgiens, contrairement à leur tempérament (le pays des émotions calmes), s'entendent parfois pour soutenir leur équipe. D'une manière générale, le sport jouit d'une forte cote à Bourg, où l'on pratique avec ardeur les boules lyonnaises, la pétanque, la tennis, l'équitation et la natation — outre le football, bien entendu.

octobre!
Plus vite ! Moins cher !!
en permanence 500 véhicules neufs en livraison immédiate !
promotion :
● 104 Z ● style ● Samba sympa
● Horizon ultra



Le bon prix — le bon service
NEUBAUER
M. GERARD 821.60.21

THÉÂTRE

UNE PIÈCE DE VIRGINIA WOOLF A NEW-YORK

Les écrivains s'amuse

Une pièce kitsch victorienne, de l'anglaise Virginia Woolf, jouée en français à Manhattan par une troupe d'amateurs célèbres. Tel est le cadeau insolite que la France vient de faire à New-York en réunissant au Théâtre de la N.Y.U. (New York University) la distribution la plus bizarre de la saison pour l'œuvre la plus inconnue de l'auteur des *Vagues*.

Les épousailles du Théâtre de l'Absurde et du Nouveau Roman, du surréalisme et des Éditions des Femmes, en quelque sorte, pour deux soirées, avec en vedettes (américaines) : Nathalie Sarraute, Eugène Ionesco, Rodica Ionesco, Alain Robbe-Grillet, Joyce Mansour, le critique dramatique Guy Dumur, l'écrivain Florence Delay, le sociologue Jean-Paul Aron, etc.

Une affiche telle que Broadway n'en aura jamais et qui servira peut-être de prétexte à une floraison de séminaires et de thèses pour étudier les voies de la fête en famille, du canular et des échanges culturels entre Bloomsbury et Beaubourg, en passant par Washington Square.

L'idée de ce spectacle était née à Paris l'an dernier pour célébrer le 18 janvier 1935, colloque Virginia Woolf à Beaubourg, alors que venait de paraître en français *Freshwater* (1), cette pièce découverte seulement en 1969 après la mort de Leonard Woolf. Virginia avait commencé à l'écrire dès 1923, elle l'avait reprise en 1934. Elle en parla dans son *Journal* et dans sa *Correspondance* et la fit représenter le 18 janvier 1935 devant quatre-vingt spectateurs pour le vingt et unième anniversaire de sa mère, Angelica Garnett. Elle-même était le souffleur.

« Une pièce écrite par des amis, pour des amis », comme l'expliquait Nigel Nicolson, un proche du groupe. « Ils ne savaient pas jouer mais ils jouèrent ; ils ne savaient pas danser mais ils dansèrent ; ils ne savaient pas chanter mais ils chantèrent », racontait-il.

Freshwater ou l'esprit amateur revendiqué. L'auteur y a réuni des personnes de sa famille, dans une série d'épisodes réels mais cocasses. C'est l'histoire de sa grand-tante Julia Cameron et de son mari, qui décidèrent, en 1875, de partir pour les Indes afin d'y attendre la mort. Charles a quatre-vingt-trois ans, Julia presque soixante, et ils s'embarquent avec leurs deux cercueils, dans lesquels sont emballés verres et porcelaines, avec une vache chargée de les ravitailler en lait frais pendant la traversée.

Ce petit théâtre absurdiste - joyeusement mis en scène, mis en bouche, par Simone Beaumais - ne pouvait que ravir les protagonistes. Orde de renouveau que celle d'Eugène Ionesco - la barbe de travers et le vers symboliste à la bouche, - transformé en lord Tennyson, poète officiel de la reine, avec le philosophe Charles Hay Cameron (Alain Robbe-Grillet), auquel il reproche de traquer effrontément le « fait concret », alors que le philosophe répète en regardant passer un beau marin : « Je vois un fait concret parmi les frambouises ». Du pur Robbe-Grillet ! « Les faits concrets nous emmènent », lui répond Ionesco-Tennyson, tandis que Nathalie Sarraute, biélatine et ironique dans le rôle du maître d'hôtel, commente gravement cette farce.

La pièce se termine lorsque Rodica Ionesco (la bonne) annonce : « Les cercueils de madame sont arrivés ». Il revient enfin à la reine Victoria - Jean-Paul Aron, presque shakespérien sur son destrier - de venir bénir cette fête de famille sobite et drôle - « Un moment de pure fantaisie française », écrit dans le critique du *New York Times*. Elle sera présentée une dernière fois à Paris, le 7 novembre au Théâtre du Rond-Point, au bénéfice d'Amnesty International.

NICOLE ZAND.

(1) *Freshwater*, de Virginia Woolf, traduit et préfacé par Elisabeth Janvier (Éditions des Femmes).

GALERIE SAGOT-LE GARREC

24, rue du Four, Paris 6 - 326-43-38

ASSADOUR

gravures, aquarelles

Jusqu'au 10 novembre

CENTRE CULTUREL CHAILLOT-GALLIERA

Mardi 25 oct., 15 h, 18 h 30 et 21 h - 28, av. George-V, métro George-V

AUTRICHE UN TRÉSOR DE L'EUROPE

Une ciné-conférence de CL. AUBIN et de L. BROUCHON
Innsbruck-Salzburg-Vienne-Grands Musiciens-Fêtes-Coutumes
Une FRESQUE SUPERBE : Histoire, Art, Nature, Musique, la Vie

VISAGES ET REALITES DU MONDE

THEATRE DE LA COMMUNE AUBERVILLIERS

EMILIE NE SERA PLUS JAMAIS CUEILLIE PAR L'ANEMONE

de Michel GARNEAU
Mise en scène de Gabriel GARRAN avec

EMMANUELE RIVA NELLY BORGEAUD

"Riva-Borgeaud, remarquables"
Amelle Helot, Le Quotidien.

"Elles sont si magiques"
Gilles Costaz, Le Matin.

"Le texte de Michel Garneau est superbe"
José Borthomeuf, Le Parisien.

833.16.16

«... COMME IL ÉTAIT A ESPÉRER OU A PRÉVOIR »

Nuit blanche d'Anvers

C'est une nuit bizarre, avec des moments « plus »... et des moments « moins », une nuit de huit heures, sans entracte. Voilà qui est indiqué d'entrée. On ne sait que cela, depuis le printemps dernier où ceux qui avaient admiré ce spectacle, mis en scène par Jan Fabre, à Amsterdam ou à New-York, ont décliné en France un bouche-à-oreille. Fabre est un Anversois de vingt-quatre ans, il a séjourné aux États-Unis, il s'exprime en flamand, ou, s'il le faut, en anglais. Il intitule lui-même son « show » : « C'est du théâtre comme il était à espérer ou à prévoir ».

« A prévoir », ne tombe d'accord : Fabre, moderne, offre durant quatre cent quatre-vingt minutes d'attente une pièce cousue de pièces, de morceaux ici cluchetés, là volés, de tableaux tantôt muets, tantôt polyglottes. Du religieux silence à la lorgnée furieuse, il pousse à l'extrême et surmultiplie le principe de la « performance multimédias ». Il joue jusqu'au paroxysme sa carte d'artiste qui a d'abord et sécessionnisme étudié les beaux-arts : quatre ans à Anvers, dans la ville de Christophe Plantin, où, très vite, il renoua avec les ficelles du Body Art, préférant les conceptions « historiques » de Marcel Duchamp et la philosophie totale d'un autre « ancien », Joseph Beuys. Le jeune homme a aussi beaucoup lu. En poésie, il a commencé dans le spectacle à disserter sur la parole, comme Breque à Dieppe, il était élaguiste pour se payer le superflu.

Du théâtre à prévoir ? Oui, dans la mesure où « il fallait s'y attendre » : on retrouve là quelques traces reconnaissables, objectives, des travaux de vétérans, aussi bien Bob Wilson que Grotowski ou Pina Bausch, ou encore et surtout Kantor, sans oublier Pinter. Cette nuit sera soumise à Anvers, dans la ville de Christophe Plantin, où, très vite, il renoua avec les ficelles du Body Art, préférant les conceptions « historiques » de Marcel Duchamp et la philosophie totale d'un autre « ancien », Joseph Beuys. Le jeune homme a aussi beaucoup lu. En poésie, il a commencé dans le spectacle à disserter sur la parole, comme Breque à Dieppe, il était élaguiste pour se payer le superflu.

Ce théâtre impressionne. Le verbe impressionner a affaire avec la photographie, l'imprimerie, le travail sur étoffe, avec ce qui laisse des marques claires et sombres, des signes, des couleurs identifiables ou non, avec le phénomène de persistance rétinienne.

Il se tient sur le plateau (1), quatre garçons, quatre filles, ou femmes, dont deux brunes qui se ressemblent et deux blondes différentes l'une de l'autre - mais toutes ont les cheveux coupés courts et coiffés style hérisé.

Quand ça commence, ils sont tous assis face à une large toile de fond blanche sur une rangée de chaises de jardin blanches, tournant le dos à l'auditoire, habillés de smoking trop vastes, noirs. Dans la lumière nue des lampadaires peints en blanc, l'une se dévêt. Puis un autre. Et d'autres changeront les luminaires de place. Il y en aura deux qui se feront des chaussettes, jusqu'à la douleur. On entendra une musique rappelant la scie électrique du menuisier.

(1) Mark Van Overmeir, Rena Vets, Danny Kems, Els Deconckeler, Erik Raeyns, Dominique Kratt, Pol Vervoort, Philippe Van Swedeft (leurs noms se sont pas indiqués dans le prospectus en français).

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS

11, rue Payenne 3^e - tél. 271.82.20

HOMMAGE A LA MAIN : ORFÈVRES-CREATEURS CONTEMPORAINS EN SUÈDE

TORSTEN RIDELL peintures

jusqu'au 6 novembre

Lundi-Vendredi 12 h-18 h, Samedi-Dim. 14 h-18 h

entrée libre

GISELE SAMI-ALL aquarelles

A LA GALERIE LIBRAIRIE L'ARBRE VOYAGEUR

35, r. Mouton-Duveroy - Paris 8 - Tél. 707-95-34

du 14 octobre au 14 novembre 1983

Lundi de 14 h à 19 h 30

Tous les jours sauf dimanche de 11 h à 20 h

Vernissage le vendredi 14 octobre de 18 h à 22 h

COCKTAIL

Soudain, une grande douleur flotte, et la plus belle des filles et le plus grand des garçons jouent le jeu de l'amour, qui ressemble à la bannière effleurée. Woody Allen veille, quelques lampadaires s'éteignent et la projection de l'image grise sur le drap blanc d'un type qui s'étrangle lui-même impose la distance. Plus tard, tous débarquent, aveuglés par des caches de sparadrap noir, tenant en laisse des colibris verts, jaunes et blancs.

Cache-cache sinistre. C'est très fou. Gazouillis de la frayeur. On s'endort exaspéré. On sort prendre un café. On revient, les huit sont toujours là à sucer des sachets de plastique transparents remplis d'une crème blanche suspendue à des crochets de boucherie. Ça va, on suit. Ensuite, il s'accroupit, torse nu, en rond, pour lécher le yaourt répandu en flaques sur le plateau - jusqu'à la disparition de la moindre trace jusqu'à l'épuisement, jusqu'aux larmes de celle qui n'en peut plus, prête à vomir, d'ingurgiter pousières et saletés du sol mêlées à l'horreur laiteuse.

Nuit bulgare ? Nuit blanche. Et des drôleries lancinantes, des courtes de tortues qui ont des bougies sur le dos (cf. Huyghe), des caricatures de vernissages mondains, la tendresse maximale, une toilette matinale, un marathon sur place. Des blagues de tragédie. A la fin, les huit tombent dans le sable, de leurs chaînes blanches, et se resseyent, et retombent un par un.

An sortit de là, tous souriaient, attachés parmi les spectateurs invités à un petit déjeuner somptueux, apporté par des serveurs en queue-de-pie, un petit déjeuner « à espérer et à prévoir » au Théâtre de la Bastille.

MATHILDE LA BARDONNIE.

* Festival d'automne. Théâtre de la Bastille, les 27, 28 et 29 octobre, à 21 heures. Sigma de Bordeaux, le 9 novembre, à 18 h 30, et le 10 à 17 heures.

NOTES

Théâtre

Pirandello rétro

Pirandello est connu pour traiter du jeu des apparences et des bizarreries de la personnalité. De ce point de vue, *Chacun sa vérité* est une pièce typique : on y voit une famille provinciale et pieuse se poser des questions à propos d'un mystérieux voisin (Robert Hirsch), de sa femme qui paraît séquestrée, d'une vieille dame (Suzanne Flon), la mère de sa première épouse, qu'il prétend morte. La vieille dame affirme que non.

Chacun, avec tendresse, accuse l'autre d'avoir l'esprit dérangé. Qui est fou, qui ne l'est pas, qui dit vrai, qui dit faux ? Disons-le tout de suite, on se le saura pas. Mais les suppositions et commentaires de la famille à propos de la sincérité et de la vérité pourraient bien former une parabole sur le comédien et son paradoxe, et un oncle sage (Guy Tréjean), porte-parole de Pirandello, philosophe en souriant sur la fragilité du témoignage des sens.

La vulgarisation des sciences humaines ayant progressé depuis le temps de Pirandello, le texte pèse aujourd'hui son poids de naïveté. Il penche tantôt vers les enquêtes du commissaire Maigret, tantôt vers Mélie Grigore. Il date, il est incroyablement bavard. Mais il propose aux comédiens plutôt que des personnages, des situations complexes, et des tirades qui leur permettent de s'épanouir. Dirigés par François Périer, Roger Hirsch fait

ARTS

LA MORT DE L'ÉDITEUR TÉRIADE

E.T. et les peintres

Tériade, l'éditeur d'art, est mort dimanche 23 octobre à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

On ne le connaissait que sous son nom de Tériade, et l'initiale E. d'un prénom oublié. Un nom lié à celui des peintres, ses amis, Matisse, Chagall, Braque, Picasso, Bonnard, Léger, Miró... Ce n'est pas le célèbre qui a jeté son prénom dans l'ombre. L'homme lui-même, jusqu'à l'exposition qui l'a consacré au Grand Palais il y a exactement dix ans (1), ne courait pas après la gloire. L'anonymat convenait à son tempérament de discret acceueleur de mûts et d'arrages.

Avec lui, le peintre entra à nouveau avec le même aplomb dans le monde du livre par une porte qu'il n'empruntait plus depuis longtemps. La feuille devenait son nouveau matériau. Ce fils de la Grèce, de lumière lui a bâti un accueillant Panthéon de papier qu'on aime parcourir pour humer sa poésie et recevoir un peu de l'idéal qui toujours en jaillit.

Né en 1897 dans l'ancienne Lesbos, l'île aux fermes, au milieu d'un paysage de figuiers et d'abricotiers, arbres dont il a décrit le feuillage avec la simplicité de ceux qui sentent profondément les choses, Tériade a rejoint à Paris son compatriote Christian Zervos, qui publiait en 1925 ses *Cahiers d'art*. Il passa sans à-coups du village grec au petit cercle de cafés d'artistes et de poètes et s'y fit des amis qui deviendront plus tard ses associés, en création d'art. C'est là notamment qu'il rencontra Maurice Raynal, avec lequel pendant quatre années, de 1928 à 1932, il rédigea la page artistique de l'«*Intelligence*». Il y recueillait les confidences d'artistes, dont les réflexions aiguës sur la perception de l'art.

Dès lors, la chance, allant avec un labour inflexible toujours en quête d'artistes et d'auteurs à marier, ne doit plus le quitter. Lorsqu'en 1933 Albert Skira crée la revue le *Minotaure*, dont le premier numéro porte

une flamboyante couverture de Picasso, Tériade en est le directeur artistique. Les conflits surréalistes conduits par Breton l'ont poussé à ordonner parallèlement la Bête noire, petite publication qui compte pourtant des signatures comme celle d'Artaud.

Mais de toutes ses entreprises c'est dans *Verve*, à l'origine financée par un commanditaire américain, que Tériade donne sa mesure. Il fait de cette revue une grande page de paysage, de couleurs splendides, dont Draper était le maître lithographe. On compte, de 1937 à 1960, vingt-six numéros.

Chaque publication était comme une apparition. D'un côté Matisse, Braque, Bonnard, Picasso, Mollot, Chagall, Roussin... de l'autre, Bachelard, Michaux, Métraux, Joyce, Elie Faure, Paulhan... Dans ses mises en page, Tériade traitait l'écriture selon ses qualités plastiques, allant ou opposant avec fraîcheur, avec bonheur, dessins de mots et dessins de couleurs. Tériade, qui sut aussi rapprocher les peintres des photographes, publia deux albums de Cartier-Bresson, avec des couvertures de Matisse et de Miró. C'est à son invitation que Matisse voulut dédicacer *Jazz* inventa ses «*papiers découpés*» où il sculptait la couleur avec ses ciseaux. Et c'est aussi à Tériade que revint le mérite d'avoir finalement publié les gravures de Chagall pour la Bible commandées par Volhard dans les années 1950 et les lumineuses séries de Daphnis et Chloé.

Après la libération, dans sa petite officine de la rue Farcy, Tériade réalisait les projets qui méritaient au soleil de Saint-Jean-Cap-Ferrat, dans le jardin de Matisse, sa villa ornée du monumental Arbre de céramique de Matisse et d'une sculpture de Laurens.

JACQUES MICHEL.

(1) Exposition organisée par Albert-Ruth Grimpes et Michel Anthoine.

Musique

Brillante et glacée

Les Amis de la musique de chambre ne se contentent pas, comme d'autres, d'inviter des ensembles célèbres. Inlassablement, en collaboration avec Franco-Culture, ils réclament de nouvelles formations pleines de talent qui enrichissent leur répertoire de leur personnalité propre.

Le trio Tchaikovsky, encore inconnu, ne devait pas le rester longtemps. Ses trois musiciens, qui ont à peine dépassé la trentaine, réunis à leur sortie du Conservatoire de Moscou il y a sept ans, se sont séparés pour gagner l'Occident à des dates différentes. Ils ont repris leur collaboration, non sans difficultés, le pianiste Konstantin Bogino et le violoniste Pavel Vernikov, travaillant en Yougoslavie ou en Italie et le violoncelliste Anatole Liberman à Paris. On ne le croirait pas tant leur harmonie de sonorités et de style est parfaite, dans ce climat chaleureux et cette douceur tendre qui font les grands ensembles. Le *Trio en sol* K 564 de Mozart, joué avec la dis-

crétion souriante que demande ce divertissement très détendu, le *Trio* de Ravel dans son mystère et sa magie ; et surtout le *Trio en mi mineur*, opus 67 de Chostakovitch, dans sa solennité désolée, où chacun semble cheminer seul vers son frère dans l'obscurité où les danses, pour secouer la nostalgie, s'extaspèrent inégalement. Seuls les musiciens russes peuvent donner de tels sentiments d'insolente détresse brûlante et glacée tout à la fois.

JACQUES LONCHAMPT.

* Les Amis de la musique de chambre, 16, rue Courbet, 75016 Paris. Tél. : 503-12-62. Prochains concerts : Quatuor d'Elm de Londres, le 5 novembre ; Quatuor Eder, de Budapest, le 26 novembre.

Galeries

Fantasia dans les tubes

On peut encore aller Galerie de France saluer Anthony Caro, un grand dans la lignée des grands ferrailleurs, de ceux qui déçoquent, torquent et soudent avec esprit, de Gonzalez et de David Smith, l'Américain approché de près à New-York au début des années 60.

C'est après son premier voyage aux États-Unis, en 1959, que le sculpteur anglais, ancien élève de Henry Moore, laisse la terre cuite, le plâtre, le bronze et le moulage de figures humaines ou animales en volumes bruts et pleins. Il se mit à assembler des tubes, des morceaux de poutrelle, à boulonner des plaques. La rupture fut nette, claire, rude. C'était dans l'air. Mais l'austérité chez lui fut tout de suite compensée par une polychromie assez industrielle que les matériaux utilisés - l'exposition montre un exemplaire de cette période, en parallèle avec des pièces récentes - et la rigueur, le sérieux de la déconstruction et du travail autour des structures primaires furent très vite corrigés par un grain de folie dans la mécanique, tout un jeu de passe-passe, de liaisons dangereuses, d'écartés et de digressions.

Une fantaisie propre et une absence de rhétorique ont permis au sculpteur de se renouveler continuellement, depuis, dans l'écheveau, le tour, le grand, le petit, le léger, la broyeuse, la machine inutile, le fautoir, le crapaud, le tracteur, la moissonneuse, le piano éventré ou, tout simplement, la calligraphie dans l'espace.

G. B.

* Galerie de France, 52, rue de la Verrerie.

السلامة

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES EXILES - Petit-Bon-Petit (256-70-80), 21 h.
LA NUIT DU 16 JANVIER - Tristan Bernard (522-08-40), 21 h.
MOI NAMUSE PAS MOI - Sartrouville, Théâtre (914-23-77), 21 h.
LES SECONDES SURPRISES DE L'AMOUR - Plaisance (320-00-60), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

OPERA (742-57-50), 19 h 30 : Mété.
COMEDIE-FRANCAISE (296-10-20), 20 h 30 : Les Estivants.
TEP (797-56-06), Châtea : Dernière sortie avant Roissy/Dautun.
PELIT TEP (797-56-06) : Théâtre, 20 h 30 : Clair d'usine.
THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), 20 h 30 : Orchestre Colonne, P. Amoyal (Bruch, Berlioz).
THEATRE DE LA VILLE (274-22-77), 18 h 30 et 20 h 30 : voir Jazz.
CARRE SILVIA-MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : Pico Theater.

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 : L'Amour en visites ; 18 h 30 : Comédien cherchent public pour mourir d'amour et plus si difficile.
ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : Coup de soleil.
ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Le Misanthrope.
ASTELLE-THÉÂTRE (238-35-53), 20 h 30 : Les Bonnes.
ATELIER (606-49-24), 21 h : Coccinelle.
ATHÉNÉE (742-67-27), 19 h : Le Pécican ; 18 h 30 : Credo.
BASTILLE (357-42-14), 19 h 30 : L'autre côté de la lune ; 18 h 30 : L'autre côté de la lune ; 18 h 30 : L'autre côté de la lune.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : Les Trois Femmes.
CALVOSO (227-25-95), 20 h 30 : Les deux fils de Pedro Nerd-de-bout.
CARTOUCHERIE (808-39-74), 20 h 30 : La Maison de Bernarda Alba ; 18 h 30 : La Maison de Bernarda Alba ; 18 h 30 : La Maison de Bernarda Alba.
CITE INTERNATIONALE (589-38-69), 20 h 30 : Domagala quelle soit une putain.
COMEDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Revient de l'épave.
COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 20 h 45 : Chacun sa vérité.
COMEDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : La Mente de la villeggiature.
DAUNOU (261-68-14), 21 h : La Chénide.
DECHANGIERS (334-00-02), 20 h 30 : L'écho de silence ; 22 h : Va ma Terre, quelle belle idée !
ELDORADO (208-23-50), 20 h 45 : Le Don Juan de la Cresse.
EDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : M. de Molière.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h : Louise-Emma.
ESPACE-GAITE (327-13-54), 20 h 15 : La Bonne Femme aux canailles ; 21 h 30 : Toutes à l'air.
ESPACE-MARAS (584-09-31), 20 h 30 : Transports Hétel.
FONTAINE (874-74-02), 20 h 15 : Vive les femmes !
GAITE-MONTMARTRE (322-16-18), 20 h 15 : Comment devenir une mère juive en dix leçons.
GALERIE-65 (326-43-51), 21 h : Public Eyes - A Private Ear.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : La Cantatrice chauve ; 20 h 30 : La Leçon - Abracadabrac ; 22 h 45 : Cabaret Dada.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.
LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h 30 : Caramazov ou le supplice de Pégan ; 20 h 30 : L'Entente ; 22 h 30 : Bobby Lapointe ; 18 h 30 : Fables de La Fontaine ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Vagues de Cocoon, Petite amie, 18 h 30 : La Putain Indéfinie ; 19 h 45 : Monarisme vère ; 22 h 15 : Baudelaire du mal.
LYCEE BUFFON (307-85-80), 20 h 30 : Shakespeare au lycée.
LYCEE TECHNIQUE, 233, bd Raspail (307-85-80), 20 h 30 : Les Attentes particulières.
MARAS (278-03-53), 20 h 30 : Le Roi se meurt.
MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74), 21 h : Les Sales Mœurs.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On élève un lit.
MICRODÈRE (742-95-22), 20 h 30 : La Vision voyageur.
MOGADOR (265-45-30), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.
MONTMARTRE (320-89-90), Marguerite et les autres ; Petite Salle, 21 h 15 : L'Astronome.
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : L'Entente.
OEUVRE (874-42-52), 20 h 30 : L'Entente.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : La Fille sur le balcon ; 18 h 30 : La Fille sur le balcon ; 18 h 30 : La Fille sur le balcon.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90) : Un homme nommé Jean.
POCHE-MONTMARTRE (548-92-97), 20 h 15 : La Dernière Bande ; 21 h 15 : Restaurant de nuit.
PORT-SAINTE-MARTIN (607-37-53), 21 h 15 : K2.
POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : Il S'agit Fagot.
RENAISSANCE (208-18-50), 21 h : Théâtre de Boulevard.
SAINT-GEORGES (674-74-37), 20 h 45 : Ma dernière amie.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 20 h 45 : Camé.
TAI TH D'ESSAI (278-10-79), 18 h 30 : L'École des jours ; 18 h 30 : L'École des jours ; 18 h 30 : L'École des jours.
THEATRE D'EDGAR (322-11-02) (D.), 20 h 15 : Les Babes caillots ; 23 h 15 : Nous, on fait du nous on fait de faire.
THEATRE A-BOURVIL (373-47-84), 21 h : Les Dames de la rue ; 22 h : Y'en a mar... en vous ?

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

281-26-20 +
 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 25 octobre

THEATRE DE DIX-HEURES (606-07-40), 18 h 30 : A la recherche de M. Proust ; 20 h 30 : L'Orchestre ; 22 h 30 : Le Propriétaire.
THEATRE NOIR (346-91-93), L., 20 h 30 : Soritibga.
THEATRE DE PARIS (280-09-30), 20 h 30 : Soritibga.
THEATRE DU ROND-POINT (256-70-80) : Les affaires sont les affaires.
THEATRE 14 (545-48-77), 20 h 30 : Goodbye paradis canna.
THEATRE 18 (226-47-47), 22 h : Brins de paille.
TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : La soirée n'est pas aussi chaude qu'avant ; 22 h : Le Bel Indifférent, L'Amour tous jours.
TRISTAN-BERNARD (522-08-40), 18 h 30 : Les Mots.
UNION (246-20-83), 20 h 30, jours pairs : Le Chant général ; jours impairs : La nuit est plus chaude qu'avant ; 22 h : Le Bel Indifférent, L'Amour tous jours.
VARIETES (233-09-92), 20 h 30 : L'Est-ouest.

La danse

CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h : U. Ramaswamy.
MUSEE GUMET (723-64-83), 20 h 30 : Compagnie nationale de danse de Corée.
THEATRE 18 (226-47-47), 20 h : Voyage mémorial.

Les cafés-théâtres

AU REC-FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tobi-Babou ; 22 h : Le Président.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-44) (D.), 18 h 30 : 15 : Arenh - MC2 ; 21 h 30 : Les Dames de la nuit ; 22 h 30 : Les Dames de la nuit ; 22 h 30 : Les Dames de la nuit.
CAFE DE LA GARE (278-52-51), 20 h 15 : Chant d'épandage ; 22 h 15 : L'Amour en visites ; 22 h 15 : L'Amour en visites ; 22 h 15 : L'Amour en visites.
CAFE PEDIGAR (322-11-02), 18 h 30 : 15 : Tobi-Babou ; 21 h 30 : 15 : Tobi-Babou ; 21 h 30 : 15 : Tobi-Babou.
LES LUCIOLES (326-51-64), 20 h : Roman-photo pour hommes en détresse.
LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Je veux être plongeur ; 22 h 15 : Attention belles-soeurs méchantes.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : Le Ticket.
RESTOSHOW (508-00-81), 20 h 30 : Hubert-Ferd ; 22 h : G. Debat.
SENTEUR DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 22 h : Vous descendez à la prochaine ?
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93), 20 h 30 : Un poney, c'est un poney ; 22 h : Les Bonnes.
LE TINTAMARRE (887-33-83), 20 h 15 : Phébus ; 21 h 30 : Apocalypse Na.
VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h 30 : P. Mireux ; 23 h : Chez Panique.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (704-34-24)
 19 h, Le général est mort à l'aube, de H. Teitelbaum.
 21 h, La Femme du sable, de H. Teitelbaum.

Reliche

LES EXCLUSIVITES
L'AMI DE VINCENT (Fr.) : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Montfermeil, 6 (633-79-38) ; Brétigny, 6 (222-57-97) ; Colisée, 8 (359-25-46) ; St-Lazare-Paquetier, 8 (387-35-43) ; Français, 9 (770-33-88) ; Nation, 12 (343-04-57) ; Minéral, 14 (579-52-43) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27).
PIANO * SALLE PLEYEL**
 Vendredi 4 novembre, 20 h 30
GULDA
 BACH-CHOPIN-MOZART-BEETHOVEN
 Loc. 563-88-73

MUSIQUE DE CHAMBRE DU XX^e SIECLE

une heure avec les solistes de l'éc
 M. Le Direr-Richard, C. A. Linale, violons ;
 J. Sauter, alto ; P. Strauch, violoncelle ; F. Stochl, contrebasse ;
 interprètent :
BARTOK, WEBERN, STRAUSS, RAVEL.
 Jeudi 27 octobre, 18 h 30
 IRCAM/espace de projection
 Renseignements : eic 260.94.27

Connaissance du monde

SALLE PLEYEL : jeudi 3 octobre (20 h 30), vend. 4 et mardi 8 (18 h 30 et 21 h), dim. 6 (14 h 30), jeudi 7 (18 h 30), merc. 9 (15 h)

LES DE REVE ET DE LUMIERE LES SEYCHELLES

Régit et Film de **JACQUES STEVENS** Paradis terrestre et sous-marin
 Navigations et pirates - Cœurs des mers du Sud -
 ALDABA, l'atoll aux 180 000 tortues géantes

MAIRIE DE PARIS
JAZZ
 4^e FESTIVAL DE PARIS
CONCERTS 18H30
 mardi 25 octobre
PAUL MOTIAN QUINTET
 mercredi 26 octobre
MARTIAL SOLAL / FRANCO D'ANDREA / JOHN TAYLOR
 jeudi 27 octobre
WORKSHOP DE LYON / GEORGE LEWIS
 vendredi 28 octobre
DELORS BARRETT CAMPBELL
 samedi 29 octobre
LARRY CORVELL / MICHAEL URBANIK / URSZULA BURZAK
THEATRE DE LA VILLE
 274.22.77

THEATRE NATIONAL DE L'OPERA DE PARIS
AVIS DE CONCOURS
RECRUTEMENT DE 5 ARTISTES MUSICIENS
 Vendredi 2 décembre à 9 h.
 Concours pour le recrutement d'un deuxième basson.
 Samedi 3 décembre à 9 h et 14 h 30.
 Concours pour le recrutement d'un artiste ténoriste suivi d'un concours intérieur pour désigner un 2^e ALTO SOLO.
 Mardi 6 décembre à 9 h et 14 h 30.
 Concours pour le recrutement de 3 violoncellistes ténoristes.
 Les épreuves auront lieu au **THEATRE NATIONAL DE L'OPERA**, 8, rue Scribe, 75009 PARIS.
 RENSEIGNEMENTS AUPRES DE MONSIEUR L'INTENDANT DE L'ORCHESTRE

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

QUATUOR VIA NOVA BEETHOVEN
 SALLE PLEYEL
 Jeudi 27 octobre 20 h 30
 Vendredi 28 octobre 20 h 30
 Samedi 29 octobre 20 h 30
 Dimanche 30 octobre 20 h 30
 Loc. 563-88-73

ORCHESTRE COLONNE TRIKOLIDIS AMOYAL

Sol. Pierre AMOYAL
 BRUCK, BRUCKNER
 Théâtre National de l'Opéra
 Salle FAVART
 Vendredi 28 octobre 20 h 30
 Samedi 29 octobre 20 h 30
 Dimanche 30 octobre 20 h 30
 Loc. 563-88-73

CONCERT MOZART

par les **SOLISTES DE L'OPERA**
 3 QUATUORS
CICCOLINI SCHUBERT - LISZT
 Théâtre des Champs-Élysées
 Mercredi 26 octobre 20 h 30
 Jeudi 27 octobre 20 h 30
 Vendredi 28 octobre 20 h 30
 Samedi 29 octobre 20 h 30
 Dimanche 30 octobre 20 h 30
 Loc. 563-88-73

CONCERTS LAMOREUX

Les Apres-Midi de PLEYEL
 Fondation Samson François
 Récital de piano
MURIEL CHERMIN LISZT
 Théâtre National de l'Opéra
 Salle FAVART
 Vendredi 28 octobre 20 h 30
 Samedi 29 octobre 20 h 30
 Dimanche 30 octobre 20 h 30
 Loc. 563-88-73

CONCERTS LAMOREUX

MUSIQUE EN FAMILLE
 Récital :
Jean TOPART
 Dr. Philippe GRINE
 HAYDN, POULENC, PROKOFIEV
 Salle GAVEAU
 Lundi 7 novembre 20 h 30
 Mardi 8 novembre 20 h 30
 Mercredi 9 novembre 20 h 30
 Jeudi 10 novembre 20 h 30
 Vendredi 11 novembre 20 h 30
 Samedi 12 novembre 20 h 30
 Dimanche 13 novembre 20 h 30
 Loc. 563-88-73

CONCERTS LAMOREUX

UNIQUE RÉCITAL
 Lundi 7 novembre 20 h 30
 Mardi 8 novembre 20 h 30
 Mercredi 9 novembre 20 h 30
 Jeudi 10 novembre 20 h 30
 Vendredi 11 novembre 20 h 30
 Samedi 12 novembre 20 h 30
 Dimanche 13 novembre 20 h 30
 Loc. 563-88-73

PHILIPPE ENTREMONT

J.S. BACH, BEETHOVEN, DEBUSSY - CHOPIN
 Loc. 563-88-73

MARIONNETTES DE SALZBOURG

Loc. par correspondance
 Loc. de concert N. Werner
 11, rue de Valenciennes (91) - 953-74-80
 Loc. 563-88-73

CONCERT EXCEPTIONNEL
 Jeudi 27 octobre, à 20 h 30
Rivka Golani-Erdosz
 altiste
 accompagnée au piano par **Valery Afanasov**
 Œuvres de RACH, BRAHMS, FAURÉ, HOLLAND
CENTRE CULTUREL CANADIEN
 5, rue de Valenciennes (75) - 551-36-73
 M^e Invalides - Entrée libre

CONCERTS

Radio France
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
 Théâtre des Champs-Élysées
 mercredi 26 octobre 20 h 30
 jeudi 27 octobre 20 h 30
 vendredi 28 octobre 20 h 30
 samedi 29 octobre 20 h 30
 dimanche 30 octobre 20 h 30
 Loc. 563-88-73

SAISON LYRIQUE

HAENDL : ALCINA
 C. Vaneau, B.M. Aruhn
 P. Payne, L. Finnie
 M. Lewis, J.H. Boasting
 Chœurs de Radio France
 MONTMARTRE PHARMACIE
 M. Friedemann LAYER

MUSIQUE DE CHAMBRE

SALLE GAVEAU
 mercredi 26 octobre 20 h 30
 jeudi 27 octobre 20 h 30
 vendredi 28 octobre 20 h 30
 samedi 29 octobre 20 h 30
 dimanche 30 octobre 20 h 30
 Loc. 563-88-73

PERSPECTIVES DU XX^e SIECLE

RADIO FRANCE
 Grand Auditorium
 samedi 26 novembre 15 h
 dimanche 27 novembre 15 h
 Loc. 563-88-73

NOUVEL ORCHESTRE PHARMACIE

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
 samedi 26 novembre 17 heures
 dimanche 27 novembre 17 heures
 Loc. 563-88-73

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO FRANCE
 Grand Auditorium
 samedi 26 novembre 15 h
 dimanche 27 novembre 15 h
 Loc. 563-88-73

ORCHESTRE COLONNE TRIKOLIDIS AMOYAL

Sol. Pierre AMOYAL
 BRUCK, BRUCKNER
 Théâtre National de l'Opéra
 Salle FAVART
 Vendredi 28 octobre 20 h 30
 Samedi 29 octobre 20 h 30
 Dimanche 30 octobre 20 h 30
 Loc. 563-88-73

CONCERT MOZART

par les **SOLISTES DE L'OPERA**
 3 QUATUORS
CICCOLINI SCHUBERT - LISZT
 Théâtre des Champs-Élysées
 Mercredi 26 octobre 20 h 30
 Jeudi 27 octobre 20 h 30
 Vendredi 28 octobre 20 h 30
 Samedi 29 octobre 20 h 30
 Dimanche 30 octobre 20 h 30
 Loc. 563-88-73

CONCERTS LAMOREUX

Les Apres-Midi de PLEYEL
 Fondation Samson François
 Récital de piano
MURIEL CHERMIN LISZT
 Théâtre National de l'Opéra
 Salle FAVART
 Vendredi 28 octobre 20 h 30
 Samedi 29 octobre 20 h 30
 Dimanche 30 octobre 20 h 30
 Loc. 563-88-73

CONCERTS LAMOREUX

MUSIQUE EN FAMILLE
 Récital :
Jean TOPART
 Dr. Philippe GRINE
 HAYDN, POULENC, PROKOFIEV
 Salle GAVEAU
 Lundi 7 novembre 20 h 30
 Mardi 8 novembre 20 h 30
 Mercredi 9 novembre 20 h 30
 Jeudi 10 novembre 20 h 30
 Vendredi 11 novembre 20 h 30
 Samedi 12 novembre 20 h 30
 Dimanche 13 novembre 20 h 30
 Loc. 563-88-73

CONCERTS LAMOREUX

UNIQUE RÉCITAL
 Lundi 7 novembre 20 h 30
 Mardi 8 novembre 20 h 30
 Mercredi 9 novembre 20 h 30
 Jeudi 10 novembre 20 h 30
 Vendredi 11 novembre 20 h 30
 Samedi 12 novembre 20 h 30
 Dimanche 13 novembre 20 h 30
 Loc. 563-88-73

PHILIPPE ENTREMONT

J.S. BACH, BEETHOVEN, DEBUSSY - CHOPIN
 Loc. 563-88-73

MARIONNETTES DE SALZBOURG

Loc. par correspondance
 Loc. de concert N. Werner
 11, rue de Valenciennes (91) - 953-74-80
 Loc. 563-88-73

THEATRE DE L'ESCALIER D'OR
LOUISE/EMMA
 RENCONTRE FICTION
 Une pièce d'Anne ROCHÉ
 - Travail très habile, terriblement contemporain, fort bien joué par E. Istria et P. Chatoir - (France Culture) - E. Istria est bouleversante dans le rôle de Louise Michel / - (Libération) - E. Istria et P. Chatoir donnent corps et chair aux deux personnages, avec la jubilation d'une complémentarité complice - (la Quinzaine littéraire).

DERNIÈRE SAMEDI 29 OCTOBRE

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES

CAMI

"pièces à lire sous la douche" de Pierre CAMI
 "hypercomique" - FRANÇOIS CHALAS - FRANCE-SOIR
 "génie comique" - G. COSTAZ - LE MATIN DE PARIS
 "extravagant" - G. COSTAZ - LE QUOTIDIEN DE PARIS
 "journaliste d'espion" - NICOLE BLOCH - PARISCOPE
 "un humoriste rare et un poète" - PIERRE MARCOTTE - LE FIGARO
 "le public se tord" - J. NERSON - LE FIGARO MAGAZINE
 Loc. Studio agences et par (tél) 723 3510

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim
SALLE PLEYEL - 20H30
 JEUDI 3 NOVEMBRE
LUCIANO BERIO, direction
BRUNO CANINO, piano
ANTONIO BALLISTA, piano
 BERIO - GARNETTUMADRID
 FRESCHALBA/BERIO
 Location : SALLE PLEYEL/563.87.96

KAGEL

LA TRADITION ORALE
 UNE EPOQUE MUSICALE SUR LE DIABLE, (1983)
THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT
SALLE GEMER
 DU 27 OCT. AU 13 NOV.
 Coproduction : Théâtre National de Chailiot / Nouveau Théâtre de Nice / Aem. Bagnollet / Radio France-Programme Musical de France Culture et Aether de Création Radiophonique / avec la collaboration de l'Ensemble Musique Vivante
 LOCATION THEATRE 727.81.15 ET FNAC 549.05.28

LA PLUS BELLE CARMEN EST CHINOISE

«... C'est la fraîcheur de cette Carmen qui nous touche. Il aura fallu aller jusqu'en Chine pour que l'ouvrage le plus rabâché du répertoire retrouve son naturel et sa spontanéité.»
 François Lafon
 Le Monde de la Musique, mars 1983

Un coffret de 3 disques STIL n° 0101 S 82

en vente chez votre disquaire et aux éditions STIL
 5, rue de Charonne, 75011 Paris, téléphone : (1) 806.28.19

COMMUNICATION

LE PREMIER RAPPORT ANNUEL DE LA HAUTE AUTORITÉ

Des points de divergence avec le gouvernement

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle vient de remettre au président de la République et aux présidents des chambres son premier rapport annuel. Un bilan riche et diversifié pour cette jeune institution, qui a su s'insérer avec brio dans le nouveau système de l'audiovisuel français (le Monde du 25 juin). Sa réussite a conduit M. Jean Chazel,

sénateur de l'Allier (opposition), à déposer une proposition de loi visant à étendre ses pouvoirs, notamment pour le contrôle de la gestion des sociétés de service public. « La Haute Autorité a la volonté d'exister et de continuer d'exister », a notamment déclaré M^{me} Michèle Cotta, sa présidente, au cours d'une conférence de presse réunie lundi 24 octobre.

L'un des tout premiers rôles de la Haute Autorité est de mettre à l'abri les chaînes de radiotélévision, et en premier lieu leurs journalistes, des pressions permanentes des divers pouvoirs. Elle a eu déjà maintes occasions de le jouer et de faire respecter « l'indépendance, l'honnêteté et le pluralisme de l'information ».

Si la nouvelle institution se défend de s'immiscer dans la déontologie et la conscience professionnelle des journalistes (cette compétence lui échappe), elle doit porter attention au « produit fini ». Aussi s'est-elle efforcée de définir dans son premier rapport les règles du jeu. D'abord « respecter les faits » et ne s'appuyer que sur des sources fiables. « La mention d'une source et de son degré de crédibilité constitue le premier pas vers l'honnêteté et le pluralisme souhaités », ensuite permettre « le débat contradictoire », chaque professionnel étant habilité à donner pour un événement « les éléments qui permettent de l'apprécier en son contexte, ses causes et sa portée » ; enfin « respecter les publics », la diversité (étant) une des richesses essentielles de notre société.

Celle-ci est aussi caractérisée par une bipolarisation gauche-droite, facteur de tensions politiques. Veiller à l'équilibre fait partie des missions de la Haute Autorité, qui se montre en permanence attentive aux « dérapages ». La règle couramment admise en la matière — un tiers des interventions pour le gouvernement,

un tiers pour la majorité, un tiers pour l'opposition — est difficile à faire respecter. Au cours de l'été, le déséquilibre se serait accentué en faveur des interventions gouvernementales (62 %), au détriment des représentations politiques (majorité 20 %, opposition 18 %).

Câbles : la tête froide

C'est tout le reste l'un des points de désaccord entre les « neuf sages » et le gouvernement à propos du « droit de réplique ». La haute instance préconise, pour les messages gouvernementaux qui touchent à des sujets de politique générale, que soit donnée la possibilité d'ouvrir « un débat rééquilibré » d'un nombre égal de représentants des formations politiques appartenant à la majorité et de celles appartenant à l'opposition. Le premier ministre refuse sur ce point toute compétence à la Haute Autorité ; celle-ci estime en retour qu'une telle interprétation de la loi « viendrait à lui confier une mise en œuvre aveugle de l'exercice du droit de réplique ».

Autre point de désaccord, les crédits affectés aux chaînes du service public. La Haute Autorité souligne « le manque de compréhension du pouvoir politique à l'égard du monde de l'audiovisuel » ; sans nier la nécessaire rigueur, elle redoute que la stagnation des budgets ne porte atteinte à la création et à la décentralisation, alors que la mise en œuvre de la loi conduit à gonfler

les structures non productives. « On peut craindre qu'une évolution perverse des sociétés de programme, les mette dans la situation de ne pouvoir faire face qu'à leurs frais fixes », a commenté M. Paul Guimard. Aussi la Haute Autorité demande-t-elle un « plan pluri-annuel » pour la gestion du service public audiovisuel.

Gouvernement et Haute Autorité s'opposent encore sur la compétence de cette dernière en matière de réseaux éblouis, dans le décret d'application n'est pas encore publié. Le gouvernement estime que l'autorisation des sages doit aller seulement aux programmes produits localement et diffusés sur l'un des canaux d'un réseau : la Haute Autorité, au contraire, estime que « la notion de service local doit s'entendre comme l'ensemble des programmes de radio et de télévision distribués sur un réseau déterminé et que son autorisation doit porter sur cet ensemble ». « Dès lors qu'une autorité indépendante veille à l'équilibre et au pluralisme, il serait paradoxal que ce rôle soit réduit au minimum », a notamment déclaré M. Gabriel de Broglie.

A cette interrogation sur la compétence s'ajoute des inquiétudes sur les futurs programmes d'une opération « très onéreuse et très périlleuse », a estimé M. Marc Paillet. « Il faut veiller aux contenus, éviter la diffusion de séries étrangères, ne pas se laisser aller au verbatim technique et garder la tête froide ».

LES PREMIERS PAS DU TÉLÉTEXTE GRAND PUBLIC

L'écran derrière l'écran

A partir du 1^{er} novembre, le télétexte ANTOPE va être mis au service du grand public. En liaison avec Antenne 2, Télédiffusion de France (T.D.F.), propose deux programmes : un magazine d'information actualisé quotidiennement et le sous-titrage de certaines soirées pour les sourds et les malentendants. Ces programmes ne seront accessibles qu'aux téléviseurs équipés d'un décodeur.

Station Miromesnil, 17 heures : la technologie de pointe se vend dans le métro à côté des marchands ambulants et des joueurs de guitare. Mais le gros de la foule passe devant les écrans d'ANTOPE sans s'arrêter. Les pages d'information apparemment déjà à l'univers banalisé de la télévision, entre la mire et le début

des programmes. Un bonhomme, la quarantaine, stationne depuis une heure devant les téléviseurs. Indifférent à la foule, il feuilletait avec un plaisir évident les différents magazines en appuyant sur les boutons du petit décodeur. Il partait, ravi, en serrant la documentation sous son bras : il est sourd et muet.

La scène illustre parfaitement les difficultés d'ANTOPE. La diffusion expérimentale, depuis octobre 1979, de pages magazines sur Antenne 2 (entre 10 h 30 et 12 heures) a donné au public une fausse idée du télétexte en gommant son interactivité. Faute de décodeurs, les services les plus intéressants (renseignements S.N.C.F., sous-titrage, etc.) ne sont pas disponibles. En l'absence de marché, les éditeurs de programmes hésitent. Les industriels, eux, attendent l'offre de programmes pour produire les décodeurs.

Pour sortir du cercle vicieux, Antenne 2 et T.D.F. ont pris le risque : offrir des services gratuits mais codés, même s'ils n'existent pour le moment que quelques milliers de décodeurs disponibles. « Après tout, remarque un ingénieur de T.D.F., il n'y avait que mille récepteurs couleur en France quand nous avons démarré la télévision couleur en 1967. » Dès le premier novembre prochain, ANTOPE redeviendra ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : un écran derrière l'écran, accessible à tout moment par simple pression d'un bouton et qui offre un service original ou complémentaire des programmes de télévision.

Premier service : un magazine d'information d'une centaine de pages, diffusé en permanence de 10 h 30 à 23 heures. L'utilisateur pourra feuilleter les rubriques d'actualité (France, monde, sports) remises à jour à tout moment, ou parcourir les rubriques de services (consommation, femmes au quotidien, circuits touristiques, actualités pratiques, Inter-services de France-inter). La télévision se délivre ainsi des contraintes horaires de sa grille de programmes et acquiert plus de souplesse encore que la radio. Le spectateur des programmes d'Antenne 2 sera prévenu par affichage en bas de son écran de l'arrivée d'une information importante sur le télétexte.

Deuxième service : le sous-titrage de certaines émissions pour les sourds et les malentendants. Ils sont trois millions huit cent mille en France soit 7 % de la population. Pour eux, la télévision va enfin prendre un sens. L'effort d'Antenne 2 dans ce domaine sera progressif. D'abord la soirée du vendredi, puis celle du mercredi et du mardi. Les sous-titres ne concerneront que les émissions enregistrées (fiction, documentaires). Le sous-titrage du direct pose encore des problèmes techniques difficilement surmontables. Mais les textes seront adaptés sémiotiquement aux sourds et à la nature du spectacle. Ils pourront ainsi figurer près de la bouche des

personnages ou reprendre des bruits de la bande son. A plus longue échéance, Antenne 2 prépare des sous-titrages multi-lignes pour les émissions du satellite de télévision directe.

Reste le problème des décodeurs, sans lesquels tous ces services ne seront pas disponibles. M. François Schoeller, président-directeur général de T.D.F., n'a pas voulu donner de précisions sur les prix et les délais de livraison. On sait qu'actuellement un décodeur ANTOPE vaut un peu moins de 2000 F, mais ce prix pourrait baisser si les appareils sont produits en grande série et intégrés dans les récepteurs de télévision. Grindig est sur le point de lancer un nouveau téléviseur avec décodeur intégré sans surcoût pour le consommateur, à titre de promotion. Thomson, Océania, et la Radiotechnique étudient leurs propres solutions.

Une ultime table ronde entre constructeurs, associations de consommateurs et T.D.F. doit avoir lieu le 4 novembre prochain pour les détails définitifs de la commercialisation. En attendant, T.D.F. s'apprête exceptionnellement à aider la commercialisation des décodeurs existants auprès des foyers de sourds et de malentendants. J.-F.L.

« France-Soir » à Lyon. — France-Soir est paru, lundi 24 octobre, à Lyon, avec un supplément de six pages d'informations et de petites annonces tirées de Lyon-Matin. L'édition locale du Dauphiné libéré, quotidien grenoblois dans lequel la Socpresse de M. Robert Hersant est partie prenante. Les journalistes de Lyon-Matin, dans un communiqué publié lundi soir, « émettent des réserves quant à la nécessité économique de ce collage et constatent qu'il leur a été imposé ». Les journalistes du quotidien lyonnais demandent, en conséquence, « qu'aucune signature n'apparaisse dans le supplément encarté dans France-Soir, aussi bien en ce qui concerne les textes que les photographies ».

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 25 OCTOBRE

— M^{me} Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité, est l'invitée du poste parisien, à 18 h 45 (sur 101 MHz, Paris).

— M. Georges Sarre, député P.S. de Paris, participe au journal de 19 heures, sur Europe 1.

— M. Jean Poporen, secrétaire national du parti socialiste, répond aux questions des auditeurs dans l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

— M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, est l'invité de l'émission « Europe Plus », sur Europe 1, à 19 h 30.

MERCREDI 26 OCTOBRE

— M. Michel Jobert, ancien ministre du commerce extérieur, est reçu au journal de 12 heures, sur C.V.S., 91,3 MHz, Versailles.

SPORTS

FOOTBALL

La patte du « Sphinx » sur l'Olympique lyonnais

Après sa victoire sur Limoges par 2 à 0 le 21 octobre, l'Olympique lyonnais (O.L.) a pris le commandement du groupe A du championnat de France de football de deuxième division. Le succès à domicile des Lyonnais sur une formation du haut du classement est indiscutable, même s'il fut long à se dessiner. Joël Fréchet a ouvert le score sur penalty à la cinquante-cinquième minute et l'attaquant Philippe N'Diolo a concrétisé une bonne action collective à dix minutes de la fin du match.

Lyon. — Je commence à ressentir ici certaines des sensations éprouvées il y a dix ans à Saint-Etienne, au début de ma carrière d'entraîneur. C'est la formule-clé de Robert Herbin. Il est arrivé à Lyon — après les remous sportifs que l'on sait, à Saint-Etienne — à la fin de la saison dernière. Trop tard pour éviter le naufrage sportif d'une équipe « obéissante et sans moral ». A l'intersaison, économies obligent, le club s'est séparé de joueurs à gros contrat : Albert Eman, Jean-François Domergue et Serge Chiesa, partis respectivement à Toulon, Toulouse et Orléans. Ce dernier départ est significatif. Le petit — par la taille — et quasi inamovible capitaine de l'équipe, quelle que soit la qualité des « services rendus » comme joueur, n'avait jamais réussi à être un grand meneur d'hommes. Le brassard de capitaine est aujourd'hui porté par le libéro André Ferri, un des rares anciens rescapés avec le stoppeur Henri Zambelli, le milieu de terrain René Bocchi — toujours très vaillant — et l'avant-centre yougoslave Sima Nikolic.

Une forte tête celui-là qui, il y a un mois, est venu dire « tout de go » à Robert Herbin qu'il était « un mauvais entraîneur » ! Circonstance aggravante : il avait convoqué la presse pour tenter de faire partager sa mauvaise humeur. La sanction ne s'est pas fait attendre : Nikolic a été retiré de l'équipe et interdit d'entraînement jusqu'à l'envoi d'une lettre d'excuses publique. Pendant son absence, l'équipe a continué à gagner. L'attaquant yougoslave a donc appris à ses dépens qu'aucun joueur ne bénéficierait d'un « traitement de faveur ». La rigueur, selon Robert Herbin, étant de tout faire pour conserver un « esprit de groupe ». « Mais je suis contre les coups de gueule. J'essaie surtout de modifier l'ensemble du groupe tout en misant sur l'orgueil de chacun. Je les ai avertis qu'ils seraient tous logés à la même enseigne, à l'entraînement comme pendant les matches ».

Ces notions simples ont été rapidement assimilées. Après un début de championnat incertain (matchs nuls concédés à domicile contre Nice et Albi), l'équipe s'est stabilisée. D'abord en concédant très peu de buts. Puis la seule défaite concédée à Sète devait provoquer un « défile ». L'A.S. Canis en a fait les frais en quittant le stade de Gerland sur le score sans appel de 6 à 1. Robert Herbin, qui a toujours professé qu'une équipe était un « ensemble », insiste beaucoup sur la qualité des jeunes joueurs de son équipe, eux-mêmes témoins de la richesse du recrutement régional. Il aime pas donner un avis sur telle ou telle individualité. Mais il saute aux yeux que trois jeunes éléments dominent le lot : les milieux de terrain Laurent Fournier, capitaine de l'équipe de France juniors, et Joël Fréchet, l'attaquant Eric Spadily. « Ils sont en train de se libérer. Ils communiquent beaucoup entre eux. L'autre jour, poursuit Herbin, je leur ai parlé de Coupe d'Europe. Ils ont eu l'air intéressés ».

Il convient, bien sûr, de ne pas briller les étapes. Bien des matches à l'arraché sont à prévoir dans une poule de deuxième division où les bonnes places sont très chères. A commencer par un fameux O.L.-O.M. qui va faire exploser le stade-vélodrome de Marseille samedi prochain.

Herbin le perfectionniste attend des améliorations à son « outil de travail ». Un terrain d'entraînement « correct » avec des vestiaires, plus un terrain couvert, en gazon synthétique. « Si la ville et le club veulent se donner les moyens de réussir, il faudra venir sans trop tarder », affirme-t-il. Il mesure pourtant avec satisfaction le chemin parcouru. Tant au point de vue des rapports avec la municipalité, qui paraît soucieuse de dépasser le stade des interventions au coup par coup, qu'au point de vue des structures du club : « C'est parfait pour l'encadrement des équipes inférieures, notamment avec José Brissart. Le recrutement

Maints de cinq mois après sa descente en deuxième division, l'O.L. a retrouvé, coup sur coup, l'équilibre financier grâce à une subvention municipale exceptionnelle de 5 millions de francs, la confiance du public et des résultats sportifs probants : une seule défaite concédée à l'extérieur pour seize matches disputés. Il est difficile de ne pas mettre en exergue le rôle de l'entraîneur Robert Herbin.

De notre correspondant

des jeunes marche très bien. Il restera donc dès que le club aura les moyens financiers de nous attacher un recruteur-superviseur ». Quant au président, M. Charles Mighirian, il est « discret et efficace ». C'est incroyable, confie l'entraîneur de l'O.L., il m'a demandé s'il pouvait venir encourager les joueurs dans les vestiaires !

Légère ombre au tableau : le public. Certes, les dirigeants sont en avance par rapport aux prévisions des supporters par match avec une moyenne qui atteint aujourd'hui les dix mille. Mais Gerland ne cristallise pas encore toutes les passions

sportives de la deuxième agglomération française. « L'équipe a fait le premier pas. Maintenant c'est au public de venir vers nous. Les gens doivent comprendre que quelque chose a changé », indique Robert Herbin. Conclusion de l'entraîneur le plus titré de France : « Ici, on a tout à bâtir. C'est fantastique ! » Il restera plus d'un an à Lyon, durée théorique de son contrat. Ce n'est pas encore une certitude, mais l'intime conviction de tous ceux qui voient, match après match, se construire une équipe. Après le « vert », le « rouge » est mis à l'Olympique lyonnais.

CLAUDE RÉGENT.

Changez vos vieilles fenêtres pour des fenêtres en P.V.C.

- s'adaptent à tous les styles
- se posent en 1 journée
- n'exigent aucun entretien
- n'ont besoin d'aucune peinture
- isolent parfaitement contre le froid et le bruit

CREDIT GRATUIT 9 MOIS

Renseignements et Devis

Ile-de-France ☎ 468.18.10

Lyon ☎ (7) 835.29.96

USINE ET SIEGE SOCIAL Paris Rénov Z.I. de LOUVRES 95 380

JEUNES CADRES JEUNES DIPLÔMÉS

Ingénieurs, juristes, économistes, scientifiques, littéraires, sciences po, médecins, pharmaciens...

si vous souhaitez valoriser votre diplôme ou votre expérience professionnelle par une formation au management des entreprises pour réussir une carrière intéressante, l'ISA doit vous concerner.

• Date limite de dépôt des candidatures pour la première session d'admission en vue de la rentrée de septembre 1984 : lundi 5 décembre 1983.

• Réunions d'information avec le Directeur de l'Institut et d'anciens "ISA" :

PARIS : mardi 25 oct. 18 h. 30 - Maison de l'Amérique Latine 217, Boulevard St Germain 75 - Métro Bae

STRASBOURG : mardi 25 oct. 18 h. 30 - Holiday Inn 21, pl. de Bordeaux

LILLE : jeudi 27 oct. 18 h. 30 - Hôtel Royal Concord 2, bd Carnot

LYON : mardi 8 nov. 18 h. 30 - Sofitel 20, quai Gallien

NANCY : mardi 8 nov. 18 h. 30 - Franel 11, rue Raymond Poincaré

isa INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES 78350 JOUR EN JOURS - TEL. (3) 956 80 00 POSTE 476 OU (3) 956 24 26 (LIGNE SPÉCIALE RENSEIGNEMENTS) CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (HEC-ISA-CEC) CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Pour recevoir, sans engagement, une documentation retourner-nous ce coupon-réponse à l'adresse ci-dessus.

Nom _____

Rue _____ N° _____

Code postal _____ Ville _____

Diplôme _____

Expérience professionnelle _____

(1) Secrétaire de la Fédération : M. Denis Perier-Duville (vice-président), 10, rue Joseph-Liouvillier, 75015 Paris.

3465
- 206
2765

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Du léopard en peau de lapin

Le développement récent de machines permettant les découpes ultra-fines de pelletterie et leur assemblage presque invisible permet la multiplication des fourrures à petit prix. On sait que la chasse aux espèces en voie de disparition est interdite, mais l'extrait des fourrures tachetées demeure. Aussi les spécialistes n'ingénieront-ils à imprimer les moutons dorés et les lapins façon léopard ou panthère et à réaliser toutes sortes de patchworks plus ou moins précieux.

Kenzo a choisi la charmante sautoir de castor naturel ou en vision sur pécanier imperméabilisé, clouté en ponchos trois quarts. Les reversibles allient les fourrures naturelles au cuir, tandis que les blousons de Swakara sont tachetés bronze et noir.

Alexandre monte des carrés de castor naturel ou en vision sur pécanier imperméabilisé, clouté en ponchos trois quarts. Les reversibles allient les fourrures naturelles au cuir, tandis que les blousons de Swakara sont tachetés bronze et noir.

Chloé de Bruneton réalise sa première collection exclusive pour les Galeries Lafayette en contrastant le volume important des manches avec des formes près du corps.

Frédéric Castet chez Christian Dior, toujours aussi créatif, met pour la ligne bottique les moutons retournés, astrakans et marmottes au cuir de couleur vive, tout en traitant ces dernières et l'opossum en vestes de trappier à capuche.

G.-R. Fischel se spécialise dans les pelisses au fourrage totalement amovibles, réduisant ainsi les coûts d'entretien et de nettoyage. Ses manteaux-capes jouent les effets de manches molletonnées avec extérieur de popeline de coton, cuir martellé ou taffetas de soie de Taroni, doublé de pelage simple ou précieux comme ces deux tons de vision travaillés en chevrons.

Chez Révilon, Jean-Paul Avou signa la haute fourrure avec de longs manteaux de chat-civet, des skungs roux et blanc, des renards Saga formant des dessins abstraits en blanc,

gris jaspé et noir, voire des pel-gnoirs en vision multicolore tout en restant fidèle aux beaux visages dark qu'on vient chercher ici.

Très en vogue, Yves Saint-Laurent imprime façon panthère du lapin noir sur fond enthracite travaillé dans les proportions bien épaillées de son prêt-à-porter, à boutonnage simple, dans les premiers prix. Le renard platine est présenté en modèles de sport sur pantalons, alors que les vestes de vision se parent de cols châles et de grandes manches qui en équilibrant le volume.

Léon Visser propose une silhouette ample - marteau sous le mollet en renard - ainsi que des sept-huitièmes en vision Blackglame (traduisez noir de noir), curieusement gansés de blanc, et des blousons jacquard dans le même esprit.

NATHALIE MONT-SERVAN.



Dessin d'Yves Saint-Laurent.

YVES SAINT-LAURENT : manteaux long et épais, à petit col et grandes manches en laines imprimées façon « panthère », taches noires sur fond gris foncé. 5.400 francs dans les boutiques Rive Gauche de Paris.

Les quatre couleurs du parapluie

La mode des prochains mois tourne autour de quelques idées - fantasmes, fantômes - qui trôneront depuis quelques années dans la tête des Français. Voilà la recette des couturiers, des confectionneurs, et aussi bien, pourquoi pas, des fabricants de parapluies, qui se battent avec une belle pugnacité sur le marché disputé des « accessoires ».

Ils viennent, comme à chaque rentrée, de présenter leurs nouveaux modèles, au cours d'un défilé de mannequins très coloré, si ensoléillé qu'il donnait pour un soir à ces pépins de malheur des allures d'ombrelles du mauvais temps.

L'argumentaire qu'ils proposent dans leur dossier de presse est très instructif. Quatre grandes tendances, expliquent-ils, dans leurs modèles : les « parapluies maritimes », une importation navale qui redécouvre un classique éprouvé ; les « athlétiques », un thème qui prend ses sources dans les gymnases et rejoint les désirs actuels de mise en forme ; les « re-belles », une inspiration qui vient

des « armées de l'ombre » et mélange les vêtements militaires antiques à des vêtements traditionnels ethniques ; les « folkloriques », enfin, « une suite logique du courant primitif travaillé mexicain, très artisanal ». Comment ne pas nous reconnaître dans ces quatre manies qui nous habitent des pieds à la tête ?

* Fédération française des industries du parapluie. 75001 Paris. Tél. : 296-03-50.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 24 et mardi 25 octobre 1983 :

UN DÉCRET

● Fixant la liste des activités soumises à la perception de la redevance annuelle applicable à certaines installations classées pour la protection de l'environnement.

DES ARRÊTÉS

● Relatif aux conditions d'intervention du Fonds national des abattoirs.

● Fixant la liste des systèmes d'exploitation et des langages prévus dans les concours et examens portant sur le traitement de l'information.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé par le Monde, 5, rue de Valenciennes, PARIS-IX

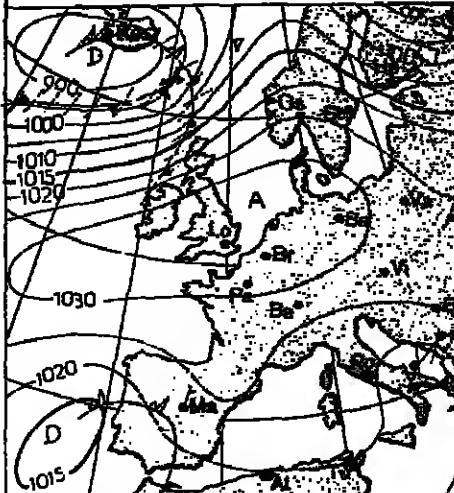
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0395-2037.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25 10 83 A 0 h G.M.T.



Évolution probable des temps en France entre le 25 10 83 à 0 h et le mercredi 26 octobre à 0 h.

Les conditions anticycloniques prédominent toujours sur la France, et les perturbations atlantiques circulent à des latitudes élevées : la bordure sud de ces perturbations passe parfois sur les régions du Nord et du Nord-Est, apportant une nébulosité plus marquée.

Mercredi matin, le temps sera gris avec des brouillards du nord de la Bretagne, au Bassin parisien, à la Champagne et aux régions du Nord avec des températures légèrement positives. De l'Aquitaine, aux Pays de Loire, au sud du Bassin parisien et à la Bourgogne, les gélées sous abri seront fréquentes au lever du jour, et les brouillards seront plus rares mais parfois vivants. Des Pyrénées au Massif Central et aux Alpes, des brouillards seront observés, tandis que près de la Méditerranée le temps sera principalement ensoleillé.

Au cours de la journée, un temps ensoleillé dominera sur les régions au sud de la Loire ; plus au nord, la dissipation des brumes sera parfois lente et des passages nuageux seront observés principalement près des côtes de la Manche. Les températures maximales seront voisines de 12 à 21 degrés du nord au sud.

Évolution générale :

Persistance d'un régime anticyclonique sur la France, avec orientation du flux au Sud, mais un faible système perturbé peu actif remontant de l'ouest du Portugal traversera la France à partir de vendredi.

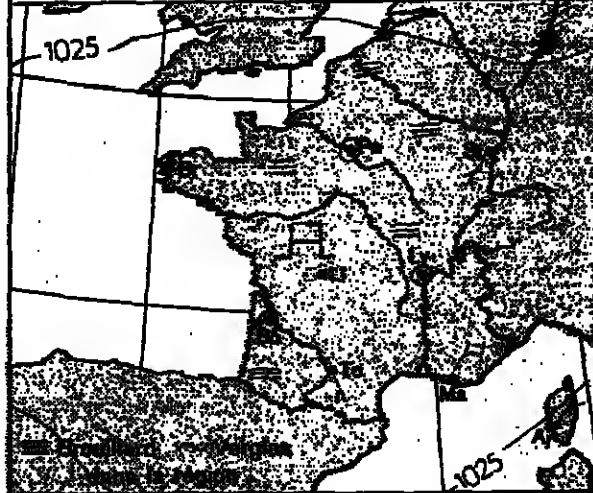
Prévision : Jeudi, temps brumeux le matin, puis ensoleillé en toutes régions. Vents faibles de sud-est. Températures minimales de 3 à 7 degrés, localement 1 à 2 degrés dans le Nord-Est, et atteignant 10 à 11 degrés près de la Méditerranée, maximales 13 à 22 degrés du Nord au Sud.

Vendredi, des passages nuageux se produiront sur le Nord-Ouest et sur les régions proches de l'Atlantique, et pourront donner quelques ondées d'orage. Partout ailleurs, persistance du temps ensoleillé. Légère hausse des températures.

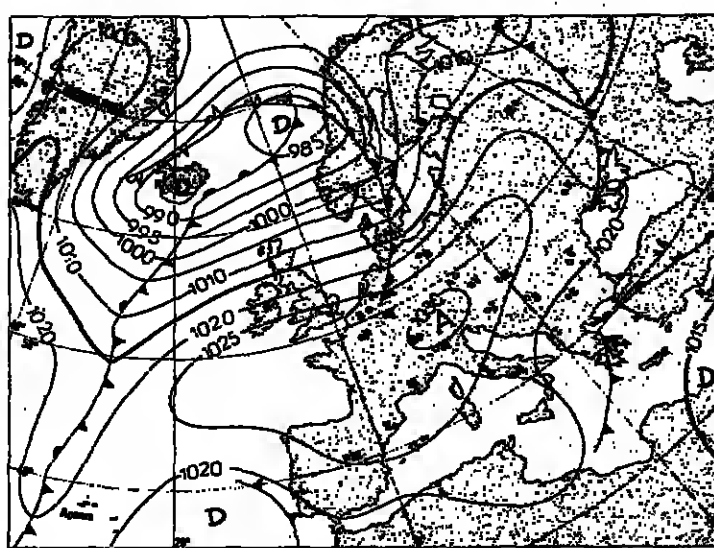
Samedi, les passages nuageux deviennent plus nombreux sur la plupart des régions, excepté sur la moitié ouest du pays où les éclaircies prédomineront à nouveau. Les vents s'orienteront au sud et les températures seront en hausse.

La pression atmosphérique redécroît au niveau de la mer, à Paris, le lundi 25 octobre 1983, étant, à 7 heures, de 1 031,8 millibars, soit 773,9 millimètres de mercure.

PRÉVISIONS POUR LE 26 10 83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 26 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 24 octobre au 25 octobre) : Ajaccio, 18 et 7 degrés ; Biarritz, 20 et 6 ; Bordeaux, 18 et 0 ; Bourges, 13 et -2 ; Brest, 14 et 3 ; Caen, 13 et 2 ; Cherbourg, 12 et 6 ; Clermont-Ferrand, 14 et -2 ; Dijon, 12 et 3 ; Grenoble, 15 et 1 ; Lille, 13 et 0 ; Lyon, 13 et 1 ; Marseille-Marguare, 16 et 4 ; Nancy, 10 et 0 ; Nantes, 14 et 2 ; Nice-Côte d'Azur, 18 et 10 ; Paris-Le Bourget, 14 et 3 ; Pau, 19 et 3 ; Perpignan, 20 et 7 ; Rennes, 15 et -2 ; Strasbourg, 9 et -2 ; Tours, 14 et 2 ; Toulouse, 19 et 2 ; Poitiers-Poitou, 32 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 13 degrés ; Amsterdam, 11 et 0 ; Athènes, 18 et 10 ; Berlin, 8 et 0 ; Rome, 12 et 1 ; Bruxelles, 11 et -2 ; Le Caire, 26 et 15 ; Les Canaries, 25 et 18 ; Coppenhague, 10 et -1 ; Dakar, 29 et 24 ; Djibouti, 25 et 18 ; Genève, 11 et 0 ; Jérusalem, 21 et 10 ; Lisbonne, 21 et 12 ; Londres, 12 et 3 ; Luxembourg, 13 et 3 ; Madrid, 19 et 5 ; Moscou, 7 et 3 ; Nairôbi, 28 et 13 ; New-York, 16 et 8 ; Palma de Majorque, 22 et 5 ; Rome, 19 et 7 ; Stockholm, 8 et -3 ; Téhéran, 25 et 17 ; Tunis, 22 et 15.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

FORMATION

DIPLOME NATIONAL D'INFORMATIQUE. — Le Centre de formation continue de l'Institut universitaire de technologie (I.U.T.) de Villeneuve met en place, à partir du 1^{er} décembre, un stage à temps partiel en vue de l'obtention du D.U.T. d'informatique. Réservé aux salariés en activité et étalé sur trois ans, il peut être financé par

l'employeur. Les tests et entretiens ont lieu fin octobre.

* Centre de formation continue, I.U.T. de Villeneuve, avenue Jean-Baptiste-Claude, 93430 Villeneuve. Tél. : 821-61-70, poste 46-41.

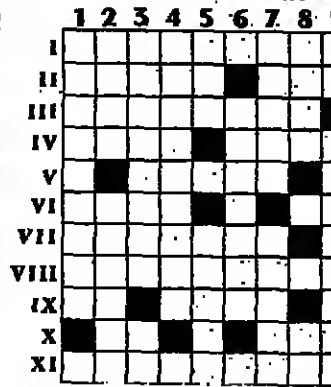
JOURNÉE D'ÉTUDE

FUTURES. — L'association internationale Futures organise, le 8 novembre à Paris, un séminaire sur « L'évolution des conditions de vie et des aspirations des Français ». Les responsables des principaux centres d'observation et d'analyse du changement social feront le point sur les aspirations — en terme de consommation et de mode de vie — des Français.

* Futures, 55, rue de Valenciennes, 75007 Paris. Tél. : 222-63-10.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3566



HORIZONTALEMENT

I. Porte-parole des cortèges syndicalistes. — II. Mouilleur de mines. On l'abandonne après lui avoir tourné la tête. — III. Affection du porc ou maladie du rat. — IV. Sœur de la Syrie. Sortie d'un pot d'échappement. — V. La bonne est souvent moins appréciée que la belle. — VI. Expédie dans un cimetière marin. Personnel. — VII. Force que l'on reconnaît volontiers à l'Administration. — VIII. Extraits le meilleur de ce qui a été tiré du pis. — IX. Epelée = bête. Défenseur présentant une consonance avec le monarque dont il ne put sauver la tête. — X. Participe passé. Vedette sympathique d'un programme de culture. — XI. Investies dans une entreprise importante.

Service national

APPEL SOUS LES DRAPEAUX DES FRANÇAIS NÉS ENTRE LE 6 ET LE 11 NOVEMBRE 1983

Le ministre de la défense communique :

La fraction de contingents 1983/12 comprendra, s'ils ont été reconnus aptes au service :

1) Les jeunes gens :
a) Dont le report d'incorporation arrivera à échéance avant le 1^{er} décembre 1983 ;

b) Dont l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 1^{er} décembre 1983 ;

c) Volontaires pour être appelés le 1^{er} décembre 1983 et qui, à cet effet, ont, avant le 1^{er} octobre 1983, déposé une demande d'appel avancé ;

d) Volontaires pour être appelés le 1^{er} décembre 1983 et qui, à cet effet, ont, avant le 1^{er} octobre 1983, fait parvenir leur réclamation de report d'incorporation.

2) Les jeunes gens non titulaires d'un report d'incorporation, administrés par les bureaux du service national de métropole, nés entre le 6 novembre 1983 et le 11 novembre 1983, ces dates incluses, rattachés avec la quatrième tranche trimestrielle de la classe 1983.

Les jeunes gens destinés à l'armée de terre, à la marine ou à l'armée de l'air seront appelés à partir du 6 décembre 1983.

PARIS EN VISITES

JEUDI 27 OCTOBRE

« Exposition Colbert », 14 b 45, 11, quai Conti, M^{me} Huit.

« Musée Rodin », 15 b, 77, rue de Valenciennes, M^{me} Collin.

« Promenade à Montmartre », 15 b, 30, rue de Valenciennes, M^{me} Legrand (Caisse nationale des monuments historiques).

« Hôtels et jardins rue du Bac », 14 b 30, église Saint-Thomas d'Aquin (Arts et curiosités de Paris).

« Turner », 15 b, Grand Palais (Connaissance d'Art et d'histoire).

« Musée Rodin-Soubise, le Marais », 14 b 30, musée Fontaine-Martin (Les Flâneries).

« L'Arsenal », 15 b, musée Sully-Morland (M^{me} Huit).

« Les Invalides », 15 b, visite d'entrée côté esplanade (M^{me} Huit).

« De La Chapelle à la Goutte d'Or », 14 b 30, musée Diderot (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels de l'Île Saint-Louis », 14 b 30, musée Saint-Paul (Réaumur du passé).

CONFÉRENCES

18 h, 47, avenue Bosquet, « Trois générations familiales dans la photographie médicale » (Centre culturel du Mexique).

18 h, 33, faubourg Saint-Honoré, F. Ribaud-Dumas : « Le souvenir du comte Robert de Montesquiou » (Salle de l'Union interalliée).

18 h 30, Centre Pompidou, salle d'actualité, « Économie : transmission et réception de l'information ».

18 h 30, Musée social, 5, rue Las Cases, M. J. Baumbach : « Ces banquiers qui nous gouvernent » ; M. V. Tancas : « Les mécanismes du totalitarisme » (Nouveau Faubourg).

OFFICIERS MINISTÉRIELS

et ventes par adjudication

Vente au Palais de Justice à Nanterre, le mercredi 9 novembre 1983, à 14 heures
APPARTEMENT PARIS (14^e), 87, rue d'ALEXIA 56 m², 4^e étage, Bâtiment A, escalier A : entrée, couloir, 3 pièces, cuisine, W.C., C.AVE au sous-sol. LOUE (engagement de location du 15-1-1942 catégorie 2 C) LOYER TRIMESTRIEL 1.500 F environ
MISE A PRIX : 110.000 FRANCS. S'adresser : M^{re} COPPER-ROYER, avocat à Paris (17^e), 1, rue G.-Berger, tél. 766-21-03 ; DOMAINES, Bureau 218, 2^e étage, 11, rue Tronchet, Paris (8^e), tél. 266-91-40 poste 1815 ; Greffe des criées du Tribunal de Grande Instance de Nanterre où le cahier des charges est déposé ; sur place pour visiter le 4 novembre entre 14 h et 15 h.

VENTE sur publication judiciaire au Palais de Justice à VERSAILLES, 3, place André-Mignot, le mercredi 9 novembre 1983, à 10 h. En un seul lot
UNE PROPRIÉTÉ A CHEVREUSE (Yvelines)
Cadastres section A n° 1731 pour 6 ha 5 a 85 centiares
Comprenant un bâtiment, cour, jardin, bois et taillis
Lieu-dit « le Bois Saint-Martin »
MISE A PRIX : 600.000 FRANCS
S'adresser au cabinet de M^{re} Xavier SALON, avocat, 19, rue Sainte-Sophie à Versailles, tél. 950-01-69 ; M^{re} SCHMITT, syndic à L.B. Société d'ÉQUITATION DE CHEVREUSE, 44, rue Carnot, 78000 Versailles, tél. 950-46-55.

Vente au Palais de Justice à Créteil, jeudi 10 novembre 1983, à 9 h 30
APPARTEMENT A SAINT-MANDE (94) 72, bd de la Guyane 5^e étage, bâtiment à gauche, entrée, 3 pièces, cuisine, W.C., C.AVE
MISE A PRIX : 120.000 FRANCS. S'adresser à M^{re} ABADIE, avocat à PARIS (17^e), 17, rue de l'Université, tél. 261-22-18, avant 17 h.

Vente s/ur. Palais Justice Pontoise (95), 10 nov. 1983, 14 h. En 2 lots
à ENGHEN-LES-BAINS (95) boulevard du Lac
2 P. princ., dressing, TERRASSE, GARAGE en sous-sol
MISE A PRIX : 506.000 F
2) APPART. en DUPLEX, 2 P. princ., TERRASSES, GARAGES
MISE A PRIX : 649.000 F
Consignation pour enchérir. 1^{er} lot : 150.000 francs. 2^e lot : 180.000 francs.
Renseignements M^{re} BUISSON, avocat, tél. 032-31-62, 29, rue P.-Budin à Pontoise (95) ; M^{re} MALHERBE, avocat, 22, rue de la Coutellerie à Pontoise (95), tél. 032-18-11 ; M^{re} CAMUS, avocat, 62, rue du Général-de-Gaulle à Enghien-les-Bains (95), tél. 412-52-39.

Vte s/aisie-immobilière au Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES Palais de Justice mercredi 9 novembre 1983 à 10 h

PAVILLON rue des Cèdres 26
MAISONS LAFFITE (Yvelines)
Mise à prix : 30 000 F

UN LOGEMENT comp. 1 pièce, cuis., W.C., lavoir, 131, rue des Cèdres (anc. 61)

au MESNIL-LE-ROI
Mise à prix : 25 000 F

Pr la renn. s'adresser au cabinet de M^{re} Emmanuel GUELLIER, avocat 21, rue des Cèdres à Versailles. Téléphone : 950-02-62.

Vente sur saisie Palais Justice de Pontoise (95) 3 nov. 1983 à 14 h

PAVILLON D'HABITATION avec garage, Jardin 422 m²
à TAVERNY (95) 216, RUE D'HERBLAY

MISE A PRIX : 50 000 F

Consign. 25 000 F (ch. visé). Rens. : M^{re} BUISSON AVOCAT T.032-31-62

29, rue P.-Budin, PONTOISE (95)

Vente Palais Justice NANTERRE Mercredi 9 nov. 1983 14 h.

APPART. PARIS 13^e 34 m² env. R. de ch. : 2 Pces. Cuis. Petite s. d'av. av. douche et w.c.

CAVE au s/sol. LIBRE DE LOCATION

3, passage BARRAULT

M. A. P. X 80 000 F

S'ad. M^{re} COPPER ROYER

Avocat Paris (17^e), 1, rue G. Berger. T. : 766-21-03. DOMAINES, Bureau 218, 2^e ét. 11 r. Tronchet, Paris (8^e), T. : 266-91-40

p. 1815. Greffe criées Trib. Gde Instance NANTERRE ou le cah. des ch. est déposé s/p. Pr vis. le 4 nov. 1983 entre 10 et 12.

1. Hérispères. — 2. Elan. Auvent. — 3. Conciliant. — 4. Acte. Es. Dru. — 5. Tuent. EV. — 6. Ot. Destinée. — 7. Ministère. — 8. Bouc. Mort. — 9. En. Surmeuse.

VERTICALEMENT

1. On ne saurait lui reprocher de chercher la petite bête. — 2. Son histoire de pomme nous est restée à la gorge. Témoignages de l'union dans la fraternité. — 3. Édifier en zone verte. Pratiques. — 4. Toujours séants, parfois malséants. — 5. Forme d'ovaire. Bouche-trou providentiel pour un vérificateur. — 6. Invitation bien connue des fidèles du Béarnais. — 7. D'une classe comprenant des frisés et aussi des tondus. Domaine des ombres. — 8. Pour le connaître, il faut d'abord le reconnaître. Article. — 9. Préposition. Si ces joueurs sont plusieurs ici, c'est contraire à leur habitude.

Solution du problème n° 3565

Horizontalement

I. Hécatombe. — II. Élocution. III. Mante. Nu. — IV. Incendies. V. Tés. — VI. Pale. Star. — VII. Huis. Te. — VIII. Eva (Braun). Fime. — IX. René. Néon. — X. En. trée. Ré. — XI. St. Uvéite.

Verticalement

1. Hérispères. — 2. Elan. Auvent. — 3. Conciliant. — 4. Acte. Es. Dru. — 5. Tuent. EV. — 6. Ot. Destinée. — 7. Ministère. — 8. Bouc. Mort. — 9. En. Surmeuse.

GUY BROUTY.

JP 11/10/83



"QUAND ON ME CHERCHE, ON ME TROUVE."

EUROSIGNAL: GARDEZ LE CONTACT.

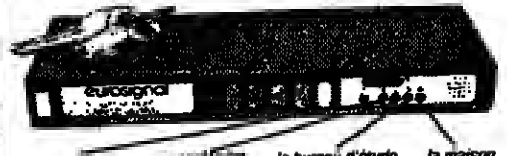
Vos activités vous appellent à de fréquents déplacements. Il peut être important que l'on puisse vous joindre immédiatement, à tout moment, partout en France et en Allemagne Fédérale.

Avec Eurosignal, c'est désormais possible: • Vous attribuez à chacun de vos correspondants permanents un des quatre numéros d'appel possibles. • Votre correspondant compose sur son téléphone le numéro que vous lui avez communiqué. • Instantanément vous en êtes averti par un signal sonore et lumineux sur le récepteur Eurosignal, où que vous soyez. Même en voiture. • Vous savez alors qui cherche à vous joindre. Vous n'avez plus qu'à rappeler à partir d'un poste téléphonique.

Avec Eurosignal, complément efficace du téléphone, vous vous déplacez l'esprit libre.

Pour un renseignement ou un conseil, appelez-nous en composant le **NUMERO Vert** Appel Gratuit **16.05.20.30.40.**

Pour une location, un achat ou un abonnement, passez à votre Agence Commerciale des Télécommunications: son adresse est sur votre facture téléphonique et dans les pages bleues de l'annuaire.



le chantier mon bureau le bureau d'étude la maison

TELECOMMUNICATIONS



	La 1ère	La 2ème
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAL	181,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	1ère/2ème	1ère/2ème
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	19,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,00	39,88
IMMOBILIER	33,00	39,88
AUTOMOBILES	33,00	39,88
AGENDA	33,00	39,88



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

SOCIETE INDUSTRIELLE - 500 personnes, proche banlieue Sud, filiale d'un groupe important, recherche

DIRECTEUR DES SERVICES CENTRAUX H/F

35 ans minimum, directement rattaché(e) au Directeur de la Société et responsable devant lui des fonctions suivantes :
• contrôle de gestion (budget, bilan) • finances (trésorerie, relations bancaires) • personnel, affaires juridiques • informatique.

Formation juridique, comptable et fiscale.
Expérience de 5 à 10 ans de la fonction administrative et financière.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 81 580 CONTEXTE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra - 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.
Discretion et réponse assurées.

La Comptabilité ouverte sur une Gestion moderne

Bien implanté sur le marché pharmaceutique et bénéficiant d'une solide image, nos laboratoires effectif 500 personnes - recherchent le **DIRECTEUR DES SERVICES COMPTABLES**
Personnalité de confiance, elle apportera à l'équipe de direction ses compétences d'excellent technicien en Comptabilité Générale et Industrielle, l'expérience d'une collaboration ouverte avec l'informatique (I.B.M. 43/41, télétransmission) et l'environnement industriel.
La rémunération sera, bien entendu, attractive et à la hauteur des qualités que nous recherchons.
Le poste est à pourvoir à Dreux à 80 Km de Paris dans un environnement agréable.

beaufour

René Carouana
35, Rue Spontini - 75116 - Paris

directeur administratif et financier F 300.000 +

est recherché par la filiale française d'un Groupe multinational : CA plus de F 500 millions en croissance continue dans un domaine de pointe de l'informatique, la bureautique et les télécommunications.

OUTRE les responsabilités courantes de la fonction : plan à L.T., budget, contrôle budgétaire, contrôle de gestion, financement, comptabilité, informatique interne, trésorerie, relations bancaires, reporting, relations avec la maison-mère, achats, stocks, aspects fiscaux et douaniers, administration générale.

SES EFFORTS DEVONT PRINCIPALEMENT PORTER SUR la fiabilité des chiffres et le respect des délais, la coordination des services, la motivation et la formation de ses collaborateurs afin de déléguer tout en exerçant un contrôle ; l'application et le respect des procédures de contrôle ; le bon déroulement de toutes les opérations comptables et administratives de la société ainsi que l'organisation interne.

Le poste conviendrait à un candidat âgé de 35 ans minimum, formation études supérieures finance-comptabilité, pratiquant couramment l'anglais, ayant déjà acquis une solide expérience professionnelle au sein d'une société multinationale utilisant des moyens informatiques performants. Une formation en cabinet d'audit serait appréciée.

Les personnes intéressées envoient leur dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et prétentions sous la référence 20165-M à I.C.A. - 3 rue d'Hautecloche 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

ÉCOLE PUBLIQUE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR SPÉCIALISÉ recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

- Diplômé d'études supérieures (Sciences Po + DES ou ESC + DECS ou équivalent).
- Expérience professionnelle de quelques années de préférence dans le secteur public.
- Il aura la maîtrise de l'ensemble des aspects financiers, budgétaires, fiscaux et comptables d'un établissement public. Il sera chargé de la gestion des contrats passés par l'école avec les industriels.
- Il aura également la responsabilité de la gestion du personnel, ainsi que de l'ensemble des questions administratives et juridiques.
- Il devra mettre en place un système informatique de gestion.

POSTE A POURVOIR RAPIDEMENT
LIEU DE TRAVAIL : PARIS

Adresser lettre de candidature + curriculum vitae + prétentions à :
DÉLÉGATION AUX ARTS PLASTIQUES
Ministère de la Culture - 27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ÉCOLE MUNICIPALE DE DESSIN ET DE BEAUX ARTS LA VILLE DE DUNKERQUE

recrute par concours, sur titres et sur épreuves

UN DIRECTEUR D'ÉCOLE DE DESSIN ET DE BEAUX ARTS

Candidature et dossier comprenant :
- titres, diplômes et distinctions ;
- dossier artistique.
Candidature à adresser AVANT LE 15 NOVEMBRE à Monsieur le Maire de DUNKERQUE
Direction du Personnel
Bâtiment de Ville
Place Charles-Victor
59066 DUNKERQUE Cedex.

Villes de Roubaix et de Noyelles-sur-Seine (59) recherchent

en vue ouverture prochaine Chaires Intercommunales

UN (X) DIRECTEUR (TRICE) PROGRAMMATEUR

Responsable de la programmation, la gestion et le personnel.
Expérience professionnelle indispensable.
Salaire net mensuel : 8 000 F.

Adresser candidatures et C.V. à :
Monsieur le Maire - Mairie de ROMAINVILLE
53236 ROMAINVILLE.

ENTREPRISE MAL GÉRÉE cherche son

directeur général

pour réaliser une meilleure exploitation de ses potentiels (ne fait que 20 % de progression).
P.M.E. distribution produits consommables pour industries/administrations/collectivités région parisienne.
C.A. 1983 : 15.000 MF - 22 personnes.

SOULAITONS UN PATRON qui, après définition de la politique globale, animera son personnel, établira une organisation commerciale et administrative rigoureuse et contribuera à la mise en place de l'informatique.

• Expérience nécessaire du commandement ;
• antécédents de réussite commerciale ;
• larges perspectives d'association aux résultats.
Curriculum-Vitae à adresser (s/éché. 175) à L.P.A.-GENEVAY
11, square J. Jamin, 75016 Paris.

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Communications

Oil Industry

Libya

Our client, one of the world's major producers of oil is expanding and updating its communications facilities. To this end they are seeking to recruit suitably qualified technicians for town and the developed sites in the field. Competitive, tax protected salaries are on offer to fill these vacancies.

Communications Technicians (Field Based) £8,900 min.

You must possess a qualification from a recognised technical institute and have had at least five years experience in the maintenance of communications equipment such as microwave, base and mobile two-way radio, multiplex, S.S.B., etc.
Job Ref. No. OA/3

Telephone Technicians (Field/Town Based) £8,900-£11,500 min.

Applicants must possess qualifications from a recognised technical college or equivalent. Experience should include at least five years spent in the maintenance and trouble shooting of signal program electronic PABXs. Applicants are expected to perform preventive maintenance and repair of all related telephone equipment and networks.
Job Ref. No. OAA/4

BENEFITS PACKAGE

- * Free meals and housing.
- * Vacation: 30/20 commuting schedule with round-trip paid air fares per year to point of origin.
- * Free medical attention and B.U.P.A. cover.
- * Attractive provident fund plan.
- * School facilities/educational grants for town based positions.

Please write for an application form giving brief details of your career history. Those not possessing the above qualifications and experience should not apply.



JAWABY OIL SERVICE

UMM AL-JAWABY OIL SERVICE CO. LTD.
Job Ref. ... Recruitment Co-ordinator
33 Cavendish Square, London W1M 8PP.

JEUNES DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

sont recherchés par
UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DE BATIMENTS CLES EN MAIN
LEADER DE LA CONSTRUCTION INDUSTRIALISÉE

Cette Société propose de participer à son développement en France et à l'étranger et pour tous les secteurs d'activités, aux Ingénieurs :
• diplômés I.U.T., B.T.S. (gestion - informatique)
• diplômés de l'Ecole des Arts et Métiers, des Ponts et Chaussées, des Travaux Publics ou équivalent.
• diplômés d'Ecoles de Commerce et de Gestion - H.E.C. - ESSEC - ENSAE - E.S.C.P. ou similaire.

Cette Société offre de larges possibilités de carrière aux jeunes Cadres débutants ou de quelques années d'expérience. Après période de formation ces jeunes ingénieurs pourront occuper des postes de responsabilités dans l'ensemble de l'entreprise en France et dans des affectations successives à l'étranger.

Pour mieux connaître les perspectives offertes, écrivez à notre Agence Conseil TELEX P.A. JONCTION sous référence 7926-34, boulevard Haussmann 75009 PARIS qui transmettra.

Senior Engineers

Telecommunications

£16,800 min.

Oil Industry

Tripoli

Our client, one of the world's major producers of oil is expanding and updating its communications facilities. To this end they are seeking suitably qualified Senior Engineers for their headquarters in Tripoli.

To apply you should have a degree in Electrical/Communication Engineering with at least ten years experience in the design and maintenance of communications systems. A knowledge of multi-hop microwave troposcatter, VHF, UHF two-way radio, S.S.B., outside cable plant and electronic PABXs is also necessary. Your responsibility will also extend to diverse multiplex channelization for telephone, facsimile and teleprinters as well as ground communication for aircraft operations.

BENEFITS PACKAGE

- * Free housing.
- * Vacation: 30 days per year with paid air fares to point of origin, 7 days half-annual leave.
- * Free medical attention and B.U.P.A. cover.
- * Attractive provident fund plan.
- * School facilities/educational grants.

Please write for an application form, quoting job reference number and giving brief details of your career history. Those not possessing the above qualifications and experience should not apply.



JAWABY OIL SERVICE

UMM AL-JAWABY OIL SERVICE CO. LTD.
Job Ref. OA/2, Recruitment Co-ordinator
33 Cavendish Square, London W1M 8PP.

0124 00 1350

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Worldwide Design Engineering Opportunities with Motorola Semiconductor Products Sector

International and innovative, Motorola's continually expanding Semiconductor Products Sector has immediate opportunities world-wide in the USA, Switzerland and Japan - for motivated Design Engineers. The technological challenges are far-reaching...and the rewards outstanding...for positions in these disciplines and locales.

USA: Austin, Texas and Phoenix, Arizona. Ref: LM/630

A wide range of openings are available in America's Sunbelt area, offering the warm climate, variety of recreation and magnificent scenery the Southwest is famous for.

AUSTIN, TEXAS - MOS

- E²PROM
- Dynamic RAMS (64K and 256K)
- Custom CMOS circuits
- Logic

PHOENIX, ARIZONA - MOS

- Microsystems Hardware/Software
- Emulator modules and firmware

PHOENIX, ARIZONA - BIPOLAR

- Linear automotive & voltage regulator
- Linear data conversion
- Memory/LSI - PROMS - RAMS
- Fusible link products
- PHOENIX, ARIZONA - DISCRETE
- Power IC circuit design integrating CMOS, Bipolar & TMOS techniques
- Complex opto coupler ICs
- GaAs FETs
- GaAs MMIC
- RF Power MOS

For all of the above opportunities:

Responsibilities include systems design, device analysis using state-of-the-art computer simulation techniques, IC layout supervision, characterization of prototypes, and release of new products to production.

For all positions, the equivalent to a United States BS/MSEE degree or computer science degree and a minimum of three years' directly related semiconductor design experience is preferred.

Motorola offers an outstanding compensation, relocation and benefits package. If you qualify and are interested in any of these special opportunities and would like further information, please contact:

Daniel Dunand, Geneva, (412) 299-1476.

Or to apply for any of the above positions, send résumé/letter of qualifications; stating appropriate reference number, to:

Jill Lane, Account Manager, Hodges/Riley Recruitment Limited,
Confidential Reply Service,
Old Court House, Old Court Place,
Kensington, London W8 4PD,
England.

Equal Opportunity/Affirmative Action Employer.

SWITZERLAND: Geneva. Ref: LM/631

The recognized center for international diplomacy, Geneva combines old-world alpine beauty with distinctive cultural and cosmopolitan flair.

- Advanced Digital & Analog signal processing in TV, telecommunications & automotive ICs
- Advanced MPU design
- VLSI HCMOS
- General digital & linear ICs in Bipolar and MOS technologies

JAPAN: Tokyo. Ref: LM/632

Japan's dynamic capital, Tokyo, is a truly international city with progressive ideals and thriving cultural and technological climate.

- Advanced MPU design
- Microcomputer Hardware/Software
- Computer Aided Design
- Linear consumer
- Linear interface


MOTOROLA INC.

Semiconductor Products Sector

EUROPEAN SALES OPERATIONS DIRECTOR

Very attractive income package, + relocation, + car & benefits.

Datapoint, a multi-national computer company based in San Antonio, Texas, is expanding its European operations and will shortly be moving into new European headquarters in Feltham, Middlesex. This expansion has created the need to recruit a highly motivated person who will report to a Vice President European Operations and be responsible for the development of sales teams and common cultures within Datapoint's subsidiaries and distributors throughout Europe and the Middle East.

Our target is an individual with a proven sales and marketing background in the computer or high-technology industry, who has successful experience of major sales operations, managing key accounts, incentive planning, development programmes and financial reviews.

The European Sales Operations Director will be fluent in English and at least one other language. Age is immaterial; a self starting, outgoing personality is essential.

Applicants should send a detailed personal and career history to:

DATAPOINT

John Attenborough,
European Personnel Director,
Datapoint Europe, Infocore House,
Headstone Road, Harrow, Middlesex, England.
Tel: 01-427 2234 (24 hour answering service).

TRES IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS recherche pour CAMEROUN

adjoint administratif

Rattaché directement au Responsable de l'Agence, il assurera le suivi des procédures administratives et comptables de l'ensemble de l'Agence à DOUALA.

Une expérience dans le domaine des travaux publics, acquise, si possible dans les pays d'Outre-Mer, est nécessaire.

Séjour en famille - Avantages liés à l'expatriement.

Adresser c.v., photo et prétentions à/réf. 5419 à AXIAL Publicité, 27, rue Taubout 75009 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'INFORMATIQUE recherche pour département outre-mer

TECHNICIEN ELECTRONICIEN

Niveau DUT, BTS expérience 5 ans, connaissances solides en techniques imprimées et câbles. Pour poste technique-commercial et maintenance. Adresser C.V. et prétentions.

Ex. n° 7.088 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES

296-15-01



emplois régionaux

ELECTROMECHANIQUE

LYON

Responsable Entretien et Travaux Neufs

Cette unité de recherche et de production, regroupant 450 personnes, fait partie d'un important groupe français. Elle est spécialisée dans la fabrication d'isolants, de vernis et de matériaux composites destinés notamment aux industries électro-mécaniques et électroniques de pointe. Les procédés qu'elle utilise associent génie mécanique et génie chimique et mettent en œuvre aussi bien de la mécanique lourde que des assemblages automatisés. Le Responsable de l'entretien et des travaux neufs est rattaché à la Direction Générale. Il établit et exécute son budget et assure de manière autonome ses achats. Il participe de manière active à la définition des investissements pour l'ensemble de l'unité (de 5 à 10 millions de francs par an). Son équipe comprend 30 personnes. Ce poste convient à un ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, possédant cinq ans d'expérience de la fonction entretien et désireux de diversifier son champ d'activité. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions S/Réf. 4028 à GUY PELLAE - Sélég-CEGOS Rhône-Alpes - 2, rue du Musée Guimet - 69006 LYON.

 Sélég
CEGOS

BANQUE RÉGIONALE

Dynamisme et performance
PRODIGE MONTAGNE
recherche pour renforcer son
équipe d'ORGANISATION

ORGANISATEUR CONFIRMÉ

- avec personnalité affirmée ;
- formation : sciences ECO ou ESS + ITS ou ESS... ;
- esprit logique de synthèse et créatif ;
- expérience 3 à 5 ans dans une banque, si possible, ou en cabinet ou entreprise, réf. 1800 RS

ORGANISATEUR DÉBUTANT

- titulaire d'une école de commerce ou autre ;
- esprit logique, de synthèse et créatif ;
- libérée O.M. ;
- acceptant formation interne ; réf. 2900 RS

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à :
O.C.B.F. 66, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 PARIS.

ALSTHOM ATLANTIQUE

Premier chantier naval français, les chantiers de l'Atlantique disposent à Saint-Nazaire d'installations ultra-modernes qui leur permettent d'aborder les domaines les plus sophistiqués dans la construction des navires, des équipements offshore, des usines et centrales sur barges. Les chantiers de l'Atlantique font partie du groupe ALSTHOM-ATLANTIQUE : 50 000 personnes, 20 milliards de chiffre d'affaires.

recherche pour son chantier naval de SAINT NAZAIRE (Résidence possible LA BAULE)

INGENIEUR-ANALYSTE

Débutant ou quelques années d'expérience. Titulaire d'une maîtrise d'Informatique ou équivalent.

Serait appréciée une première expérience dans la réalisation et la mise en œuvre de logiciels sous MVS et sur importante configuration. Serait également appréciée la pratique du télétraitement, temps réel et SGSD en vue d'applications sur configuration comportant 2 CPU respectivement 6 et 8 mégas - 1,2 et 2,2 mips 250 terminaux.

Adresser CV et prétentions à ALSTHOM ATLANTIQUE
Constructions Navales - B.P. 400 - 44608 ST-NAZAIRE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Chef de produits agro-alimentaires
- un homme de marketing confirmé -

Société AGRO-ALIMENTAIRE - 700 millions CA -, nous avons une place prépondérante sur le marché national et européen. Nous créons le poste de CHEF DE PRODUITS - France - Export - qu'il est prévu de rattacher à la Direction Générale.

Son rôle : Bien identifier les couples produits/marchés dans le double objectif rentabilité/niveau de qualité ; faire évoluer nos produits, en créer de nouveaux et en suivre le développement ; mener ou faire mener toutes études financières/économiques, technologiques... en vue de mieux maîtriser notre impact sur le marché. Il sera responsable du plan de marketing assorti d'un budget. Ses actions seront appuyées par un groupe de recherches imaginatif, des producteurs sérieux, une force de vente active.

Cette fonction s'adresse à un homme de marketing diplômé d'études supérieures, ayant plus de 30 ans. La pratique du marketing « produits frais » : laitiers/fromagers, viandes/saisons, est fortement appréciée. Une courte expérience de la vente serait utile. La connaissance de l'anglais et/ou l'allemand est souhaitable. Lieu de travail : Val de Loire.

Séle CEGOS

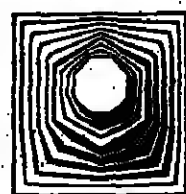
Veuillez adresser lettre man., CV détaillé et photo sous la réf. 71646/M à R. VERDET, Séle-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 Boulogne (ou les déposer si domiciliation sur Paris et région parisienne).

CHAMBRE DE COMMERCE MASSIF VOSGIEN
recherche un

ASSISTANT TECHNIQUE A L'INDUSTRIE

Pour gérer, mener à terme des opérations d'implantations et de créations industrielles et apporter un appui technique aux entreprises en place.

Expérience professionnelle de 4 à 5 ans minimum dans une Direction des ventes ou dans la gestion d'un réseau commercial par exemple. Bacc + 4 indispensable. Anglais courant. Pour détails, téléphoner au (0) 395-42-63 ou écrire sous référence 6560. Cabinet CLAUDE BLIQUE S.P. 3087 - 54013 NANCY Cedex.



Pour compléter son équipe de conseils auprès des entreprises industrielles de sa circonscription la

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON

recherche

Un Ingénieur Mécanicien

à dominante automatisations

Un Ingénieur Électronicien
à dominante informatique industrielle

(postes à contrat à durée déterminée, d'au moins trois années pouvant déboucher sur des postes permanents).

Mission : sensibiliser et conseiller, par des actions individuelles ou collectives, les entreprises, et plus particulièrement les PMI aux possibilités de l'automatisation et de l'informatique industrielles.

Véritables partenaires des chefs d'entreprises, les candidats devront avoir une formation d'ingénieur impliquant de bonnes connaissances générales en mécanique et électricité et des connaissances complémentaires en automatique et informatique.

Une expérience d'au moins trois ans en industrialisation, méthodes et/ou production automatisée est indispensable. Une capacité d'adaptation à des problèmes différents et à des interlocuteurs variés, mais aussi des qualités de contact et d'animation seront exigées.

La pratique de la langue anglaise sera un atout complémentaire.

Merci d'envoyer une lettre manuscrite de candidature, C.V., photo et présentations au Directeur du Personnel et des Relations Sociales - CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON - 20, rue de la Bourse - 69289 LYON Cedex 1.

MATRA ESPACE TOULOUSE

La Division Intégration crée 2 postes :

Ingénieurs Electroniciens/Informaticiens

Pour développer des méthodes de validation de logiciel de vol de systèmes automatiques embarqués à bord de satellites. Réf.A.

Pour assister le chef de projet d'un programme de satellites. Réf.B.

Diplômés d'une grande école, ils ont acquis une solide compétence technique et un sens de la maîtrise des affaires acquise par 2 à 5 ans d'expérience du développement et de la mise au point de systèmes électroniques/informatiques.



Ecrire avec CV, rémunération souhaitée et photo en précisant la référence du poste choisi sous No NK1102 au Chef du Personnel - rue des Cosmonautes - Z.I. du Palais 31400 TOULOUSE

YOPLAIT - CANDIA U.C.A.L.M.

recherche

UN CHEF DE LABORATOIRE

Il sera responsable du laboratoire de contrôle d'une usine fabriquant produits laitiers, beurre, lait U.H.T.

(Effectif : 350 personnes.)

Ce poste basé au Mans pourrait convenir à un ingénieur ayant quelques années d'expérience en agro-alimentaire (laboratoire ou fabrication).

Les candidatures (curriculum vitae et présentations) sont à adresser à l'attention du Service des Relations Humaines, B.P. 329 - 72007 LE MANS CEDEX.

LA DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES D'UN GROUPE NATIONAL

RENFORCE SON ÉQUIPE EN CRÉANT DANS LES RÉGIONS :

NORMANDIE et BOURGOGNE, RHONE-ALPES

LE POSTE DE

RESPONSABLE RECRUTEMENT

POUR CETTE MISSION QUI NOUS A ÉTÉ CONFIEE NOUS SOUHAITONS RENCONTRER DES CANDIDATS POSSEDANT :

- une incontestable fibre commerciale puisqu'ils seront associés au développement de la force de Vente de la Société ;
- une formation supérieure (psycho...) et une expérience professionnelle acquise en Cabinet ou en Entreprise.

IL LEUR SERA CONFIEE LA RESPONSABILITE COMPLETE DES RECRUTEMENTS en étroite collaboration avec la Direction des Ventes.

Des perspectives d'évolution sont favorisées par la taille de ce Groupe.

Ces postes sont basés à ROUEN et CHALON-SUR-SAONE

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo (rect.) + prêt, sous référence n° 14713 :



Centre de Psychologie et d'Efficiency 17 rue des Académies 75017 Paris

Le numéro un des fabricants de semiconducteurs

recherche pour répondre au développement de ses activités de production en Europe et plus particulièrement pour son Centre de TOULOUSE (1800 personnes - plus d'un milliard de CA) dans la branche des CIRCUITS INTEGRÉS BIPOLAIRES

CHEF DE PRODUIT

- Ingénieur Electronicien ayant de 2 à 4 ans d'expérience
- Il aura la responsabilité d'une famille de produits comprenant Tests de composants, Qualité, Gestion Financière-résultats et optimisation des coûts de production.
- des contacts clientèle importants. (Réf : JLC 1)

INGENIEUR PRODUIT

- Ingénieur Electronicien, débutant accepté
- Pour la réalisation software et hardware de tests.
- Caractérisation de produits.
- Supports Techniques Clientèle.
- Développement et promotion de nouveaux produits. (Réf : JLC 2)

CHEF DE GROUPE PRODUCT MARKETING

- Responsable d'un groupe de Marketers suivant l'activité d'une famille de produits Circuits Intégrés Bipolaires, il aura en charge l'application de la politique de vente, du développement et de la promotion de nouveaux produits.
- Ingénieur Electronicien avec expérience, ou Product Marketing confirmé. (Réf : JLC 3)

INGENIEURS PRODUCT MARKETING

- Produits de Puissance et Transistors Petits Signaux.
- Expérience souhaitée, Ingénieur Electronicien 2 ans, ou Ingénieur Commercial Electronique 2 ans.
- Il aura la responsabilité d'une famille de produits, de la définition et de l'application de la politique de vente, de l'interface entre l'usine et la force de vente, de la promotion des nouveaux produits. (Réf : JLC 4/Ph)

Pour ces quatre postes, une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adresser CV avec la réf. du poste choisi + photo au Service Gestion des Ressources Humaines - MOTOROLA S.A. BP 1029 - 31023 TOULOUSE CEDEX.

MOTOROLA

CHEF DE SERVICE ENTRETIEN

Normandie

Une société française (plusieurs milliers de personnes) filiale d'un groupe industriel international aux activités très diversifiées, recherche UN CHEF DE SERVICE ENTRETIEN pour l'un de ses établissements situés en Normandie (plusieurs centaines de personnes). Sous l'autorité du Directeur de cet Etablissement, il participera à la définition des budgets en matière d'investissements et d'entretien. Il assurera le support logistique de la production. Il développera l'entretien préventif d'un parc comportant plus de 200 machines dont une cinquantaine importantes. Il sera chargé de la maintenance des chaufferies et des différents réseaux (électricité, fluides, vapeur...). Il participera aux actions visant à une amélioration des conditions de sécurité. Il travaillera en liaison avec le Service Engineering pour les travaux neufs. Il surveillera les travaux confiés à la sous-traitance. Il animera, dirigera et contrôlera les activités d'une cinquantaine de personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation Ingénieur A & M, ICAM, ECAM, IDN ou équivalent, possèdera plusieurs années d'une expérience professionnelle semblable, acquise dans une société du secteur mécanique. Il sera un réel meneur d'hommes.

Ecrire sous référence 631/M à :

GRH conseils

3 avenue de Ségur 75007 Paris.

Discrétion assurée.

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

Institution bancaire de la Communauté Européenne pour le financement à long terme, finance des projets dans les dix pays membres de la CEE et dans plus de soixante dix pays de la Méditerranée, d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Ses agents, recrutés dans les pays membres, travaillent en équipes multinationales.

Actuellement, la Banque recherche

des ÉCONOMISTES spécialistes de MACRO-ÉCONOMIE (28-40 ans). (mf)

Fonctions : Participer à l'analyse de l'évolution économique structurelle de la Communauté et des pays membres, en vue de la planification de l'activité de la Banque. Études macro-économiques et sectorielles, conception et application de modèles économétriques et projections à moyen terme. Contacts avec des organisations internationales et supervision d'instituts externes qui mènent des recherches de caractère économique pour le compte de la Banque.

Qualifications : Formation universitaire supérieure en économie et expérience approfondie des méthodes quantitatives. Aptitude à l'analyse et au maniement des concepts. Excellentes capacités de rédaction en français ou en anglais et, si possible, connaissance d'une autre langue communautaire.

Le traitement initial se situera pour une personne mariée, en fonction de ses qualifications et de son expérience, entre 120.000 FB et 180.000 FB par mois, net d'impôt et de contributions sociales. Il sera complété, le cas échéant, par des allocations pour enfants à charge. La Banque offre par ailleurs des avantages sociaux intéressants (régime de pension et caisse de maladie, allocations scolaires, etc.).

Les intéressés possédant le nationalité d'un des pays membres de la Communauté sont priés d'envoyer leur curriculum vitae détaillé et une photographie, en indiquant la référence ET 15 à la :

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT,

Division Recrutement et Carrières,

100, Bd Konrad Adenauer,

L-2950 LUXEMBOURG.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.



CHAMBRE DE COMMERCE MASSIF VOSGIEN
recherche un

CONSEILLER EN FORMATION

Il développera l'activité de la chambre en matière de formation professionnelle auprès des industries, des collectivités locales. Le candidat apportera un savoir d'homme expérimenté, une forte capacité à convaincre et si possible une bonne connaissance des problèmes de formation. Évolution possible vers poste à responsabilité.

Pour détails : M. ou (0) 335-42-63 ou écrire sous réf. 8888 Cabinet Claude Blique S.P. 3087-54013 NANCY Cedex.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

LE CENTRE D'ESSAIS AÉRONAUTIQUE DE TOULOUSE (900 PERSONNES)

recherche son

MÉDECIN DU TRAVAIL

Diplômé de médecine du travail + expérience indispensable en médecine industrielle ou en milieu hospitalier. Rémunération en fonction de l'expérience.

Adresser C.V. détaillé et présentations au SERVICE DU PERSONNEL, C.R.A.T. 23, avenue Henri Guillaumet 31066 TOULOUSE Cedex.

IMPORTANT ORGANISME

recherche

Le Chef de Cabinet de son Président

Placé sous l'autorité du Directeur Général et en étroite liaison avec lui, le Chef de Cabinet du Président sera avant tout un homme de contact, d'analyse et de synthèse.

Les principales missions qui lui seront confiées peuvent s'analyser comme suit :

- organiser et assurer le suivi des contacts établis par le Président vis-à-vis de l'environnement professionnel, des Pouvoirs Publics et des collectivités.
- préparer et rédiger les projets d'intervention du Président.
- assurer la qualité et l'efficacité des contacts du Président avec les médias, et la presse en particulier.

Le Chef de Cabinet est donc essentiellement un homme informé, qui informe et qui rend compte.

Pour réussir pleinement dans ces missions délicates, le candidat retenu aura nécessairement une formation supérieure de type Sciences Politiques, et une première expérience professionnelle.

Une bonne pratique de la langue anglaise serait un atout complémentaire.

Il aura à mettre en œuvre de fortes qualités de rigueur et de discrétion. Il saura développer sa capacité d'intuition des situations, dans ses rapports personnels, mais aussi dans les documents écrits qu'il aura à réaliser.

Poste à pourvoir à LYON.

Les dossiers de candidatures (lettre manuscrite, CV détaillé, photo d'identité et présentations) seront à adresser à HAVAS CONTACT - 49 rue Pdt Herriot 69002 LYON - S/réf. 25491, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

INGENIEURS débutants pour accession rapide à postes opérationnels

UN GROUPE FRANCAIS LEADER (12.000 personnes) constitué par plusieurs centres de profits gérés de manière autonome et décentralisée et mettant en œuvre des techniques diversifiées, offre de réelles possibilités de carrière à des ingénieurs débutants.

Ils seront solidement formés dans une des unités en assumant des responsabilités concrètes dans les différents services, puis ils évolueront soit dans la même unité, soit dans le groupe.

Ces postes conviendront à des ingénieurs AM, DN, Mines ou écoles équivalentes, ayant très bonnes capacités de contact et qualités d'animateur et d'organisateur.

Premiers postes à Lille.

Ecrire sous réf. MC144 AM

etap

Débutant Fonction Personnel

De formation supérieure, vous vous êtes intéressé aux relations humaines dans l'entreprise et avez cherché à approfondir ce domaine lors de vos études et de vos stages.

Vous souhaitez commencer votre carrière dans un groupe au sein duquel la politique humaine et sociale tient une place privilégiée.

Le Groupe BSN vous propose un premier poste formateur et évolutif dans son Département Flaconnage (400 MF de CA, fabrication et commercialisation de flacons pour la parfumerie, la pharmacie et l'alimentaire).

Rattaché au Responsable des Relations Sociales de l'unité de production qui emploie 1100 personnes, vous prendrez personnellement en charge les problèmes de formation et de conditions de travail.

Vous serez associé, bien sûr, aux différents aspects de la politique sociale de l'usine et participerez aux actions entreprises dans ce domaine.

Vous développerez ainsi une expérience concrète de la Fonction Personnel qui vous permettra d'évoluer au sein de la Direction Humaine et Sociale du Groupe.

BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M29 M à :
BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Thibaut -
75281 Paris Cedex 08.

Jeune Ingénieur Alimentaire Fonction Recherche

La Société VANDAMME-PIE QUI CHANTE, 1300 personnes, 4 usines, est le premier producteur français de pâtisserie industrielle et de confiserie.

Sa Direction Recherche et Développement cherche actuellement le futur Responsable de ses activités Recherche en pâtisserie.

Ce cadre se verra progressivement confier l'ensemble des responsabilités concernant la réalisation et l'amélioration de nouveaux produits ou process pour la gamme Vandamme. Il sera conduit à travailler en étroite relation avec la Direction du Marketing pour la définition de nouveaux produits ainsi qu'avec les directeurs d'usine pour les essais et pour les lancement.

Bien qu'homme de recherche, il devra être soucieux de faire aboutir des projets réalistes, et se montrer rigoureux dans sa gestion budgétaire.

Le poste sera confié à un jeune ingénieur alimentaire, débutant, ou ayant une 1^{re} expérience.

Cette opportunité lui permettra d'intégrer une équipe dynamique qui saura pourvoir compter sur des moyens techniques modernes et qui bénéficiera des apports théoriques du Centre de Recherche "Produits Secs" du Groupe BSN.

Le poste est situé à Lille.

BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. B11 M à :
BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Thibaut -
75281 Paris Cedex 08.

ASSISTANT AU DIRECTEUR FINANCIER

Smil Omsat F 180.000+

Une société de fabrication et de distribution de biens d'équipements industriels pour la France et l'étranger, recherche un ASSISTANT AU DIRECTEUR FINANCIER.

La fonction consiste à assister et superviser le service comptabilité générale et analytique, établir les budgets et en assurer le suivi, participer à la création et à la mise en place d'un nouveau système d'information de gestion à l'aide de moyens informatiques, établir les rapports mensuels, analyser et expliquer les écarts, suivre étroitement les coûts de fabrication et l'établissement des prix de revient, gérer la trésorerie à court terme, assurer toutes déclarations fiscales et sociales.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une école de commerce option finance-comptabilité, DECS ou l'équivalent ayant acquis 3 ans minimum d'expérience de préférence dans une entreprise industrielle utilisant des moyens informatiques et pratiquant un "reporting" mensuel.

Poste évolutif à court terme.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et présentations sous référence 21.555-M à :
CLA RECRUTEMENT
11 av. Delcassé - 75008 Paris

CLA

GRENOBLE



HEWLETT
PACKARD

FRANCE

Notre centre européen de support (200 personnes) se situe à Grenoble. L'essentiel de son rôle est d'apporter une assistance aux ingénieurs de tous les centres européens de service après-vente (matériel et logiciel). Ses quatre missions principales sont la direction du marketing européen, la réparation et la distribution de pièces détachées, la fabrication de logiciels et la formation de nos ingénieurs.

planification et gestion

Le candidat recherché sera chargé, au sein de ce centre, de proposer une stratégie évolutive de gestion des inventaires européens de pièces détachées. Partant d'une analyse détaillée des flux actuels, il aura à définir les modèles permettant de prévoir la consommation à moyen et long terme en fonction des taux de croissance de notre société et de l'évolution des matériels. Il sera responsable de l'élaboration des politiques et procédures à négocier avec notre réseau de distribution puis de leur mise en œuvre.

organisation de production

Après une période de formation, d'observation et d'analyse sur le terrain et lorsqu'il aura parfaitement assimilé notre organisation de production, ce cadre aura la responsabilité d'un projet qui devra l'amener à faire des propositions de réorganisation en ce qui concerne le processus de fabrication, tant sur le plan des flux de matières que de la planification et de la gestion, ceci dans le cadre de perspectives d'automatisation dont il devra tenir compte, ce qui le conduira à travailler en relation avec une équipe d'engineering. Il aura également à assurer la mise en place des logiciels de gestion de production ce qui l'amènera à collaborer avec nos spécialistes en ce domaine.

organisation administrative

Assisté d'une équipe de quatre personnes dont il aura la direction et en relation avec les divers centres de vente et de service après-vente en Europe, le cadre que nous recherchons aujourd'hui aura la responsabilité de tout ce qui est information, organisation, support logistique de notre activité européenne de formation. Il aura à sa disposition un personnel compétent et expérimenté, ainsi que des outils de gestion et moyens informatiques performants qu'il aura à implanter et adapter.

Ces fonctions par la connaissance qu'elles apportent de la société, par les contacts multiples et de haut niveau, sont une excellente introduction à HEWLETT-PACKARD et permettent d'évoluer facilement vers d'autres postes d'organisation et de gestion au sein de l'équipe de direction.

Ces postes requièrent une formation de type HEC, ESSEC, IEP Paris, ESCP, ESCL, ou école d'ingénieur doublée d'une solide formation de gestion, une maîtrise parfaite de la langue anglaise, une aptitude certaine pour l'informatique.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 037 en précisant le poste choisi, à Claire BACHELARD - HEWLETT-PACKARD Département du Personnel - 5, avenue Raymond Chanas 38320 EYBENS.

MACIF (MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE)

recherche pour son futur centre de gestion régional de Moulins-Yzeure (03)

**DES RÉDACTEURS (TRIGES)
CONTENTIEUX CORPORELS
CONFIRMÉS (ÉES)**

Expérience professionnelle 2 ans minimum.

Ce poste supposera une phase transitoire de formation au centre de Moulins-Yzeure (03)

Adresser candidatures manuscrites avec C.V. détaillé et présentations à :

MACIF
RECRUTEMENT MOULINS
B.P. 57 - 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON.

UNE IMPORTANTE CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE

recherche

**POUR SA
DÉLÉGATION RÉGIONALE
DU MANS**

**UNE DÉLÉGUÉE
À L'ACTION SOCIALE**

LA CANDIDATE DE FORMATION SUPÉRIEURE AGÉE D'ENVIRON 35 ANS

DEVRA justifier d'une expérience professionnelle lui ayant permis d'acquies une bonne connaissance de la Législation SOCIALE et avoir en sens aigu des relations humaines.

L'emploi comporte de multiples déplacements de courte durée, dans la région et implique l'obligation de posséder une automobile.

La candidate devra être rapidement libre.

Envoyer C.V., photo et présentations sous référence n° 9.666 à PRAIRIAL
47, rue des Tournelles, 75003 Paris
qui transmettra.

Organisme d'Etudes et de Recherches ayant une très forte notoriété dans son domaine recrute

consultant

pour développer une activité en marketing stratégique concernant des marchés industriels.

Il a 30 ans environ, une expérience spécialisée de 3 ans dans un groupe industriel ou un cabinet, il maîtrise l'anglais.

Le poste est situé en Rhône Alpes.

Adresser C.V. et présentations à REALISE

BP 2235 - 69213 Lyon Cedex 02 sous réf. MK 780.

Dans le cadre de son développement la société AKROS (60 personnes) spécialisée dans les treuils et le matériel de manutention recherche

UN INGENIEUR

responsable de bureau d'étude

**UN DÉLÉGUÉ
TECHNICO-COMMERCIAL**

niveau technique supérieur

C.V. + présentations + photo à :
Société AKROS, 153, rue A.-Bergès
73000 CHAMBERY.

JEUNE INGENIEUR

ENSI MECANIQUE + IAE OU EQUIVALENT.

Après une première approche de l'industrie en production ou méthode, vous apprendrez à valoriser votre double compétence technique et financière et surtout à affirmer votre goût pour les relations humaines. LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE VENOE souhaite rencontrer rapidement pour son service création d'entreprise et sous-traitance un candidat attiré par le conseil auprès des PMI et convaincu de l'importance des mutations technologiques. Disponibilité, méthode et sens des réalités sont bien sûr indispensables.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et présentations à notre Conseil

LE VICTORIA
82, Bd d'Angleterre
85000 LA ROCHE-SUR-YON

Michel AUBRY

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Les technologies de la communication: un enjeu d'avenir.

Les sociétés du Groupe ALCATEL ont pour vocation les technologies de la communication. A travers la diversité des activités développées dans les domaines des télécommunications, de l'électronique professionnelle, de l'informatique et de la bureautique se dessine une volonté commune d'expansion étendue par un niveau technologique de premier ordre.

Notre axe conducteur: priorité accordée à la recherche et au développement, ainsi qu'à l'expansion internationale. La branche communication de CIT ALCATEL vous propose de découvrir un contexte de haute technologie qui a pour vocation l'étude, le développement et la fabrication de produits dans les domaines de « centres téléphoniques » et « télématique (Télécom 1 et Vidéo) » et « radio-téléphonie ». Elle vous offre les atouts d'une carrière avec un groupe puissant: un contexte hautement technologique, une ouverture internationale et les moyens d'agir et d'évoluer.



Ingenieurs expérimentés en téléphonie ou en données, réf. AS/LR

Ils participeront à Vélizy ou à Lannion aux activités d'une division/département un système de télécommunications à vocation radio-téléphonie. Ils intégreront une équipe d'études et pourront être amenés à prendre des responsabilités dans les domaines de: « définition de système » et « développement logiciel » et « intégration système ».

Ingenieurs logiciel Grande Ecole, débutants ou première expérience, réf. AS/VI

De formation ENST, SUPAERO ou équivalent, ils participeront au sein d'une équipe à Vélizy ou à Lannion à la définition et au suivi d'un système de télécommunications à vocation multiple (Vidéo, Télécom 1).

Jeunes ingénieurs export expérimentés, réf. AS/JCH

Après formation à nos produits, ils participeront à Lannion ou à Vélizy, en liaison avec les équipes de ventes internationales, aux projets techniques export de systèmes de pointe en télécommunication. Des déplacements de courte durée sont à prévoir à l'étranger, une bonne maîtrise de l'anglais et/ou de l'espagnol est nécessaire. Possibilités d'évolution ultérieures en France ou à l'étranger.

Ingenieurs d'affaire connaissant la Téléphonie, réf. DG

De formation Grande Ecole (ENST, SUPAERO ou équivalent) leur première expérience leur a permis d'acquies une connaissance suffisante en téléphonie et en technologies de pointe. Ils seront chargés à Lannion de la gestion de contrats, de la coordination interne et de la liaison avec les clients dans le cadre du déroulement des contrats d'installations et de mise en service des centres. Anglais et espagnol souhaités.

Ingenieurs de production généralistes de formation, réf. DG

Ils auront la possibilité de compléter leur formation et pourront choisir successivement différentes missions dans les principaux services à Cherbourg ou à Besenay: méthodes gestion informatique, production, fabrication, contrôle qualité. Leurs qualités personnelles, leur connaissance de l'entreprise et de ses produits leur permettront d'évoluer rapidement en France comme à l'étranger comme responsables de nos unités de production.

Ingenieur expérimenté réseau réf. AS/HC

Seu solide expérience en matière d'étude, planification des réseaux et des logiciels appliqués aux télécommunications lui permettra de prendre en charge à Vélizy: le support au client existant en matière de planification, analyse de performance, évaluation économique et le support marketing via des études de planification, en particulier l'intégration du matériel dans les réseaux existants. A la fois au niveau de la communication et de la transmission. Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Ingenieur système expérimenté réf. GLX/XP

Au sein d'une équipe système chargée des produits de communication électronique temps réel, il participera à Vélizy à la définition des spécifications, à l'évaluation des produits, au suivi technique des développements associés, aux relations avec les P.T.T.

Ingenieurs méthodes chantiers réf. GLX/VAN

Ils seront chargés: « du développement des méthodes d'intégration en liaison avec les plans d'assemblage et les chantiers de l'assistance technique et du support systèmes et matériels des équipes chantiers. Courts déplacements à envisager ».

Ingenieur produit (technico-commercial), réf. GLX/NOY

Il sera intégré à une équipe chargée des produits de communication électronique temps réel, ainsi que des produits de transmission de données. Expérience souhaitée dans ce domaine.

Pour ces postes largement évolutifs à l'intérieur du Groupe ALCATEL, adresser C.V., photo et prétentions sous réf. choisie à CIT ALCATEL Service Recrutement et Orientation BP 67 78140 Vélizy.

Pour préparer la communication du futur.

Informatique : de réelles opportunités de carrière

Pour assurer notre développement, nous recherchons des ingénieurs commerciaux

Professionnels

attirés par :
- un secteur et une technologie de pointe,
- des produits performants et réputés sur le marché,
- une carrière assurant de larges perspectives d'évolution,
- une société à même de sauvegarder et actualiser leurs connaissances informatiques.
La rémunération sera calculée en fonction de l'acquis de chacun.

Ces postes seront à pourvoir sur des secteurs restreints et pour une clientèle fidèle à développer.

Des opportunités existent à ce jour sur ANNECY, ARRAS, BORDEAUX, BREST, DIJON, LYON, MARSEILLE, MONTPELLIER, NICE, PARIS, RENNES, TOURS. Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo sous référence DG/293 à CAPFOR - 70, rue Boileau - 69006 LYON, en indiquant la ville et le poste choisis. Discretion absolue.

CAPFOR

PARIS - MONTPELLIER - LYON - NANTES - BREST - MONTLUÇON - NIORT - QUIMPER

Débutants

de formation supérieure commerciale ou de gestion, désirant intégrer un groupe important possédant :
- une image de marque reconnue sur le marché français,
- une technologie avancée,
- un contact clientèle de haut niveau,
- une structure à même de dispenser une formation complémentaire sur ses techniques et ses méthodes renforçant leurs compétences et augmentant le champ de leurs responsabilités.

(Réf. B)

GROUPES INDUSTRIEL METALLURGIQUE, LEADER SUR SON MARCHÉ - 200 Km Est-Paris.

CHEF DE COMPTABILITE GENERALE

30 ans environ, doté d'une formation supérieure comptable (ESC, DECS, BTS ou équivalent), vous bénéficiez d'une première expérience de 3 ans minimum dans une fonction identique ou de Chef de groupe au sein d'une entreprise utilisant des techniques modernes de gestion informatisée.

Au sein de la filiale (600 Millions C.A.) d'un groupe industriel international notoirement connu, vous serez près du Directeur Financier, responsable de la comptabilité générale, des comptes d'exploitation mensuels: déclarations fiscales et sociales, bilan fiscal et consolidé annuel. Vous participerez au contrôle budgétaire. Vous ferez preuve de vos capacités d'animation et d'encadrement d'une équipe de 10 personnes.

Merci d'adresser C.V. manuscrit détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 5290 FHM à notre Conseil 58, av. de Wagram 75017 PARIS. 17, rue de Courmou 51054 REIMS CEDEX.

ELS MERENO CONSULTANTS Recrutement Structures et Communication



Ingenieur supelec debutant

Alsace

FAMECA est une entreprise multinationale d'une centaine de personnes en excellente santé financière et en expansion régulière de 20 % par an. Elle est leader sur le créneau du matériel de sécurité et de prévention contre les accidents électriques (vérificateurs électroniques d'absence de tension, dispositifs de mise à la terre et en court-circuit, etc.). Son jeune président-directeur général recherche un ingénieur électrotechnicien de fort potentiel pour renforcer son équipe de direction. Celui-ci assurera un petit service, étudiera et élaborera les nouveaux produits en collaboration avec les clients (EDF, P.T.T., etc.), suivra l'évolution des normes et sera amené à siéger dans des comités de normalisation, tels le CEI. Il bénéficiera d'une grande autonomie. Le candidat retenu rejoindra une entreprise dynamique où règne une bonne ambiance. Son niveau de rémunération correspondra à celui auquel peut prétendre un candidat de valeur. Ecrire à R. SPIELER.

Réf. A62124

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG - TEL (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

2 contrôleurs de gestion

Lille - Avignon

IMPORTANT groupe de distribution, nous recherchons pour deux de nos filiales situées à Lille et à Avignon deux contrôleurs de gestion.

Collaborateurs privilégiés des patrons des filiales, ils auront pour rôle :
- la responsabilité de la comptabilité, tout en étant garants de la véracité des chiffres,
- l'élaboration des objectifs ainsi que l'analyse des écarts entre la réalisation et la prévision. Pour cela, ils exerceront un contre-pouvoir exigeant face aux différents services,

- de participer activement à l'amélioration des résultats et à l'évolution de la politique économique et sociale des filiales.

Soucieux de la productivité administrative, ils perfectionneront l'outil informatique et seront garants du suivi des procédures tant administratives que physiques.

Cette annonce s'adresse à des candidats de formation Sup. de Co., Maîtrises de Gestion et ont pratiqué la comptabilité comme chef comptable pendant 3 à 5 ans.

Nous souhaitons engager plutôt des techniciens opérationnels que des experts de l'analyse.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions ainsi que la ville choisie) en indiquant sur l'enveloppe la référence 2712 à



9, Bd des Italiens - 75002 Paris

qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA BA

MEDIA BA

MEDIA BA

MEDIA BA

MEDIA BA

MEDIA BA

MEDIA BA

MEDIA BA

MEDIA BA

MEDIA BA

MEDIA BA

MEDIA BA

MEDIA BA

MEDIA BA

MEDIA BA

MEDIA BA

MEDIA BA

MEDIA BA

MEDIA BA

MEDIA BA

MEDIA BA

MEDIA BA

Jeune 150

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mercredi 26 octobre 1983 - Page 31



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Ingénieurs électroniciens, valorisez votre 1^{re} expérience!

Filiale du Groupe MATRA, PICART LEBAS (1 200 personnes) développe et fabrique des systèmes d'intercommunication et d'autocommunication électroniques. Dans le cadre de notre diversification, nous recherchons pour notre direction des Etudes et du Développement des ingénieurs électroniciens dans les domaines suivants :

- **Radiotéléphonie cellulaire**
Nous industrialisons des systèmes de radiotéléphonie. S'agissant de produits développés au niveau de la branche communication de MATRA, vous assurerez l'interface sur le plan des études entre les différents centres concernés. Vous prendrez également en charge le transfert de technologie. Votre expérience radio est nécessaire pour mener à bien votre mission.
- **Communtation privée**
Vous participerez à l'étude et au développement de nos systèmes de communtation privée. Dans ce cadre, vous effectuerez, suivirez les projets, des études complètes ou des finitions et personnalisations d'études. Nous souhaitons rencontrer des candidats disposant d'une expérience en :
- matériels (alimentation, téléphonique),
- logiciels (systèmes temps réel).

Pour tous ces postes à pourvoir à Châteaudun (bord de Loir, 130 km au Sud-Ouest de PARIS), Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence M/25 à T.P.L. - La Boissière - Service du Personnel - B.P. 89 - 28200 CHATEAUDUN.

PICART LEBAS
MATÉRIELS TÉLÉPHONIQUES ET TÉLÉMATIQUES

Responsable des relations humaines

Homme de personnel, vous maîtrisez les différents aspects de votre fonction et souhaitez les développer dans un groupe dynamique.

Le Directeur Régional d'une société de 500 personnes - 260 millions de chiffre d'affaires - recherche son responsable des relations humaines.

En relation avec la direction des relations humaines du groupe, il élaborera et mettra en œuvre la politique de gestion des ressources humaines, notamment en matière de recrutement, de relation avec les représentants du personnel et de communication sociale.

Nous attendons un responsable ouvert au dialogue et rigoureux, ayant déjà une expérience de la fonction d'au moins 5 ans.

La rémunération sera motivante. Poste basé à ROUEN.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8230 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

sovac

IMPORTANT GROUPE FINANCIER PRIVE, a plusieurs postes de

Jeunes responsables commerciaux

à pourvoir.

La réussite dans le poste ouvre dans le cadre de 130 agences en France, de très intéressantes opportunités de rapide évolution de carrière.

Cette fonction exige une bonne formation générale, le goût et l'habitude des contacts humains.

Nous leur assurerons une solide formation à nos produits et services (financements d'entreprises, crédits immobiliers et automobiles).

Ils bénéficieront d'une rémunération fixe rapidement évolutive et d'importants avantages sociaux.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (C.V. + photo + prétentions) à Mr GUBERT
SOVAC - B.P. 1808 - 75362 PARIS Cédex 08

LA VILLE DE BREET envisage la reconversion d'un

JOURNALISTE

chargé au sein d'un service de presse rattaché au cabinet du Maire de la rédaction d'un Bulletin Municipal et de divers articles

Env. cur. visé et prétentions à M. le Maire - Cabinet, Hôtel de Ville, 2227 B BREET Cedex.

BP

La Société Française des Pétroles BP

propose à de

JEUNES INGENIEURS DE HAUT NIVEAU

Des postes opérationnels en raffinerie dans les filiales :

- production
- maintenance
- étude et développement.

Formation souhaitée : ingénieurs généralistes ou ayant spécialisation en génie chimique ENSPM très appréciée.

Postes à DUNKERQUE et à LAVERA.

Envoyez CV détaillé, photo Société Française des Pétroles BP au Service Recrutement 10 Quai Paul Doumer 92412 COURSEVOIE CEDEX.

de la Rillette du Mans au Jambon de Parme.
C.A. : 500 millions de francs

dynamiser une véritable fonction Marketing

Nous sommes filiale, dans la Sarthe, d'un groupe important agro-alimentaire français à dimension internationale. Nos produits de marque sont nos points forts et nos produits nouveaux sont prometteurs. Nous mettons en place des moyens importants pour affiner notre efficacité industrielle et commerciale.

Dans ce cadre-là, notre Directeur Commercial recherche UN HOMME ou UNE FEMME de métier (au moins 5 ans dans la grande consommation) pour piloter le Marketing et assurer cette fonction dans son intégralité.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, curriculum vitae et prétentions, sous la référence n° 274.897 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Fiscaliste Chef Comptable

BANQUE PARIS 8ème recherche son Fiscaliste Chef Comptable. Il aura une formation supérieure (DECS + formation fiscale par exemple) et plusieurs années d'expérience en milieu bancaire. Il devra avoir le sens des contacts téléphoniques et humains pour diriger une équipe de 4 à 5 personnes.

Merci d'adresser lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) en rappelant la réf. 46234 à Projets 12, r. des Pyramides 75001 Paris, qui fera suivre en toute discrétion.

200.000+

POUR NOS FUTURS INGENIEURS TECNICO-COMMERCEUX CONFIRMES

Notre Société, leader dans le domaine de l'instrumentation de mesure et des systèmes de test, vous propose de prendre en charge la vente de matériels de réputation internationale. Il s'agit toujours de produits hautement sophistiqués, faisant appel aux technologies les plus avancées.

Les contacts que vous devrez prendre avec une clientèle de haut niveau feront appel à toutes vos qualités techniques ainsi qu'à votre sens commercial très développé.

Si le profil décrit ci-dessus n'est pas entièrement le vôtre, vous êtes peut-être un ingénieur électro-mécanicien désireux de voir évoluer sa carrière vers des responsabilités plus larges ; dans ce cas votre candidature nous intéresse également.

Ces postes à pourvoir sont placés en banlieue sud-ouest, proche de Paris.

Veuillez adresser votre dossier (CV + lettre manuscrite) sous le n° 275 071 M, à Régie Presse, 85bis rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Papeteries de Condat
branche papier bois de Saint-Gobain

Leader européen du papier d'impression de haut de gamme, cette Société réalise des investissements importants au plan des techniques et des hommes pour améliorer ses performances en productivité et en qualité.

Les objectifs qu'elle s'est donnée lui font rechercher des collaborateurs de haut niveau renforçant son potentiel "matière grise" auxquels elle offre :

- des possibilités de formation et d'évolution de carrière intéressantes au sein d'un des premiers groupes français,
- une activité prenante qui aiguise le sens de la responsabilité et laisse de larges capacités d'expression personnelle,
- une qualité de vie privilégiée par un environnement touristique mondialement connu (vallée de la Vézère en Dordogne).

Les postes proposés s'adressent à :

• **Un Ingénieur AM ou équivalent**

disposant de bonnes connaissances en automatismes et d'une expérience réussie de 5 ans environ dans un rôle opérationnel de production. Il participera à l'animation d'un des secteurs clés de l'entreprise (280 personnes). Il aura en outre pour mission d'être l'interlocuteur des services techniques pour la mise en œuvre d'un important programme d'automatisation.

référence LH 146 AM

• **Un Ingénieur physicien, hydraulicien ou mécanicien**

Intégré à une cellule recherche appliquée, il collaborera au développement du processus et des produits en contact étroit avec le terrain.

référence WP 147 AM

• **Un Ingénieur automatique**

préparé par une expérience d'environ 5 ans intégrant si possible une pratique de l'analyse de la valeur à une responsabilité de développement dans la branche des automatismes orientés plus spécialement vers la micro-informatique. Il participera à l'étude et au suivi de réalisations ambitieuses et sophistiquées.

référence YR 148 AM

• **Un IUT électronique ou équivalent**

avec 3 à 5 ans d'expérience, il interviendra au sein d'une petite équipe de haut niveau pour assurer et optimiser la maintenance d'équipements de pointe.

référence ZS 149 AM

• **Un IUT informatique ou équivalent**

capable, après une première expérience (connaissance du système 34 et des langages GAP II et COBOL exigés), d'animer l'équipe d'exploitation (4 personnes) et d'assurer la maintenance et l'optimisation des applications réalisées dans les différents secteurs de l'entreprise.

référence AI 150 CM

Le sens du dialogue, le goût du travail en équipe, la capacité à assumer une délégation de responsabilités importantes sont indispensables à la réussite dans ces différentes fonctions.

Ecrire ou téléphoner en précisant la référence à

Madame SANTAMARIA
11 rue Calvé 33000 BORDEAUX
Tél. : 16 (56) 52 40 45
DISCRETION ABSOLUE

etap

Membre de Syntec

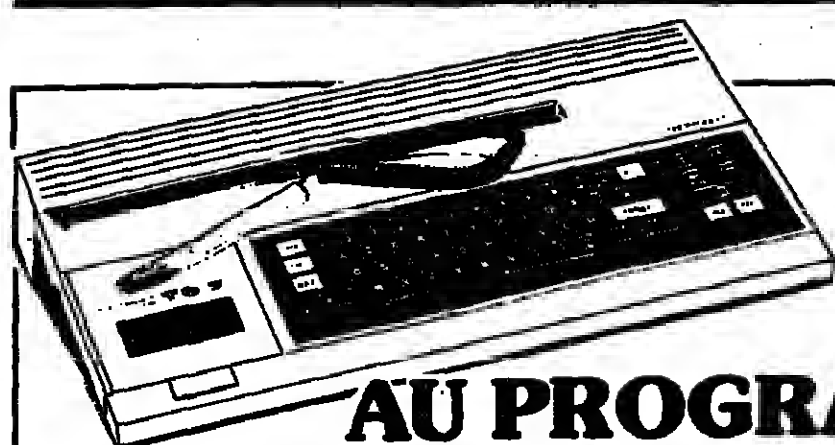


OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS


TO 7

 LE MICRO-ORDINATEUR
POUR TOUTE LA FAMILLE

AU PROGRAMME DU TO 7: GRANDIR ET CONQUÉRIR

LE TO 7 de THOMSON: premier-né d'une nouvelle génération de micro-ordinateurs français et un très grand succès public au SICOB 83.
Pour faire encore mieux et étendre la famille TO 7, nous recrutons des **INGÉNIEURS** prêts à jouer avec THOMSON la carte de la micro-informatique française pour tous.

INGÉNIEURS LOGICIELS DE BASE

Dans notre service architecture système, vous rejoindrez l'équipe qui travaille déjà sur de nouvelles machines. Nous vous demanderons de participer à la conception d'un système et à l'écriture de langages de programmation sur ces nouvelles réalisations. Vous êtes diplômé **GRANDES ÉCOLES** ou **ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR** (spécialisation informatique); vous avez une pratique confirmée de l'assembleur dans le cadre d'une équipe industrielle ou universitaire, et avez participé à la réalisation de logiciels du type OS ou langages.

Réf. 105

Pour un premier contact, adressez C.V., photo et prétentions, à ALPHA CDI - 181, avenue Charles-de-Gaulle - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

INGÉNIEURS DE CONCEPTION D'ORDINATEURS PERSONNELS

Nous vous confierons les développements à base de processeurs 16 bits sur les nouveaux produits de la gamme TO 7. Votre mission au sein de l'équipe de conception impliquera une analyse en profondeur des architectures des produits existants sur le marché. Le laboratoire de micro-informatique avancée donne à chaque ingénieur la responsabilité de son projet propre. Si la recherche et le développement dans ce secteur de pointe vous intéressent, si vous êtes diplômé **GRANDES ÉCOLES** ou **ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**, si vous avez une bonne expérience en **CONCEPTION HARD** de petits systèmes.

Réf. 106


THOMSON
BRANCHE GRAND PUBLIC

Haute technologie, de larges perspectives pour évoluer ...

Depuis plusieurs années, les systèmes d'impression à laser connaissent un succès considérable dans le domaine des périphériques à haut degré technologique. La qualité et la performance de nos matériels dans ce domaine nous ont permis de prendre une place prépondérante sur ce marché. Afin d'accroître encore notre présence nous souhaitons nous adjoindre les compétences de spécialistes.

Ingénieurs support technique

Ils auront pour mission d'assister l'équipe commerciale et d'assurer un rôle de support technique auprès du client (études spécifiques, logiciels, formation, suivi...). Les candidats que nous recherchons auront une expérience de 2 à 3 ans dans l'informatique et si possible une bonne connaissance des operating-systems des gros matériels. (réf. 6912 A).

Vous bénéficierez d'une solide formation et d'un salaire motivant pour ces postes à pourvoir à Paris et en province, l'anglais est nécessaire.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature comprenant lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à Média-System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

Ingénieurs commerciaux

De formation supérieure (commerciale ou d'ingénieur) leur expérience de la vente de matériels informatiques (moyens et gros systèmes ou périphériques lourds) leur permettra de participer avec succès à notre croissance dans ce domaine. (réf. 6912 B).

CHEF DE DIVISION PRODUITS

C'est au sein de la Direction Marketing d'un grand constructeur informatique que vous est proposée cette opportunité. Responsable d'une équipe d'ingénieurs chargés de définir et de suivre la stratégie d'un ensemble de **produits bureautiques et informatiques**, vous allez, selon les objectifs que vous vous serez fixés :

- définir les caractéristiques produits à développer
- assurer leur positionnement marketing
- suivre leur vie commerciale.

Une opportunité en pleine croissance, qui vous fait appel à votre sensibilité marketing que technique. A ce titre, votre formation d'INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE et votre expérience de plusieurs années sur des produits informatiques ou bureautiques (Product Planning, Product Marketing) doivent vous inciter à postuler et à adresser sans tarder votre dossier de candidature à M. de Marleback - 251, rue Saint Martin - 75003 PARIS, qui nous le transmettra en toute discrétion.

CHEF COMPTABLE expérimenté

35 ans minimum. Sens du commandement. 10 ans d'expérience comptable et gestion administrative.
Formation D.E.C.S. minimum.

Lieu de travail : VITRY SUR SEINE.

Adresser votre dossier de candidature détaillé (avec prétentions) sous réf. 9056 à VALENS CONSEIL
BP 359, 75004 PARIS Cedex 02

ingénieur commercial

Si votre expérience vous a déjà familiarisé avec «LES MILIEUX» DE L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE, nous vous proposons de mettre votre «savoir-faire» au service de la **DIRECTION COMMERCIALE** d'un spécialiste de rang international dans les **ETUDES ET REALISATIONS D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET DE SYSTEMES D'AUTOMATISMES INDUSTRIELS**.

Pour un premier contact
adresser un C.V. complet sous réf. 81278 à
CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui trans.

BANQUE PRIVEE recherche

GRADES DE BANQUE (H.F.) CLASSE II - III

ayant une très bonne expérience
DU PORTEFEUILLE

La préférence sera donnée aux candidats ayant une bonne formation bancaire (B.P. nécess.) et ayant un fort potentiel de développement, leur permettant d'assumer les responsabilités d'encadrement dans un avenir proche.

Lieu de travail PARIS 8^e

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle à n° 4728
PUBLIFOP 28 rue Bleue 75005 PARIS
qui transmettra

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE PARIS, recherche

CHEF DE PRODUIT

Pour prise en charge des projets nouveaux.

Il est demandé :

- personnalité dynamique faisant preuve de créativité,
- 2 à 3 ans d'expérience de la fonction complète Chef Produit.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétention sous référence 81379 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q. tr.

Soyez bien!

hommes ou femmes
donnez une nouvelle dimension
à votre expérience commerciale
en Informatique.

Voir P.36

digital

Avec 5 usines en France, 3 filiales commerciales en Europe, 1 200 collaborateurs, nous sommes l'une des plus importantes sociétés de l'habillement.

Nous réalisons 50% de notre CA à l'export, et pour nous assurer de la constante adaptation de notre production aux besoins commerciaux de nos différents marchés nationaux et internationaux, nous recherchons un

Jeune gestionnaire (Maîtrise ou DUT de Gestion)

Rattaché au Directeur Commercial Général et assisté de 2 personnes, vous serez responsable de la consolidation des prévisions de ventes et de l'optimisation du niveau des stocks sur chacun des marchés.

Vous bénéficierez pour cela d'un système informatique évolué.

Rigueur, méthode, organisation et sens des contacts seront vos principaux atouts.

Merci d'adresser votre candidature avec
CV détaillé et prétentions à Chantelle,
Service du Personnel,
41 rue Greneta 75002 Paris.

Chantelle

Importante société d'ingénierie

INGÉNIEUR ENSTA, ESPCI, ENSC...

Vous êtes attiré par

la RECHERCHE et le DÉVELOPPEMENT

dans les domaines suivants :

- chimie des fluides,
- chimie macro moléculaire,
- corrosion des matériaux,
- mécanique des fluides,
- électrochimie,
- thermodynamique.

Vous participerez activement à la **CONCEPTION** des circuits auxiliaires de chaudières nucléaires, que nous réalisons. En étroite collaboration avec nos différents laboratoires, vous serez l'**ANIMATEUR** de nos expérimentations. Des connaissances en physique nucléaire seraient appréciées.

Le poste, basé à PARIS-LA DÉFENSE, implique quelques déplacements de courte durée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 80391 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

151015

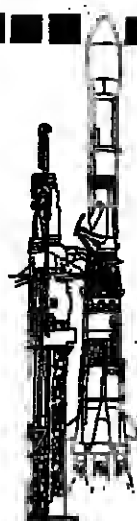
REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



un juriste d'entreprise

Entreprise de pointe, nous développons et fabriquons des propulseurs pour lanceurs de satellites, missiles et engins militaires (CA: 1 200 MF, 3 300 personnes).

Vous avez une solide formation juridique (Doctorat, DEA, DESS), 5 ans minimum d'expérience comme juriste d'entreprise, orientée principalement vers les contrats et vous maîtrisez l'anglais.

Au sein de notre département juridique (Paris-La Défense), vous participez à la préparation et à la rédaction de contrats, notamment d'accords industriels. Vous traitez, en outre, de questions juridiques telles que le contentieux, le droit des sociétés, la propriété industrielle, les consultations diverses...

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4426 LM).

SEP



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Paris - Nous sommes une importante société de services (plus de 2000 personnes, 350 M de CA), leader sur notre marché et jouissant d'une excellente image de marque, spécialisée dans le domaine de la sécurité.

Notre activité sur l'ensemble de la France et les DOM-TOM est caractérisée par de nombreux centres d'exploitation autonomes disposant en propre de matériels fixes et mobiles assurant des prestations très élevées de sécurité. Notre service est constitué de professionnels de tout premier plan, mais notre direction générale et notre directeur de la sécurité souhaitent en renforcer la compétence technique et scientifique en créant le poste d'

ADJOINT AU DIRECTEUR SÉCURITÉ

Vous êtes ingénieur ENSAM ou équivalent et vous avez acquis cinq à six ans d'expériences professionnelles dans le monde industriel comme responsable maintenance et T.M., comme chef de projet ou comme ingénieur assurance-qualité. Vous avez l'habitude d'aborder les problèmes techniques dans un esprit scientifique et tout en restant un généraliste, vous êtes à l'aise dans les domaines de la mécanique, de l'électronique et des techniques de contrôle avec supports informatiques. Vous assisterez notre directeur de la sécurité et vous devrez donc d'abord vous intégrer à une équipe de spécialistes et vous faire accepter. Vous prendrez plus directement en charge les aspects techniques de nos installations (sites, bâtiments, matériels fixes et mobiles et bien sûr les moyens techniques de contrôle). Vous interviendrez donc dans la conception des systèmes, dans la réalisation des installations, dans le suivi des contrôles. Vous vous tiendrez donc en permanence au fait des techniques, vous aurez des relations avec les fournisseurs et avec les installateurs (cahier des charges). A terme, vous aurez la volonté d'évoluer vers d'autres responsabilités dans le groupe.

Ecrire sous réf. 5734 M

Notre politique de décentralisation vers nos entités opérationnelles à Paris et en province implique néanmoins des procédures d'organisation identiques, avec l'aide de supports informatiques (IBM 34) au service de l'exploitation de ces centres. Pour poursuivre notre projet (partiellement réalisé) et l'étendre à l'ensemble de nos unités, nous recherchons un

JEUNE INGÉNIEUR EN ORGANISATION

Vous êtes ingénieur diplômé et vous avez acquis une première expérience de l'organisation en entreprise ou en cabinet (de 2 ans au maximum) qui vous a permis de faire la preuve de vos qualités pour ce type de fonction: esprit d'analyse et de synthèse, pragmatisme, autorité naturelle, capacité de persuasion... Vous souhaitez continuer dans cette voie pendant quelques années avant d'évoluer vers d'autres responsabilités. Sous l'autorité du directeur général, vous prendrez le relais du titulaire actuel, promu à d'autres fonctions. Vous devrez bien sûr vous familiariser avec le système informatique d'exploitation pour jouer le rôle d'interface mais surtout analyser les procédures et systèmes d'exploitation existants (unité par unité), aider les responsables à organiser (circuits de documents, circuits de travail, organisation du travail) dans un souci constant d'efficacité des services de sécurité élevés tout en recherchant la productivité, mettre enfin en place les outils de gestion d'exploitation informatisés. Votre mission consistera en permanence à assurer la formation des utilisateurs et à contrôler la fiabilité de la gestion d'exploitation.

Ecrire sous réf. 5733 M

Vente technique de nouveaux systèmes dans le domaine de reprographie - Nous sommes un des grands du monde de la reprographie. Notre filiale en France (1000 personnes, + de 500 M de CA) se développe harmonieusement depuis de longues années: leader sur certains créneaux de marché, elle a l'ambition de conquérir une position encore plus importante en commercialisant dès 1984 un équipement nouveau - haut de gamme et très performant. Pour ce faire, nous développons une force de vente spécialisée qui aura comme mission d'implanter et de dynamiser des segments de marché où nous ne sommes pas encore implantés avec une gamme actuelle et un nouveau produit. Notre avance technologique nous permet de fonder de solides espérances pour ce nouveau produit... nous recherchons des personnes qui seront les éléments dynamiques de son lancement et de son développement, en tant qu'

ATTACHÉS COMMERCIAUX

Vous avez une formation secondaire technique et un premier cycle d'études supérieures (BTS ou DUT en techniques de commercialisation, ou en électronique, mieux encore en informatique). Vous vous êtes orienté, depuis cinq ans de vie professionnelle, vers des postes de vente soit dans les biens d'équipement ou industriels, soit dans l'univers plus spécialisé de la bureautique. Vous pouvez aujourd'hui faire la preuve de votre connaissance approfondie des rouages d'une entreprise, de votre capacité à négocier à différents niveaux hiérarchiques, de votre possibilité d'élaborer un projet cohérent après l'analyse des besoins d'un client. Vous vous venez confier, au sein d'une équipe spécialisée, (après une solide formation de plusieurs mois) l'implantation et le développement d'un nouveau produit auprès d'une clientèle exigeante. Vous serez amené à prospecter des créneaux nouveaux où il vous faudra analyser le processus de décision d'achat, définir l'ensemble des circuits d'information et d'organisation d'une entreprise, vendre ensuite une technologie nouvelle en vous appuyant sur des gains de productivité et des réductions de coût. C'est dire que vous êtes intéressé par une vente difficile, nécessitant à la fois compétence technique et impact personnel. Vous bénéficierez d'une rémunération motivante (fixe + primes: avec de sérieuses garanties pendant le temps nécessaire au lancement, d'un statut VPR (et donc de ses avantages) au sein d'une entreprise réputée pour son dynamisme et sa capacité d'innovation.

Ecrire sous réf. 5735 M

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeux en précisant la référence: il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TELEPHONE: 565.11.11

MEMBRE DE SYNTec

Nous recherchons pour renforcer notre Service ASSURANCES à PARIS un

Cadre spécialiste Assurances Collectives Vie

Agé d'environ 35 ans, diplômé d'études supérieures (licence ou maîtrise de Droit Privé), il devra avoir une expérience de 8 à 10 ans des Assurances Collectives Vie dans une compagnie ou un cabinet de courtage. Après une identification des risques, effectuée en collaboration avec les Services budgétaires intéressés, il devra les exposer aux assureurs (courtiers et compagnies) et participer aux négociations. Il aura en outre un rôle de conseil pour les dossiers litigieux (cotisations - sinistres). Ce poste requiert une bonne pratique de la comptabilité et une connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions sous réf. 321 JC à Société Générale - Services du Recrutement, 7 rue Courmartin 75009 Paris.

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue



Directeur groupe de filiales

référence 50 200 AM

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS, NUMÉRO UN DANS SON DOMAINE nombreuses implantations sur tout le territoire, recherche un Directeur.

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé d'animer, coordonner, développer un ensemble de filiales.

Ce poste conviendrait à un candidat, de formation grande école d'ingénieurs ou de gestion, ayant déjà assumé avec succès la responsabilité opérationnelle d'un centre de profits à caractère industriel et commercial, désireux et capable de gravir un échelon pour devenir le manager de plusieurs centres et éventuellement en créer de nouveaux.

Poste: Paris-La Défense.

Auditeur interne

référence 14 201 AM

UNE SOCIÉTÉ LEADER, PLUS DE 20 FILIALES EN FRANCE, rattachée à un groupe français de premier plan, recherche un Auditeur Interne.

Au sein d'une équipe d'auditeurs, il sera chargé pour un ensemble de filiales et pour les domaines comptables, fiscaux, juridiques de vérifier l'orthodoxie des méthodes et des comptes et de jouer un rôle de conseil. Ce poste conviendrait à un candidat ESC ou DECS, ayant de préférence une première expérience professionnelle en audit ou en comptabilité (connaissance de la comptabilité publique appréciée) ou débutant si fort potentiel. Des qualités de rigueur, de contact, d'analyse et de synthèse sont indispensables.

Perspectives d'évolution de carrière.

Poste: Paris-La Défense.

Ingénieur principal responsable équipe études et conseils

référence 20 205 AM

UN GROUPE FRANÇAIS DE PREMIER PLAN, leader incontesté dans un domaine en développement, offre un poste intéressant et de réelles possibilités d'évolution de carrière (éventuellement vers des responsabilités opérationnelles, type direction de filiale) à un Ingénieur Principal.

Ce poste implique:

- l'animation d'une équipe d'ingénieurs chargés de réaliser des études et d'apporter des conseils dans des domaines diversifiés: schémas de développement, finances, économie, organisation,
- de nombreux contacts avec les interlocuteurs extérieurs: élus, Industriels, Administration.

Diplômé d'une école d'ingénieurs (ECP, Mines, ou d'une école de commerce (HEC, ESSEC), le candidat devra justifier:

- d'une expérience dans la direction d'études ou l'animation d'équipes,
- d'aptitudes relationnelles marquées,
- d'un bon potentiel d'évolution.

Poste: Paris.

Chef de projet conception et réalisation système de gestion de pointe

référence 17 176 CM

La Coopérative Agricole du Val-de-Loire (2,5 milliards de francs de CA, 1.700 personnes) recherche dans le cadre de son expansion un Ingénieur Chef de Projet.

Il s'intégrera au service Informatique équipé d'un 43/41, de plusieurs mini-ordinateurs de gestion (HP 3000) et d'une centaine de micro-ordinateurs.

Rattaché au Directeur Organisation et Informatique, il aura la responsabilité de la réalisation de projets inscrits au plan informatique et concernant toutes les activités de la coopérative.

Les projets sont conduits selon la méthode Merise et font appel aux bases de données et au temps réel. Le poste, outre des compétences en informatique et une formation d'ingénieur, fait appel à des qualités de contact, d'autonomie et exige une expérience de niveau similaire d'environ 3 ans acquise en SSCI ou entreprise.

Poste basé à Ancenis (44).

Ingénieur commercial

référence 10 116 AM

LA FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE INTERNATIONAL (1.000 personnes), en développement constant a acquis une réelle notoriété sur le marché français.

L'Ingénieur Commercial recherché sera chargé de la vente d'une gamme de produits chimiques industriels destinés à une clientèle diversifiée: industrie des colles, peintures, résines, détergents.

Sous la responsabilité du Directeur Commercial, et en contact permanent avec la maison mère, il assurera la vente et la gestion de ces produits sur le marché français.

Évoluant au sein d'une structure légère, il participera à la vie de la société dans une ambiance d'équipe.

Ce poste présente une réelle opportunité pour un candidat jeune, parlant couramment l'anglais.

Ingénieur chimiste ou formation supérieure équivalente, il aura une expérience commerciale de 2 à 5 ans.

Déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Lieu de travail: banlieue ouest de Paris.

Participer au démarrage et à l'animation d'une unité de production moderne.

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE TOUT PREMIER PLAN démarre sur le marché très porteur et en collaboration avec de grands pays étrangers, la réalisation en grande série de produits grand public impliquant la mise en œuvre de techniques sophistiquées (mécanique de haute précision et électronique).

Pour compléter une équipe jeune et performante chargée de cette mission, deux postes intéressants et évolutifs sont offerts:

■ **Chef du Service Entretien Travaux Neufs.** Il s'agit de participer à la modernisation totale d'une usine (notamment création d'une unité à atmosphère contrôlée) en étant responsable d'un budget d'investissement important (bâtiments, fluides, génie climatique, dépoussiérage), de mettre en place des systèmes d'entretien préventif et d'animer une équipe.

Ce poste conviendrait à un ingénieur AM, IDN ou équivalent, ayant 3 à 4 ans d'expérience dans la conception, l'aménagement et la maintenance de locaux industriels modernes.

■ **Chef de Service Logistique.** Il s'agit de mettre en place et d'animer la gestion de production (approvisionnement, ordonnancement, lancement, gestion des stocks, magasins) en redéfinissant les procédures existantes et en développant la mise en œuvre de la micro-informatique.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école (Ingénieur en gestion) ayant 3 à 4 ans d'expérience en gestion de production dans le domaine de fabrication de grande série.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Ces deux postes impliquent des qualités de créativité et d'organisation ainsi qu'un sens marqué du travail en équipe. Ils sont évolutifs.

Postes: ville Bourgogne.

Ecrire en précisant la référence.

Membre de Syntec



4, rue Massenet 75016 Paris

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Informaticienne distribuée et bureautique : une technologie de pointe, une activité en plein essor...

Ingenieurs grandes écoles

(option informatique)

Nous vous proposons dans tous les cas de véritables postes « tremplin » voire des responsabilités d'encadrement si vous avez une première expérience. Notre environnement de haute technologie fera en outre évoluer considérablement votre carrière de spécialiste, notamment dans les domaines d'applications suivants :

- Réseaux et télécommunications (raccordement réseaux TRANSPAC-ETHERNET)
- Applications téléinformatiques (émulation de terminaux et gestion transchonnelle)
- Applications bureautiques (traitement de textes, bases de données, applications graphiques, télématique)

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 4569 à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS qui transmettra.

POUR VENDRE

Messagerie Electronique

il faut une

VERITABLE EXPERIENCE !...

- SERVICES (SSCI) — INFORMATIQUE
- TELEMATIQUE — BUREAUTIQUE

Si vous possédez au moins deux de ces compétences, nous devons nous rencontrer.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, et prétentions) sous référence CL/A3.M à M. ROGER-VASSELIN, Direction du Personnel et des Relations Humaines.

FRANCE CABLES ET RADIO
73, rue de Richelieu - 75002 PARIS, qui vous assure réponse et discrétion.

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

recherche

des ingénieurs électroniciens

Grandes Ecoles

Débutants ou quelques années d'expérience

des agents techniques électroniciens

B.T.S. - DUT ou équivalent

Débutants ou petite expérience

Pour études et développements de matériels électroniques de pointe utilisant les techniques et technologies les plus modernes dans les domaines :

- des calculateurs aéronautiques
- des liaisons numériques
- du traitement du signal.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, Administration du Personnel ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT - 55, quai Carnot - 92214 SAINT CLOUD.

Techniciens Chimistes Recherches / Applications

La Société Française HOECHST propose au sein de son Centre de Recherches et d'Applications de STAINS (93) des postes de :

TECHNICIENS CHIMISTES

1. En recherches
Travaux de laboratoire en Synthèse Organique (réf. 101)
2. En applications (2 postes)
— En laboratoire, assistance clientèle et formulation de résines et de dispersions dans le secteur textile technique.
Expérience d'applications polymères nécessaire. (réf. 102)
— Contrôles et assistance à la production dans le domaine des produits auxiliaires textiles (résines, émulsions, dispersions, etc.).
Connaissances en informatique souhaitées. (réf. 103)

Ces postes conviendront à des jeunes diplômés BTS ou DUT possédant une première expérience dans les domaines concernés.

La connaissance de l'allemand et/ou de l'anglais sera un atout supplémentaire pour une évolution de carrière dans notre Société.

Adresser C.V. et prétentions en rappelant la référence du poste souhaité à notre Service du Personnel, 48 bis, avenue Gaston Monmousseau 93240 STAINS.

Hoechst

Société d'Ingénierie spécialisée dans les techniques de pointe (traitement de combustibles irradiés, énergies nouvelles...)

1 100 personnes — Recherche

L'adjoint au responsable du service audit

Il assurera les audits opérationnels et comptables au sein de la société et de ses filiales et mettra en place les procédures appropriées.

Cette fonction exige une formation du type DECS - Ecole de Commerce, une expérience d'environ 3 ans dans un cabinet d'audit ou en entreprise ainsi que la pratique courante de l'anglais.

Le poste situé en proche banlieue ouest (20mn de Paris) comporte des déplacements de courte durée en province et à l'étranger.

Adresser CV, photo et prétentions à :

SGN

Direction du personnel et des Relations Humaines
1 rue des Hérons - 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

Beecham Pharmaceutique France

Assistant(e) Juridique

Paris

Nous sommes la filiale française d'un important groupe pharmaceutique anglais.

En France, nous comptons plusieurs sociétés en forte croissance (3 usines, 1 centre de recherche, le siège social, 3 réseaux de visite médicale) et nous réalisons actuellement 450 MF de C.A.

Dans le poste que nous créons aujourd'hui, il s'agit d'assister le Directeur Juridique et Fiscal dans l'ensemble de ses missions juridiques : préparation de conseils d'administration, d'assemblées générales, règlement des problèmes de droit des sociétés, litiges, contentieux, etc.

Vous êtes jeune diplômé(e) d'études supérieures en droit et connaissez bien le droit des sociétés. Par ailleurs, vous avez une première expérience de 2 à 3 ans en cabinet (avocat, audit) ou dans le service juridique d'une entreprise. Enfin, vous pratiquez couramment l'anglais et vous recherchez un poste évolutif.

Merci d'envoyer votre CV, sous la réf. 5621, à Michel Garnier.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE **IBD** 28 avenue de Messine 75008 Paris

BANQUE PRIVEE

recherche

ADJOINT(E) DU CHEF DE SERVICE CONTENTIEUX CREDIT LOGEMENT

150 000/175 000 F

Ce poste s'adresse à un juriste (maîtrise en droit exigée) ayant au moins 5 ans d'expérience du contentieux dans le domaine du crédit aux acquéreurs de logement.

Compte tenu de la double mission : Animation de 30 personnes et amélioration des procédures de travail, la préférence sera donnée à une personne ayant une réelle expérience de management et des qualités affirmées d'organisateur.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle à M. 4729 PUBLIFOP 29 rue Bleue 75003 PARIS qui transmettra.

Association de Cadres
située à Paris centre, recherche

responsable d'accueil et d'organisation

pour ses activités culturelles et touristiques

- Environ 35 ans, elle a acquis une expérience dans le domaine social ou éducatif.
- Son sens, sa culture et ses qualités d'organisatrice sont reconnues.
- Elle est à même de prendre en charge la gestion d'un petit secrétariat. Steno appréciable et dactylo.
- Son assurance lui facilitera les contacts auprès de nos membres et pourra lui permettre d'évoluer au sein de ce poste.

Nous proposons des horaires aménagés du lundi au vendredi de 11h 30 à 19h. Nos activités s'étendent de la mi-septembre à la fin juillet.

Nous offrons pour ce poste, un salaire de 70.000F par an et plus suivant ses compétences.

Vous correspondez à ce profil, merci de faire acte de candidature en adressant CV + photo s/réf. 46267 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris. Discretion assurée.

CHARGÉ(E) DE RECRUTEMENT

Notre Direction du recrutement et de la gestion des carrières effectue des missions de recherche et de sélection de personnel, tant pour notre siège que pour les filiales, à Paris et en province.

Notre développement dans le secteur de la communication nous conduit à étoffer notre Direction en recherchant un(e) assistant(e) de recrutement.

Il se verra chargé de la recherche et de la sélection complètes de personnel employés et maîtrise pour notre Groupe. A terme, ce poste pourra évoluer vers des missions de recrutement de personnel d'encadrement.

Une première expérience professionnelle de deux ou trois années est indispensable permettant la connaissance des grandes fonctions de l'entreprise. Une formation supérieure (Sciences humaines, spécialisation dans la fonction Personnel) est également nécessaire.

Nous vous remercions de nous adresser votre candidature en nous précisant vos prétentions.

Réponse et confidentialité assurées.

Ecrire à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS, sous référence 33761.

de 11h 30 à 19h

JP. 11/10/83

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mercredi 26 octobre 1983 - Page 35

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Le Département Constructions et Ventes Mécaniques de **L'AIR LIQUIDE**

est chargé de la réalisation d'unités de séparation des gaz et de matériels de stockage et de distribution de fluides cryogéniques. Il a réalisé la plus importante installation de séparation de gaz implantée dans le monde. Il recherche aujourd'hui :

Deux ingénieurs spécialistes chaudronnerie et RDM

Ils auront pour tâche d'assister les centres de fabrication dans :
• la conception • l'optimisation • la réalisation
d'appareils et éléments chaudronnés sous pression.
Ils participeront à la définition des méthodes de fabrication et seront chargés de l'analyse des problèmes liés à la Résistance des Matériaux. De formation supérieure (Arts et Métiers, INSA ou équivalent), ils auront acquis une première expérience significative (5 ans) dans une entreprise métallurgique (Bureau d'Etudes ou Production) et seront capables d'utiliser les techniques de Conception Assistée par Ordinateur (CAO). Leur sens des relations humaines leur permettra de dialoguer avec les responsables de fabrication aux yeux desquels ils deviendront rapidement les spécialistes de la R.D.M. Pour ces deux postes, basés en région parisienne, la maîtrise de l'anglais technique est un atout. référence 101 M

Un ingénieur de bureau d'étude

Au sein d'un Centre de Produit réalisant l'ingénierie des installations de stockage, de transfert et de vaporisation de gaz liquéfiés, il sera chargé :
• des calculs de dimensionnement
• de l'élaboration, de l'introduction et de l'utilisation de méthodes d'ingénierie nouvelles (CAO)
• du suivi des produits nouveaux
• de l'application des Codes et Règlements
Ingénieur de formation (Centrale, Mines INSA...) une première expérience de Bureau d'Etudes lui aura permis de consolider ses connaissances en thermodynamique, mécanique des fluides, R.D.M... Des connaissances pratiques en matière de robinetterie, instrumentation et électricité seraient particulièrement appréciées. Le poste est basé en région parisienne. référence 103 M

Un ingénieur thermodynamicien informaticien

La Division des Techniques Avancées développe les technologies de l'avenir. Ses domaines d'action : le spatial et la cryogénie. Elle conçoit et réalise, en outre, les réservoirs du troisième étage du lanceur européen ARIANE. Elle recherche un ingénieur qui sera chargé d'effectuer des calculs en thermodynamique appliqués à l'espace et à la cryogénie. Ingénieur Grande Ecole (Centrale, Mines...) éventuellement débutant, le candidat retenu devra mettre en valeur une expérience, même courte, de calculs thermodynamiques de haut niveau avec l'aide de l'outil informatique. Une connaissance des systèmes informatiques (VAX 11/750 ou machine similaire) est souhaitée. Le poste est à pourvoir en région grenobloise et suppose une connaissance de l'anglais. référence 104 M

Le Groupe AIR LIQUIDE (22.000 personnes, présent dans 55 pays) propose à ses ingénieurs de valeur d'intéressantes opportunités d'évolution de carrière. Les candidats voudront bien envoyer un C.V. détaillé avec photo et référence du poste à :

L'AIR LIQUIDE Direction des Relations Humaines et de leur Prospective 75, Quai d'Orsay 75321 PARIS Cédex 07

Un ingénieur spécialiste machines

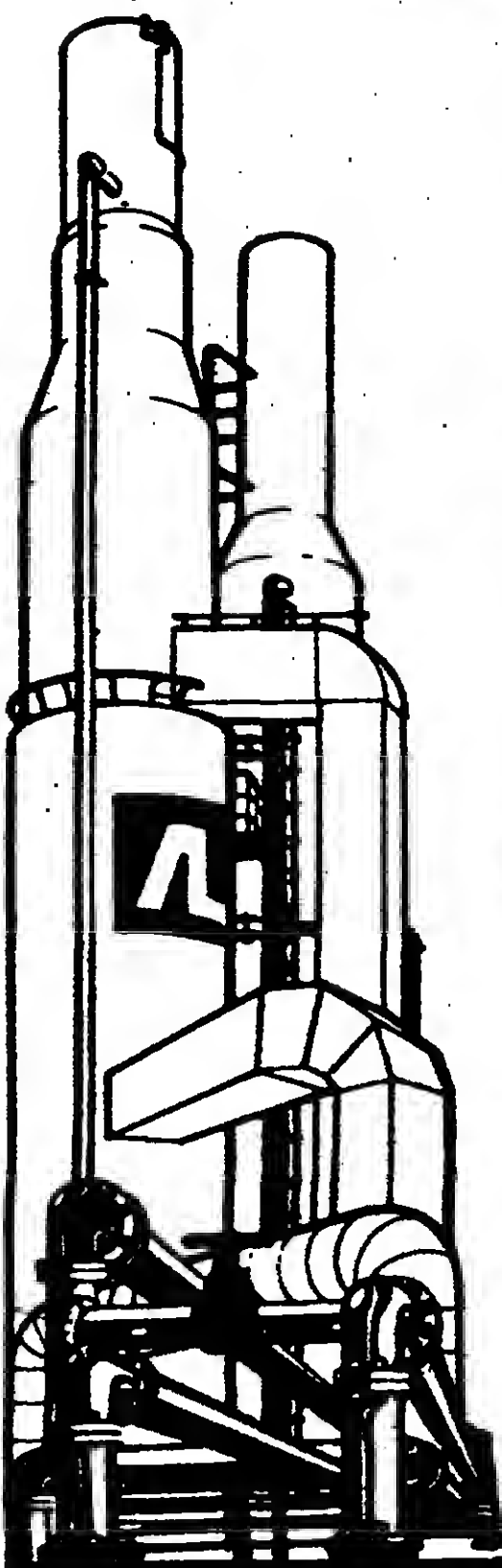
Il aura pour mission de conseiller les différents services de la Division Ingénierie pour la définition, l'achat, le suivi technique de machines (essentiellement des compresseurs de grosse puissance) équipant les unités industrielles vendues par la division. Il sera l'interlocuteur technique des clients et des fournisseurs. Ingénieur de formation, il aura acquis une première expérience des turbo-compresseurs et machines assimilées, soit comme fabricant, exploitant, vendeur ou responsable de maintenance. Une expérience de l'ingénierie serait particulièrement appréciée. Le poste, basé en région parisienne, suppose des déplacements fréquents mais courts, ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais technique. référence 102 M

Un ingénieur de production

Sous l'autorité d'un Chef de Centre de Fabrication de fûts à bière, il sera responsable de la direction technique d'un atelier de chaudronnerie d'acier inoxydable. Il aura la charge de l'exploitation et de l'amélioration d'un ensemble d'ateliers de formage, soudage, marquage et décapage des récipients, et de l'entretien du matériel correspondant. Ingénieur de formation (Arts et Métiers, INSA), il est spécialisé dans le domaine de la mécanique et du soudage. Débutant ou avec une première expérience, son sens de l'animation et des relations humaines lui permettront d'exercer des responsabilités de commandement. Le poste basé en région parisienne, nécessite une bonne connaissance de l'anglais technique. référence 106 M

Un responsable de l'administration du personnel

Sous l'autorité du Chef du Service Relations Sociales avec le Personnel, il sera chargé :
• d'animer le service Administration du Personnel (7 personnes)
• de gérer tous les éléments de rémunération du personnel du Département (1.100 personnes), dans le cadre d'un système de paye informatisé
• du suivi administratif du personnel (maladies, congés, heures supplémentaires...)
• des relations avec les organismes sociaux (sécurité sociale, mutuelles, caisses de retraite...) et de l'emploi (statistiques et états à transmettre à l'Inspection du Travail).
Ce poste conviendrait à un titulaire d'un DUT en Gestion du Personnel ayant une expérience confirmée (environ 10 ans) dans l'administration du personnel. Une bonne maîtrise des systèmes de paye informatisée est nécessaire. Une expérience acquise dans une entreprise de la métallurgie (si possible parisienne) facilitera l'adaptation au poste. Les candidats devront faire preuve de méthode et de rigueur et être animés par le goût des contacts avec le personnel. Le poste est basé dans l'Est de la région parisienne. référence 105 M



Paris Nord Est Spécialiste mondial dans la production et la commercialisation de produits chimiques (CAO - 1 milliard de DM), ce grand groupe allemand se place parmi les premières sociétés dans son secteur grâce à la qualité et à la spécificité de ses produits. Sa jeune filiale française renforce sa structure commerciale et recherche un

Contrôleur financier HF

Rattaché à la Direction Financière basée près de Düsseldorf, vous assurez le fonctionnement financier et administratif d'une petite équipe : comptabilité (+ reporting), contrôle budgétaire, trésorerie, administration commerciale, administration générale, informatique.
Cette responsabilité conviendrait à un(e) candidat(e) plutôt jeune, de formation supérieure type Sup de Co (option finances/compta), d'une grande rigueur et ayant au moins 5 ans d'expérience de la gestion acquise en PME. Les contacts permanents avec le siège nécessitent une bonne pratique de l'anglais et/ou de l'allemand.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et salaire actuel sous réf. M 26910 à Rudolph von Raesfeldt
TEG - 18 place Henri Bergson - 75008 PARIS



division SYSTEMA Management

SOMMER ALLIBERT

recherche

Cadre Comptable Financier

Ce cadre titulaire du D.E.C.S. aura quelques années d'expérience en comptabilité.

Missions :
- Mise en place et suivi du plan comptable révisé, consolidation, application des procédures dans les sociétés françaises et étrangères du Groupe, études et applications informatiques.
Rattaché à la Direction Financière, il travaille au sein de la Holding à NEUILLY, de courts déplacements dans les Unités du Groupe sont à prévoir.

La bonne connaissance de la langue anglaise et des notions d'allemand sont nécessaires.

Rémunération annuelle 138.000 +

Merci d'adresser votre C.V. manuscrit, détaillé avec photo à la Direction du Personnel, sous réf. 83.10
SOMMER ALLIBERT - 20 Bd du Parc
92521 - NEUILLY / SEINE Cedex

BISCUITS BELIN

EVRY (91)

ATTACHE - H / F

AU SERVICE JURIDIQUE

- Il participera à la gestion et à la négociation des différentes polices d'assurances
- contribuera à maintenir la société dans le respect des législations et réglementations en vigueur ; définira les droits et les obligations de la société dans ses relations avec les tiers
- préservera les intérêts financiers de la société et son image de marque en effectuant les démarches nécessaires auprès des tiers

Nous souhaitons rencontrer des candidats(es) :
- de formation juridique (niveau maîtrise minimum)
- ayant acquis une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans une industrie de biens de grande consommation.
- une bonne pratique de l'anglais serait appréciée.

Envoyer CV, photo et prétentions à Bernard FRANOT
Biscuits BELIN - BP 93 - 91003 EVRY Cedex

Fonction Personnel chargé(e) d'études

Nous sommes un Groupe important dans le domaine de la communication. Nous recherchons actuellement pour notre Direction du Personnel un(e) chargé(e) d'études.

Responsable des liaisons avec les services informatiques, il sera chargé des études, des statistiques, de la préparation du bilan social. Il tiendra à jour le manuel de paie suivant les modifications apportées par les évolutions internes et les obligations légales.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste des personnes ayant nécessairement quelques années d'expérience de la gestion du personnel et la pratique de l'utilisation de l'informatique en ce domaine. Une bonne connaissance des problèmes de la paie et plus généralement de la législation sociale et du droit du travail est également indispensable.

Adressez-nous votre curriculum vitae, sans omettre de nous préciser votre niveau de rémunération, en écrivant à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS, sous référence 33762.

GROUPE INDUSTRIEL SECTEUR MÉDICO-CHIRURGICAL BANLIEUE NORD DE PARIS

recherche un

CONTROLEUR DE GESTION

Il est demandé une bonne formation de base ainsi qu'une expérience de plusieurs années dans le milieu industriel.

Placé sous l'autorité de la Direction générale, son rôle sera :

- Supervision de la comptabilité générale ;
- Supervision de la gestion de la trésorerie ;
- Préparation du budget et des situations mensuelles ;
- Suivi de la comptabilité analytique et des prix de revient ;
- Tenue du tableau de bord de la Direction.

Envoyer C.V. et prétentions.

Écrire sous n° 7.043 « Le Monde », Publicité,
service annonces classées,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Groupe International (machinisme agricole)
recherche pour
son Centre Informatique à RIS ORANGIS (30 mn Paris - Lyon - Austerlitz)
• IBM 4341-2 DOS/VSE - VM / CMS
• CICS / DL1
• COBOL - ASSEMBLEUR - GAP

ANALYSTES PROGRAMMEURS H/F

- Diplômés de l'enseignement supérieur (DUT ou équivalent)
- 2 à 3 années d'expérience dans une fonction similaire
- Pratique du cobol (et si possible assembleur) dans un environnement temps réel (CICS / CL1)
- Pour s'intégrer à une équipe existante et participer au développement des nouvelles applications temps réel : comptabilité / paie / pièces de rechange. (Pratique de l'anglais appréciée).

PROGRAMMEURS H/F - EXPERIMENTES

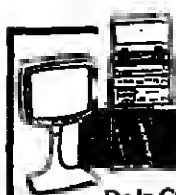
- IUT informatique ou équivalent ayant acquis une première expérience COBOL - CICS / DL1
 - Pour assurer la maintenance de nos systèmes et participer au développement des applications temps réel.
- Adressez C.V. détaillé et prétentions à I H F Ressources Humaines, à l'attention de Madame LAFONTAINE B.P. No 3 - 91130 RIS ORANGIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



L'ÉLECTRONIQUE GRAND PUBLIC: PLEINS FEUX SUR LA QUALITÉ

De la CONCEPTION à la PRODUCTION des produits "bruns" (TV, Hi-Fi, Vidéo...), la Direction de la Qualité coordonne les actions du Contrôle Qualité des usines, auprès desquelles elle agit en tant que DÉTECTEUR et RÉVÉLATEUR. Une structure légère, un très haut niveau de technicité, une volonté de concertation: au Responsable en place, nous souhaitons adjoindre deux jeunes

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Maîtres-d'œuvre de ces missions d'AUDIT-QUALITÉ, autorité de compétences, esprit d'analyse, de synthèse et d'équipe (au sens le plus large) leur sont indispensables: pour être les interlocuteurs reconnus des Bureaux d'Études dans les différentes unités et donc, recueillir, synthétiser l'ensemble des informations propres à optimiser la Qualité.

Une expérience de 2 à 3 ans acquise en B.E. sur des produits similaires serait appréciée; ANGLAIS indispensable. Dans le contexte éminemment porteur de THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC, ces postes sont appelés à une réelle évolution. Lieu de travail: PARIS 20°.

Merci d'adresser votre candidature détaillée, sous réf. 80 453 LM à Jean-Pierre FANGET-ARDAIL - Direction du Personnel et des Relations Sociales - THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC - 74, rue du Surmelin 75020 PARIS.

THOMSON
BRANCHE GRAND PUBLIC

Premier constructeur français d'instruments opto-électroniques de haut de gamme (optique, vision de nuit, périscope, mesures, analyse d'images...) spécialiste de l'hydraulique (servo-valves, pompes, systèmes d'asservissement). 1370 personnes dont 135 ingénieurs, réparties en 5 établissements à Paris et en Province, nous recherchons pour développer nos ACTIVITÉS MILITAIRES

INGENIEUR D'AFFAIRES EXPORTATION

La formation commerciale (HEC - ESSEC ou ESC...) et une expérience des produits de haute technologie doivent lui permettre de maîtriser les différents aspects de la négociation à haut niveau de contrats à l'exportation (Ministères et organismes officiels).

Bénéficiant d'une large autonomie, il sera responsable de la réalisation des objectifs export qui s'inscrivent dans la politique commerciale de notre division armement en s'appuyant sur un réseau d'agents à animer et sur la logistique technique et industrielle de la société.

La sortie récente de plusieurs matériels très compétitifs est un atout supplémentaire à valoriser.

Agé d'environ 35 ans, il possède une bonne pratique de l'anglais et de l'allemand ou l'espagnol.

Le poste comporte des déplacements fréquents dans le monde entier, mais de courte durée.

sopelém

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à Direction du Personnel
102, rue Chaplat 92306 LEVALLOIS PERRET.

Soyez bien!

Soyez bien, tout simplement comme les femmes et les hommes
passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital,
le deuxième groupe Informatique mondial.

Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital
une communication facile, le goût du dialogue, le sens
de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations...

Ils sont bien parce qu'ils travaillent dans un environnement
professionnel ouvert, sur des gammes de produits performants
(plus de 11 % du C.A. est consacré à la Recherche
et au Développement) et parce qu'ils prennent part
à des projets d'entreprise particulièrement dynamiques.

Soyez bien: vous possédez une formation commerciale
ou technique supérieure, 3 à 5 ans d'expérience commerciale
en Informatique, la volonté de participer à notre développement
sur toute la France et la capacité de prendre rapidement
des responsabilités.

Dans le cadre de grands groupes au de secteurs écanomiques,
vous dialoguez avec "ceux qui décident", vous participerez
à leurs plans informatique et vous leur proposerez
une véritable solution.

Soyez bien: faites votre choix entre
Strasbourg, Lille, Bordeaux, Nantes, Lyon, Marseille, Paris
et prenez tout simplement contact avec le Département
des Ressources Humaines et Développement
2, rue Gaston Crémieux B.P. 136-91004 Evry cedex.

digital

RESPONSABLE SERVICE QUALITE

Fonction particulièrement stimulante compte tenu de l'environnement dans lequel vous interviendrez: nous sommes en effet la filiale de l'un des plus grands groupes industriels français.

Nous fabriquons en moyenne et grande série des produits informatiques. Un marché plein d'avenir, que confirme notre taux de progression annuel: supérieur à 35 %.

Vos missions: suivi et analyse de la qualité de la production, adaptation des moyens de contrôle aux évolutions du procédé de fabrication, support technique au marketing: des domaines qui vous sont familiers puisque, Ingénieur, vous pouvez justifier d'au moins 2 ans d'expérience. Expérience acquise dans l'électronique, l'aéronautique ou l'industrie automobile. Compétence qui n'exclut pas des qualités d'encadrement pour diriger votre équipe (15 personnes).

La pratique de l'anglais facilitera vos déplacements et contacts avec notre partenaire californien. Si vous ne connaissez pas encore les charmes d'une petite ville du Sud-Ouest (près de TOULOUSE) vous y apprécierez une qualité de vie propre à notre région.

Adressez votre dossier de candidature complet sous réf. 834 M à ALPHA CDI - 181, Av. Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

INGENIEUR MARKETING INDUSTRIEL

Notre société, filiale d'un des premiers groupes industriels français, fabrique et commercialise des produits pour l'informatique. Forts de nos succès et désireux de maintenir notre avance technologique, nous renforçons nos équipes.

Nous vous proposons de rejoindre à notre siège parisien, le groupe marketing chargé des produits ayant la plus forte croissance. Nous doublerons chaque année notre chiffre d'affaires dans le secteur de la micro informatique.

Vous avez: une formation d'ingénieur, une expérience industrielle dans le développement, la gestion de la qualité ou le marketing de produits techniques (électronique ou magnétisme de préférence) et vous souhaitez enrichir vos compétences dans une fonction marketing.

Attentif à l'évolution du marché, vous suivez les développements techniques de nos partenaires californiens et bien entendu de nos concurrents.

Vous proposerez les axes de développement, gèrerez l'évolution de la gamme de nos produits à plus court terme et superviserez les programmes de production et les stocks.

Véritable coordonnateur entre le commercial, l'usine et les services Marketing vous serez également l'interface technique avec les forces de ventes sur le plan international (8 filiales européennes).

Garant au sein du groupe marketing de notre rigueur et notre clarté, vous serez également un poste aux possibilités d'évolution multiples au sein de notre société et du groupe.

Si vous êtes intéressé par notre dynamisme, merci d'adresser votre candidature complète sous référence 836 M à ALPHA CDI 181, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI



RIBER
DIVISION D'INSTRUMENTS S.A.

GRUPE SCHNEIDER

SPECIALISTE MONDIAL EN INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE ET EQUIPEMENTS DE RECHERCHE POUR LA MICROELECTRONIQUE, en très forte expansion sur le marché international (Japon, USA, URSS...) recherche pour son DÉPARTEMENT EXPORTATION

ingénieur d'affaires

Intégré à une équipe Export très dynamique, il sera chargé de suivre une clientèle industrielle et scientifique utilisant des technologies très avancées, au travers d'un réseau d'agents locaux qu'il devra conseiller et animer.

Ce poste conviendrait à un INGÉNIEUR de formation type INSA - GÉNIE PHYSIQUE ayant une première expérience des relations technico-commerciales, de préférence dans le domaine de l'exportation. Il implique la connaissance de l'ANGLAIS et une grande disponibilité (déplacements dans le monde entier).

Les dossiers de candidatures - sous référence 2749 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

LE DIRECTEUR JURIDIQUE ET FISCAL
D'UN IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION

recherche un

ADJOINT

spécialisé dans le

DROIT DES AFFAIRES

Connaissances approfondies de la fiscalité.

Formation souhaitée: plusieurs années d'expérience dans un Cabinet Juridique et Fiscal.

Adressez lettre de candidature manuscrite avec C.V., photo et mention de votre rémunération actuelle sous réf. 3473 à 1509 cazières 46, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

هذا من الامتحان

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**chargé de
recherche
opérationnelle**

F 180.000 ±

Notre client est une société du secteur agro-alimentaire, leader incontesté sur son marché. Il recherche, dans le cadre de son développement, un chargé de recherche opérationnelle attiré par la modélisation, le traitement statistique et l'analyse de données. Il aura pour mission : de proposer, concevoir, construire des outils de recherche opérationnelle en fonction des besoins de la société ; mettre à disposition des méthodes et des solutions, nouvelles ou alternatives, permettant la prise de décisions rationnelles. Le candidat retenu devra posséder une formation scientifique et mathématique de haut niveau, spécialisée en recherche opérationnelle, analyse et traitement statistique de données. Il pourra être débarrassé ou posséder une première expérience dans ce type de fonction. Un candidat de fort potentiel, possédant une bonne capacité de communication, est assuré d'une évolution professionnelle rapide au sein de cette société particulièrement dynamique et performante. La plus grande discrétion dans l'examen des candidatures est garantie.

Ecrire sous référence 9648-M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville - 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A.

International Classified Advertising NEW YORK PARIS

IMPORTATEUR FILIALE D'UN GROUPE BRITANNIQUE

cherche

CHEF COMPTABLE

Responsable pour l'ensemble des tâches liées à la fonction pour une société C.A. environ 100 M.F. sur France et export.

- Connaissance compt. anglo-saxonne très appréciée.
- Anglais indispensable.
- Avoir une expérience responsable de 3 ans au moins sur comptabilité informatisée/min.

- Lieu de travail proche LE BOURGET.
- Avantage voiture.

Adresser curriculum vitae + prétentions à :
LESA 95500 CONESSE.

ORGANISME D'ETUDES ET DE CONSEIL
recherche

1 Ingénieur de Production

Réf. 728M

Formation Grande Ecole (Centrale, AM...), ayant acquis en entreprise 3 à 5 ans d'expérience en production : organisation, automatisation et gestion de la production.

1 Ingénieur Informaticien

Réf. 729M

Formation MIAGE, DES, ayant acquis pendant quelques années, chez un constructeur ou dans une société de conseil, une expérience :
• en informatisation de la production ;
• dans l'implantation de systèmes de transfert de données.

Appelés à exercer leur activité dans une équipe ayant vocation d'aider les PMI à se moderniser, ils auront à participer à la diffusion des nouvelles technologies. Déplacements France et Etranger.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) en précisant la référence du poste choisi à

APRODI

87-89 avenue Kléber
75784 Paris Cedex 16

Le Département Recherche et Développement de

L'AIR LIQUIDE

recrute pour son Centre de Recherches
situé près de VERSAILLES

**Un ingénieur
chimiste**

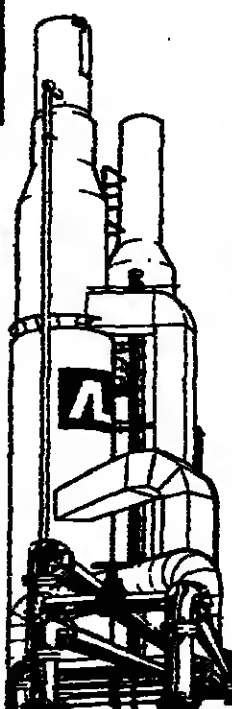
Au sein d'une équipe de haut niveau, il participera à des travaux théoriques et expérimentaux dans le domaine de la Chimie de Coordination et de la séparation de gaz.

Diplômé d'une grande école scientifique ou de formation universitaire, il se sera familiarisé avec la démarche scientifique dans le cadre d'une thèse de Docteur Ingénieur ou 3ème cycle.

Une première expérience est souhaitée mais non indispensable.

Son sens des relations humaines lui permettra d'animer le travail d'une équipe.

Les candidats voudront bien envoyer un C.V. détaillé avec photo sous référence 7944 à :
L'AIR LIQUIDE D.R.H.P. 75, Quai d'Orsay
75321 PARIS Cedex 07



DÉPARTEMENT TRANSMISSION

Equipés d'ordinateurs HP 3000,
organisés en réseaux dans un environnement «bases de données, COBOL», nous recherchons

POUR RENFORCER L'EQUIPE INFORMATIQUE DE GESTION

INGENIEUR ANALYSTE

MIAGE ou équivalent, minimum 2 ans d'expérience
Il participera à la mise en place et à l'extension de logiciels de gestion d'approvisionnement et de suivi d'atelier.
(Réf. SOI/1A)

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

DUT Informatique, 2 ou 3 ans d'expérience
Il possède une connaissance des problèmes liés à la gestion de production, qui lui permettra de mener, de manière autonome, des développements dans ce domaine.
(Réf. AP/GP)

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

DUT Informatique, 2 ou 3 ans d'expérience
Il participera à l'élaboration et au développement de nouvelles applications ainsi qu'à l'extension des applications existantes.
(Réf. AP/NOU)

Pour ces trois postes, une connaissance éprouvée en HP 3000, COBOL et IMAGE sera appréciée.

POUR RENFORCER SON EQUIPE SYSTEME

ANALYSTE-SYSTEME

Ecole d'Ingénieur, option informatique
Adjoint du responsable système, il aura pour tâches de :
• développer le logiciel de base, • veiller à la bonne tenue des performances, • surveiller le réseau, • assister les sites déportés.
Nous assurons la formation sur notre matériel
(Réf. SOI/IS)

Lieu de travail de ces postes : Proche Banlieue SUD-OUEST

Merci d'adresser votre candidature (C.V. et prétentions) en précisant la référence à
CIT ALCATEL - Service Recrutement Cadres - 10bis, rue Louis Lormand - 78320 LE MESNIL SAINT DENIS

**Ingénieurs commerciaux
expérimentés en informatique**

Misez aujourd'hui sur l'ambition d'un leader.

Rank Xerox dispose d'une avance considérable dans la technique de réseau.
La réussite technique et commerciale de notre réseau ETHERNET est là pour le prouver. Cette réussite nous la confortons par un effort incessant en Recherche et Développement. Aujourd'hui, Rank Xerox s'oriente résolument vers le domaine en forte croissance de la transmission de données et de la communication.
Vous avez une expérience de 2 à 5 ans de la vente de matériel mini-informatique, péri-informatique, chez un constructeur ou dans une SSCL.
Cet acquis fait de vous le professionnel rompu aux négociations avec les grandes entreprises et les administrations que nous recherchons.
Au sein d'une petite équipe, vous vous verrez confier la commercialisation de la gamme de produits s'intégrant au réseau local ETHERNET (systèmes monopostes et postes multifonctions).

Vos capacités de synthèse et votre sens du contact vous permettront de proposer des solutions personnalisées aux interlocuteurs de haut niveau auxquels vous serez confrontés. Notre croissance ainsi que nos ambitions de développement offriront de réelles perspectives d'évolution aux candidats impliqués que nous souhaitons rencontrer.
Compte tenu de notre forte croissance, d'autres postes seront à pourvoir dans d'autres villes de province.
Si de telles opportunités de carrière vous intéressent, nous vous remercions de nous faire parvenir votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions), sous réf. ET 50, à Edith Legrand, Rank Xerox, Service Recrutement, 93607 Aubnay-Sous-Bois Cedex.

RANK XEROX



SOCIÉTÉ PARIS
recherche urgent

GESTIONNAIRE

Ayant expérience presse pour assurer lancement et direction d'un journal professionnel spécialisé.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo + prétentions à

FALGUIERES, Résidence TOKYO,
Ap. 282, 20, avenue d'Ivry,
75013 PARIS

SOCIÉTÉ GESTION ÉQUIPEMENTS THERMIQUES
GÉNIE CLIMATIQUE DIMENSION NATIONALE
cherche pour PARIS

**CADRE
TECHNICO-COMMERCIAL**

Poste s'adressant à ingénieur ou BTS, environ 30 ans.

Expérience sérieuse, plusieurs années thermique (froid ou équivalents), sens de la négociation, dynamisme commercial.

Adresser C.V. manuscrit + photo + prétentions à **RÉGIE-PRESSE**, sous réf. T 042.798 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

THOMSON
DÉMARRE LA FABRICATION EN SÉRIE DES
MAGNÉTOSCOPES
SUR UN MARCHÉ MONDIAL TRÈS PORTEUR

Pour compléter une équipe performante, chargée du lancement et de la réussite de ce projet ambitieux, sa filiale STELI recherche son

**RESPONSABLE
DES ACHATS**

qui sera chargé :
• de la recherche des fournisseurs et des sous-traitants, et des études de faisabilité
• de la négociation des contrats.

Ce poste conviendrait à un **INGÉNIEUR ECP, AM, INSA...** ou équivalent (+ IAE apprécié), ayant 4 ou 5 ans d'expérience Achats dans le domaine de la mécanique fine et possédant de réelles qualités de dynamisme, d'organisation et de négociation. Bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste intéressant et d'avenir. Lieu de travail : **TONNERRE (89)**.
Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence **LB 195AM** à notre Conseil : **ETAP - 4, rue Massena - 75016 PARIS.**

THOMSON
BRANCHE GRAND PUBLIC

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

- GROUPE -

N12

Votre expérience de 3 à 5 ans dans l'informatique vous a permis d'acquérir des compétences dans un ou plusieurs domaines suivants :

Sur système IBM : - IMS - DL1 - CICS.
Sur système CILHR : - DM4TP - IDS2

SG2 Groupe puissant de 4000 personnes poursuit sa rapide expansion dans tous les secteurs de l'informatique.

Nous vous proposons d'appliquer vos compétences grâce à notre savoir-faire dans les domaines de pointe suivants : Conception et réalisation de systèmes de gestion. Plan Informatique. Méthodologie de gestion et de conduite de projets. Architecture de systèmes. Génie logiciel. Conception et utilisation de réseaux. Réseaux locaux. Bases de données réparties. Modélisme et bureautique.

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser, sous réf. YR 20, à
SG2, 12-14 Avenue Vian-Whitcomb 75016 Paris.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes

**Informaticiens
confirmés,
apportez
vos compétences
à nos projets
d'avenir.**

was system

**consultants
marketing management**

**Nous souhaitons renforcer notre équipe
et recherchons
la collaboration d' -**

INGENIEURS

**Diplômés Grandes Ecoles, double formation
(INSEAD, ISA, ESC...) et/ou expérience 2/3 ans
dans l'industrie ou le Conseil
(Marketing, Gestion, Distribution, Produits)**

Ces consultants, débutants ou confirmés, devront progressivement prendre en charge des interventions de haut niveau, en milieux industriels, dans un cadre international.

1 à 2 langues étrangères courantes indispensables.

**Veillez adresser votre lettre de candidature
manuscrite accompagnée d'un C.V. à
Jeanne AMILHAT - 2M-INDUSTRIE -
1232, Rue Louis Blériot - B.P. 26 - 78530 Buc**

M
2M INDUSTRIE

MATRA VELIZY

La Direction Administrative et Gestion de la Branche Espace renforce son département informatique et crée 2 postes :

Ingénieur Analyste en informatique de gestion

Il participe à l'élaboration des dossiers d'analyse fonctionnelle, réalise l'analyse informatique et pilote la programmation.

Ingénieur de formation (MAGE, INSA, IIE . . .), avec si possible une formation complémentaire en gestion (IAE), il a nécessairement une expérience similaire de 2 à 5 ans. Ref.A.

Ingénieur Analyste Fonctionnel

Il participe à l'élaboration et à la mise en place du nouveau système de gestion.

Il réalise les analyses fonctionnelles et contrôle, sous l'aspect fonctionnel, le développement des applications informatiques.

Par ailleurs, il assiste les utilisateurs dans l'analyse des besoins et la mise en place du système.

Connaissances en informatique souhaitées

Pour ses activités spatiales et militaires.

Ingénieurs Informaticiens Temps Réel

pour concevoir et développer des logiciels temps réel

Sur des systèmes électroniques embarqués et bancs de tests automatiques.

Sur des systèmes électroniques embarqués à bord de satellites, et des systèmes de traitement d'images. Réf.D.

Ces postes concernent des Ingénieurs Grandes Ecoles (ESE - ENST - ENSI - ISEP - ISEN...) débutant à 2 ans d'expérience et ayant de bonnes connaissances sur mini-calculateurs et microprocesseurs.

Anglais courant.



TECHNICON INFORMATIQUE

Leader de l'instrumentation d'analyses médicales, la société **TECHNICON** (300 P. - 88 MF CA global) commercialise également des systèmes de gestion de laboratoires hospitaliers + privés.

4 INGÉNIEURS COMMERCIAUX
(réf. 49.026 LM)

JP 11/10/83

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

MATRA

renforce sa Direction Centrale de Gestion au niveau du Groupe et des Branches d'activités et recherche :

Ingénieurs Grandes Ecoles avec formation complémentaire en gestion

Cadres de Gestion

HEC - ESSEC - SUP de CO - IEP - INSEAD - MBA

Leur fonction s'exerce dans les domaines suivants :

- Elaboration des tableaux de bord de gestion des Branches ou du Groupe avec mise en place d'indicateurs.
- Synthèse, contrôle, suivi des budgets et plans à moyens termes.
- Etudes économiques et suivi des investissements.

Ces postes conviennent à des candidats de fort potentiel, débutants à 5 ans d'expérience, selon les responsabilités exercées et disposant de qualité de synthèse et de rigueur, ainsi qu'un sens de la communication. Ces postes peuvent évoluer vers des responsabilités globales dans la gestion décentralisée d'unités ou de filiales.

Des connaissances en informatique seraient appréciées.

Ref. A

Pour l'une de ses branches d'activités

Cadre en Organisation

pour un nouveau système comptable et de gestion
Il coordonne au plan fonctionnel la mise en place d'un nouveau système comptable et de gestion, et en assure la maintenance et l'évolution.

Il participe ponctuellement à des missions opérationnelles : audit - comptabilité - financement.

De formation HEC - ESSEC - SUP de CO... il a une compétence comptable et une expérience de 3 à 5 ans des études fonctionnelles et des développements informatiques.

Ref. B

Anglais courant.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en précisant la référence du poste choisi sous N° NK 1103 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3, avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN - YVELINES CEDEX

découpez et conservez cette annonce

elle est valable
pour les 5 ans à venir

Jermyn

Société appartenant au deuxième groupe mondial de distribution de semi-conducteurs et systèmes de micro-informatique et informatique industrielle

RECHERCHE

pour faire face à son expansion rapide (C.A. x 2 chaque année)

• INGENIEURS TECHNIQUE COMMERCIAUX COMPOSANTS

• INGENIEURS D'APPLICATION COMPOSANTS

• INGENIEURS D'APPLICATION SYSTEMES

• INGENIEURS TECHNIQUE COMMERCIAUX

• INGENIEURS D'APPLICATION LOGICIEL-MATERIEL

Envoyer 2 V. photo et prétentions à Olivier Guillet

Jermyn s.a. 35, rue Jules

Ferry 9370 BAGNOLET

ou téléphoner au : 857-32-30.

Adresser lettre manuscrite, C.V. à

Audilux Ingénierie

4, rue Frédéric-Mitterrand

75015 Paris

ou téléphoner au : 857-32-30.

(Métro Mairie de Montrouge)

Important S.E.T. BATIMENT- INFRASTRUCTURES recherche

pour sa Direction technique

UN INGENIEUR

ELECTROTECHNICIEN

- diplômé d'une Grande Ecole

- Ayant une solide expérience professionnelle dans le

domaine des équipements électriques de bâtiment, de

l'industrie, de l'électricité, les qualités de

relationnement.

Ecrire à O.P.F. n° 588,

2, rue de Saxe - 75008 PARIS

qui transmettra.

U.A.P.

Propose carrière, 28 ans min.

goût négociation.

Téléphone : 247-27-02.

secretaires

secretaires

Entreprise Internationale

recrute pour sa Direction Générale

secrétaire de direction

Niveau d'études supérieures, parfaite connaissance de l'anglais, pratique des

machines à traitement de textes et courrier électronique.

Elle aura un esprit méthodique, une excellente organisation et saura collaborer

très rapidement afin de faciliter le fonctionnement de l'équipe de direction.

3 à 4 années d'expérience dans un poste similaire sont nécessaires pour réussir.

Les Dureaux de l'entreprise sont situés près de la Porte Maillot.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence M 455 à

L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra

formation professionnelle

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Part. vds Golf-GLS 81,

1^{er} min 40.000 km, env. 10,

1^{er} min 38.000 F. 208-17-06, 16 L.

de 8 à 11 C.V.

A vendre Volkswagen Passat-

GLD, Sélénium 80.000 km. Par-

fait env. 27.000 F. Téléphone

toute la journée 903-18-63.

divers

VOLVO PARIS

OUVERTURE D'UN

CENTRE

UNIQUE

OCCASIONS

VOLVO MIRABEAU

54-56, av. de Versailles

75016 PARIS

MIRABEAU

524-43-61.

BAYARO AUTO

PORSCHE 824 Turbo80

PORS. 844 11.000 km83

PORS. 844 40.000 km83

PORSCH 92880

PORSCH 928 S 14.000 km83

PORSCH 811 SC 4.000 km83

PORSCH Cabrio 0 km83

728 134 000 km82

MERCEDES 280 SLC76

GOLF 16 S 15.000 km82

FORD XR 3 super82

MUSTANG COBRA80

ETC.

21, rue de Tol., PARIS-12^e

341-44-44 +

capitaux

propositions

commerciales

SI VOUS ETES

UN SPECIALISTE

DES FINANCEMENTS

EN IMMOBILIER

Dynamique et dévoué

à contribuer efficacement

à notre développement

ENVOYEZ-NOUS VOTRE C.V.

EFITRA

30, RUE DE GRAMONT

75002 PARIS.

PRETS PERSONNELS

Prêt après acceptation

EFITRA 224-44-55.

Responsable des relations avec les banques étrangères

BANQUE PARIS 8^{ème} recherche son responsable des relations avec les banques étrangères pour prendre en charge un service en plein développement. Cette personne dynamique aura une formation supérieure et 5 ans d'expérience bancaire dans ce domaine. La pratique courante de l'anglais et de l'allemand est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite (CV, photo et prétentions en repaillant la réf. 46232 à Projets 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.

PRESTATAIRE DE SERVICES

exerçant maintenance de robinetterie recherche

Attaché Commercial

Pour prospection et développement clientèle en Région Parisienne.

Il devra être âgé d'environ 30 ans, avoir une expérience professionnelle en rapport avec le milieu de la génie d'immobilier et des H.L.M.

Adresser CV manuscrite et photo, sous référence 3757 LM, à Pierre Mulot Publicité - 39 rue de l'Arcade - 75008 PARIS, qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE à PARIS,

recherche

AUDITEUR INTERNE

Expérience bancaire confirmée pour contrôle interne et mise en place des procédures.

Très bonne maîtrise de la langue anglaise.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 81380 à CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Importante société Sud de Paris

recherche

INGENIEURS DEBUTANTS

GENIE ELECTRIQUE

ou GENIE MECANIQUE

pour mise au point

d'installations d'équipements

automatisés.

Déplacements France et étranger.

Anglais souhaité.

Adresser c.v., photo et prétentions à

SIETAM (Service Montage, réf. 1.244)

42-48, avenue du Président-Kennedy,

91170 VIRY-CHATILLON

GROUPEMENT PROFESSIONNEL SECTEUR ASSURANCES

PARIS (17^e)

recherche

ATTACHÉ DE DIRECTION

H. ou F.

de formation juridique supérieure, ayant de préférence une première expérience en assurances IARD.

Chargé dans un premier temps d'assurer le secrétariat de commissions et de suivre l'application de conventions et d'accords professionnels, le candidat retenu sera progressivement intéressé à l'étude de dossiers d'intérêt général ou il pourra faire la preuve de sa valeur et trouver de réelles possibilités d'évolution.

Les candidats enverront leur C.V., photo et prétentions de salaire annuel sous réf. M 8 à :

M.D. DEYVICK

AGSAA

118, rue de Tocqueville, 75850 PARIS CEDEX 17

Laboratoire pharmaceutique région Compiègne (Oise)

recherche dans le cadre de son expansion

UN PHARMACIEN HF

OPTION INDUSTRIE

pour assurer la responsabilité des services de

production (40 personnes).

Ce poste conviendrait à un jeune pharmacien

très motivé par la fabrication et le conditionnement

des spécialités pharmaceutiques. Anglais

souhaité. Libre rapidement. Libéré OM.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous :

LABORATOIRES BIOTHERAX

BP 20 - 60190 ESTREES ST DENIS.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE proche banlieue Sud - RCR

recrute pour son service COMPTABILITE

CADRE DE GESTION

H/F

Niveau DECS

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une

expérience de comptabilité analytique et budgétaire.

Il aura pour charge essentielle :

• la détermination du prix de revient, analyse des

coûts.

• le suivi des budgets et réalisations, analyse des

écarts.

• l'établissement des tableaux de bord.

Merci d'adresser CV, photo, prétentions

sous réf. 81415 à CONTESSA PUBLICITE 20, av. Opéra

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

VENDEUR - VENDEUSE

COMPOSANTS ELECTRONIQUES

ou

MICRO-INFORMATIQUE

(Prix important + % + frais)

Prix ou Province.

C.V. + photo à WARNER, 47, rue Bacourt

92210 ST CLOUD - Tél. (1) 771.63.59

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR - VENDEUSE - VENDEUR

VENDEUR -

DÉFENSE

SELON UN RAPPORTEUR PARLEMENTAIRE

Le nombre des essais nucléaires français a été réduit d'un tiers en 1983

Les essais nucléaires de la France à Mururoa ont été réduits d'un tiers en 1983, et ils ne retrouveront pas leur rythme précédent avant quelques années. Cette constatation figure dans le projet de rapport sur le budget nucléaire que prépare M. Pierre Mauger, député R.P.R. de Vendée, au nom de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, à l'occasion de l'examen des crédits militaires prévus pour 1984.

Selon le rapporteur, les crédits destinés au Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) s'établissent, en 1984, à 7 100 millions de francs en crédits de paiement et autant en autorisations de programme, soit une hausse respectivement de 6,3 % et de 4 % par rapport à 1983. Le budget de la direction des centres d'essais nucléaires ne prévoit, pour 1984, qu'une augmentation de 5,6 % des autorisations de programme (1 800 millions de francs).

Estimant que ces taux de progression sont relativement faibles et que, dans la meilleure hypothèse, ils permettront à peine de maintenir le pouvoir d'achat, M. Mauger a souligné la responsabilité que prennent ceux qui n'accroissent pas les moyens propres à assurer la capacité de recherche, de développement et de fabrication dans un domaine vital pour l'indépendance nationale. Le rapporteur reconnaît que les crédits pour les armes nucléaires tactiques augmentent, en revanche, de manière considérable, de l'ordre de 60 %, sans doute en raison de l'accent mis sur la fabrication des têtes explosives du missile A.S.M.P. (air-sol à moyenne portée) destiné aux Mirage-4 et aux Mirage-2000 et sur les études concernant le système Hadès qui doit remplacer le missile Pluton après 1992.

Le rapporteur a, par ailleurs, précisé que le développement du missile M-4, à plusieurs têtes nucléaires, se poursuivait avec succès, au profit

des sous-marins, et même que les performances de ce système d'armes étaient supérieures à ce que l'on avait initialement prévu. Cependant, M. Mauger a regretté que l'étude du projet d'un missile M-5, qui serait le successeur du M-4, ne soit pas considérée comme urgente.

On sait (le Monde du 24 mars 1983) que de nombreux ingénieurs du C.E.A. s'étaient plaints, au début de l'année, de la stagnation de leur budget compte tenu de l'inflation, bien que le ministère de la défense ait affirmé à plusieurs reprises que les crédits de la force de dissuasion conserveraient leur priorité. En 1984, le gouvernement envisage d'attribuer à l'ensemble de l'armement nucléaire, stratégique et tactique, environ 21 742 millions de francs de crédits de paiement et 23 976 millions d'autorisations de programme, soit respectivement 3,6 % et 34,1 % des dépenses d'équipement militaire.

NOMINATIONS

au ministère de la défense

Par arrêté du Journal officiel du mercredi 19 octobre, sont nommés : directeur adjoint du cabinet civil et militaire du ministre de la défense, le contrôleur général René Chabod, et conseiller technique, M. Jean-François Bureau, plus spécialement chargé des rapports avec le Parlement et la presse.

[Agé de quarante-cinq ans et ancien commissaire de l'air, M. René Chabod, devenu contrôleur des armées en 1973, a été successivement chargé de mission auprès du directeur des services financiers au ministère de la défense, chef de la mission du domaine et de l'environnement et chargé de mission auprès du secrétaire général pour l'administration des armées.]

[Né le 25 novembre 1953 à Paris et ancien élève de Sciences politiques, M. Jean-François Bureau a enseigné les sciences économiques à l'université de Paris-XI (Sceaux-Orsay) et de Paris-XIII (Villetaneuse) tout en étant chercheur au Centre d'études de politique de défense (CEPODE) à Paris-I (Sorbonne). Auteur de plusieurs articles dans la revue Défense nationale, il était depuis septembre 1981 attaché parlementaire du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.]

Lisez
le Monde des
PHILATÉLISTES
à 10 francs

CARNET

Naissances

M. Jean-Noël TALBOT et M^{me} Maud BRANDELY, ont la joie d'annoncer la naissance de

Céralise-Orléane,
à Paris, le 27 septembre 1983.
166, avenue de Paris,
Vincennes.

Bonjour, parents et amis.

Emmanuel THIAN-TRONG,
fait part de sa venue au monde, le jeudi 20 octobre 1983, à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).
Françoise et Rhen,
37, rue Rousselet,
75007 Paris.

Décès

On nous prie d'annoncer le décès de

Pierre EDELI,
ancien des Forces françaises libres,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
ancien président
de l'Union française de Caracas,
survécu, le 22 octobre 1983, à l'âge de
soixante-huit ans.

L'inhumation a lieu le mardi 25 octobre
dans l'intimité.
Sa famille, ses amis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

27, rue Carlo-Hobert,
Courbevoie.

M^{me} Mariette Foulon

et sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marie FOULON,

survécu à Paris, le 20 octobre 1983, à
l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 27 octobre 1983, à 10 h 30, en
l'église Notre-Dame-de-l'Assomption,
58, rue de l'Assomption, Paris-16^e, sa
paroisse, où l'on se réunira.
Ni fleurs ni couronnes.

18, rue de l'Assomption,
75016 Paris.

On nous prie de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt ans, de

M. Gaston FOUQUET,
chevalier de la Légion d'honneur,
de la République italienne,
fondateur et administrateur
de l'Association du Monde,
vice-président
de la Fédération internationale
des journalistes et écrivains du tourisme.

Les obsèques, selon le désir du défunt, ont eu lieu le 20 octobre 1983, à
Sceaux (Hauts-de-Seine), dans la plus
stricte intimité.

M^{me} Laurence Klineckick,
M. et M^{me} Stéphane Renaud
et Timothée,
M. et M^{me} Gérard Wachter
et Lucette,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Patrice LAURENT,

éditeur,
survécu le 4 octobre 1983.

Les obsèques ont eu lieu, à Vigny,
dans la plus stricte intimité familiale.

Une messe sera célébrée à son intention
le vendredi 4 novembre 1983, à
11 h 30, en la basilique Sainte-Clothilde,
rue Las-Cases, sa paroisse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Casimir-Périer,
75007 Paris.

[Né à Paris le 29 juin 1916, M. Patrice
Laurent a été professeur de philosophie
avant d'entrer, en 1943, dans la maison
d'édition Klincksieck comme directeur. Il a
développé les activités de cette maison
d'édition, consacrée aux ouvrages d'érudition
et de langues anciennes, en créant de
nouvelles collections dans les domaines de
la linguistique, de la critique littéraire et de
l'esthétique. Il a présidé, de 1963 à 1968,
le Syndicat des importateurs et exportateurs
de livres. Il était l'époux de M^{me} Laurence
Klineckick, présidente de la maison Klincksieck
et descendante des fondateurs
de cette société créée en 1842.]

On nous prie d'annoncer le décès

de
colonel (E.R.)
Roger LE GUYADER,
survécu le 8 octobre 1983.

Une messe sera célébrée à sa
mémoire, le samedi 29 octobre 1983, à
10 h 30, en la chapelle de l'Ecole mili-
taire.

M. Philippe Le Pichon
et ses enfants Gaudule et Julien,
M. et M^{me} Georges Chantal,
M. et M^{me} Dominique Chantal,
Le théâtre La Marotte d'Abbeville,
L'ARSH, l'Association de recherche
des sciences humaines,
ont la douleur de faire part du décès de

Marie LE PICHON,

née Marie-Françoise Chantal,
psychologue,
marionnettiste,
survécue, à l'âge de quarante et un ans, le
22 octobre 1983.

L'inhumation aura lieu le mercredi
26 octobre 1983, à 14 heures, au cimetière
Père
5, rue des Bons-Français,
44000 Nantes.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. André SLAKMON,

médecin,
survécu subitement, à Paris, à l'âge de
trente-sept ans.

De la part des familles Slakmon,
Mazrek, Zeitoun, Slama et Cohen,
4, rue de la Martinique,
75018 Paris.

ROBLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES

sur film ou sur papier photo l'iford Cibachrome

ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32

M^{me} Alice Turin,

née Oudin, son épouse,
M. et M^{me} Serge Gudin,
M. et M^{me} Maurice Gudin
et leurs enfants,
M. et M^{me} Robert Soczary
et leurs enfants,
M. et M^{me} Costa Charalambidis,
Toute la famille et ses nombreux
amis,

ont la douleur de faire part du décès de

TERIADE,

éditeur,
officier de la Légion d'honneur,
officier de la Légion d'honneur grecque,
survécu à Paris, le 23 octobre 1983,
dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 27 octobre 1983, à 14 heures, en
la cathédrale Saint-Etienne, 7, rue
Georges-Bizet, 75016 Paris, et sera sui-
vie de l'Inhumation au cimetière du
Montparnasse.

130, rue de Reuilly,
75006 Paris.

(Lire page 20.)

Remerciements

M^{me} Zabelle Sebban,

Ses enfants, petits-enfants, parents et
alliés,
dans l'incapacité de répondre indivi-
duellement à toutes les autorités reli-
gieuses et à tous leurs amis et connais-
sances de Paris, Dijon et Lunelville,
tendent à les remercier des nombreuses
marques de sympathie qui leur ont été
adressées lors du décès de leur très
cher et regretté disparu :

rabbin Zabelle SEBBAN,
sindicaliste militante.

34, rue de Chichy,
75009 Paris.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

Université Paris-III (Sorbonne
nouvelle), le vendredi 4 novembre, à
14 heures, salle Liard, M. Alain Barrot :

Georges Henry Lenoir : une carrière
victorieuse.

Université Paris-I, samedi
5 novembre, à 10 h 30, salle des Com-
missions, centre Panthéon, M. Georges
Lienard : L'œuvre de Maurice Halpern sur
le pouvoir et l'administration.

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt

LOUVRE

Imm. rest. stand. tr. beaux
2 P, ref. neuve, 347-57-07.

4^e arrdt

HOTEL DE VILLE

Gd studio. Solai 354-42-70.

1^{er} arrdt

LE SAINT-LOUIS

Revisant pied-à-terre, poutres,
châssis, dégrasse - 40 m²
570 000 F - Tél. 326-22-83.

TOURNELLES

Superbe 3 P., 80 m², étage noble,
terrasse, park. - 298-68-33.

QUAI AUX FLEURS

Très élégant et original 50 m²,
grd salon 5 m hauteur, 1 ch.,
décorés XVII^e s. 298-68-33.

1^{er} arrdt

LE SAINT-LOUIS

App. de grde classe, 185 m²,
except. réception, 2 chbres,
2 bns, par. av.
DORREY, 624-53-33.

5^e arrdt

LUXEMBOURG - beau stud. tr.

cft, plain sol - 400 000 F.
Téléphone : 323-40-00.

RUE DES ÉCOLES 140 m²

admir. + 5 chbres, 2 bns,
4^e étage, imm. pierre de t. asc.
GARBI 567-22-88.

M^{me} MONGE. Beau stud., gd et.

cft, 60 m², r.d.c., imm. neuf,
pierre de taille, 308-00-00 F.

LEMS 535-14-40.

LUXEMBOURG

est. tr. cft
exc. état
caisse, 175.000 F. 825-87-18

GDBELINS

Pierre T. vaste
studio tr. cft,
caisse. 382.000 F. 326-97-18

6^e arrdt

48 RUE MADAME

Charmant rez-de-ch. tout
conf. 40 m² env. 170 000 F.
à placer mercredi 17/19 h

RUE GUYONER

5/Luxembourg, 2 P. 38 m²
très à prévoir - 370 000 F
LITRE - Tél. 544-44-45

6^e arrdt

PLACE ODON à refaire

115 m², 5 p., + service,
14.800 F le m² 864-02-01.

7^e arrdt

SAINT-PIERRE

SÉLECTION DE TRÈS BEAUX
APARTEMENTS

563-11-88

28, rue WASHINGTON 10-1

AV. RAPP [PREMIER]
SUPERBE 5 P., 200 m², état
exceptionnel, 3^e p. asc. serv.
LITRE - 844-44-45

14^e arrdt

ECOLE MILITAIRE 3 P., à re-

lever, PLEIN JARDIN
320.000 F - 655-82-33.

9^e arrdt

RUE DE LA CHAISE

Dern. étage, 145 m², CALME,
Terrasse sur cour, solai
Parking et studio
Px élevé, BURON, 294-58-88.

11^e arrdt

TRUDAINES 60, 2 chbres, culs,

étagés, belle s. de b., 2^e et 3^e,
85 m², Tél. : 288-00-58.

M^{me} VOLTAIRE

2 p., tr. cft, bon imm., ancien,
cuisine, clair - 254.000 F.

11^e arrdt

LEMS 355-58-88.

M^{me} VOLTAIRE

3 p., bourgeois, s/rue et cour,
imm. briques apertures, asc.
Prix : 598.000 F

LEMS 355-58-88.

SAINT-AMBROISE

Dern. imm. 1887, p'taine vend
2 P., tr. cft, occupé, bail,oyer
libre, 38 m², 600-34-00.

AV. MICHEL BIZOT

Dans imm. 1887, p'taine vend
2 P., tr. cft, occupé, bail,oyer
libre, 38 m², 600-34-00.

MICHEL BIZOT

2 pces, culs., s. d'eau, 50 m²
300 000 F - 874-06-45.

VINCENNES 170 m²

Près bois, P. de taille, splendide
6-7 P., culs., 2 bns, Asc.,
chambre serv. 1.850.000 F
Téléphone : 345-82-72.

COURS DE VINCENNES

Agriable 3 P., cft, urgent,
340.000 F. Coglirn 347-57-07

13^e arrdt

4 000 F le m²

ATELIER LOFT à rénover
Direct. P'taine - 325-33-06

NEUF

IMMEUBLE LUXE

RESTE 18 APARTEMENTS
DE 2, 3, 4 ET 5 PIÈCES
36, 38, AV. DE FONTAINEB.
A 400 M DE LA PTE D'ITALIE
BUREAU DE VENTE 13 LES
JRS, SAUF LE LUNDI, DE 14 A
18 H. Tél. 655-02-75.

M^{me} CHEVALERET

BEAU STUDIO, 25 m², beins,
kitchen, PARFAIT ETAT. Plain
solai, 367-38-00

PRIX : 150.000 F.

18^e arrdt

CECOG CONSTRUIT

Résidence à l'abri de 18^e s
53, RUE DU SIMPLON
23 APPTS DE STANDING
STUD., 2, 3 P., PARK.

Studio à partir de 319.000 F
3 P. à partir de 448.000 F
5 P. à partir de 682.000 F
Pour tous rens. 575-62-78

19^e arrdt

QUAI DE LA LOIRE

Récent 2 P., 51 m², ét. élév.,
part. état, vue - 430 000 F
SEGOND - 874-09-45.

20^e arrdt

GAMBETTA

Imm. récent, très beau 4 P., tr.
cft, part. profession libérale,
Téléphone : 174-08-45.

78^e Yvelines

Particulier vend Part-2
APARTEMENT TYPE 2,
2^e et dernier étage
2-3 pièces, loggia vitrée, porte
bâillonnée, cave, parking extérieur.
Prix 490.000 F. Part. état.
Téléphone : 851-34-13.

92

Hauts-de-Seine

MAISON BOULOGNE

90 m², Tr. État exceptionnel
Prix justifié, 288-63-33.

92

Hauts-de-Seine

Part. vend 2 P., culs. s.d.b., ré-
nové 36 m² R.D.C./cft, part.
230.000 F. Tél. 729-08-41
281-62-33 M. HAIT

92

Hauts-de-Seine

M^{me} BOURG-LA-REINE
neuf studio 375.000 F
2 P. 510.000 F, 3 p. 620.000 F
nécessite cave et parking inclus
Téléphone : 851-34-13.

92

Hauts-de-Seine

Le Monde

économie

CONJONCTURE

La reprise mondiale va se confirmer en 1984 mais la croissance restera faible en Europe estiment les cinq grands instituts allemands

La reprise économique devrait se confirmer en 1984, dans les pays industrialisés, dont le produit national brut (P.N.B.) réel devrait augmenter de 3 % en moyenne au lieu de 2 % cette année, à l'exception de la France, qui restera à la traîne avec une croissance zéro. Telles sont les principales conclusions du rapport d'automne des cinq grands instituts de conjoncture ouest-allemands (1), publié lundi 24 octobre à Bonn.

Les États-Unis seront les principaux bénéficiaires de la reprise, avec une croissance de 4 % au lieu de 3 % cette année. Le P.N.B. japonais augmentera pour sa part de 3,5 % (+3 % en 1983).

La croissance des pays européens industrialisés restera faible : +1 % contre 0,5 % cette année. L'Allemagne fédérale devrait être le pays qui verra son P.N.B. augmenter le plus rapidement : +2 % contre 1 % cette année. La croissance en Grande-Bretagne, en Suisse, en Belgique et au Danemark devrait être de 1,5 %.

En revanche, la France connaîtra, et pour la deuxième année consé-

utive, une croissance zéro, tandis que le P.N.B. de l'Italie, qui a reculé de 1,5 % cette année, progressera de 0,5 % en 1984.

Selon les experts allemands, cette reprise ne sera pas suffisante pour améliorer la situation du marché du travail dans de nombreux pays. Toutefois, s'écrivent-ils, la monnaie du chômage se ralentira.

La hausse des prix devrait se stabiliser dans les pays industrialisés. Le taux d'inflation moyen qui est revenu à 7 % environ cette année contre 9,1 % en 1982 devrait continuer de se ralentir pour atteindre 6 % l'année prochaine. L'augmentation du coût de la vie restera très faible au Japon (2 %) comme cette année. Elle devrait en revanche être plus rapide aux États-Unis : 5 % contre 3,5 % en 1983.

L'Italie enregistrera la plus forte hausse des prix, avec un taux d'inflation de 12 % contre 15 % cette année. En France, les experts allemands prévoient une hausse de 8 % contre 9,5 % cette année, tandis qu'en R.F.A., le taux d'inflation devrait rester de 3 % comme en 1983.

Les experts des cinq instituts prévoient un excédent de 10 milliards de DM de la balance des opérations courantes de la R.F.A. cette année et « un peu plus » en 1984 contre 8,55 milliards de DM en 1982.

(1) Institut allemand de recherche économique de Berlin (D.I.W.), Institut pour l'information et la recherche de Munich (I.F.O.), Institut de Rhénanie-Occidentale de Bonn (R.W.I.), Institut pour l'économie mondiale de Kiel (I.F.W.), Archives pour l'économie mondiale de Hambourg (H.W.W.A.).

UNE CAMPAGNE OFFICIELLE « 5 % EN 1984 »

Le ministère de l'économie et des finances s'apprête à lancer une campagne de lutte contre la hausse des prix. Il s'agit de convaincre que cette lutte inéluctable touche tous les Français. La campagne « 5 % en 1984 » comportera deux phases. Ou 7 novembre au 10 décembre 1983, l'objectif sera présenté par une série d'annonces à la télévision et dans les magazines, tandis que des documents sur les enjeux de la désinflation seront adressés aux responsables de l'économie et aux partenaires sociaux. Dès le début de 1984, il sera à nouveau fait appel à la presse quotidienne afin d'assurer le lien entre l'objectif 5 % et la vie quotidienne. Le coût de cette campagne est évalué à 6 millions de francs.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	à la hausse	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
SE-LL	7,938	7,940	+ 175	+ 285
DM	6,445	6,440	+ 155	+ 280
Yen (100)	3,425	3,420	+ 170	+ 195
DM	3,855	3,855	+ 175	+ 190
France	2,795	2,720	+ 145	+ 165
F.R. (100)	14,770	14,725	+ 400	+ 500
F.S.	3,795	3,760	+ 230	+ 285
L. (1 000)	5,015	5,015	+ 230	+ 190
S.	11,965	11,910	+ 300	+ 365

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 M	6 M	9 M	12 M	3 M	6 M	9 M	12 M
SE-LL	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4
DM	5 3/16	5 11/16	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4
Yen	5 1/2	6 1/4	5 9/16	6 3/16	5 11/16	6 5/16	5 15/16	6 9/16
DM	8	8	8 3/8	8 1/4	8 7/8	9 3/4	9 1/2	10 1/4
F.R. (100)	2 1/8	2 5/8	3 7/8	4 1/4	3 7/8	4 1/4	4 5/16	4 11/16
F.S.	8 13/16	9 7/16	8 7/8	9 1/2	8 15/16	9 7/16	9 3/16	9 13/16
L. (1 000)	11 3/4	12 1/2	11 7/8	12 5/8	12 1/4	13	14 1/2	15 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DU COMMERCE ENAPEM (EX. SONACAT) AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONALES N° 01/84 ENAPEM

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de :

- Lot n° 1 : Cuisinières.
- Lot n° 2 : Réfrigérateurs électriques.
- Lot n° 3 : Réfrigérateurs à gaz.
- Lot n° 4 : Congélateurs.
- Lot n° 5 : Réchauds lessiveuses.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de commerce et l'industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.

Les firmes intéressées pourront retirer le cahier des charges en s'adressant à ENAPEM (EX. SONACAT) Direction des approvisionnements, Route de Sidi-Moussa, Dar-El-Bekda, Alger.

Contre la somme de : 100 DA le lot.

Les offres établies conformément aux exigences du cahier des charges doivent parvenir sous double pli anonyme cacheté à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le délai de la remise des offres est fixé à QUARANTE-CINQ (45) jours à compter de la date de publication du présent avis.

Toute offre qui parviendra après cette date sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement : La mention d'avis d'appel d'offres international n° 01/84/ENAPEM.

A NE PAS OUVRIR.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours.

MARCHÉ COMMUN

A L'OCCASION DE LA RÉUNION DES MINISTRES DES FINANCES

L'Allemagne fédérale condamne à nouveau les subventions accordées aux sidérurgistes concurrents

De notre correspondant

Luxembourg. (Communautés européennes). - Après un échange de vues sur la situation économique et monétaire dans la C.E.E., les ministres des finances des Dix, réunis lundi 24 octobre à Luxembourg, ont examiné les travaux du comité monétaire sur les progrès à accomplir dans la Communauté en matière d'intégration financière. Ces travaux progressent d'une manière plutôt prometteuse, et il n'est pas exclu, dans ces conditions, que le dossier soit transmis au conseil européen d'Athènes.

La reprise en R.F.A. est plus forte que ne le décrit la Commission dans son récent rapport sur la situation économique dans la Communauté, si l'on en croit les cinq principaux instituts d'études économiques allemands (voir ci-contre). Cette bonne nouvelle a été communiquée au conseil par M. Tietmeyer, le secrétaire d'Etat allemand aux finances. En dépit de ces perspectives favorables, il a

vite enchaîné sur une sérieuse mise en garde à propos des vives difficultés éprouvées par la sidérurgie allemande et du mauvais fonctionnement du plan anti-crise appliqué sous l'autorité de la Commission. Vendredi 21 octobre, M. Genscher, le ministre fédéral des affaires étrangères, était venu imprudemment à Bruxelles entretenir MM. Thorn et Davignon (le président et le vice-président chargé des affaires industrielles) de ce même problème. M. Genscher s'était dit préoccupé par la chute des prix de l'acier en République fédérale, provoquée, selon lui, par l'accroissement des importations en provenance tant de pays tiers que des autres membres de la C.E.E. Ces dernières ne sont rendues possibles, expliquait M. Genscher, que par les subventions accordées par les gouvernements à leurs industries sidérurgiques respectives. Le ministre des affaires étrangères n'avait pas exclu que la R.F.A. soit amenée à appliquer des taxes compensatoires à ses frontières.

MM. Thorn et Davignon ne s'étaient pas montrés très convaincus par la démonstration de M. Genscher, faisant valoir que le meilleur moyen d'assainir durablement la situation de la sidérurgie européenne était encore d'appliquer scrupuleusement le système d'organisation de marché mis en place (quotas de production) et de mettre en œuvre une politique de restructuration conforme au « code des aides » communautaire. Or, sur ce double terrain, les sidérurgistes ouest-allemands ne sont pas irréprochables.

M. Tietmeyer n'en a pas moins durci sa position en réclamant une action communautaire énergique contre les subventions accordées par les pays partenaires.

M. Delors ne s'est pas alarmé de ce raidissement ouest-allemand même s'il admet qu'à quelques semaines du conseil européen il se manifeste assez fréquemment et sur des points divers. « D'ici à Athènes, on a le temps d'analyser le marché », a-t-il noté, conciliant.

Le ministre de l'économie et des finances envisage de manière plutôt optimiste les chances de progresser lors du conseil européen de décembre. Le conseil des ministres des Dix, durant les sessions spéciales consacrées à la préparation de la réunion des chefs de gouvernement (la dernière se tiendra début novembre à Athènes), doit « se montrer inventeur de simplicité, dégager les cinq ou six points où il y a désaccord mais où les pays peuvent bouger ».

Les travaux du conseil des ministres sur l'intégration financière enlèveront ce relatif optimisme. Ils porteront sur trois chapitres :

- 1) la libération des mouvements de capitaux à l'intérieur de la C.E.E. ;
- 2) la promotion du rôle de l'ECU ;
- 3) la création d'un marché européen des capitaux à risques.

M. Ortoli, le vice-président de la Commission, chargé des questions économiques et monétaires, s'est félicité de constater la volonté commune qui s'était manifestée au sein du comité monétaire pour progresser sur ces trois questions. Le mou-

vement des capitans ? Le comité monétaire et la Commission vont faire l'inventaire des contrôles de changes, des diverses barrières, afin d'identifier ce qui pourrait rapidement « sauter ». La promotion de l'ECU ? Elle concerne pour l'instant le seul ECU privé. La décision de dix-huit banques, qui opèrent en ECU, de se réunir sous l'égide de la BRI (Banque des règlements internationaux) pour établir un office de clearing témoigne de son succès. Mais le troisième point, la collecte des capitaux à risques dans la Communauté, par exemple par la promotion de fonds communs de placement des valeurs industrielles au niveau européen, semble dans l'immédiat le plus intéressant, car plus directement lié à la préoccupation de développer des industries nouvelles et de faire une place à la coopération industrielle.

PHILIPPE LEMAITRE

AUTOMOBILE

BÉNÉFICE RECORD POUR GENERAL MOTORS AU TROISIÈME TRIMESTRE

General Motors, premier constructeur d'automobiles mondial, a réalisé, au troisième trimestre, un bénéfice net de 736,9 millions de dollars, contre 129,4 millions sur la même période l'an passé. C'est, en dollars courants, le plus important bénéfice jamais dégagé sur ce trimestre. Pour les neuf premiers mois le bénéfice est de 2,43 milliards de dollars contre 817,7 millions l'an passé. General Motors souligne que ses ventes ont porté sur 1,8 million de véhicules de juillet à septembre, soit une progression de 19,4 %.

● Réduction du déficit d'American Motors. - American Motors, la filiale à 46 % de Renault aux États-Unis, annonce une perte de 9,14 millions de dollars au troisième trimestre contre plus de 30 millions l'an passé. Sur neuf mois, la perte est, cependant, de 154 millions de dollars, malgré une augmentation des ventes de véhicules de 80 068 à 91 513. American Motors escompte un léger bénéfice au dernier trimestre.

SELON BRUXELLES

Plusieurs Etats membres soutiendraient le projet de réglementation du prix des automobiles

De notre correspondant

Bruxelles. (Communautés européennes). - La campagne des constructeurs de la CEE contre le projet de la Commission européenne concernant les aménagements apportés au Marché commun de l'automobile (le Monde du 25 octobre) suscite l'étonnement des milieux communautaires. Les consultations avec les fabricants, les distributeurs et les utilisateurs se sont achevées le 24 octobre. Bruxelles doit maintenant interroger les Etats membres - au sein du comité consultatif de la Communauté en matière d'entente et de position dominante - avant d'arrêter sa position définitive.

Devant l'avalanche de notifications (des centaines) sur les contrats de distribution comportant des clauses contraignantes aux règles de concurrence du Marché commun, la Commission a élaboré en juin dernier un projet de règlement qui fixe les dérogations à la législation communautaire.

En refusant de décider au cas par cas, la Commission a été amenée à définir un certain nombre de principes communs. Tout en admettant que les clauses actuelles du contrat de distribution imposées par les fabricants (notamment l'exclusivité de la marque dans un territoire strictement délimité et l'interdiction pour le concessionnaire de faire appel à des ateliers non agréés par le constructeur) sont, dans leurs grandes lignes, légitimes, Bruxelles a l'intention d'imposer à l'avenir plusieurs conditions. Elles sont au nombre de quatre :

- Éviter que le distributeur ne tombe sous la dépendance complète d'un fabricant ou de l'importateur ;
- Offrir aux utilisateurs une garantie atelier sur tout le territoire du Marché commun ;
- Autoriser l'accès, à qualité égale, des pièces de rechange fabriquées par tous les réseaux de distribution ;
- Permettre aux utilisateurs d'acheter directement dans d'autres États membres avant que les véhicules importés soient équipés conformément aux normes du lieu d'immatriculation.

Cette dernière disposition vise surtout le Royaume-Uni, dont les constructeurs bloquent ces opérations grâce à la conduite à droite.

« Importations parallèles »

La disposition qui soulevait surtout les foudres des constructeurs est celle concernant les prix. Selon la Commission, les différences sont considérables : les prix (hors T.V.A.) les plus élevés sont constatés en ordre décroissant au Royaume-Uni et en Allemagne fédérale, la France occupant une place moyenne. Afin de faire jouer un peu plus qu'aujourd'hui la concurrence, Bruxelles veut permettre les « importations parallèles » - c'est-à-dire celles effectuées par l'intermédiaire des distributeurs non reconnus par le constructeur - si le prix dans le pays de destination dépasse de 12 % celui appliqué dans un autre État membre.

Ce coin dans le monopole des fabricants va à la rencontre des souhaits des associations de consommateurs, mais aussi, dans de nombreux cas, de ceux des distributeurs. Les réponses adressées à la Commission en témoignent. Les concessionnaires officiels voient dans le projet de la Commission leurs droits reconnus et consolidés par la législation communautaire. Les distributeurs indépen-

Entreprises disposant d'un fort potentiel de reprise et de développement

Dans un contexte économique international difficile, un nombre croissant d'entreprises, petites ou grandes, connaissent de graves difficultés. Or, beaucoup des actifs et des emplois de ces entreprises pourraient être sauvés si un effort énergique et imaginatif de réorganisation et de restructuration était accompli avant qu'il ne soit trop tard.

Management Partenaires apporte aux entreprises engagées dans une mutation profonde une assistance tout à fait originale : pendant une période transitoire d'une à plusieurs années, nous détachons auprès d'elles des gestionnaires expérimentés - soit comme consultants, soit comme directeurs opérationnels au sein de l'entreprise ; nous leur apportons une aide très concrète dans divers domaines : diagnostic, aide à la décision, préparation de dossiers, recherche de partenaires, conduite de négociations ; enfin, nous pouvons leur rechercher des concours financiers et, dans certains cas, inciter des investisseurs à prendre une participation.

Dirigeants expérimentés de très haut niveau trop jeunes d'esprit pour prendre congé.

Pour renforcer leur potentiel opérationnel, les fondateurs de Management Partenaires - plusieurs consultants issus des tout premiers cabinets internationaux - désirent faire ponctuellement appel à des gestionnaires très compétents souhaitant conserver une activité partielle ou se trouvant actuellement à la recherche d'une nouvelle orientation.

Si vous êtes l'un d'entre eux, exposez-nous en toute confiance les industries, les disciplines et les fonctions dans lesquelles vous vous sentez spécialiste de premier plan. Nous étudierons votre dossier avec la plus totale confidentialité.

Management Partenaires

66 A, Avenue des Champs-Élysées
75008 PARIS
Tél. : 256-18-64 et 562-66-00

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE ISLAMIQUE DES COMORES

La République fédérale islamique des Comores annonce son intention d'appel d'offres international pour la construction du dépôt pétrolier de Mutsamudu, à Anjouan.

Le projet comprend : la réhabilitation des réservoirs existants, la construction à terre de trois réservoirs d'hydrocarbures de 1500 m³, les travaux de génie civil, mécanique, tuyauterie et électricité associés, et la construction off-shore d'amarrage de tanker, sea-line pour déchargement des produits ainsi qu'une jetée et dock pour navires inter-îles.

Le financement de ce projet est assuré par la Banque islamique de développement (Djeddah, Arabie Saoudite) et le Fonds de l'OPEC (Vienne, Autriche).

Les dossiers d'appel d'offres seront disponibles pour les entreprises intéressées à partir du 31 octobre 1983, à l'ambassade des Comores, 15, rue de la Nèva, Paris, contre paiement de 3000 francs français.

Les offres sous pli cachetés devront être remises au plus tard le 30 novembre 1983, à 12 heures, à l'ambassade des Comores à Paris, et l'ouverture des plis aura lieu le 30 novembre 1983, à 14 heures, en présence des entreprises soumissionnaires.

40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'édition une brochure illustrée rassemblant, dans une deuxième livraison, toutes les nouvelles publiées par « Le Monde Dimanche ».

53 pages. 25 F. En vente chez tous les marchands de journaux et au « Monde », 5, rue des Italiens - 75427 Paris - Cedex 09

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU COMMERCE ENAPEM (EX. SONACAT)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 03/84 ENAPEM

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de :

- Lot n° 1 : Piles électriques.
- Lot n° 2 : Ventilateurs.
- Lot n° 3 : Aspirateurs domestiques.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de commerce et d'industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.

Les firmes intéressées pourront retirer le cahier des charges en s'adressant à ENAPEM (EX. SONACAT) Direction des approvisionnements, Route de Sidi-Moussa, Dar-El-Beïda, Alger.

Contre la somme de : 100 DA le lot.

Les offres établies conformément aux exigences du cahier des charges doivent parvenir sous double pli anonyme cacheté à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le délai de la remise des offres est fixé à QUARANTE-CINQ (45) jours à compter de la date de publication du présent avis.

Toute offre qui parviendra après cette date sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement :

La mention d'avis d'appel d'offres international n° 03/84/ENAPEM.

A NE PAS OUVRIR.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours.

MARCHÉ COMMUN

L'ÉLARGISSEMENT DE LA C.E.E.

L'Espagne s'impatiente de piétiner aux portes de la Communauté européenne

De notre envoyé spécial

Barcelone. — L'Espagne s'impatiente de plus en plus de la lenteur des négociations sur l'élargissement de la Communauté économique européenne, et c'est la France qui est considérée comme la principale responsable de ce piétinement des deux pays de l'Europe du Sud aux portes de la C.E.E.

MM. Felipe Gonzalez, chef du gouvernement de Madrid, et Mario Soares, président du gouvernement portugais, ont employé la même expression pour résumer leur irritation. « Si l'on ne veut pas de nous, qu'on nous le dise, et nous chercherons ailleurs... » M. Soares a fait allusion à une coopération accrue de son pays avec les Etats-Unis, et M. Ferrer Salat, catalan et ex-patron de l'Espagne, a dit : « Il est vrai en forme de boutade : « Nous pourrions nous associer au Japon... » M. Felipe Gonzalez a carrément envisagé de son côté un « changement de la politique étrangère de l'Espagne » au cas où les négociations n'aboutiraient pas d'ici à la fin de cette année.

En fait, il n'y a pas de solution de rechange pour l'Espagne. « C'est à prendre ou à laisser », cette évidence a été admise à Barcelone par les représentants du patronat et du monde des affaires espagnols qui participaient à un colloque sur « Les craintes et les espoirs suscités par l'entrée de la péninsule dans le Marché commun ». Un colloque organisé par la chambre de commerce française qui fêlait récemment le centenaire de sa fondation dans la grande cité catalane, et dont le rôle dans la promotion des exportations françaises est très important.

MM. François Ceyrac, président de la Chambre de commerce internationale et président du comité économique et social des Communautés européennes, Xavier de Villepin, président de l'Union des chambres de commerce françaises à l'étranger, affrontaient MM. Ferrer Salat, président du patronat espagnol, et Jose Figueras, président du conseil supérieur des chambres de commerce d'Espagne. Un débat courtois, davantage centré sur les problèmes complexes, délicats, posés par les futures relations entre l'Espagne et la Communauté, que sur les « aspects » du dialogue proprement franco-espagnol.

Il est vrai que c'est en Catalogne, dont le poids économique est déterminant en Espagne, que la « gro-gue » qui se développe dans la pé-

ninsule contre la France est le moins sensible. Le président de la Généralité, M. Pujol, a facilité avec élégance sur la « crédibilité de l'Espagne » tout en rappelant que la Catalogne « souhaitait l'entrée dans le Marché commun » et que ses rapports particuliers avec la France étaient « traditionnels et excellents ».

M. Morán, ministre espagnol des relations étrangères, a pu dire à Luxembourg que l'accord réalisé entre les Dix sur un règlement du marché des fruits et légumes était « positif ». Mais les Espagnols — là encore comme les Portugais — réservent leur jugement définitif. Tous les participants au colloque de Barcelone ont en effet insisté sur la « primauté du politique » dans cette affaire. Tous, et d'abord les Espagnols, ont dénoncé les « intérêts égoïstes et mesquins de certains pays d'Europe » et « leur vision à court terme du débat ».

Français et Espagnols ont estimé aussi que « l'heure des décisions politiques approche inexorablement » et que « l'Europe ne saurait être compléte sans l'Espagne ». Mais les représentants du patronat espagnol n'ont pas que cette adhésion « se fasse à n'importe quel prix », bien qu'ils admettent que des « sacrifices » seront nécessaires. « Notre entrée dans le Marché commun », dit M. Ferrer Salat, « coûtera cher à notre industrie. Il est donc juste qu'elle puisse se rattacher sur son agriculture ». Et il a insisté sur la nécessité absolue de régler la crise budgétaire de la C.E.E. et de faire en sorte que l'adhésion de Madrid n'aggrave pas le déséquilibre du commerce extérieur espagnol et le taux de chômage, ce dernier étant déjà très préoccupant.

« L'Espagne n'est pas l'Albanie et elle ne peut pas vivre seule », a dit joyeusement M. Figueras. Sans doute, mais les obstacles, malgré le petit accord du 18 octobre à Luxembourg, sont encore si importants que c'est le pessimisme qui l'emporte outre-Pyrénées. Un pessimisme qui pourrait bien, si l'on n'y prend garde à Paris, nourrir un courant anti-français croissant et déplorable pour les relations entre la France et des voisins du Sud dont on assure que leur présence dans la Communauté est indispensable à un bon équilibre de l'Europe.

MARCEL NIEDERGAU.

Le Portugal menace de se tourner vers d'autres horizons

L'accord sur la politique agricole établi le mardi 18 octobre à Luxembourg n'a suscité aucune réaction particulière au Portugal, les journaux de la capitale ayant relayé l'affaire dans les pages intérieures. « Un obstacle de moins à l'élargissement », annonce discrètement le quotidien de Lisbonne. *Diário de Notícias*. Cependant, on apprend l'arrivée au Portugal le 27 octobre du commissaire Lorenzo Natali, qui, pendant deux jours, s'entretenait avec les autorités portugaises sur les problèmes posés par l'adhésion de Portugal à la C.E.E.

De notre correspondant

Lisbonne. — « Inadmissible » : tel a été l'adjectif utilisé par le ministre portugais des affaires étrangères, lors d'une interview récemment accordée à la télévision, pour caractériser le comportement des pays du Marché commun en ce qui concerne l'élargissement de la Communauté. Le lendemain de cette interview, le chef de la diplomatie recevait les ambassadeurs de France, de Grande-Bretagne et de République fédérale allemande. Objectif de ces entretiens : informer les trois principaux pays de la Communauté de l'intention du gouvernement portugais de passer à l'offensive. Par la même occasion, M. Gama exprimait son « amertume » face à la France, qu'il a considérée comme étant le responsable numéro un du retard dans la signature du traité d'adhésion.

Afin de mieux s'informer et de répondre à l'éventuel malentendu, M. André Chénégas, ministre chargé des affaires européennes, rencontrait à Lisbonne, le jeudi 13 et le vendredi 14 octobre, le premier ministre portugais, M. Soares, ainsi que les ministres des affaires étrangères et des finances. Le samedi 15, M. Soares partait à Athènes, afin de participer à la réunion des chefs de gouvernement socialistes de l'Europe du Sud, organisée par M. Papandréou. Dans le bagage du leader socialiste portugais, il y avait un dossier particulièrement brûlant : celui de l'élargissement.

En retour de son voyage, la délégation portugaise se déclarait « modérément optimiste », ce qui signifie en langage courant que tout ne s'est pas déroulé de la meilleure façon. MM. Felipe Gonzalez et Papandréou auraient certes soutenu les positions de Lisbonne, auxquelles se serait rallié le premier ministre italien, M. Craxi. En revanche, et confirmant l'impression déjà laissée par M. Chénégas, les conversations avec M. Manroy auraient été marquées par une certaine froideur. Dans la capitale portugaise, M. Chénégas a promis, il est vrai, que la France essaierait d'« accélérer », à partir du mois de janvier, la date à laquelle elle assume la présidence du conseil des ministres de la Communauté — les dossiers qui restent en suspens : agriculture, pêche et affaires sociales. Il a précisé le

sens des conclusions de Stuttgart, conditionnant l'élargissement à la résolution des problèmes financiers de la C.E.E. Mais, interrogé sur la date probable de l'adhésion du Portugal, il a préféré ne pas répondre, soulignant à ce propos les obstacles établis, selon lui, par l'« incertitude » des Anglais et des Allemands, ainsi que par la « bureaucratie » de Bruxelles.

Un problème politique

« C'est le jeu du pouce-pouce », ont affirmé en coulisses les diplomates portugais. Ceux-ci estiment qu'il ne servirait à rien de faire avancer les dossiers car « le problème de l'élargissement n'est pas technique mais politique ». « Pour faire plaisir à son ami Commanis, Giscard a forcé l'entrée de la Grèce », observent dans l'entourage de M. Soares. « Pourtant, ajoutent-ils dans ces mêmes milieux, juste au moment où nous avons besoin d'eux, nos amis français s'écroulent ».

Pour les dirigeants portugais, cette attitude de la France, limitant l'élargissement à la réforme des structures financières de la Communauté, vise un double objectif : utiliser la candidature des deux pays ibériques comme un prétexte pour imposer aux autres membres de la C.E.E. un certain mode de fonctionnement de l'organisation ; ajourner, pour des raisons de politique intérieure, une décision communautaire favorable à l'entrée du Portugal et ensuite de l'Espagne. Et de rappeler un aspect avancé par M. Chénégas : « La droite française, a dit le ministre, est contre l'élargissement. Le parti communiste aussi. Et même à l'intérieur du parti socialiste, il y en a qui s'inquiètent des conséquences électorales que cela pourrait entraîner, notamment dans le sud du pays ».

A la suite des scrutins de Dreux, Sarcelles et Antony, les Portugais estiment que les prochaines élections pour le Parlement européen risquent de devenir une sorte de référendum en faveur de la politique de M. Manroy et de se dérouler dans un climat de xénophobie. D'où leur conclusion : avant juillet 1984, la France ne fera objectivement rien pour accélérer l'entrée du Portugal à la C.E.E. ; après, tout dépendra du rapport de forces existant.

Voilà une incertitude jugée inacceptable à Lisbonne. « Il nous faut savoir le plus tôt possible, précisions-on au ministère des affaires étrangères, dans quel cadre nous allons orienter notre économie à moyen et à long terme. Or, l'hypothèse d'une adhésion tardive, amorcée, mais ajournée, nous empêche d'approfondir sérieusement nos contacts avec les Etats-Unis ou le Japon, ou même avec plusieurs pays membres de l'association européenne de libre-échange ».

L'alternative est claire. Les voyages à Washington se succèdent. Le président de la République portugaise et le ministre des affaires étrangères y sont allés au mois de septembre dernier. M. Soares doit s'y rendre avant la fin de l'année. Bien placé auprès des gouvernements de Luanda et de Maputo, le Portugal pourrait aider à la pénétration nord-américaine en Afrique australe. On parle, très discrètement, de négociations militaires entre les Etats-Unis et le Mozambique. Le Portugal y serait partie prenante, car, pour sauver les apparences, les armes passeraient par Lisbonne. Et cela se paie.

Les Portugais font remarquer d'autre part qu'un certain nombre de projets « ne peuvent plus attendre ». Exemple : le nucléaire. D'ailleurs, les interlocuteurs de M. Chénégas ont tenu à l'informer que pour ce qui concerne la construction déjà programmée de centrales nucléaires, le Portugal peut acheter en France ou ailleurs.

En dehors des raisons strictement économiques, l'empressement du gouvernement portugais s'explique aussi par la candidature très probable de M. Soares aux élections présidentielles de 1985. Le pays traverse actuellement une période de récession, le chômage s'accroît, les faillites se multiplient. « D'ici à quelques mois, assure M. Soares, les résultats de notre plan de redressement seront déjà visibles ». Il lui faudra en tout cas présenter aux électeurs un grand projet de développement, créer un espoir en l'avenir. Aussi, en fonction des circonstances, tiendra-t-il un discours européen ou atlantique.

JOSÉ REBELO.

Le Pont Aérien.

PARIS-NICE				NICE-PARIS			
Aéroport de départ	Compagnie	Horaires de départ	Jour	Aéroport d'arrivée	Compagnie	Horaires d'arrivée	Jour
Orly	AF	06.50	LU/ME/VE	B	Orly	06.50	SA/VE
Orly	IT	07.00	Sauf SA/DI	W	Orly	07.00	Sauf SA/DI
Orly	AF	08.15	SA	B	Orly	08.15	SA
Orly	AE	08.20	QUOT.	W	Orly	08.20	QUOT.
Orly	IT	09.15	QUOT.	B	Orly	09.15	QUOT.
Orly	AF	10.00	QUOT.	W	Orly	10.00	QUOT.
Orly	AF	11.35	QUOT.	B	Orly	11.35	QUOT.
Orly	IT	12.20	QUOT.	W	Orly	12.20	QUOT.
Orly	AF	14.50	QUOT.	B	Orly	14.50	QUOT.
Orly	IT	15.10	LUAVE/SA/DI	W	Orly	15.10	LUAVE/SA/DI
Orly	AF	16.05	VE/DI	W	Orly	16.05	VE/DI
Orly	IT	17.00	QUOT.	W	Orly	17.00	QUOT.
Orly	AF	17.45	QUOT.	B	Orly	17.45	QUOT.
Orly	IT	19.05	QUOT.	W	Orly	19.05	QUOT.
Orly	AF	19.45	LU/ME/VE/DI	B	Orly	19.45	LU/ME/VE/DI
Orly	IT	20.20	Sauf SA	W	Orly	20.20	Sauf SA
Orly	IT	21.20	VE	W	Orly	21.20	VE

Air France et Air Inter associent leurs efforts pour créer sur Paris-Nice un véritable pont aérien.

A partir du 1^{er} novembre, les deux compagnies vous offrent de 12 à 14 fréquences quotidiennes, bien réparties tout au long de la journée. Les vols d'Air France s'effectuent au départ d'Orly-Onest et à Paris-Charles de Gaulle, Aéroport 2, les vols d'Air Inter partant d'Orly-Onest.

Pour votre voyage, vous avez le choix entre la Classe Affaires et la Classe Économique sur les deux compagnies.

AIR FRANCE
Un pont aérien Paris-Nice

01 41 13 50

العدد 155

LE NUMERO UN DE LA PRESSE INFORMATIQUE.

Déjà indispensable à 150 000 lecteurs.

01 HEBDO

Chaque semaine, le bilan complet de l'actualité professionnelle.

Les événements commentés, les nouveaux produits, la vie des sociétés, les manifestations, les hommes, etc. En vente également chez les marchands de journaux dès le samedi.

01 MENSUEL

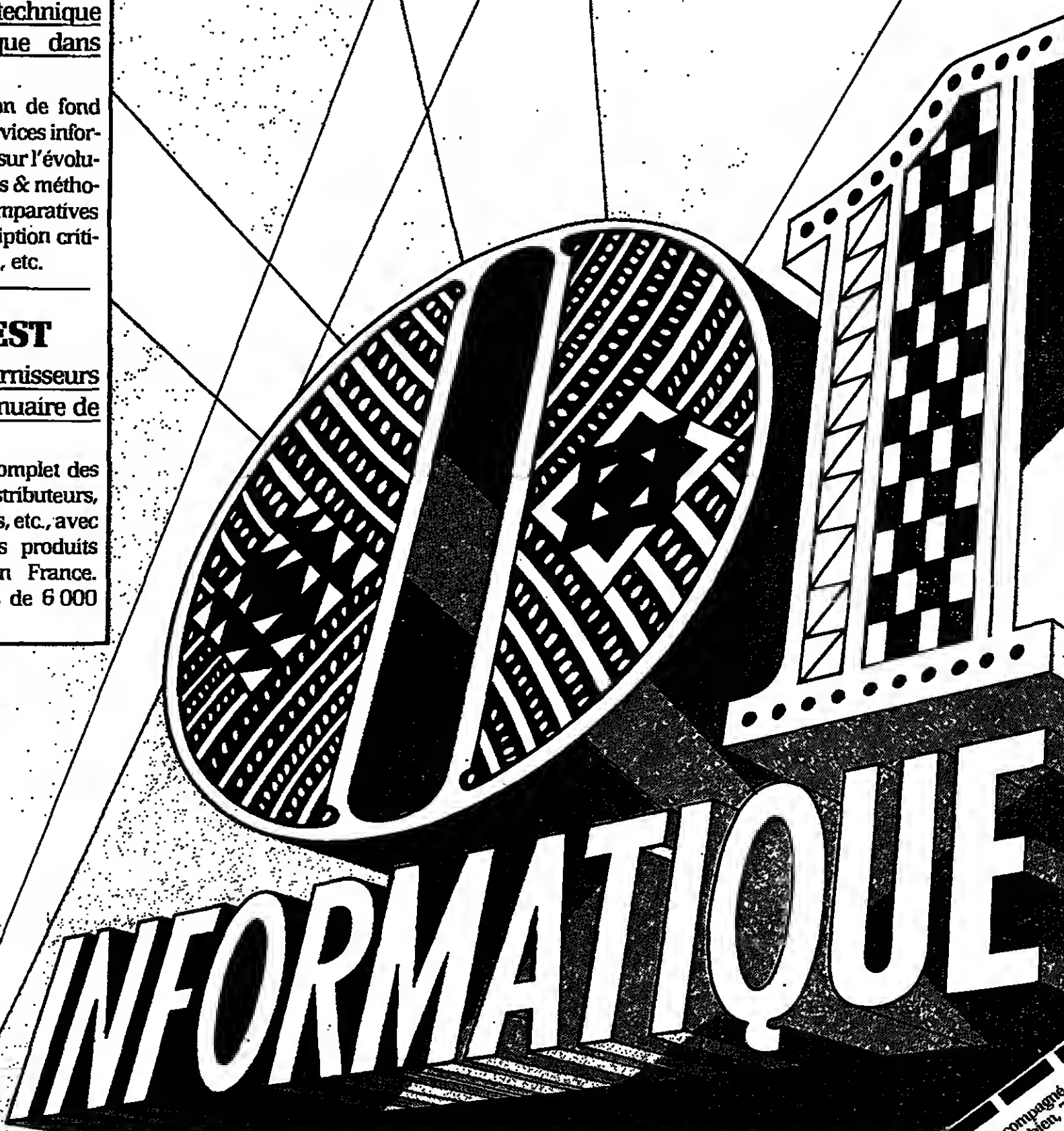
Le magazine technique de l'informatique dans l'entreprise.

Toute l'information de fond nécessaire aux services informatiques : études sur l'évolution des techniques & méthodes, synthèses comparatives de produits, description critique d'applications, etc.

01 DIGEST

Tous les fournisseurs dans le seul annuaire de l'informatique.

Le recensement complet des constructeurs, distributeurs, sociétés de services, etc., avec la description des produits commercialisés en France. 516 pages et plus de 6 000 adresses.



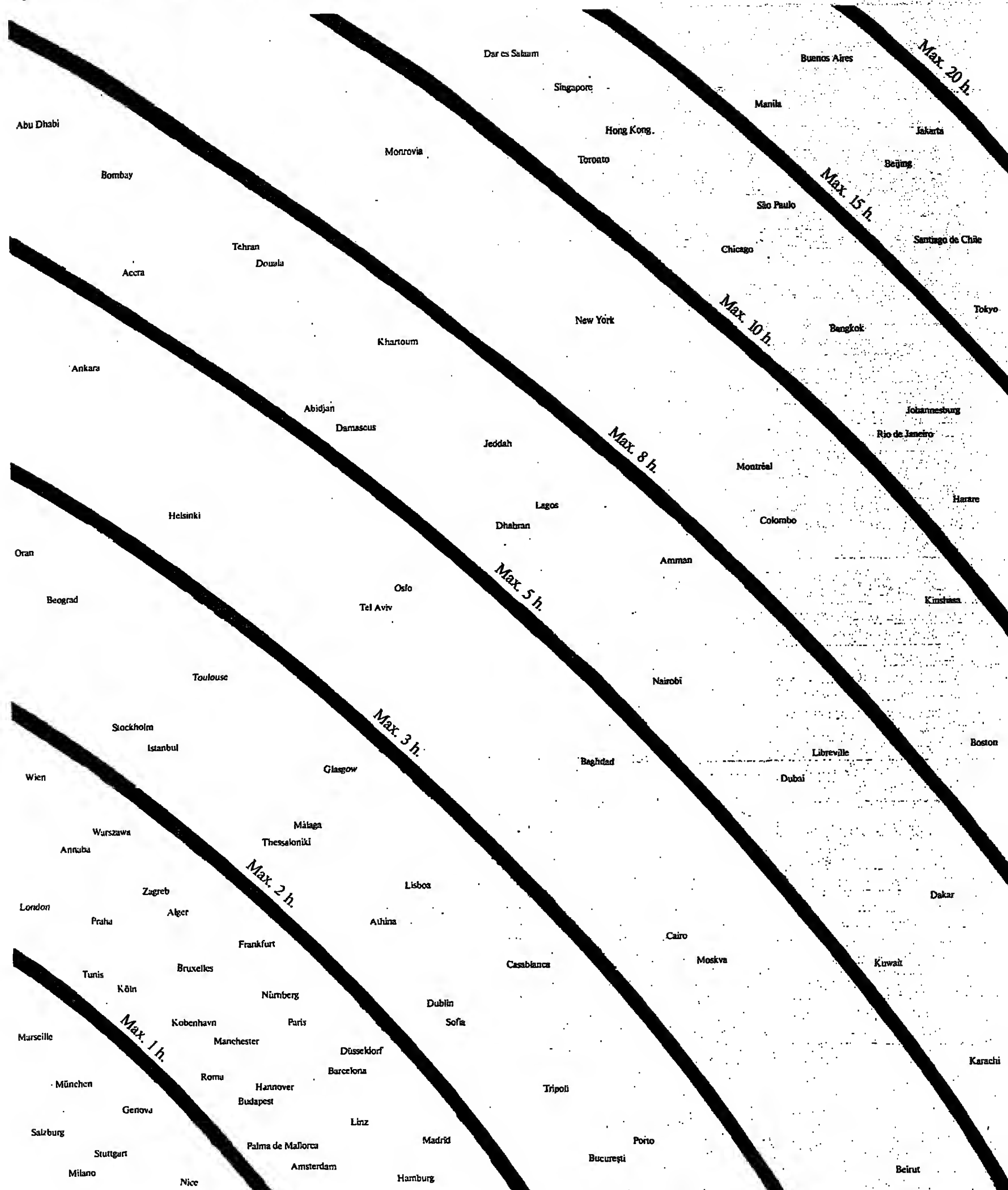
BULLETIN D'ABONNEMENT à retourner, accompagné du règlement correspondant, à : 01 Informatique, 5, place du Colonel-Sablen, 75491 Paris Cedex 10.

☐ Je m'abonne à 01 Informatique pour 1 an. Pour 840 FF, je reçois 01 Hebdo (52 fois), 01 Mensuel (10 n°) et l'annuaire 01 Digest. Tarifs étrangers sur demande.

☐ Je m'abonne à 01 Hebdo seul pendant 6 mois, pour 120 FF seulement (abonnement d'essai).

Nom _____ Adresse _____

Cheque bancaire ou postal.



GGK

Il n'est donc peut-être pas inutile de rappeler

Et il va sans dire que si vous avez vite fait de gagner la Suisse, vous n'aurez guère le temps de

Avant de reprendre l'avion, songez-y. Procurez-vous l'horaire Swissair et consacrez-lui quelques minutes. Il y a matière à réflexion.



٥٥١ من الألف

AFFAIRES

LA CHAPELLE-DARBLAY

Les fédérations C.G.T. du Livre et du Papier demandent aux responsables de la presse l'organisation d'une « table ronde »

Les fédérations C.G.T. du Livre et du Papier-carton ont demandé, lundi 24 octobre, aux organisations patronales de la presse française, la réunion « urgente » d'une « table ronde » sur la fabrication du papier français.

Il s'agit, déclare la C.G.T., de « rechercher des solutions pour le maintien et le développement de la fabrication des papiers en France ». Les deux fédérations soulignent que, après avoir analysé « les graves menaces qui pèsent sur les ouvriers de La Chapelle-Darblay à Saint-Etienne-du-Rouvray, elles demandent aux travailleurs des entreprises du Livre d'intervenir auprès de leurs directions pour les alerter quant aux conséquences inévitables qu'entraînerait l'application d'une telle mesure d'évacuation (par la police) et d'appuyer la demande d'ouverture de discussions », et, dans un premier temps, de ne pas utiliser le papier fourni sous le contrôle du groupe océlandais Parento.

La Fédération nationale de la presse française (F.N.P.F.) s'était aussi élevée contre une déclaration de la Fédération des travailleurs du Livre C.G.T. qui soulignait les graves répercussions que pourrait avoir, sur la parution de la presse, une intervention de la police contre les travailleurs de La Chapelle-Darblay. La F.N.P.F., dans un communiqué, affirmait : « La presse ne saurait en aucune manière être l'objet de chantage au cours du développement de ce conflit. Il n'est pas admissible que l'on puisse aussi légèrement vouloir remettre en cause le droit à l'information accordé à tous les citoyens. »

Deux manifestations se sont déroulées lundi à Rouen. La première était organisée par la C.G.C. dans le centre de la ville. Emmenées par M. Paul Marchelli, délégué général de la confédération française de l'encadrement C.G.C., cinq cents personnes - selon la police - ont défilé pour protester contre l'occupation de l'usine de Saint-Etienne-du-Rouvray. La C.G.C., soutenue par les organisations de P.M.E.-P.M.I., avait appelé à un débrayage dans les entreprises.

M. Marchelli a demandé à la C.G.T. « de baisser les armes et de s'asseoir à une table de négociations ». Il a également demandé aux pouvoirs publics « de faire évacuer dans les vingt-quatre heures » l'osiole de Saint-Etienne-du-Rouvray, ainsi que l'a ordonné ce lundi le juge des référés de Rouen.

A la même heure, devant l'usine de Saint-Etienne-du-Rouvray, quelque mille cinq cents personnes, selon les organisateurs, sept cents selon la police, se sont rassemblées à l'appel de la C.G.T., qui avait également lancé un mot d'ordre de débrayage. Cette manifestation, à laquelle se sont associés le P.C. de Seine-Maritime et la ligue communiste révolutionnaire, avait pour objet de réclamer l'ouverture de négociations dans le conflit de La Chapelle-Darblay.

« Le gouvernement peut trouver un médiateur. Il l'a fait pour Citroën et Talbot, et cela a été bénéfique dans ces conflits », a déclaré notamment M. Bernard Isaac, secrétaire général de l'U.D.-C.G.T.

Les deux manifestations se sont dispersées peu avant 19 heures. - (A.F.P.)

Controverse à l'Institut national de la consommation

Le torchon brûle à l'Institut national de la consommation (I.N.C.). Une des associations siégeant au conseil d'administration de l'Institut, l'Indecosa-C.G.T., émanation de la centrale syndicale, s'est élevée, dans un communiqué, contre certaines émissions télévisées de l'I.N.C. diffusées sous le titre « D'accord pas d'accord » et consacrées à Air France, à E.D.F., à Leclerc et aux contrats qualité.

Ce n'est pas le rôle de l'I.N.C., organisme public, dit l'Indecosa-C.G.T., d'attaquer les sociétés nationales, d'apporter son appui à la campagne d'Édouard Leclerc, de faire écho à l'opposition de deux associations aux contrats qualité, alors qu'une émission proposée par l'Indecosa-C.G.T. sur le même sujet a été refusée. « De tels faits, sur une courte période ; ne relèvent pas de circonstances fortuites, mais plutôt, pensons-nous, d'une volonté délibérée traduisant une orientation hostile à celle du gouvernement ».

Là-dessus, l'I.N.C. réplique en rappelant qu'il entre dans sa mission « d'informer les consommateurs sur tous les problèmes de consommation » et souligne que sa crédibilité « est liée à son indépendance et à sa liberté d'expression que le gouvernement met un point d'honneur à respecter ».

Enfin la section syndicale C.F.D.T. de l'Institut (dont un représentant siège au conseil d'administration) réagit à son tour en s'élevant contre la conception du rôle de l'I.N.C. qui semble être celle de l'Indecosa-C.G.T. : « L'I.N.C. a le devoir de mettre en cause, avec toute l'impartialité qui s'impose, tous ceux, professionnels ou administrations, qui ne respectent pas les droits des usagers. C'est ce que son personnel a toujours fait, quel que soit le gouvernement au pouvoir, et qu'il continuera à faire. »

Pour ridicule et minime qu'il soit, l'incident est significatif et symptomatique d'un certain état d'esprit.

Le gouvernement socialiste, répondant aux vœux des associations de consommateurs, a transformé le statut de l'I.N.C., dont le conseil d'administration n'est plus tripartite (consommateurs, fonctionnaires, professionnels), pour en faire un « outil technique à la disposition des organisations ». L'abandon de cette composition tripartite s'est très vite accompagné du remplacement de l'ancien directeur de l'Institut, M. Pierre Fauchon, un centriste, par M. Laurent Denis, plus proche du gouvernement. N'est-ce pas suffisant ?

Si les organisations de consommateurs, si nombreuses en France (elles sont dix-neuf à être agréées, seize à être présentes au conseil), demeurent incapables de parler d'une même voix, si elles s'obstinent à confondre l'information et la protection de tous les consommateurs avec la défense et l'illustration de chacune de leurs micro-chapelles, si elles refusent de faire de l'I.N.C. un irremplaçable moyen d'information et de défense de tous les usagers ; elles prendront la responsabilité de faire échouer une expérience originale qui, à long terme, peut former des consommateurs plus exigeants, plus conscients, mieux armés devant les difficultés économiques.

A la réflexion, l'Union fédérale des consommateurs (éditrice de Que choisir ?), qui avait quitté avec fracas l'Institut en septembre 1972 et a refusé depuis le changement de majorité d'y revenir, a peut-être eu raison.

J. D.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU COMMERCE ENAPEM (EX. SONACAT)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 02/84 ENAPEM

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de :

- Lot n° 1 : Radiateurs à gaz butane.
- Lot n° 2 : Radiateurs à gaz naturel.
- Lot n° 3 : Poêles à mazout.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de commerce et l'industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.

Les firmes intéressées pourront retirer le cahier des charges en s'adressant à ENAPEM (EX. SONACAT) Direction des Approvisionnements, Route de Sidi-Moussa, Dar-El-Beldja, Alger.

Contre la somme de : 100 DA le lot.

Les offres établies conformément aux exigences du cahier des charges doivent parvenir sous double pli anonyme cacheté à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le délai de la remise des offres est fixé à QUARANTE-CINQ (45) jours à compter de la date de publication du présent avis.

Toute offre qui parviendra après cette date sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement :

La mention d'avis d'appel d'offres international n° 02/84/ENAPEM.

A NE PAS OUVRIR.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

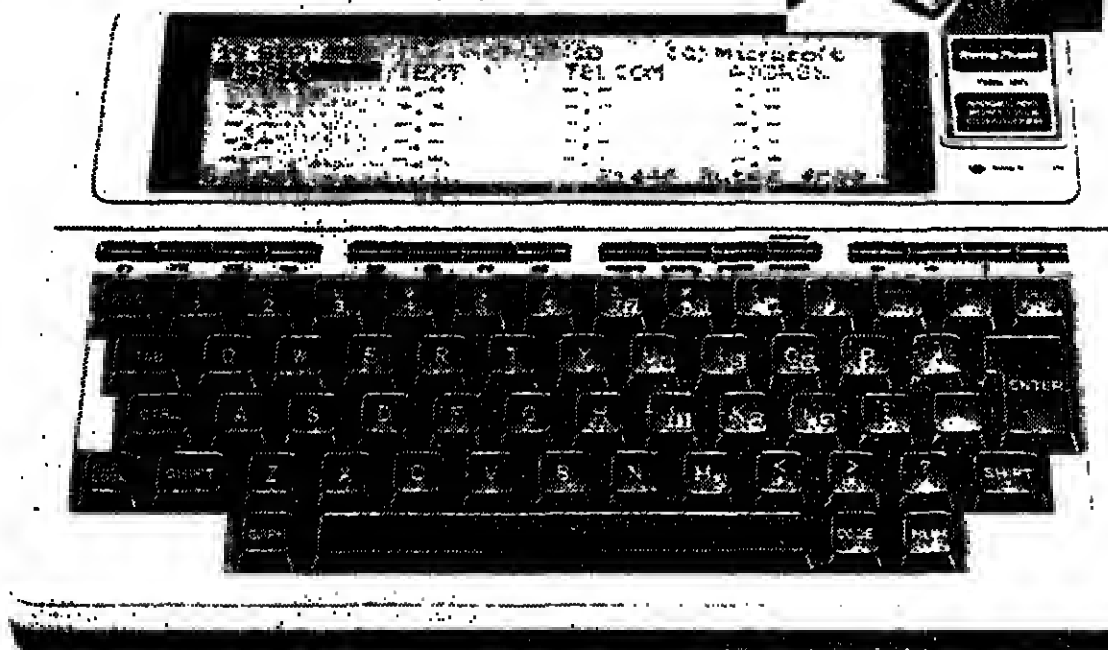
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUIXS

Avis de prorogation de délai

L'Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, Hussein-Dey, Alger (Algérie), informe les sociétés concernées que l'appel d'offres international n° 1057/DIV. pour la fourniture de matériel électrique pour atelier froid, dont la date de clôture était initialement prévue au 8 octobre 1983, est prorogée jusqu'au 12 novembre 1983.

NOUVEAU

TRS-80
Modèle 100



Dimensions: 21,5 x 31 x 5 cm. Poids: 1 kg 800. Modèle illustré: 24K (26-3802)

L'ordinateur portable autonome et multifonction.

Son langage BASIC Microsoft® et ses 4 programmes d'application intégrés font du TRS-80 Modèle 100 un ordinateur performant et prêt à l'emploi. Communication active avec d'autres ordinateurs, traitement de texte, agenda, fichier d'adresses et répertoire téléphonique sont les principales fonctions de ce véritable poste de travail qui se glisse aisément dans une mallette.

Sur piles comme sur secteur, le TRS-80 Modèle 100 peut assumer avec brio la fonction d'ordinateur de bureau. Ainsi, il reçoit et transmet, par ligne téléphonique, lettres, rapports ou autres documents. Et - même en position "arrêt" - il sauvegarde vos programmes et vos données pendant un

mois. Connecté à un autre ordinateur, à toute imprimante TRS-80 ou à un magnétophone à cassette, il offre des possibilités sans commune mesure avec ses dimensions. Son authentique clavier de machine à écrire et son écran ultra-lisible vous assurent une sécurité et un agrément d'utilisation appréciables en toutes circonstances.



Le Modèle 100 se connecte aisément à d'autres ordinateurs et périphériques

Le Modèle 100 concrétise un nouveau concept informatique d'une grande diversité. Il ne vous reste qu'à en tirer profit. En bénéficiant des conseils, de la garantie et des services Tandy.

A partir de
5.995 F
(TVA 18,60% incl.)

Prix au 1 septembre 1983, sous réserve de modification du programme de vente ou des tarifs

Tandy

TANDY FRANCE S.A. Distributeur TRS-80 (Moniteur J. Beaufort)
211-223, boulevard MacDonal - 75019 PARIS - Tél. 238-80-88
J'aimerais en savoir plus sur le TRS-80 Modèle 100
Nom _____ Prénom _____
Rue _____ Code postal _____
Boîte _____ Localité _____
Tél. _____



SOCIAL

LES NÉGOCIATIONS SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE

La recherche difficile d'un nouveau système d'indemnisation

Ce n'est un secret pour personne, le système d'assurance-chômage à gestion paritaire (UNEDIC), vieillissant, souffre d'une maladie incurable. Quelle que soit l'issue des négociations entre les partenaires sociaux qui se sont ouvertes le 21 octobre et devraient s'achever avant la fin de l'année, il ne passera pas l'hiver...

Créé en 1958, à une époque où le chômage ne touchait que cinquante mille salariés, le système n'a pas résisté aux conséquences de la dégradation de l'emploi. Dans tous les sens du terme, il a fait faillite.

Financièrement d'abord. Son déficit en 1982 s'élevait à 6,3 milliards de francs et, en cumulé, il devait atteindre de 8,5 à 10 milliards de francs en 1983.

Moralement ensuite. Paritaire, le système d'assurance-chômage de l'UNEDIC était alimenté par les cotisations des employeurs et des salariés, puis géré en commun. On avait même réussi, à force de cohérence, à unifier les aides et à y intégrer l'aide publique versée par l'État. Las ! l'augmentation du nombre de personnes indemnisées et la multiplication des mesures particulières voulues par le gouvernement ont abouti à une mise sous tutelle de fait par l'État, qui participe pour 29 milliards de francs actuellement aux dépenses du système, soit à un tiers du budget.

Pour qualifier la situation, les partenaires sociaux n'ont pas de mots trop durs : « L'UNEDIC est sous administration provisoire », juge M. Marchelli, délégué général de la C.G.C. ; « Nous sommes en situation de mendicité à l'égard de l'État », déplore M. Jean Gruat, secrétaire général adjoint de la C.F.T.C. ; « On ne sait plus si le système est paritaire et qui le gouverne réellement », se lamente M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F.

Le 19 novembre 1982, tirant les conclusions d'un échec qu'il estime patent, le C.N.P.F. dénonce « unilatéralement » la convention de l'UNEDIC, qui expirera finalement, après un ultime accord de prolongation, au 31 décembre 1983. Le 24 novembre 1982, devant l'urgence, le gouvernement, tenant compte en partie des propositions syndicales, prend par décret les décisions que l'organisme paritaire ne peut assumer. Il taille dans les aides, apporte des restrictions au versement des indemnités (réductions du taux de la garantie de ressources pour les préretraités et cer-

tains bénéficiaires de contrats de solidarité, création de délais de carence, limitation des durées, etc.), bref, se comporte en régent d'un système défaillant.

Impuissants à résoudre la crise, les partenaires sociaux protestent...

Mais quelques mois après ces mesures d'économies drastiques, les pouvoirs publics interviendront de nouveau. Alors que les difficultés de trésorerie s'accroissent et que toutes les analyses annoncent une progression du chômage, le gouvernement augmente au 1^{er} juillet 1983, d'un point le taux des cotisations (0,60 % à la charge des employeurs, 0,40 % à la charge des salariés), qui passe ainsi à 5,8 %, ce qui provoquera un nouveau tollé...

Ce faisant, le gouvernement n'a réglé que le problème immédiat, laissant entier celui du financement du déficit cumulé 1982-1983.

Vers quelle solution s'oriente-t-on puisque tout le monde reconnaît que la situation ne peut rester en l'état ? Les objectifs des uns et des autres sont très divergents. Le C.N.P.F. ne dévoiera un projet précis et chiffré qu'après la seconde rencontre du 7 novembre. Il s'agit pour lui de séparer ce qui relève de l'assurance-chômage, et se trouve, par conséquent, soumis à la cotisation des employeurs et des salariés, et ce qui dépend de l'assistance ou de la solidarité nationale, et serait donc pris en charge par l'État. Ainsi, par exemple, les salariés licenciés des entreprises relèveraient de l'assurance, tandis que les jeunes et les femmes à la recherche d'un premier emploi, les chômeurs de longue durée, les préretraités et les chômeurs créateurs d'entreprise seraient pris en charge par la solidarité nationale.

Sans ambiguïté possible - M. Chotard a été très clair sur ce point - le paritarisme ne s'appliquerait que pour le système d'assurance, même si le C.N.P.F. déclare par la voix de son vice-président « ne pas se désintéresser » du sort des autres chômeurs. Encore faut-il observer que, pour être capable de « maîtriser totalement » le système d'assurance paritaire sur la base des seules cotisations, le C.N.P.F. cherche le moyen de diminuer les dépenses d'indemnisation. Il a donc demandé à l'UNEDIC le chiffrage des différentes hypothèses (224 combinaisons, 8 064 formules) qui, en un document de 153 pages, font varier les durées, les âges, la dégressivité et les taux des indemnités et prévoient notamment la suppression de l'allocation spéciale versée aux salariés licenciés pour cause économique. Pour la C.F.T.C., M. Jean Gruat fait obser-

ver que l'on va devoir « dissocier ce que nous avons eu tant de mal à unifier ». Pour F.O., M. Antoine Faesch déplore « un retour en arrière » et rappelle que « l'assistance ne nous plaît pas ».

Condamnés à discuter sur le terrain du C.N.P.F. et n'ayant pas formulé un réel contre-projet, les syndicats ne donnent pas le même contenu au découpage, et on ne tardera pas à découvrir l'existence de hiatus. Ainsi, même si la C.G.C. se plaît à souligner qu'elle avait eu cette idée bien avant le C.N.P.F., elle imagine plutôt une « UNEDIC assurance » cohabitant avec une « UNEDIC assistance ». Très attachée au paritarisme, F.O. souhaite encore plus nettement que l'assistance et l'assurance soient toutes deux traitées par la voie conventionnelle.

Dans le cas de la C.F.D.T. et de la C.G.T., qui se déclarent prêtes à négocier, les choses sont feutrées, car on redoute aussi ce qui pourrait advenir en cas d'alternance politique. La première organisation semble rechercher un régime unique « remodelé » qui pourrait fonctionner comme la Sécurité sociale et proposer plutôt trois types d'allocations, à savoir celle d'« assurance » qui relève du droit acquis par la cotisation, celle qui relève de la solidarité nationale (pour les jeunes notamment) et serait alimentée par l'effort de tous « au-delà des fonctionnaires » et enfin celle qui relève de la politique de l'État et, donc, de son budget, pour les contrats F.N.E. de préretraité par exemple.

Quant à la C.G.T., qui paraît opposée à la séparation, elle admet l'hypothèse de deux systèmes, M. Oswald Calvetti, son négociateur, refusant « que des gens quittent l'UNEDIC sans que l'on sache ce qu'ils vont devenir ».

Au-delà, toutes les organisations syndicales se préoccupent en effet du sort de l'ensemble des chômeurs indemnisés. Toutes refusent que les prestations servies puissent diminuer et observent, comme la C.G.T. et la C.F.D.T., qu'elles sont déjà notablement insuffisantes. A partir des projets du C.N.P.F., la C.G.T. redoute « une baisse du nombre des chômeurs indemnisés », la C.F.D.T. « le marouflage des chômeurs ».

En revanche, ce consensus syndical disparaît dès qu'il faut aborder le problème crucial du financement de l'assurance comme de l'assistance, et chacun avance ses propres recettes. Seul ou presque, M. Marchelli, pour la C.G.C., a évoqué la nécessité d'un « effort des salariés et des employeurs » en vue d'augmenter leur contribution au système d'assurance, tandis que l'assistance

devrait être, au nom de la solidarité, alimentée par le budget de l'État.

F.O. ne manque pas de rappeler que l'État s'est éloigné de sa contribution d'origine à hauteur de la moitié des dépenses d'indemnisation du chômage et qu'il faudrait donc que celui-ci en vienne à supporter totalement les besoins du régime d'assistance. La C.G.T. veut croire que le niveau actuel des cotisations permet un retour à l'équilibre du budget de l'UNEDIC et suggère un impôt exceptionnel sur les grandes fortunes et sur les hauts revenus pour éponger le passif des exercices précédents.

La C.F.D.T., avec sa proposition de trois types d'allocation, envisage un panachage entre les cotisations, l'effort de solidarité nationale de la population et l'inscription au budget de l'État, soulignant au passage que les préretraités ne doivent plus être considérés comme des chômeurs.

A voir s'exprimer ces divergences, on peut estimer que ces négociations connaîtront encore bien des moments difficiles. Il n'est d'ailleurs pas exclu, malgré les espoirs du C.N.P.F. et la confiance affichée par les syndicats, qu'elles se prolongent au-delà du 31 décembre, créant ainsi un « vide juridique ». Mais ces négociations seront d'autant plus intéressantes à suivre qu'elles sont les premières à se dérouler après les élections à la Sécurité sociale et qu'elles seront certainement influencées par leurs résultats.

ALAIN LEBEAUCHE.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU COMMERCE ENAPEM (EX. SONACAT)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 04/84 ENAPEM

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de :

- Lot n° 1 : Téléviseurs noir et blanc en kits.
- Lot n° 2 : Cassettes vierges.
- Lot n° 3 : Cassettes en kits.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978, portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de commerce et l'industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.

Les firmes intéressées pourront retirer le cahier des charges en s'adressant à ENAPEM (EX. SONACAT) Direction des approvisionnements, Route de Sidi-Moussa, Dar-El-Beïda, Alger.

Contre la somme de : 100 DA le lot.

Les offres établies conformément aux exigences du cahier des charges doivent parvenir sous double pli anonyme cacheté à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le délai de la remise des offres est fixé à QUARANTE-CINQ (45) jours à compter de la date de publication du présent avis.

Toute offre qui parviendra après cette date sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement : La mention d'avis d'appel d'offres international n° 04/84/ENAPEM.

A NE PAS OUVRIR.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours.

PLANS/CONTRECALQUES
COPIES GRAND ET TRÈS GRAND FORMAT AGRANDISSEMENT RÉDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12^e ☎ 347.21.32

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



POUR LES COMPTES D'ÉPARGNE EN ACTIONS :
CRÉATION DU PORTEFEUILLE FRANCE Avenir

Sous cette dénomination, la société CRÉDIFONDS, dont le capital est réparti entre onze banques du groupe CIC, a ouvert le 18 octobre un fonds commun destiné à investir dans les sociétés de taille moyenne.

Le « Portefeuille FRANCE Avenir » interviendra plus précisément sur le « second marché » ainsi que sur les marchés du comptant et hors cote.

Il se situera ainsi à mi-chemin entre les deux fonds à risques créés également en octobre et la Sicav FRANCIC, fondée en 1978.

Il ouvre droit aux avantages fiscaux du C.E.A. au même titre que FRANCIC et sera géré par M. Jean-François Graby, directeur de cette Sicav.

Cette création porte à vingt le nombre des fonds ouverts sous l'égide de CRÉDIFONDS pour un actif global de plus de 1 milliard de francs.

H. ERNAULT-SOMUA

La perte du premier semestre 1983 s'établit à 84 372 973,25 F, contre 44 584 801,10 F au premier semestre 1982.

La situation nette est négative de 203 458 308,42 F, après reprise en compte du report à nouveau débiteur de 188 942 195,70 F de la perte du premier semestre 1983.

CIT ALCATEL

Le résultat du premier semestre de l'exercice en cours s'élève, après amortissements, provisions et impôts, à 55 260 000 F, pour un chiffre d'affaires hors taxes de 2 726 000 000 F, à comparer, pour la période correspondante de l'exercice précédent, à 50 131 000 F pour un chiffre d'affaires de 2 650 000 000 F.

VEUVE CLICQUOT

PONSARDIN

Maison fondée en 1772

Lors du dernier conseil, le président a caractérisé ainsi l'évolution de l'activité du groupe : pour le champagne, difficultés sur le marché français et amorces de reprise à l'exportation ; pour le parfum, progression satisfaisante du chiffre d'affaires.

Au total, et sauf incident en fin d'année, l'amélioration du résultat consolidé ajusté devrait atteindre 10 %.

SINTRA ALCATEL

Le résultat net au 30 juin 1983 s'élève à 6 052 000 F, contre 5 789 000 F au 30 juin 1982.

Lisez

LE MONDE
diplomatique

AGRICULTURE

DANS L'ISÈRE

Les Travailleurs-Paysans empêchent M. Rocard de prendre la parole

Il fallait s'y attendre. M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, n'a pas pu s'exprimer, lundi 24 octobre, alors qu'il visitait une ferme expérimentale, à La Côte-Saint-André (Isère). Plusieurs dizaines de membres des syndicats de Travailleurs-Paysans de la région Rhône-Alpes l'ont empêché. Le ministre n'a quité les lieux avec l'aide des gendarmes.

Cette mesure vise tous les syndicats minoritaires, la C.N.S.T.P., qui a donc fait une journée d'action contre ce projet le 24 octobre, mais aussi le MODEF, la F.N.S.P. et la F.F.A. Dans l'Isère, les Travailleurs-Paysans ont déclaré qu'ils avaient été « reconnus dans la loi et dans les faits, notamment par M^{me} Edith Cresson ». Et la confédération s'étonne que, « en 1983, un homme comme Michel Rocard prône le pourcentage de 15 %, alors qu'il est resté pendant quinze ans le leader et le grand défenseur des minorités à la tête d'une organisation représentant 3 % des opinions du pays ».

Après la tornade Edith Cresson, qui avait mobilisé contre la gauche la F.N.S.E.A. et ses alliés, M. Rocard n'a jamais caché qu'il avait reçu du président de la République la mission de récupérer la fronde paysanne. Il s'y emploie. Mais, cette fois, ce sont les forces agricoles de gauche qui trouvent qu'il en fait trop pour les beaux yeux de M. Guillaume.

J. G.

M. Gérard Nicoud réélu secrétaire général du CID-Unati. - M. Gérard Nicoud a été réélu, le lundi 24 octobre, par 85 % des suffrages, secrétaire général du CID-Unati, au terme du quatorzième congrès du mouvement qu'il crée en 1969.

Dans le cadre du plan quinquennal saoudien de développement s'étendant sur les années 1980-1985, la Société française COPALEX S.A., 13, rue Eugène-Flachat, 75017 Paris, tél. : 380-00-39, construit dans le royaume d'ARABIE SAOUDITE cinq hôpitaux de cent lits chacun pour la compte du MINISTÈRE DE LA SANTÉ du royaume d'ARABIE SAOUDITE.

Ces hôpitaux sont situés dans les régions du centre et du sud du royaume d'ARABIE SAOUDITE, régions où les besoins en implantation hospitalière sont très importants.

Chaque hôpital est équipé pour recevoir cent patients et comporte en plus le logement des médecins, des infirmiers et du personnel administratif, des aires de récréation et des jardins, une mosquée et un hélicoptère. Avec ces installations de forte capacité, ce sont donc des ensembles complètement indépendants qui sont réalisés.

Le standing de ces hôpitaux est équivalent au meilleur niveau européen, et l'équipe technique du MINISTÈRE DE LA SANTÉ du royaume d'ARABIE SAOUDITE est très attachée à un travail et à des prestations de qualité, voulant ainsi offrir aux Saoudiens des services hospitaliers durables correspondant aux aspirations d'un pays en plein développement.

Ces réalisations sont l'exemple même de la participation d'une entreprise française dans le royaume d'ARABIE SAOUDITE.

EMPRUNT INTERREGIONAL
AUVERGNE-BOURGOGNE-LIMOUSIN

24 Octobre 1983
405 millions de F.
14,60 %

Emission de 81.000 obligations de 5.000 F.
Prix d'émission : le pair.
Jouissance, règlement : 7 Novembre 1983.
Durée de l'emprunt : 12 ans.
Amortissement : 12 annuités constantes (demi-tirage, demi-rachat).

Taux de rendement actuariel brut : 14,60 %.

Souscriptions dans les Banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste et les Caisse d'Épargne.
Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5.000 F par an.
Une note d'information (visa C.O.B. n° 83.293 du 18.10.83) peut être obtenue sans frais auprès de la CAECL, 56, rue de Lille - 75007 PARIS, et des établissements chargés du placement.

Auvergne Bourgogne Limousin

Avec le concours de la CAECL

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant

25 OCTOBRE

PARIS

25 octobre

En hausse

La Bourse de Paris a retrouvé mardi une partie de sa sérénité toulousaine, d'une part, par la mise en place du nouveau marché à règlement mensuel, et d'autre part, par la tragédie de Beyrouth. En fin de séance, l'indice de la cotation affichait une hausse de 0,7 % environ.

Le début de la séance a dû néanmoins être retardé d'un quart d'heure pour permettre aux commis de classer tous les ordres à règlement immédiat (R.I.) en quelques réglementaires.

La sang-froid avec lequel a réagi lundi soir Wall Street aux deux attentats consécutifs à Beyrouth, a rassuré la communauté financière. Elle a donc pu « sauver » avec un jour de retard l'ouverture lundi du nouveau terme boursier, celui de novembre.

Les investisseurs institutionnels étaient, selon les spécialistes, les principaux acheteurs sur le marché.

Les écarts les plus importants à la hausse se sont situés entre 3 et 7 %. Laboratoire Bellon venait en tête des hausses avec un gain de 6,8 %. Cetelem a gagné 6,6 %, Dumez 6 %, Doctes de France et Compagnie du Midi 5 %, Fermeté et Géophysique + 4 %, Roussel-Uclaf + 3,8 % et du Club Méditerranée + 3,6 %.

A l'inverse, Colas a baissé de 7,6 % en affectant du coup son plus bas cours de l'année. Penarroyon a abandonné 4,2 %, Talcs de Luxem 3,8 % et la Générale de Fonderie 3,4 %.

La devise-titre était plus ferme que la veille à 10,61 F. Hausse sensible des valeurs allemandes. Les titres américains ont également été fermes.

A Paris, les cours de l'or se sont tassés. Le napoléon a baissé de 9 F à 657 F et le lingot de 250 F à 101 750 F. La parité de l'once s'est élevée à 398,33 dollars contre 397,44 dollars.

NEW-YORK

Reprise en fin de séance

Très affecté par les nouvelles sur l'attentat de Beyrouth, Wall Street s'est brutalement replié lundi. Cependant, les courants de ventes se sont taris en cours de séance et une reprise s'est produite, qui a permis au marché de regagner le terrain perdu.

A la clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 1248,98, soit à 0,11 point au-dessus de son niveau précédent. A mi-parcours, il avait perdu une quinzaine de points.

Le bilan de la journée est toutefois resté négatif. Sur 1 968 valeurs traitées, 970 ont baissé, 604 ont monté et 394 n'ont pas varié.

Aucun élément particulier n'a favorisé ce redressement de dernière heure, hormis les bons résultats trimestriels annoncés par plusieurs grosses entreprises, notamment General Motors.

Le gonflement inattendu de la masse monétaire n'a pas eu d'effet particulier quand on pensait, au contraire, qu'il contribuait à déprimer le marché. Une sorte de fatalisme régnait autour de la corbeille.

L'activité a diminué : 85,41 millions de titres ont changé de mains contre 91,6 milliards vendredi.

VALEURS	Cours de 24 oct.	Cours de 25 oct.
Alcoa	46	44 1/2
A.T.T.	62 3/8	61 3/4
Boeing	62 3/8	61 3/4
Chrysler	44 3/8	44 1/2
Deere & Co.	52 1/2	52 1/4
Dow Chemical	52 1/2	52 1/4
Eastman	46 1/8	46 1/8
General Electric	51 5/8	51 1/2
IBM	121	120 3/4
Johnson & Johnson	42 3/8	42 1/4
McDonald's	30 3/8	30 1/2
Merck & Co.	40 3/8	40 1/4
Motorola	36 3/8	36 1/4
Procter & Gamble	36 3/8	36 1/4
Union Carbide	36 3/8	36 1/4
U.S. Steel	28 1/4	28 1/4
Xerox Corp.	48 3/8	48 1/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SANOFI - Les affaires du groupe, filiale d'Elf-Aquitaine, ne marchent pas trop mal en dépit des aléas du marché de la pharmacie. Pour les neuf premiers mois, le chiffre d'affaires progresse de 16 % pour atteindre 6,8 milliards de francs. L'augmentation des ventes de la division « médicaments » (64,5 % de l'activité de Sanofi) s'élève à 24 %. Elle est de 13 % pour la division « phytomédicaments » (63,5 % contre 65 % de l'ensemble). Ce décalage est imputable aux mesures gouvernementales en matière de taxes et de prix (bloquées en 1982, non-application de la hausse convenue de juillet, baisse sur la publicité, baisse autorisée des prix de trois médicaments). L'incidence de ces mesures sur les bénéfices se chiffre à 45 millions de francs pour 1982, 75 millions pour 1983, 90 millions pour 1984.

L'ORÉAL - Bénéficie net en 30 jours hors plus-values et provisions : 314 millions de francs contre 262 millions.

TEL-AVIV

Une baisse relativement limitée. Seulement 17 % de baisse. Tel a été le bilan de la séance du lundi 24 octobre à la Bourse de Tel-Aviv, ouverte ce jour après deux semaines de fermeture décidée pour éviter un « krach ». Les investisseurs ont donc gardé leur sang-froid et, en dépit d'une tension initiale, les courants de ventes sont restés relativement limités. Le montant des transactions a porté sur 130 millions de dollars quand, il y a trois semaines, il avait atteint 7 milliards de dollars.

On ignore si la Banque centrale est intervenue. Il y avait un double enjeu : l'avance du gouvernement Shamir, le sort des placements effectués par quelque six cent mille Israéliens.

Les valeurs bancaires ont quand même baissé de 30 %.

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	30 80	30 80	Delmas-Vieljeux	368	368
4 %	30 80	30 80	Deleurye	304	304
5 %	30 80	30 80	Deleurye	304	304
6 %	30 80	30 80	Deleurye	304	304
7 %	30 80	30 80	Deleurye	304	304
8 %	30 80	30 80	Deleurye	304	304
9 %	30 80	30 80	Deleurye	304	304
10 %	30 80	30 80	Deleurye	304	304
11 %	30 80	30 80	Deleurye	304	304
12 %	30 80	30 80	Deleurye	304	304
13 %	30 80	30 80	Deleurye	304	304
14 %	30 80	30 80	Deleurye	304	304
15 %	30 80	30 80	Deleurye	304	304
16 %	30 80	30 80	Deleurye	304	304
17 %	30 80	30 80	Deleurye	304	304
18 %	30 80	30 80	Deleurye	304	304
19 %	30 80	30 80	Deleurye	304	304
20 %	30 80	30 80	Deleurye	304	304

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
21 %	30 80	30 80	21 %	30 80	30 80
22 %	30 80	30 80	22 %	30 80	30 80
23 %	30 80	30 80	23 %	30 80	30 80
24 %	30 80	30 80	24 %	30 80	30 80
25 %	30 80	30 80	25 %	30 80	30 80
26 %	30 80	30 80	26 %	30 80	30 80
27 %	30 80	30 80	27 %	30 80	30 80
28 %	30 80	30 80	28 %	30 80	30 80
29 %	30 80	30 80	29 %	30 80	30 80
30 %	30 80	30 80	30 %	30 80	30 80

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
31 %	30 80	30 80	31 %	30 80	30 80
32 %	30 80	30 80	32 %	30 80	30 80
33 %	30 80	30 80	33 %	30 80	30 80
34 %	30 80	30 80	34 %	30 80	30 80
35 %	30 80	30 80	35 %	30 80	30 80
36 %	30 80	30 80	36 %	30 80	30 80
37 %	30 80	30 80	37 %	30 80	30 80
38 %	30 80	30 80	38 %	30 80	30 80
39 %	30 80	30 80	39 %	30 80	30 80
40 %	30 80	30 80	40 %	30 80	30 80

Règlement mensuel

COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Dernier cours	COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Dernier cours
1010	4,5 % 1973	1618	1620	1010	4,5 % 1973	1618	1620
1011	4,5 % 1973	1618	1620	1011	4,5 % 1973	1618	1620
1012	4,5 % 1973	1618	1620	1012	4,5 % 1973	1618	1620
1013	4,5 % 1973	1618	1620	1013	4,5 % 1973	1618	1620
1014	4,5 % 1973	1618	1620	1014	4,5 % 1973	1618	1620
1015	4,5 % 1973	1618	1620	1015	4,5 % 1973	1618	1620
1016	4,5 % 1973	1618	1620	1016	4,5 % 1973	1618	1620
1017	4,5 % 1973	1618	1620	1017	4,5 % 1973	1618	1620
1018	4,5 % 1973	1618	1620	1018	4,5 % 1973	1618	1620
1019	4,5 % 1973	1618	1620	1019	4,5 % 1973	1618	1620
1020	4,5 % 1973	1618	1620	1020	4,5 % 1973	1618	1620

COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Dernier cours	COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Dernier cours
1021	4,5 % 1973	1618	1620	1021	4,5 % 1973	1618	1620
1022	4,5 % 1973	1618	1620	1022	4,5 % 1973	1618	1620
1023	4,5 % 1973	1618	1620	1023	4,5 % 1973	1618	1620
1024	4,5 % 1973	1618	1620	1024	4,5 % 1973	1618	1620
1025	4,5 % 1973	1618	1620	1025	4,5 % 1973	1618	1620

COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Dernier cours	COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Dernier cours
1026	4,5 % 1973	1618	1620	1026	4,5 % 1973	1618	1620
1027	4,5 % 1973	1618	1620	1027	4,5 % 1973	1618	1620
1028	4,5 % 1973	1618	1620	1028	4,5 % 1973	1618	1620
1029	4,5 % 1973	1618	1620	1029	4,5 % 1973	1618	1620
1030	4,5 % 1973	1618	1620	1030	4,5 % 1973	1618	1620

COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Dernier cours	COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Dernier cours
1031	4,5 % 1973	1618	1620	1031	4,5 % 1973	1618	1620
1032	4,5 % 1973	1618	1620	1032	4,5 % 1973	1618	1620
1033	4,5 % 1973	1618	1620	1033	4,5 % 1973	1618	1620
1034	4,5 % 1973	1618	1620	1034	4,5 % 1973	1618	1620
1035	4,5 % 1973	1618	1620	1035	4,5 % 1973	1618	1620

COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Dernier cours	COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Dernier cours
1036	4,5 % 1973	1618	1620	1036	4,5 % 1973	1618	1620
1037	4,5 % 1973	1618	1620	1037	4,5 % 1973	1618	1620
1038	4,5 % 1973	1618	1620	1038	4,5 % 1973	1618	1620
1039	4,5 % 1973	1618	1620	1039	4,5 % 1973	1618	1620
1040	4,5 % 1973	1618	1620	1040	4,5 % 1973	1618	1620

COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Dernier cours	COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Dernier cours
1041	4,5 % 1973	1618	1620	1041	4,5 % 1973	1618	1620
1042	4,5 % 1973	1618	1620	1042	4,5 % 1973	1618	1620
1043	4,5 % 1973	1618	1620	1043	4,5 % 1973	1618	1620
1044	4,5 % 1973	1618	1620	1044	4,5 % 1973	1618	1620
1045	4,5 % 1973	1618	1620	1045	4,5 % 1973	1618	1620

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. « COHABITATION » POLITIQUE ET MODE DE SCRUTIN : « Une réforme archaïque », par Alain Duhamel ; « L'ère autocratique des institutions », par André Passeron ; LU : les Modes de scrutin des dix-huit pays libres de l'Europe occidentale.

ÉTRANGER

4. AMÉRIQUES
- 3-4. LE DOUBLE ATTENTAT DE BETHLEEM ET SES REPERCUS- SIONS
5. ASIE
- 5-6. AFRIQUE
- MAROC : la formation d'un gouver- nement d'union pourrait concrétiser l'accord de tous les partis au sujet du Sahara.
- 7-8. DIPLOMATIE
8. EUROPE

POLITIQUE

9. L'élection municipale partielle d'Aulnay-sous-Bois.
10. La discussion budgétaire à l'Assem- blée nationale.
12. Le débat sur la réforme du mode de scrutin législatif.

SOCIÉTÉ

13. Découverte du diagnostic prénatal de la mucopolysaccharidose.
14. JUSTICE : le procès des grâces médi- cales.
15. EDUCATION.
15. TRANSPORTS.
20. ÉQUIPEMENT.
23. SPORTS.
40. DÉFENSE.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

17. A Montpellier comme en Australie, des « pompes du désert » contre les crues.
18. Point de vue : « Vie et mort des étoiles », par Jean Audouze.

RÉGIONS

19. Un colloque sur la réforme régionale.
- RHÔNE-ALPES : Bourg-en-Bresse avant le congrès du P.S.

CULTURE

20. THÉÂTRE : Nuit blanche d'Anvers, au Théâtre de la Bastille.
- ARTS : mort de l'éditeur Tériade.
23. COMMUNICATION : le premier rap- port annuel de la Haute Autorité.

ÉCONOMIE

41. CONJONCTURE : la reprise mondiale va se confirmer en 1984, estiment cinq instituts allemands.
- 41-42. MARCHÉ COMMUN : la réunion des ministres des finances des Dix.
45. AFFAIRES : controverse à l'Institut national de la consommation.
46. SOCIAL : les négociations sur l'assurance-chômage.

RADIO-TÉLÉVISION (22)

- INFORMATIONS
- « SERVICES » (24) :
La mode : « Journal offi- cial » ; Météorologie : Mots croisés.
- Amorces classées (26 à 40) ; Carnet (40) ; Programmes des spectacles (21 et 22) ; Marchés financiers (47).

Le numéro du « Monde »
daté 25 octobre 1983
a été tiré à 615 408 exemplaires

**OUVERT DU LUNDI
AU SAMEDI
DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT**

PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie
d'un grand maître tailleur

PANTALONS
A partir de **500 F**

**COSTUMES
ET PARDESSUS**
MESURE
A partir de **1.550 F**

3.000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle

Boutique Femme
TAILLEURS, JUPES et MANTEAUX
sur mesure

Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-61.

Du lundi au samedi,
de 10 heures à 18 heures

A B C D F G H

La restructuration des chantiers navals

- Une subvention supplémentaire de 650 millions de francs
- Des préretraites à cinquante-cinq ans

Journée cruciale pour le secteur de la construction navale française et pour ses vingt-cinq mille salariés. Une branche industrielle essentielle frappée par une crise comme elle n'en a jamais connue.

Aucun pays européen n'est épargné, et ce dépit des subventions considérables versées par les États, les

effectifs diminuent d'année en année. Raisons : la crise mondiale, l'excédent du nombre de navires par rapport aux quantités à transporter et enfin la concurrence commerciale très vive des pays d'Extrême-Orient, notamment la Corée du Sud (le Monde du 14 septembre).

M. Guy Lengagne, secrétaire d'État à la mer, a reçu, ce mardi 25 octobre, MM. Dollois et Regard, respectivement P.-D.G. des Chantiers du Nord et de la Méditerranée (qui ont des établissements à La Seyne, La Ciotat et Dunkerque), et directeur général des Chantiers de l'Atlantique (Saint-Nazaire et Nantes). Dans l'après-midi, le ministre devait faire part aux organisations syndicales des décisions arrêtées par le gouvernement pour réduire la capacité de production des installations françaises et tenter de « décrocher » quelques commandes (on parle d'un car-ferry pour le Maroc et de deux navires transporteurs de produits chimiques pour le Mexique).

La solution soumise par les dirigeants des entreprises consisterait à fermer un ou deux sites, mais il est peu probable que le gouvernement la retienne, pour des raisons sociales. Il s'agit plutôt d'un « dégraissage progressif » de chacun des cinq sites pour adapter les effectifs à la situation du marché.

D'autre part, le ministère de la défense a accepté le principe de passer davantage de commandes de navires militaires aux chantiers civils (qui construisent déjà des bateaux de guerre à l'exportation, notamment pour l'Arabie Saoudite). Au niveau des subventions de l'État, une somme supplémentaire de 650 millions de francs devrait être inscrite au prochain collectif budgétaire.

Enfin, M. Lengagne devait annoncer aux représentants syndicaux la mise en place d'une procédure permettant à certains salariés d'être mis en préretraite à cinquante-cinq ans.

A la veille de cette journée, les syndicats de Dunkerque se sont mobilisés en masse, nous rapporte notre correspondant à Lille, Jean-Pierre Lore. « Mauvaise des bateaux ! Mauvaise des bateaux ! » Ils étaient mille trois cents ouvriers de la construction navale de Dunkerque à scander ce slogan, le 24 octobre, dans les rues de Lille.

Ils venaient clamer leur inquiétude dans la ville du premier ministre. Trois mille deux cents personnes travaillent aux Chantiers Nord-Méditerranée de Dunkerque : de plus, ils sont des milliers employés dans les entreprises de sous-traitance. « Notre pays manque de navires spécialisés pour assurer la moitié de ses échanges maritimes et son indépendance stratégique en cas de malheur », affirment les responsables de l'intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T.-F.O.-C.G.C.

Les manifestants de Lille ont demandé « aux patrons du Nord-Pas-de-Calais qu'ils fassent preuve de sens national et régional en faisant transporter leurs marchandises sur des navires français que nous pouvons construire et qu'ils les fassent transiter par Dunkerque au lieu d'utiliser les ports belges ou hollandais ». Aux représentants de l'État et aux élus de la région, ils ont demandé que les engagements pris en 1981, prévoyant le maintien de tous les centres de construction, soient respectés.

A Nice

MANIFESTATION CONTRE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté lundi 24 octobre à Nice à l'appel d'une centaine d'organisations socio-professionnelles pour protester contre la politique sociale et économique du gouvernement.

Douze mille manifestants, selon les organisateurs (six mille cinq cents selon la police), ont défilé dans le calme le long de l'avenue Jean-Médécine, à travers un centre-ville guère habitué à des rassemblements de cette ampleur et où de nombreux commerçants avaient baissé leurs rideaux de fer en signe de solidarité.

Conduit par l'Union patronale des Alpes-Maritimes (UPIAM), le cortège regroupait, selon les responsables, cent quarante organisations représentatives. Professions libérales (UNAPL), paysans (Agriculture 06), bâtiment et travaux publics (F.D.B.T.P.), restaurateurs, artisans (UPA), parisiens de l'école libre (C.C.L.E.), Syndicat des propriétaires, s'étaient donné rendez-vous sur le thème « Français, on vous étrangle, ça suffit », qui s'inscrivait sur des affiches représentant un buste de Marianne enchaîné.

PEU D'ÉVOLUTION DANS LES CENTRES DE TRI

La situation a peu évolué dans les centres de tri des P.T.T. au cours de la nuit du 24 au 25 octobre. En province, les établissements de Creil, de Laon et de Montpellier sont toujours affectés par des mouvements de grève d'une heure. En région parisienne, le travail a repris à Melun, mais le conflit continue à Meaux et à Evry et s'est même durci à Créteil où les grilles ont été fermées, le 25 octobre. Dans les centres des bureaux-gares de Montparnasse, d'Austerlitz et de Lyon, les actions se poursuivent. Enfin, à Paris-Brune, la situation demeure confuse, le centre reprenant le travail le matin alors qu'il est bloqué la nuit par les postiers.

UNIQUE EN FRANCE DANS LE PRÊT-À-PORTER MASCULIN

D'abord, chez nous, nos clients ont une semaine pour se faire rembourser. Le leur suffit de nous dire qu'ils ont trouvé la même chose ailleurs moins cher et où. Car STEPHANE (MEN'S) c'est les grandes marques griffées du prêt-à-porter masculin, de la chemiserie et accessoires à des prix E-TONNANTS (-30 à -40 %). Mais c'est aussi « Les Modulaires », une façon unique d'acheter un costume en le constituant soi-même en 2, 3 ou 4 pièces, quelle que soit sa conformation. « Les Modulaires » sont fabriqués en France dans des draperies réputées. Prix du 2 pièces jusqu'à 52 de 650 F à 850 F. Mais nous allons jusqu'à 66 (1 m 20 de tour de ceinture).

STEPHANE MEN'S discount de luxe n'est ouvert que de 12 heures à 19 h 30 du lundi au samedi.

130, bd St-Germain, M° Odéon, et 8, rue d'Avron, 21^e, où un petit supplément vous sera accordé.

M. Mitterrand préside l'ouverture de la XXII^e Conférence générale de l'UNESCO

C'est par un discours de M. Mitterrand qu'a été ouverte, ce mardi 25 octobre, à Paris, la XXII^e Conférence générale de l'UNESCO, la quelle assistent quelque deux mille délégués des cent cinquante États membres de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

Auréolé du prestige de sa récente visite à Beyrouth, le chef de l'État a été d'autant plus vivement applaudi par l'assistance (seul par la délégation française) qu'il a fait l'éloge sans réserves de l'œuvre d'une organisation de plus en plus critiquée pour sa bureaucratie et sa politisation croissantes. « En trente-huit ans, a-t-il affirmé, l'UNESCO a rempli sa mission au-delà des espérances dans les trois domaines prioritaires qu'elle avait retenus : alphabétisation d'enfants du tiers-monde, coopération scientifique, sauvegarde

de sites du patrimoine universel, comme Borobudur, Venise, Le Mont Saint-Michel... » « Qui dit mieux ? », a lancé le président de la République.

Mais, a-t-il souligné, au cours des deux dernières décennies du siècle, le monde aura à affronter « des forces centrifuges venues déformer notre confort. Une nouvelle donne scientifique vient tout bouleverser. La culture peut couper le monde en deux, car plus la science progresse plus l'écart entre les peuples s'accroît ». M. Mitterrand a donc pressé l'UNESCO d'ouvrir l'avenir « pour accélérer le développement scientifique aux capacités de formation des hommes ».

Les délégués vont maintenant poursuivre leurs travaux prévus jusqu'au 29 novembre et au cours desquels doit être notamment fixé le montant du budget 1984-1985 de l'UNESCO. — J.-P. P.-H.

REPLI DU DOLLAR

L'émotion provoquée par les attentats au Liban s'étant un peu apaisée, le dollar a perdu, mardi 25 octobre, une partie de ses gains de la veille, revenant à Francfort, de 2,61 DM à 2,60 DM centimes, et, à Paris, de 7,98 F à 7,9450 F. Le taux du franc a été stabilisé, le cours du mark à Paris fléchissant un peu à 3,6550 F.

LA MISE EN VENTE DU TITRE « COMBAT »

La mise en vente aux enchères du titre *Combat* aura-t-elle lieu comme prévu, le mercredi 26 octobre ? Une action en référé a, en effet, été engagée par MM. Henri Freney, Claude Bourdel pour s'opposer à cette vente. Selon une clause des accords de 1947, font-ils valoir, la propriété de titre — au cas où le passif dépassait l'actif — devait revenir au président des amicaux *Combat* (M. Freney). Le juge a décidé de reporter la décision au mercredi 26 octobre, à 10 heures du matin.

CHARTERS

U.S.A.
NEW-YORK
à partir de **2.990 F A.R.**
AIRCOR SETI
25, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 268-16-70

FORSHO
LA MAISON
DU LODEN
le véritable
LODEN
AUTRICHIEN
146, rue de Rivoli Paris 1^{re}
Tél. : 260.13.51

146, rue de Rivoli Paris 1^{re}
Tél. : 260.13.51

A New-Delhi

ATTENTAT CONTRE L'AMBASSADEUR DE JORDANIE

New-Delhi (A.F.P.). — L'ambassadeur de Jordanie en Inde, M. Mohammed Ali Kourme, a été sérieusement blessé par balles ce mardi 25 octobre, à New-Delhi, près de sa résidence, par un tireur non identifié, a annoncé l'agence indienne P.T.I., citant la police.

L'ambassadeur, qui a été transporté immédiatement à l'hôpital de l'ambassade américaine, a été touché par six balles sur le côté droit. Il serait dans un état grave.

TROIS CAMIONS CHARGÉS D'EXPLOSIFS CIRCULE- RAIENT AUX ABORDS DE L'AÉROPORT DE BEYROUTH

Beyrouth (A.F.P.). — Trois véhicules chargés d'explosifs ont été repérés, circulant aux abords immédiats des positions américaines, près de l'aéroport international de Beyrouth, a affirmé, ce mardi matin 25 octobre, le major Robert Jordan, porte-parole du contingent américain de la force multinationale.

« Nous sommes tous en état d'alerte maximum », a-t-il ajouté. Le major Jordan, extrêmement tendu, a demandé à tous les journalistes d'évacuer la zone du cantonnement américain. « La meilleure chose que vous puissiez faire, c'est de partir d'ici car vous me faciliteriez mon travail », a-t-il dit aux journalistes.

A ses lecteurs
qui vivent
hors de France

Le Monde

présente une

Sélection

hebdomadaire

Il y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien.

Les suites de l'accord C.G.E.-Thomson

Mille emplois en excédent ?

En déclarant devant la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale que les effectifs étaient nombreux dans l'industrie du téléphone — cinq mille personnes en septembre chez Thomson et deux mille chez C.T.T.-Alcatel, M. Alain Gomez, P.-D.G. du groupe nationalisé Thomson-Brandt, a, comme l'on dit, mis les pieds dans le plat.

La C.G.T., par l'intermédiaire de M. Seignin, secrétaire général de la Fédération des métaux, a immédiatement réagi contre cette « déclaration intempestive » et rappelle que les syndicats des entreprises concernées s'opposent à toute dégradation de l'emploi dans leurs entreprises.

L'Hémicycle, du mardi 25 octobre, publie un éditorial sous le titre « Nationalisation et emploi ». Dénonçant « ces orientations » qui « ne peuvent que susciter déception et inquiétude de la part de l'ensemble des travailleurs de ces entreprises », le quotidien du P.C.F. estime que « les entreprises nationalisées doivent s'affranchir des modèles de gestion patronale stéréotypés et à l'origine des difficultés ».

Le débat ouvert publiquement par M. Gomez n'est pourtant pas nouveau. Il y a des années, que tous les professionnels du secteur des télécommunications se sont plaints d'un grave problème d'emploi existant. Il est dû surtout à une évolution rapide de la technologie. Pour fabriquer un central électronique temporel, il faut quatre fois moins de personnel que pour un central traditionnel électromécanique. La basculement vers ces nouvelles technologies, intervenu en 1978, a en fait pris à contre-pied une industrie et une administration qui n'avaient pas programmé, deux ans auparavant, une évolution aussi rapide. De fin 1977 à la fin 1981, seize mille cinq cents emplois avaient été supprimés dans le secteur. Mais la réduction du projet d'annuaire électronique et les tergiversations liées au changement de politique du 10 mai 1981 allaient bloquer pendant deux ans les possibilités de reconversion.

A l'évidence, le marché français du téléphone ne peut plus nourrir trois constructeurs. Or la nationalisation de l'ancienne filiale I.T.T., la C.G.C.T., de ses sept mille cinq cents personnes et de ses usines de centreaux allait compliquer les choses. La solution rationnelle eût consisté à convertir cette société vers d'autres activités — avec malheureusement le coût social que cela impliquait — et à répartir son « quota » dans la téléphonie publique entre C.G.E. et Thomson. On ne l'a pas fait. Du coup, aucun des trois constructeurs ne peut vivre. Le résultat ? C'est

M. Gomez qui a « lâché » et préférait ôder ses activités dans les télécommunications à la C.G.E. D'où le fameux accord entre les deux groupes.

MM. Gomez et Peberneau avaient, affectivement estimés, dans leur protocole d'intention — dont seuls le ministre de l'Industrie, M. Felpus, et l'Élysée ont eu officiellement un exemplaire — à sept mille le « sur-effectif » des deux groupes dans ce secteur. Ils ont « vendu » en quelque sorte leur accord en expliquant que le regroupement « et la rationalisation des activités qu'il entraînera n'entraîneront pas, au début, une partie de ces réductions », mais qu'il « conduira à terme à une augmentation durable de l'emploi, grâce à l'amélioration de la compétitivité de l'ensemble et par voie de conséquence, à la capacité d'offrir part plus importante du marché mondial ». Cela, bien sûr, en supposant que l'État maintienne son effort en matière de crédits d'études et de commandes, voire d'achats. Dans ces conditions, l'excédent réduit « ne se situerait plus à terme qu'à environ mille personnes ».

Outre le fait que les deux groupes entendent par leur accord — et leurs engagements vis-à-vis des cadres de l'État — régler leurs difficultés d'emploi sur la base d'études et de commandes, voire d'achats, il reste que la principale justification à cette opération est de rationaliser les unités de production. Cela ne peut se traduire que par des suppressions d'emplois dans les usines concernées. Ce n'est qu'à longue échéance, et si l'opération se révèle un franc succès, que l'emploi dans ces deux seules entreprises sera amélioré.

Or le gouvernement a mis comme condition à son « feu vert » que « les rapprochements d'activités... devront se traduire par une amélioration de l'emploi par rapport au maintien des structures actuelles ». Il y a là plus qu'une contradiction. Sur tout quand on sait que l'un des objectifs — encore innovés mais logique — de l'accord est bel et bien de concentrer les moyens et les gammes de produits autour de la technologie de la C.G.E. De là à penser que la fin du central M.T. 25 de Thomson est d'ores et déjà programmée...

Les pouvoirs publics et les entreprises visées n'auraient pas, de toute façon, éduqué le problème du suremploi dans le secteur des télécommunications. On ne triche pas avec les réalités. Aussi cruelles soient-elles. Reste que l'on peut se demander si d'autres solutions que cet accord C.G.E.-Thomson n'auraient pas mieux répondu aux difficultés de l'ensemble de ce secteur.

J.-M. QUATREPOINT.

Criquet de steiner

REMISE -15%
du 25 OCTOBRE
AU 31 NOVEMBRE
PRO NORMAL ACHAT
EN 140 X 180
AVEC REMISE 7 ABB

CONVERTIBLE
à sommier à lattes de bois
couchage 80 x 190, 140 x 190, 180 x 190
Tissu Béton Marine

DISTRIBUTEUR
CAPELOU
37, Av. de la République • 75011 PARIS
Métro : Parmentier • Tél. : 357.46.35

En promotion exceptionnelle
jusqu'au 15 novembre
4 quarts KRITER pour le prix de 3

**Gagnez
votre
Piano**

15 oct. 15 nov.

Dans un décor-jardin de 1000 m², votre piano, le nouveau piano droit Daniel Magne (N), valeur 24.370 F, vous attend. Venez, inscrivez votre nom sur un bulletin et déposez-le dans l'urne, c'est tout. Le tirage au sort du 16 nov. fera peut-être de vous l'heureux gagnant.

ESPACE PIANOS DANIEL MAGNE
17, Av. Raymond Poincaré, Paris - 553 20 60 M° Trocadéro
*Prix TTC au 1^{er} oct. 83

*Prix TTC au 1^{er} oct. 83